TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE N° 11703 — MARDI 14 SEPTEMBRE 1982

UN ENTRETIEN AVEC LE PRINCE SIHANOUK

« Si nous ne menons pas de résistance armée, le Cambodge sera perdu à jamais comme Etat indépendant. »

LIRE PAGE 3



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark 6,50 Kr ; Espagne, 80 pes. ; G.-B., 45 p. ; Grèce, 50 dr. ; Libye, 0,350 DL ; Irlande 70 p. ; Italie, 1 000 l. ; Liban, 350 P ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,00 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc. ; Sénégal, 290 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; E.-U., 85 cents ; Yougoslavie, 55 d.

Tarif des abonnements page 44

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex Paris n° 650572
C.C.P 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Compromis et rééquilibrage à Pékin

Deux mérites doivent être reconnus au douzième congrès du P.C. chinois. A la différence des assises précédentes d'un parti qui ne semblait aller que de bouleversements en révolutions de palais, l'attention des délégués n'a pas été principalement accaparée par la condamnation de dirigeants déchus. Si le culte de la personnalité et les errements de la révolution culturelle ont été dénoncés, le congrès ne peut se comparer à ce que fut pour le P.C. soviétique le vingtième congrès, où Khrouchtchev fit le procès de Staline. Certains aspects au moins de la personne et de la pensée de Mao Zedong sont encore jugés positifs. Quant au cas de M. Hua Guofeng, il n'a été traité que par prétérition.

Second mérite, le congrès s'est saisi d'un problème fondamental dont la Chine, parmi les pays communistes, n'a pas l'exclusivité : la relève des générations dans les organes dirigeants du parti. Force est toutefois de constater que si l'intention était bien exprimée, les résultats acquis restent modestes, du moins au niveau des plus hautes instances de l'appareil, où continueront à siéger nombre de septuagénaires, sinon d'octogénaires confirmés.

Poids des traditions ? Ultimes égards pour des vétérans respectés ? Compte tenu de ce qui avait été dit auparavant, il est tentant de penser que cette résilience d'un personnel politique vieilli est la conséquence d'un compromis entre des forces politiques diverses dont nulle n'est en mesure de l'emporter tout à fait.

Compromis durable ou provisoire ? On en jugera mieux au vu des politiques qui vont être désormais mises en œuvre et sur lesquelles le congrès n'a pas apporté tout l'éclairage voulu. A propos de la question essentielle des relations entre le parti et le reste de la population, M. Hu Yaobang a annoncé une nouvelle campagne de « rectification du style de travail », mais celle-ci se révélera-t-elle plus efficace que les efforts entrepris dans le même sens depuis trois ans ?

Le flou demeure également en matière de projets économiques. La Chine se propose de « quadrupler » sa production agricole et industrielle d'ici à la fin du siècle, mais on a peu appris sur les méthodes qui permettront d'atteindre cet objectif. Tout au plus la priorité semble-t-elle de nouveau donnée, pour la présente décennie, aux investissements dans les secteurs de base tels que l'énergie et les transports — ce qui pourrait indiquer une sensible correction de cap par rapport aux orientations suivies depuis quelques années sous l'impulsion de M. Deng Xiaoping.

Ce qui émergera de plus neuf de ce congrès — paradoxalement, car l'accent n'a guère été mis sur ce chapitre — est peut-être un rééquilibrage majeur de la politique extérieure chinoise. Des termes sévères, différents de ceux qui étaient en usage il y a deux ou trois ans, ont été employés à l'égard des Etats-Unis, et l'on n'a pu qu'être frappé de la relative modération avec laquelle M. Hu Yaobang s'est exprimé à propos de l'U.R.S.S., comme d'un mouvement communiste international dont le P.C. chinois s'est longtemps considéré comme séparé.

Tandis que les dirigeants de Pékin s'efforceront de maintenir, bon an, mal an, face à une formidable pression démographique, un équilibre alimentaire qui constitue pour la Chine un problème de survie, c'est dans leurs relations avec le monde extérieur, proche ou lointain, que l'on devra analyser avec le plus d'attention leurs prochaines initiatives.

(Lire notre dossier pages 2 et 3.)

La tension monétaire et le plan de redressement

- **Le dollar de nouveau en hausse dépasse 7,13 francs**
- **Les partis de la majorité lancent des campagnes d'opinion**
- **M. Barre pense que le gouvernement a déjà échoué**

Sur les marchés des changes le fait marquant de la matinée du lundi 13 septembre a été la nouvelle et forte hausse du dollar dont le cours à Paris est passé de 7,095 F à 7,1330 F et à Francfort de 2,5050 à 2,5210 DM. Le franc a peu varié, le deutschemark s'inscrivant à 2,83 F environ.

Interrogé dimanche 12 septembre lors de l'émission R.T.L.-« le Monde » sur la tenue du franc, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité, a déclaré : « Rien ne justifie aujourd'hui la spéculation contre le franc », avant de réaffirmer : « Nous ne céderons pas. Le franc ne sera pas dévalué. »

Les deux principaux partenaires de la majorité ont lancé, ce week-end, des campagnes en direction de l'opinion. Le P.S. cherche à obtenir « l'adhésion populaire » à la politique du gouvernement, et le P.C. souhaite « mobiliser les travailleurs » pour « la poursuite et la réussite de la politique nouvelle ».

Pour sa part, M. Raymond Barre a de nouveau estimé devant le « Club de la presse » d'Europe 1 que l'« échec » du gouvernement est « total et cinglant ».

Adhésion populaire et mobilisation

La gauche est-elle en mesure de gagner la bataille économique qu'elle a engagée ? M. Jacques Chirac a déjà répondu que non, en prétendant même qu'elle n'ira pas jusqu'au bout de l'« expérience ». M. Raymond Barre répète, sans attendre la suite des événements, que « l'échec est total et cinglant ». Ces appréciations n'étonnent pas, tant l'opposition continue de penser, malgré le désaveu que lui ont infligé les électeurs, et malgré les manières divergentes dont les deux premiers ministres successifs de M. Valéry Giscard d'Estaing ont géré les affaires de la France, qu'elle détient toujours le monopole de la compétence économique.

Quel que soit le jugement que l'on porte sur cette prétention, il convient de remarquer que, dans un pays démocratique, la compétence ne suffit pas. Encore faut-il qu'elle bénéficie, au moins, de la compréhension des hommes et des femmes qui en subissent les effets avant d'en recueillir les bienfaits promis. M. Raymond Barre, qui estimait conduire la seule politique capable de redresser l'économie du pays, à l'évidence, n'a pas convaincu et n'a même pas été compris. A preuve, les succès de la gauche aux élections de mai et juin 1981.

Sans doute a-t-il renoncé trop vite à l'explication. Peut-être a-t-il négligé la recherche de cette « adhésion populaire » pourtant nécessaire, sinon à l'application d'une politique, du moins à sa continuité au-delà des échéances électorales nationales.

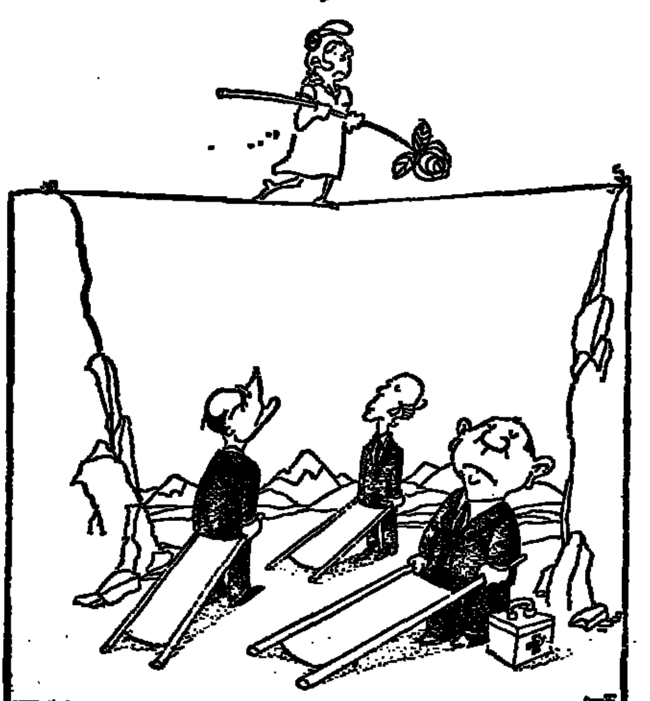
M. Raymond Barre, invité dimanche du Club de la Presse d'Europe 1, n'a dit qu'un mot polémique de cet aspect de l'action politique : la recherche du « consensus » lui paraît vaine s'il s'agit de s'en servir pour plonger le pays dans les « déséquilibres ».

Au moins, M. Giscard d'Estaing, pour sa part, a-t-il consenti à un début d'autocritique en admettant que « la compétence, sans la générosité, c'est plat » (1). M. Barre s'en tient à une analyse strictement économique.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 8.)

(1) Propos tenus devant le congrès du parti républicain le 13 juin 1982



(Dessin de PLANTU.)

La police et le pouvoir

« Une partie de la haute hiérarchie organise le sabotage »

nous déclare M. Deleplace secrétaire de la Fédération autonome des syndicats

Après la fusillade de la rue Rossini à Paris et l'inculpation de quatre gardiens de la paix, M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.), organisation majoritaire parmi les gradés et gardiens de la paix et les personnels administratifs, critique, dans l'entretien qu'il nous a accordé, ceux qui, « au plus haut niveau », autoriseraient « les policiers à dépasser la légalité ».

M. Deleplace affirme également qu'« une grande partie de la haute hiérarchie policière (...) organise le sabotage ». Il s'en prend nommément au R.P.R., accusé de « politiser » et de « faire de l'entrisme dans la police », à l'intérieur de laquelle, selon lui, « des choses se passent qui devraient alerter tous les démocrates ». M. Gaston Defferre, conclut-il, a « cédé au chantage de ceux qui refusent une police nouvelle ».

« Le ministre de l'intérieur a couvert de son autorité les policiers qui ont tiré rue Rossini, à Paris. Les couvrez-vous aussi ? »

— Nous n'avons jamais aimé le mot « couverture ». Le policier est un citoyen responsable, qui connaît les lois de la République et le code de procédure pénale. Il n'a pas besoin de couverture : il agit dans le cadre des lois et règlements et doit les respecter au premier chef. Couvrir, cela voudrait dire accepter des choses illégales.

» Nous avons toujours milité pour que ce citoyen policier, responsable de tous ses actes, puisse même refuser l'ordre donné par des chefs s'il n'est pas conforme aux institutions de la République. Alors, quand on autorise, au plus haut niveau, les policiers à dépasser la légalité et qu'on promet de les couvrir après coup, nous ne sommes pas d'accord !

» C'est rendre un mauvais service à la police que de laisser croire à la population que les policiers sont placés au-delà des lois, qu'on couvrirait tout acte de violence illégitime et, pourquoi pas, les tortures, les traitements inhumains et dégradants... Nous sommes toujours sensibles au soutien d'un ministre quand il défend une police injustement attaquée ; dans le cas présent, nous pensons que M. Defferre est allé un peu vite...

— En octobre 1981, vous redoutiez les « tentatives de sabotage de la nouvelle politique par des hauts responsables de la police ». Avez-vous, aujourd'hui, les mêmes inquiétudes ?

— Seize mois après le changement politique, nos inquiétudes de l'époque se confirment de jour en jour. Aujourd'hui, une grande partie de la haute hiérarchie policière, qui ne souscrit absolument pas au changement d'orientation pour restituer la police à la nation, organise le sabotage dans nos rangs.

Des faits significatifs

— Avez-vous des exemples, des faits précis ?

— Plusieurs. A Lyon, quand M. Gaston Defferre se déplace pour les obsèques d'un de nos camarades tué par les gangsters, une manifestation inhabituelle de mécontentement est organisée avec, selon des informations précises en notre possession, l'accord tacite de hauts responsables du secteur (1). Il n'y a pas si longtemps, les précédents ministres de l'intérieur n'auraient absolument pas toléré le moindre remous en une telle occasion : on n'aurait pas attendu vingt-quatre heures pour remercier les chefs du secteur ! Là, malheureusement, M. Defferre a laissé faire et n'a pas pris les mesures qui s'imposaient.

Propos recueillis par EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 11.)

(1) A Lyon, quinze cents policiers en civil et en tenue avaient manifesté, le 7 novembre 1981, bloquant le véhicule de M. Gaston Defferre, lors des obsèques d'un brigadier tué au cours d'un hold-up (le Monde daté 8-9 novembre 1981).

L'atout franc

par PIERRE DROUIN

Le franc n'évitera pas de sitôt le mal de mer. Mais la défense de sa parité est devenue un impératif du gouvernement. C'est peut-être le plus difficile à faire comprendre à tous ceux qui ont porté M. Mitterrand au pouvoir. Comment une politique de justice sociale, d'expansion peut-elle être entravée par des « spéculateurs » ou par des banquiers internationaux aux visages anonymes, qui règlent sur leurs étranges balances le destin des monnaies ?

Il faut sortir de cette mythologie enfantine, et, là aussi, parler clair sans craindre de faire, comme le disait récemment M. Edmond Maire, du « barrisme de gauche ». Quelle que soit la couleur de l'équipe au pouvoir, elle subira les mêmes contraintes de finances extérieures qui n'ont rien à voir avec de mystérieuses manipulations pratiquées hors de nos frontières.

Le fait est brutal et simple. La France peut, à ses risques et périls — inflationnistes certes, — fabriquer des billets pour couvrir un déficit budgétaire, mais il lui est impossible de sortir de la même « planche », des dollars, des livres sterling ou des deutschemarks pour éponger les soldes négatifs de sa balance des paiements. Pour régler sa dette, elle ne peut qu'emprunter ou tirer sur ses réserves de devises ou sur son or. Notre crédit et notre fonds ne sont pas inépuisables. Nos réserves se dissipent à toute allure, on le sait bien, lorsque les possesseurs étrangers de francs s'en débarrassent sur le marché parce qu'ils leurs brûlent les doigts.

Ce rappel de notions élémentaires est indispensable, car, au-delà de toutes les options politiques et les systèmes économiques il existe une mécanique obligée. Tenter de s'affranchir des règles de la gravitation économique universelle, conduit à broyer l'indépendance d'un pays.

Comment sauver cette indépendance ? Chaque dévaluation, non suivie d'un réel redressement l'écorne un peu plus, à l'évidence. Ceux qui s'inquiètent de la santé économique d'une nation, qu'ils soient gouvernants ou détenteurs de sa monnaie, regardent toujours dans trois directions : la différence (1) de taux d'inflation avec les grands pays du monde ; l'ampleur du déficit budgétaire — ce qui n'est pas sans lien, bien sûr avec l'inflation, — enfin le comportement du commerce extérieur.

(Lire la suite page 45.)

(1) Depuis un certain temps on parle de « différentiel d'inflation », ce qui fait savant, mais n'est pas approprié. Lorsqu'il s'agit de calcul ou d'engrenage, le mot a un sens, mais non lorsqu'il est accolé à celui d'inflation.

AU JOUR LE JOUR

MAGIE

« Retroussons nos manches » a lancé, à la Fête de l'Humanité, *M. Philippe Herzog, citant Maurice Thorez. « C'est la déroute des illusionnistes », annonce M. Barre, qui ne veut pas se laisser éblouir par les manches retroussées des faiseurs de magie.*

L'ancien premier ministre devrait se garder aussi à droite. Car, tandis qu'il brandit sa baguette magique pour conjurer le sortilège qu'il impute à la gauche, M. Chirac l'observe. Et le président du R.P.R. a plus d'un tour dans son sac.

BRUNO FRAPPAT.

LA MORT D'ALBERT SOBOUL

Spécialiste de l'histoire de la Révolution française, professeur à l'université Paris I-Sorbonne et communiste, Albert Soboul est mort vendredi 10 septembre. Il était âgé de soixante-huit ans.

Ses obsèques auront lieu mercredi 15 septembre au cimetière du Père-Lachaise à Paris. Un hommage lui sera rendu à 11 heures au Mur des fédérés.

L'historien des sans-culottes

Albert Soboul faisait partie de ces historiens qui sont un peu des institutions tant son œuvre s'identifiait à un champ d'études. Il avait été longtemps et il paraissait encore quelque peu l'homme de la Révolution française comme tel autre pouvait être le maître de l'économie ou le patron des relations internationales. Ces choses-là n'existent plus depuis que les universités, les chaires, les centres d'étude se sont multipliés et que la Sorbonne a perdu son quasi-monopole de la recherche universitaire.

A la Sorbonne, il n'y était arrivé qu'assez tard, après avoir enseigné, notamment, au lycée Henri-IV et à la faculté des lettres de Clermont-Ferrand. Mais il écrivait sur la Révolution française depuis ses débuts de jeune professeur et de militant à l'époque du Front populaire. Et l'on peut dire qu'en une quarantaine d'années, en de nombreuses publications sous les formes les plus diverses il ne l'a pas quittée.

MAURICE AGULHON.

(Lire la suite page 6.)

LE PEINTRE CUBAIN WILFREDO LAM EST DÉCÉDÉ A PARIS

LIRE PAGE 14

Le Monde

étranger

Dossier : les résultats du XII[e] congrès du P. C. chinois

Les résultats du XII[e] congrès du parti communiste chinois font apparaître un renouvellement substantiel des cadres de l'appareil, mais moins profond qu'on ne s'y attendait généralement. Si le comité central lui-même est désormais composé de nouveaux venus dans la proportion de 60 %, la majorité des vétérans, pour la plupart d'un âge avancé, concervent leurs sièges dans les organes de la direction supérieure du parti.

La réforme des statuts du P.C.C., qui a été adopté lors du congrès, rapprochent les structures de ce dernier de celles de la plupart des partis communistes au pouvoir en U.R.S.S. et en Europe de l'Est. La disparition du poste de président du parti — ainsi que, par conséquent, celle des vice-présidences — et la consécration du titre de secrétaire général, occupé par M. Hu Yaobang, comme celui de numéro un du parti vont dans ce sens.

Deux groupes de dirigeants apparaissent dès lors comme occupant une position prééminente. Les membres du comité permanent du bureau politique d'une part, dont la liste reste inchangée, à l'exception du départ, attendu, de M. Hua Guofeng. Un petit groupe de personnalités, d'autre part, qui, siégeant à la fois au bureau politique et au secrétariat du comité central, auront désormais en main à ce double titre les leviers de commande les plus importants du régime.

Les six membres du comité permanent du bureau politique...

M. HU YAOBANG

M. Hu Yaobang est l'un des hommes dont la carrière a été le plus étroitement associée à celle de M. Deng Xiaoping, qu'il a rencontré dès l'époque de la guerre sino-japonaise. Né en 1915 dans le Hunan, il avait moins de vingt ans lorsqu'il adhéra au parti communiste, après avoir milité plusieurs années dans ses organisations de jeunesse. Responsable régional dans le Sichuan au lendemain de la libération, M. Deng Xiaoping l'appelle à Pékin dès 1952 pour lui confier la direction de la Ligue de la jeunesse communiste, qu'il conserve jusqu'en 1964.

Emporté, comme son protecteur, par la révolution culturelle, il reparaît en 1973, toujours dans le sillage de M. Deng Xiaoping, lui-même réhabilité, et l'accompagne encore une fois dans sa disgrâce en 1976.

Au lendemain de la chute de la « bande des quatre », M. Hu Yaobang entame une ascension rapide. Nommé en 1977 au comité central, il entre au bureau politique en décembe 1978 et prend en février 1980 le titre — rétabli après avoir disparu au début de la révolution culturelle — de secrétaire général du comité central. Il a officiellement remplacé M. Hua Guofeng à la présidence du parti au mois de juin 1980.

M. ZHAO ZIYANG

M. Zhao Ziyang, qui est âgé de soixante-trois ans, a fait une longue carrière dans l'appareil provincial du parti, du Guangdong au Sichuan en passant par la Mongolie-Intérieure. Fidèle exécutant, au début des années 60, des idées de l'ancien président Liu Shaoqi et — déjà — de M. Deng Xiaoping, il est durement critiqué à l'époque de la révolution culturelle et doit admettre dans une autocritique publique qu'il a suivi à tort une *« ligne réactionnaire »*. Mésaventure passagère, car il entre au comité central dès 1973, à l'époque dite de la « bande des quatre ». C'est cependant après la chute de cette dernière (1976) que commence sa véritable ascension, et à une allure exceptionnellement rapide. Entré comme suppléant au bureau politique en 1977, il en devient membre à part entière en 1979, et, six mois plus tard, siège au comité permanent de cet organisme. Il a remplacé, à l'automne 1980, M. Hua Guofeng au poste de premier ministre.

LE MARÉCHAL YE JIANYING

Originaire du Guangdong, où il est né en 1898, le maréchal Ye Jianying a été dans les années 20 instructeur à l'académie militaire de Whampoa. Il y rencontra Zhou Enlai, auprès duquel il fit toute la première partie de sa carrière après avoir adhéré en 1927 au parti communiste. Homme d'état-major plus que chef militaire sur les champs de bataille pendant la guerre civile et la guerre antijaponaise, il occupa après la libération des fonctions administratives à Pékin, puis à Canton, avant d'être nommé maréchal en 1955 et de rejoindre le pouvoir central en entrant en 1961 à la commission des affaires militaires du parti.

Peu affecté par la révolution culturelle, il est entré en 1967 au bureau politique et devient en 1973 l'un des membres du comité permanent de cet organisme, en même temps que vice-président du comité central. Nommé en 1975 ministre de la défense, poste dont il resta titulaire jusqu'au printemps 1978, il était depuis cette dernière date président du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire.

M. DENG XIAOPING

Né en 1904 dans la province du Sichuan, M. Deng Xiaoping fit partie, avec Zhou Enlai, des étudiants chinois qui séjournèrent en France au début des années 20. Tôt engagé dans les rangs du jeune parti communiste chinois, il participe à la Longue Marche et, comme commissaire politique d'une des grandes unités de l'armée rouge, aux principaux combats de la guerre civile et de la résistance antijaponaise.

Entré au comité central en 1945, il en devient secrétaire général en 1954, avant d'entrer, l'année suivante, au bureau politique. Il occupe parallèlement le poste de vice-premier ministre et, pour une courte période, celui de ministre des finances.

Condamné pendant la révolution culturelle comme le plus proche associé de Liu Shaoqi, il disparaît pendant sept ans de la vie politique pour reparaître en 1973 et reprendre progressivement ses principaux titres. Il est à nouveau épuré, toutefois, au printemps 1976, sous l'accusation renouvelée de révisionnisme, mais reparaît un an plus tard, après la mort de Mao Zedong et la chute de la « bande des quatre ». Il n'a cessé depuis lors — bien qu'il ait abandonné en 1980, en même temps que ses collègues de la même génération, le titre de vice-premier ministre — d'accroître son influence et son emprise sur la direction du régime.

M. CHEN YUN

Membre du P.C. depuis 1925, M. Chen Yun n'a jamais perdu le siège qu'il occupe depuis 1931 au comité central du parti. Membre du bureau politique en 1934, élu en 1956 à la vice-présidence du parti communiste, principal économiste et planificateur du régime à l'époque, il connaît toutefois une longue éclipse à la suite du désaccord qui le sépare de Mao Zedong au moment du « grand bond en avant » (1958) et le confine dans une retraite de fait pendant les années les plus chaudes de la révolution culturelle.

Reparu dès 1975 comme vice-président de l'Assemblée nationale populaire, il reprend de hautes fonctions dans la direction du parti à partir de la fin de 1978 comme vice-président du comité central et principal responsable de la commission de contrôle de la discipline du parti. Vice-premier ministre de 1979 à 1980, il passe pour avoir été le porte-parole d'une politique de rigueur dans le domaine économique. Originaire de la région de Shanghai, M. Chen Yun est âgé de soixante-dix-sept ans.

M. LI XIANNIAN

Né vers 1905 dans la province du Hubei, fils de paysans, M. Li Xiannian s'est engagé très tôt dans le mouvement révolutionnaire. Après avoir participé à la Longue Marche, il entre dès 1945 au comité central du P.C. chinois. Maire de la grande ville industrielle de Wuhan après la libération, il gagne bientôt Pékin, où il est nommé vice-premier ministre en 1954 et entre au bureau politique du parti — qu'il ne quittera plus — en 1956.

Spécialiste des finances, il a été un proche collaborateur de Zhou Enlai, qui l'a protégé contre les attaques dont il fut l'objet pendant la révolution culturelle. Il apparaissait dès 1973 — plus de trois ans avant la mort de Mao Zedong et la chute de la « bande des quatre » — aux fonctions qui étaient encore les siennes à la veille du douzième congrès, c'est-à-dire de vice-président du comité central et de membre du comité permanent du bureau politique.

UN PARTANT : M. HUA GUOFENG

Aujourd'hui âgé de soixante ans, M. Hua Guofeng a commencé sa carrière comme responsable du parti dans la province du Hunan. Bien que critiqué par les gardes rouges, il gravit d'importants échelons dans l'appareil pendant la révolution culturelle, toujours dans le Hunan. Mais il entre dès 1969 au comité central et en 1973 au bureau politique. En janvier 1975, il est en outre nommé vice-premier ministre, et chargé de la sécurité publique.

Il n'émerge toutefois au premier plan qu'avec la crise du printemps 1976 qui le voit soudain propulsé au double rang de « premier vice-président du comité central » et de chef de gouvernement. A la mort de Mao, à l'automne de la même année, il devint président du parti communiste chinois, titre auquel il est confirmé par le onzième congrès au mois d'août 1977.

Mis en minorité au sein de la direction à la fin de 1978, il perd ensuite ses principales fonctions au profit d'hommes proches de M. Deng Xiaoping. M. Zhao Ziyang le remplace au poste de premier ministre à l'automne 1980 et M. Hu Yaobang à la tête du parti au mois de juin 1981. Depuis cette date, M. Hua Guofeng avait conservé le titre de vice-président du comité central.

...et les autres principaux dirigeants du parti

Outre M. Hu Yaobang, secrétaire général du comité central et à ce titre numéro un du régime, trois personnalités se distinguent désormais parmi les principaux dirigeants du parti par le fait qu'elles siègent simultanément au bureau politique et au secrétariat du comité central.

M. WAN LI : l'ordre et l'efficacité

Son front large et dégarni et sa haute stature rendent M. Wan Li facilement reconnaissable parmi le personnel dirigeant chinois. De cet homme à l'allure sportive, aux tempes élégamment grisonnantes, se dégage une impression de modernité distinguée qu'il n'est pas si fréquent de percevoir chez ses collègues.

A la différence de nombreux autres dirigeants, issus tout droit de la campagne chinoise, M. Wan Li est né en 1916 dans une famille aisée du Shandong. Sur sa vie, avant la fondation de la République populaire, on sait seulement que, comme l'ancien premier ministre Zhou EnLai ou M. Deng Xiaoping, il a passé quelque temps en France pour étudier et qu'il a rejoint le P.C. en 1936. Pendant la guerre anti-japonaise, on le signale tenant un poste de responsabilité dans le parti dans la région frontière du Hebei-Shandong-Henan et organisant des actions de guérilla derrière les lignes de l'occupant. Toutefois, c'est comme un administrateur et un homme soucieux de construire dans l'ordre et l'efficacité qu'il va s'imposer.

L'élément décisif dans sa carrière est sans consteste l'étroite relation qui le lie depuis longtemps à M. Deng Xiaoping. Les deux hommes ont partagé l'amertume de la disgrâce avant de savourer, comme ils le font aujourd'hui, les fruits de la victoire.

Malgré cette protection, la promotion de M. Wan Li, après la libération, est loin d'être aussi rapide que celle de M. Deng. Il est vrai qu'il n'a que trente-trois ans en 1949 et qu'il n'est pas auréolé du prestige des survivants de la Longue Marche. Nommé vice-ministre de la construction en 1952, il devient en mai 1956 ministre de la planification urbaine, avant d'accéder en 1958 au poste de vice-maire de Pékin.

Le déclenchement de la révolution culturelle provoque presque immédiatement sa chute, car on lui reproche précisément ses liens avec M. Deng. Cinq ans après, toutefois, il réapparaît dans des positions très voisines de celles qu'il tenait avant la tourmente. En 1975, il est nommé ministre des chemins de fer qu'il est chargé de remettre en ordre. Mais, dès l'année suivante, il est démis après les incidents du 5 avril 1976 sur la place Tian-Anmen. Cette éclipse cependant, va être de courte durée et, six mois après l'arrestation de la « bande des quatre », il refait surface d'abord comme vice-ministre de l'industrie légère, avant de se voir confier, en juin 1977, le poste de premier secrétaire de la province de l'Anhui.

Dans cette région, qui est l'une des plus pauvres de chine, il s'acquiert rapidement des mérites qui vont contribuer à façonner l'image qui est aujourd'hui la sienne. Afin de mettre fin à la misère paysanne, il encourage dans cette région des formes d'exploitation qui seront ensuite codifiées et généralisées sous le nom de « systèmes de responsabilité ». En ce sens, son expérience est comparable à celle de M. Zhao Ziyang dans le Sichuan. Les deux hommes vont d'ailleurs maintenir et développer cette nouvelle politique agricole, lorsqu'ils accèdent en 1980 à des responsabilités à l'échelon central, M. Zhao comme chef du gouvernement, M. Wan comme l'un de ses adjoints. Lorsque, en mai de cette année, le nombre des vice-premiers ministres est réduit de treize à deux, M. Wan Li est l'un de ces deux-là. Entre- temps, il est entré au secrétariat du parti, où il a continué à superviser les questions agricoles. — M. L.

M. XI ZHONGXUN : un long engagement révolutionnaire

Né en 1913 dans la province du Shaanxi, M. Xi Zhongxun ne correspond pas exactement à la définition du cadre « jeune ou d'âge moyen », dont le parti assure vouloir favoriser la promotion.

Solidement bâti sur le modèle des paysans de cette rude province, où Mao Zedong devait trouver refuge à l'issue de la Longue Marche, il n'en donne pas moins le sentiment d'être en pleine possession de ses moyens. Son accession au bureau politique, l'instance suprême du parti, est le couronnement d'un long engagement révolutionnaire commencé très jeune, puisqu'il a à peine quatorze ans lorsqu'il adhère à la Ligue de la jeunesse communiste et juste deux ans de plus quand il rejoint le parti proprement dit.

Homme du nord, M. Xi Zhongxun, à l'exception d'un bref intermède à Canton, de 1978 à 1980, a fait toute sa carrière dans sa région natale et les provinces environnantes. De 1932 à 1936, il participe ainsi à la guérilla dans le Shaanxi et le Gansu, activité qui le mène à la présidence du « gouvernement des soviets », fondé dans cette zone, puis à exercer une fonction de commissaire politique aux armées dans la même region.

A la libération, M. Xi Zhongxun est déjà, en tant que secrétaire du bureau nord-ouest du parti, un chef de province de premier plan. Aussi fait-il partie du premier gouvernement central en 1949. Au huitième congrès du parti en 1956, il devient membre titulaire du comité central, cette promotion étant la récompense des responsabilités qu'il exerce alors comme chef du département de la propagande, puis comme secrétaire général du gouvernement.

Dès 1962, cependant, M. Xi Zhongxun disparaît de la capitale. Conséquence peut-être de ses liens anciens avec le maréchal Peng Dehuai, il se retrouve affecté dans le Nord-Ouest, où il va végéter jusqu'à sa réhabilitation, en 1978. Réintégré au sein du comité central, il est nommé premier secrétaire de la province de Canton. En septembre 1980, il revient à Pékin comme vice-président permanent de l'Assemblée nationale populaire. En juin 1981, lors du sixième plénum, il est coopté au secrétariat du parti.

M. L.

M. YU QIULI : le planificateur

A soixante-huit ans, originaire du Sichuan comme M. Deng Xiaoping, M. Yu Qiuli apparaît comme relativement jeune parmi les hauts dirigeants chinois. Il a cependant participé aux combats de la guerre civile — il est commissaire politique dans le Qinghaï à la veille de la libération, — mais c'est déjà comme un spécialiste des finances qu'il se retrouve, au début des années 50, dans les services logistiques de l'armée. Il sera ensuite ministre de l'industrie du pétrole (1959) puis vice-président de la commission de planification (1965).

Comme MM. Li Xiannian et Fang Yi, il est l'un des hommes que Zhou Enlaï protège le plus efficacement pendant la révolution culturelle, ce qui lui vaut non seulement de traverser cette dernière sans encombres mais encore d'entrer dès 1969 — à l'époque où la « gauche » est la plus largement représentée dans les organes du pouvoir — au comité central du parti. Vice-premier ministre depuis 1975, il est entré en 1977 au bureau politique.

Au moins autant technocrate qu'homme de parti, M. Yu Qiuli ne peut passer cependant — pas plus que MM. Li Xiannian et Fang Yi — pour un « client » politique de M. Deng Xiaoping. Il a même été indirectement critiqué en 1980 pour sa conduite de la politique pétrolière, et l'on sait que les deux hommes diffèrent sensiblement dans leurs jugements respectifs sur les méthodes de développement de l'économie chinoise. Pour le planificateur qu'est M. Yu Qiuli, priorité doit en effet demeurer aux investissements dans les secteurs de base de l'industrie, fût-ce au détriment temporaire de l'élévation du niveau de vie des populations par un accroissement de la production des biens de consommation. La position qui lui échoit désormais semble indiquer que ses thèses, un moment contestées, sont de nouveau admises par la direction chinoise.

LE NOUVEAU SECRÉTARIAT

Secrétaire général : M. Hu Yaobang.

Secrétaires : MM. Wan Li, Xi Zhongxun, Deng Liqun (*), Yang Yong (*), Yu Qiuli, Gu Mu, Chen Pixian (*), Hu Qili (*), Yao Yilin.

Suppléants : M. Qiao Shi (*), M[me] Hao Jianxiu (*).

(*) Nouveau membre.

LE NOUVEAU BUREAU POLITIQUE

COMITÉ PERMANENT :
MM. Hu Yaobang, Ye Jianying, Deng Xiaoping, Zhao Ziyang, Li Xiannian, Chen Yun.

MEMBRES :
MM. Wan Li (*), Xi Zhongxun (*), Wang Zhen, Wei Guoqing, Ulanhu, Fang Yi, Deng Yingchao, Li Desheng, Yang Shangkun (*), Yang Dezhi (*), Yu Qiuli, Song Renqiong (*), Zhang Tingfa, Hu Qiaomu (*), Nie Rongzhen, Ni Zhifu, Xu Xiangqian, Peng Zhen, Liao Chengzhi (*).

SUPPLÉANTS :
MM. Yao Yilin (*), Qin Jiwei (*), M[me] Chen Muhua.

(*) Nouveau.

AU COMITÉ CENTRAL

60 % de nouveaux

De notre correspondant

Pékin. — Le nouveau comité central élu par le douzième congrès du P.C. chinois compte 210 titulaires et 138 suppléants, soit au total 348 membres. Ce chiffre est comparable à celui du comité central sortant, lequel comportait en tout 354 membres. Derrière la stabilité de ces chiffres se cache un renouvellement en profondeur : sur 348 élus, 211, soit 60 %, le sont pour la première fois. Toutefois, le remaniement est davantage marqué parmi les suppléants que chez les titulaires, parmi lesquels on note 101 nouveaux sur 210, soit 48 % ; 96 membres siégeaient déjà dans l'ancien comité central et 13 en étaient des suppléants.

Si nombre de vieux dirigeants prestigieux ont conservé leur poste, il n'en est pas moins remarquable que 140 membres sur l'ensemble aient moins de soixante ans. Le plus jeune a trente-huit ans et seize « vétérans » ont plus de soixante-dix ans. Bien que l'on manque de précisions à ce sujet, on peut supposer que le rajeunissement est plus prononcé parmi les suppléants (qui, en principe, n'ont pas voix délibérative) que parmi les membres de plein droit.

Le nombre des techniciens et des cadres ayant des responsabilités économiques soit dans des organismes centraux, soit dans des unités industrielles de base est en augmentation sensible. L'agence Chine nouvelle range dans cette catégorie 59 personnes, au lieu de 9 dans le précédent comité, soit 17 % du total (au lieu de 2,7 %). Les critères de classification ne sont hélas pas indiqués, mais on relève effectivement la présence d'un certain nombre de vice-ministres techniques ou de directeurs d'usine ayant entre quarante et soixante ans. Sans parler de la plupart des titulaires de ministères économiques, dont certains étaient entrés au gouvernement très récemment à la faveur de la réorganisation administrative réalisée par le premier ministre, M. Zhao Ziyang.

En ce qui concerne la représentation de l'appareil du parti, vingt-deux premiers secrétaires de province sont élus ou réélus et sept ne retrouvent pas leur place (Pékin, Hebei, Liaoning, Shandong, Shanxi, Henan, Gansu). Pour ce qui est du Jiangxi, la situation est un peu particulière, l'ancien chef du parti ayant été récemment remplacé, sans que la nouvelle ait été annoncée. Le nouveau responsable figure au comité central, son prédécesseur se retrouvant dans la commission des conseillers.

Deux nouveaux chefs de département du comité central (M. Qiao Shi pour les affaires internationales et M. Deng Liqun à la propagande) sont promus.

Enfin, parmi les militaires, huit des onze commandants de grandes régions militaires sont membres à part entière, deux autres, les commandants de Canton et de Wuhan, passent dans la commission des conseillers, le dernier, le commandant de la région de Jinan (Shandong) continuant, comme par le passé, à rester en dehors du comité central. A l'exception d'un seul (le chef du corps militaire ferroviaire), les commandants des différentes armes (logistique, aviation, marine, génie, blindés) sont également dans le nouveau comité central. — M. L.

AFRIQUE

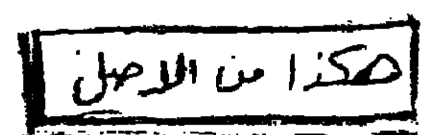
République Sud-Africaine

SOWETO A CÉLÉBRÉ LE CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE LA MORT EN PRISON DE STEVE BIKO

Soweto, ville noire aux portes de Johannesburg, a célébré dimanche 12 septembre le souvenir de Steve Biko, *« père des mouvements de la conscience noire »*, mort en détention le 12 septembre 1977. Au cours d'un service religieux, différents orateurs ont rappelé que *« les morts de Steve Biko et d'autres n'ont pas été vaines »* et que *« leur sang viendra arroser l'arbre de la lutte de libération menée par les Noirs »*.

A Londres, l'hebdomadaire libéral britannique *The Observer* a désigné, dimanche, deux officiers de la police sud-africaine, le capitaine D. Siebert et le lieutenant W. Wilken, comme étant responsables de la mort de Biko. L'hebdomadaire cite un article du journaliste sud-africain Donald Woods, en exil depuis 1977, selon lequel *« il existe suffisamment de preuves dans les documents de l'enquête ayant suivi la mort de Biko pour identifier Siebert et Wilken comme les deux suspects principaux »*.

M. Woods, tout en considérant que les personnes responsables de la mort de Steve Biko doivent être poursuivies pour « meurtre », estime qu'il s'agissait d'un « accident », car *« le gouvernement sud-africain n'a pas ordonné son assassinat et ceux qui l'interrogeaient l'ont battu sans l'intention de le tuer »*. — (A.F.P., A.P.)



LE NOUVEAU BUREAU POLITIQUE

AU COMITÉ CENTRAL

60 % de nouveaux

LA COMPOSITION DE LA NOUVELLE DIRECTION CHINOISE TÉMOIGNE D'UNE VOLONTÉ DE STABILITÉ

M. Hua Guofeng quitte le bureau politique

Pékin. — Le suspens aura duré jusqu'au bout. En joueur averti, ce n'est qu'au tout dernier moment que M. Deng Xiaoping a finalement abattu sa carte maîtresse.

Tout le monde avait les yeux braqués sur ce pauvre maréchal Ye Yanying, tassé sur son siège au présidium du congrès, l'air hébété. On scrutait ces octogénaires que des infirmières *prévenantes aidaient* à se tenir debout et l'on se demandait pour quelles raisons obscures M. Deng, malgré toute son habileté *manœuvrière, n'avait pas réussi* à mettre à la retraite ces vieillards méritants. Tant et si bien qu'on avait fini par oublier le véritable adversaire du *rusé Sichuanais, celui auquel depuis* trois ans il s'efforce de couper les ailes : M. Hua Guofeng lui-même.

Le successeur de Mao, à vrai dire, *s'était fait tellement discret pendant* ce congrès qu'il avait réussi à détourner de lui l'attention. Non pas qu'il ait été absent. Les communistes chinois, suprême intelligence, ont compris, semble-t-il, qu'on remarque davantage une « non-personne » que quelqu'un qu'on montre tous les jours à la télévision. M. Hua était là, à la tribune du congrès, et même à son présidium, et des millions de téléspectateurs chinois ont pu le voir glisser dans l'urne à dépouillement électronique — on n'arrête pas le progrès ! — l'immense bulletin de vote qui allait contribuer à sceller son sort. Car ces « camarades » que M. Hua a élus au comité central ne l'ont pas, eux, réélu au bureau politique. On comprend qu'il ait gardé, dans ces conditions, une mine renfrognée et qu'il n'ait plus affiché le sourire débonnaire qu'il arborait lorsqu'il était encore « le président clairvoyant ». Six ans après la mort de Mao, son successeur « *désigné* » est donc rentré dans le rang.

Tout s'est passé dans les règles, en douceur, sans campagne de masse superflue. Il y a tout juste cinq ans. Au onzième congrès, M. Hua Guofeng, chef suprême du parti, du gouvernement et de l'armée, était unanimement fêté. Même M. Deng Xiaoping vantait alors sa « clairvoyance » : n'avait-il pas arrêté la « *bande des Quatre* » ? Et puis, les choses ont changé. On lui a d'abord demandé d'abandonner le gouvernement à quelqu'un de plus qualifié, puis la commission militaire et la direction de l'école du parti : en juin de l'année dernière, c'était la présidence du parti qui lui échappait, aujourd'hui, enfin, dernier morceau de ce pouvoir parti en lambeaux, M. Hua Guofeng quitte le bureau politique.

Ce départ, à vrai dire, est dans *l'ordre des choses*. Il était devenu anormal que M. Hua Guofeng continue à applaudir des discours qui sont aux antipodes de ceux qu'il prononça *autrefois. Il suffit de relire les textes.* Si l'on excepte quelques formules passe partout et la référence obligée au marxisme-léninisme et à la pensée du parti, un virage a été pris et le fait que l'opération se soit déroulée par étapes n'enlève rien à son ampleur.

Marchandages ?

S'il faut s'étonner de quelque chose dans cette affaire, c'est que M. Hua Guofeng parte tout seul ou presque et que le l'accompagnent pas dans la disgrâce certains de ceux qui l'avaient hissé sur le pavois. Car le cas des « *deux militaires* », MM. Xu Shiyou et Geng Biao, dont la non-reconduction était acquise après leur éviction du comité central, est *sans doute bien distinct* de celui de l'ancien munéro un, et aucun élément, sinon sa carrière pendant la *révolution culturelle, ne permet*, pour le *moment*, de lui associer celui de M. Peng Chong, évincé à la fois du bureau politique et du secrétariat.

Y a-t-il eu marchandage ? ou lâchage ? *On est frappé de constater* qu'un homme comme M. Li Xiannian, qui ne tarissait pas d'éloges sur M. Hua Guofeng, à l'époque ou il le *fallait, s'est félicité que les nouveaux* statuts du parti aient été « *débarrassés des idées erronées de gauche contenues dans ceux du vingt et unième congrès* ». Et M. Ye Jianying, qui avait été précisément il y a cinq ans le rapporteur de ces statuts a estimé qu'ils avaient été « *très bien modifiés* ». Mais ces deux hommes, compte tenu de leur passé historique, de leur prestige, étaient-ils vraiment menacés ? En vérité, pour expliquer l'isolement dans lequel se retrouve aujourd'hui M. Hua Guofeng, il faut sans doute chercher ailleurs. Tout se passe, en effet, depuis un peu plus d'un an comme si un consensus s'était plus ou moins réalisé pour faire porter à l'ancien numéro un, et à lui seul, la responsabilité d'un certain nombre d' « *erreurs* » commises par le parti entre son accession au pouvoir en 1976 et la correction de ligne opérés lors de la réunion du comité central de décembre 1978. La résolution sur l'histoire du parti, adoptée en juin 1981, allait déjà dans ce sens. Critiqué nommément, M. Hua était pré-

De notre correspondant

sent dans ce document comme étant l'unique coupable des entraves apportées au rétablissement de la vérité et de la poursuite du culte de la personnalité, ainsi que d'une politique économique irréaliste. A la veille du congrès, le *Quotidien du peuple* était allé plus loin encore en accusant l'ancien président du parti — et lui seul — d'avoir commis des « *erreurs gauchistes dans l'idéologie directrice* ». Dans ces conditions, il ne fallait plus à M. Hua Guofeng qu'à se soumettre ou à se démettre.

Le succès de M. Deng

Le succès de M. Deng Xiaoping, qui par ailleurs conserve pour luimême la présidence de la commission *militaire*, est accentué par les autres changements qui affectuent les organent dirigeants. On assiste, en effet, à une entrée en force au bureau politique de personnalités pendant la révolution culturelle et dont certaines n'ont été réintegrées au comité central qu'a une date relativement récente .C'est le cas par exemple, de MM. Xi Zhong Xun, Song Renquiong et Hu Qiamu, cooptes en décembre 1978 et de M. Yang Shangkun, dont le retour date de septembre 1979. La promotion du général Yang Dezhi au bureau politique était attendue, surtout après le départ du comité central de l'ancien maréchal Xu Shiyou et de M. Geng Biao, le ministre de la défense en exercice. En revanche, celle de M. Liao Chengzhi (soixante-quatorze ans), l'homme des contacs avec les chinois d'outre-mer, l'était moins. Toutes ces nominations de cadres vétérans s'ajoutant au maintien de presque tous les anciens déjà en place ont cependant pour conséquence d'élever l'âge moyen de cet organisme qui s'établit désormais à plus de soixante-quinze ans au lieu de soixante-douze- soixante-treize ans dans le bureau politique sortant à ce niveau là, donc, le rajeunissement se fait attendre.

Rajeunissement au secrétariat

Il est en revanche plus marqué au secrétariat, ou les six partants, dont quatre septuagénaires, sont remplacés par des hommes plus jeunes. La moyenne d'âge de l'ensemble est maintenant inférieure à soixante-six ans. Sont promus deux responsables de comité central, MM. Deng Liqun (propagande) et Hu Qili (département général) nommmés récemment à leurs fonctions, le général Yang Yong, chef d'état-major adjoint qui occupe la place laisée libre par M. Yang Dezhi et enfin M. Chen Pixian, qui était jusque-la premier secrétaire de la province du Hubei. En outre, une innovation est faite avec l'introduction de deux suppléant : M. Qiao Shi, responsable du département international et MM. Hao Jianxiu, ministre de l'industrie du textile

Outre M. Hu Yaobang, qui est, comme on s'y attendait, réélu secrétaire général , trois hommes siègerontà la fois au bureau politique et au secrétariat. Il s'agit de MM. Wan Li, Xi Zhongxun et Yu Qiuli, lequel, à la différence de M.Fan ses deux postes. *C'est surtout l'entrée au bureau politique* de M. Van Li, l'homme de la réforme agricole, qui retient l'attention. Déjà adjoint direct de M. Zhao Ziyang *au gouvernement en tant que vice*-premier ministre, M. Wan Li qui est très proche de M. Deng Xiaoping, aura le privilège rare de siéger dans trois organes dirigeants du parti et de l'état. Cette situation en fait un hommee-clé de la nouvelle direction, M. Yao Yilin a eu moins de chance : tout en conservant son poste au secrétariat, il n'entre au bureau politique que comme suppléant ou il est accompagné par le général Qin Jiwei, commandant de la garnison de Pékin.

Le comité permanent du bureau politique ,soustraction faite de M. Hua Guofeng, reste inchangé. IL se compose par conséquent de six personnes : MM.Hu Yaobang, Ye Jianying, Deng Xiaoping, Zhao Ziyang, Li Xiannian et Chen Yung. Ainsi est marquée au sommet de la hiérachie la vonloté de stabilité proclamée par l'équipe dirigeante. Obigé, peut-être, de ménager ses pairs à ce niveau, comme il a du accepter leur refus de devenir des conseillers-potiches, M. Deng Xiaoping put retirer des avantnages de la situation. Il échappe ainsi au reproche d'entreprendre la mise à l'écart sistèmatique de ceux qui ne patargent pas toutes ses positions et d'accaparer avec ses amis tout le pouvoir.. Sa base de manœuvres, paradoxalement, peut être élargie.

Les résistances de la vieille gardene doivent pas masquer d'autre part l'ampleur du renouvellement des cadres au niveau du comité central et les points marquéspar le trio Deng Xiaoping-Hu Yaobang-Ziyang dans la nouvelle composition du bureau politique et du secrétariat, où se feront traduits, dans les faits, les choix politiques au jour le jour.

MANUEL LUCBERT.

Le modèle soviétique

Le bureau politique, direction suprême du parti communiste en U.R.S.S., est composé d'hommes égaux en droits et en pouvoirs. Dans les faits, cependant, quelques-uns de ses dirigeants sont « *un peu plus égaux* » que les autres. Il s'agit de ceux qui exercent également les fonctions de secrétaire du comité central. En cas, d'ailleurs, de disparition ou de retrait du numéro un du parti, c'est dans cette catégorie que se trouve le nouveau secrétaire général. Ainsi, M. Andropov, membre du bureau politique, s'est rangé au printemps dernier parmi les favoris à la succession de M. Brejnev en abandonnant le poste de chef du K.G.B. pour devenir *secrétaire du comité central*.

Cette règle non écrite de la prééminence des secrétaires du *comité central sur les autres membres du bureau politique* comporte évidemment des exceptions. Dans le passé, quelques dirigeants qui exerçaient leur activité à la tête de l'administration gouvernementale ont eu plus de poids que leurs collègues versés dans l'appareil du parti. Ce fut le cas par exemple de M. Molotov, chef du gouvernement puis ministre des affaires étrangères, de Beria, ministre de l'intérieur, ou, plus récemment, de M. Kossyguine, chef du gouvernement. En revanche, M. Malenkov fut sur la pente descendante au moment même où le monde entier croyait assister à *sa consécration*. En mars 1953, il remplaça Staline à la tête du gouvernement mais, quelques jours plus tard, il dut, pour se *consacrer à cette tâche, renoncer* à ses fonctions au secrétariat. C'est peut-être à ce moment qu'il perdit la bataille du pouvoir que Khrouchtchev devait gagner un peu plus tard. — B. F.

DIPLOMATIE

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU REÇU PAR M. MITTERRAND

Venant de Leningrad où il a terminé une visite de cinq jours en Union soviétique, M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, est arrivé dimanche 12 septembre à Paris pour un séjour officiel de quarante-huit heures. Après un petit déjeuner pris ce lundi en compagnie de M. Pierre Mauroy, il a été reçu en fin de matinée à l'Elysée par M. Mitterrand, qui offre un déjeuner en son honneur. Il devait être reçu à dîner par M. Cheysson, après un entretien avec M. Jean Pierre Cot, ministre de la coopération et du développement. Mardi le secrétaire général de l'ONU sera reçu par M. Jacques Chirac à la mairie de Paris et entretiendra avec M. M'Bow, directeur général de l'UNESCO.

Le secrétaire général de l'ONU a précisé à l'A.F.P. que les problèmes du Proche-Orient seront l'un des sujets abordés avec ses interlocuteurs français. Il a aussi commenté sa rencontre, jeudi 9 septembre, avec M. Brejnev. Ce dernier, a-t-il précisé, « *était en pleine forme ; il a été très vif et très actif, et un interlocuteur extrêmement alerte* ».

● *L'Internationale libérale* a demandé « *le gel immédiat, quantitatif et qualitatif, de tous les types d'armes nucléaires* » dans une résolution adoptée vendredi 10 septembre à la fin de son congrès annuel réuni à La Haye. Elle a également invité les membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie à déclarer qu'ils n'utiliseront pas en premier les armes nucléaires. Une partie importante des libéraux européens étant favorables à un déploiement conditionnel des armements nucléaires, cette résolution a été loin de faire l'unanimité. — *(A.F.P., Reuter)*.

« Si nous ne menons pas de résistance armée le Cambodge sera perdu à jamais comme Etat indépendant »

nous déclare le prince Sihanouk

Président du Kampuchéa démocratique depuis la formation, *le* 22 juin, du gouvernement de coalition tripartite (sihanoukistes, F.N.L.P.K., de M. Son Sann, et Khmers rouges), le prince Norodom Sihanouk doit prendre la parole devant l'Assemblée générale des Nations unies *qui s'ouvre le 21 septembre à* New-York. La formation — laborieuse — de cette coalition devrait permettre au Kampuchéa démocratique, jusqu'à l'an dernier représenté par les Khmers rouges, de conserver son siège aux Nations unies. C'est sans doute pour éviter une sérieuse érosion du soutien international que les Khmers rouges et leurs alliés chinois se sont ralliés à une coalition présidée par le prince Sihanouk, estime ce dernier dans une interview accordée au *Monde* au cours d'une brève escale à Paris.

L'ancien souverain du Cambodge est conscient qu'une coalition aussi hétérogène, et qui semble fragile, a été mal comprise par l'opinion. Mais, estime-t-il, « *l'immense majorité des Cambodgiens (...), même ceux qui, au départ, étaient les plus hostiles aux Khmers rouges, savent que le danger khmer rouge n'est que théorique (...). Ils ne pourront plus jamais faire la pluie et le beau temps au Cambodge. Les Vietnamiens et les Soviétiques sont là* [pour les en empêcher]. *Mais les Vietnamiens sont au Cambodge pour y rester, pour l'avaler, pour en faire un second Vietnam du Sud. Si nous ne menons pas de résistance armée, le Cambodge sera perdu à jamais comme Etat indépendants.* »

« *Le Vietnam, quand il occupe un pays, le vietnamise* », ajoute le prince, qui rappelle des souvenirs de *son passage dans* les « *zones libérées* » laotiennes en 1973. « *Le Laos est en train de devenir une province vietnamienne. Entre la frontière du Tonkin et Sam-Neua* [la capitale du Pathet-Lao], *je n'ai vu que des Vietnamiens qui construisaient des routes stratégiques, qui étaient dans les campagnes, des soldats, des collégiens, des lycéens. Il y avait aussi quelques Laotiens qui se promenaient.* »

Le prince, qui semble prendre très au sérieux son rôle de président et qui se plaint que certains veuillent « *le compromettre, le séparer de la coalition* », estime que le Vietnam « *menace aussi le reste de l'Asie du Sud-Est non communiste* ». « *La seule planche de salut* » demeure le gouvernement de coalition. « *S'il échoue, alors l'ASEAN* (1) *est finie !* »

La formation de cette coalition semble bien avoir représentée la condition d'une fourniture d'aide à ses composantes. Les Khmers rouges recevaient déjà de Pékin ce dont ils avaient besoin. « *Le chargé d'affaires américain à Pékin*, déclare le prince, *m'a dit* : « *Si vous* » *formez une coalition, il sera plus* » *facile aux pays amis de vous don-* » *ner de l'aide.* » Jusqu'à présent, il s'agit surtout — à l'exception de trois pays « *du monde libre* » qu'il ne veut pas citer — d'un « *encouragement politique et diplomatique* ». « *Les Américains nous ont dit qu'ils veulent soutenir Sihanouk et Son Sann, que nous serons chaleureusement accueillis à Washington et que l'on tâchera de faire quelque chose.* » C'est pourquoi le prince a l'intention de se rendre à Washington après New-York.

Il souhaite, sans grande illusion, que l'aide ne soit pas qu'humanitaire : « *Pour contrebalancer la force des Khmers rouges, il ne faut pas seulement être égaux politiquement, mais aussi militairement.* » Ces armes seraient aussi utiles pour armer les volontaires khmers, qu'il chiffre à au moins quarante mille dans les seuls camps de réfugiés, et qu'il est obligé de refuser, faute de vivres et de matériel. « *Je peux soulever tout un peuple* », nous assure-t-il, en suggérant que le moment n'est pas encore opportun.

Et l'aide chinoise ? Pékin a déjà fourni trois mille armes aux sihanoukistes. « *M. Deng Xiaoping m'a dit* : « *Si vous voulez augmenter vos ef-* » *fectifs, allez voir vos autres amis* » (sous-entendu : américains). » *Demandez-leur de l'argent pour* » *acheter nos armes, que nous vous* » *vendrons à des prix d'amis.* » Pourquoi de telles tractations ? Sans doute, selon le prince, parce que Pékin ne veut pas donner aux Khmers rouges l'impression que les nationalistes sont traités sur le même pied qu'eux. Pourtant, M. Deng lui a déclaré : « *Nous voulons que le Cambodge soit comme au temps de Sihanouk, neutre, non aligné, indépendant, non communiste.* » Mais il ne sait pas s'il s'agit là seulement d'un geste tactique. Si c'était bien la nouvelle position chinoise, il s'agirait d'un assouplissement notable de Pékin, qui a soutenu à fond les partisans de M. Khieu Samphan.

« La France n'est pas réaliste »

Dans cette subtile diplomatie de la dernière chance, face à la détermination du Vietnam, le prince Sihanouk compte sur le soutien d'une coalition diverse qui regroupe l'ASEAN, les Etats-Unis, la Chine, le Japon, de nombreux pays du tiers-monde, la plupart des pays occidentaux et quelques Etats socialistes (Yougoslavie, Roumanie, Corée du-Nord).

Et la France, qui a tenté de servir d'intermédiaire entre Hanoï et l'ASEAN, ce qui n'a pas toujours été bien apprécié, par cette dernière ? La réponse du prince, francophile de toujours, est double : « *J'ai promis que je ne critiquerai jamais la France tant qu'elle maintiendra sa position juste* » qui est de condamner l'intervention vietnamienne et de ne pas reconnaître le régime de Phnom-Penh. « *Maintenant, je suis devenu président du Kampuchéa démocratique. Je tiens ma promesse, mais je suis sollicité par mon gouvernement pour demander à la France de cesser d'aider le Vietnam et de nous reconnaître.* » C'est ce qu'il compte faire lors de son prochain passage en France, en décembre. Il a demandé à cette occasion d'être reçu par M. Mitterand et par M. Cheysson.

Après cette déclaration d'intention, le prince Sihanouk, comme à regret, émet des doutes sur l'efficacité de la position de Paris. « *Nous ne devons pas amener des pays amis à adopter notre position par la force ; nous devons préserver notre amitié avant tout. Mais je reste fidèle à mon gouvernement.* » « *Les Vietnamiens plaisantent quand ils disent que l'on peut faire quelque chose avec Sihanouk* », par exemple une coalition avec le régime de Phnom-Penh à condition que les Khmers rouges en soient écartés. « *La France espère persuader* [les Vietnamiens] *de se réconciller avec moi. Ils répondent aux Français pour les rassurer, pour endormir leur méfiance. Mais ils sont très ingrats et fourbes. Au fond d'eux-mêmes, ils vous méprisent, ils disent que vous êtes naïfs (...) Ils veulent avaler le Cambodge et ils savent que tant que Sihanouk sera Sihanouk, on ne pourra rien faire avec lui.* » « *La France*, conclut-il, *a des idées belles, généreuses et sincères, sa voix est celle de la paix, mais elle n'est pas réaliste.* »

Le prince Sihanouk, à la veille du débat à l'ONU, a voulu donner de lui-même et de la coalition qu'il dirige une image dure, rigide, sans compromis. Il ne croit pas à une solution politique obtenue par la négociation : « *Il faut réagir, que le sol khmer soit de plus en plus brûlant sous les pas des Vietnamiens, sinon il n'y aura pas de solution politique.* » Aucun compromis avec les partisans de M. Heng Samrin : « *Je suis prêt à une coalition à quatre si Heng Samrin et ses amis viennent en zone libérée.* » Aucun compromis non plus avec les Vietnamiens, dont il reconnaît néanmoins la volonté d'indépendance à l'égard de l'U.R.S.S. : « *Ils ne veulent pas être leurs esclaves ; mais les coquins s'associent. La France veut aider un bandit à devenir un honnête homme !* »

Faut-il voir dans ces déclarations sans concessions une position tactique à la veille du débat aux Nations unies, afin de se trouver en position de force en cas de négociations ? Ou bien cette attitude est-elle la conséquence du manque de souplesse de Hanoï ? Il ne faut pas sous-estimer l'habileté politique du prince Sihanouk, qui semblait hors course l'an dernier et qui dirige actuellement un des deux régimes khmers. D'autant qu'aucun autre dirigeant khmer ne paraît capable de rivaliser avec lui en popularité. Le prince rêve d'ailleurs d'un émetteur de radio qui lui permettrait de s'adresser directement à son peuple.

PATRICE DE BEER.

(1) *Association des nations d'Asie du* Sud-Est, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

PROCHE-ORIENT

L'évolution de la crise

M. Yasser Arafat, venant du Maroc, a regagné Tunis, dimanche 12 septembre, après une escale la veille en Algérie, où il a rencontré le président Chadli Bendjedid. Celui-ci n'avait pas participé personnellement au sommet arabe de Fès. Dans une déclaration faite à Fès à l'hebdomadaire ouest-allemand « Der Spiegel », M. Arafat avait affirmé : « Il est faux de dire que j'ai adopté le plan de règlement (du prince, depuis roi Fahd) au Proche-Orient parce que j'étais en position de faiblesse (après l'évacuation de Beyrouth). J'ai, en effet, toujours été partisan du plan Fahd. » Lors du premier sommet de Fès, à l'automne 1981, bien avant donc la « bataille de Beyrouth », il est vrai que l'opposition de la Syrie, entre autres, avait empêché l'adoption des propositions de l'émir Fahd, à la préparation desquelles le président de l'O.L.P. avait été associé.

Dans une déclaration faite samedi 11 septembre à l'agence Algérie Presse Service, M. Arafat a annoncé que la commission arabe, chargée par le sommet de Fès d'entreprendre des démarches auprès des cinq grandes puissances membres du Conseil de sécurité des Nations unies, tiendrait sa première réunion, le 21 septembre, au niveau des ministres des affaires étrangères. Outre M. Arafat lui-même, la commission comprend les rois d'Arabie Saoudite, du Maroc et de Jordanie et les présidents syrien, algérien et tunisien. On peut maintenant se demander si les Etats-Unis, qui n'ont aucun rapport officiel avec l'O.L.P., accepteraient de recevoir M. Arafat, fût-ce au titre de membre de cette commission.

Le Liban a exprimé sa « déception » à l'égard des résultats de la conférence de Fès. Selon M. Fouad Boutros, ministre des affaires étrangères, le sommet n'a pas accordé au document libanais qui lui était présenté « l'importance qu'il mérite ». Ce texte avait trait au départ des Israéliens du Liban qui, selon le ministre, « suppose une évacuation de toutes les autres forces non-libanaises (syriennes et palestiniennes) du Liban ». Selon M. Boutros « le texte final de Fès laisse entendre que le retrait israélien doit être antérieur au retrait syrien du Liban ».

Quant à l'Egypte, dont le président, le général Moubarak, a été reçu quatre-vingt-dix minutes par M. Mitterrand, samedi 11 septembre à l'Elysée (« le Monde » daté 12-13 septembre), elle estime que les objectifs des résolutions de Fès « sont très bons pour la cause du Proche-Orient mais que les moyens d'application manquent ». A ces propos, tenus samedi à Paris, le chef de l'Etat égyptien, renvoyant pour le moment « sine die » le projet franco-égyptien de résolution sur le Proche-Orient que Paris

APRÈS LE SOMMET DE FÈS

La satisfaction prédomine dans les territoires occupés

De notre correspondant

Jérusalem. — Alors que les autorités israéliennes sont en train de prendre de nouvelles mesures pour renforcer leur contrôle dans les territoires occupés — *ce qui, aux yeux des Palestiniens, a pour but de souligner dans les faits le rejet catégorique par la gouvernement Begin du « plan Reagan »* et des résolutions de Fes, — la plupart des personnalités de Cisjordanie et du territoire de Gaza ont exprimé clairement leur satisfaction au sujet de l'ensemble des conclusions du dernier sommet arabe. Malgré des divergences que l'on devine, ces personnalités ont manifestement voulu, à l'image de la Ligue arabe, à Fès, présenter un front relativement uni afin d'encourager toute initiative susceptible de mettre un frein à la politique israélienne. Il semble que, pour cela, elles se soient donné, à la fin de la semaine dernière, un certain temps de réflexion, de manière à coordonner leurs points de vue avant de les faire connaître.

Ainsi, après avoir porté un jugement sévère sur le résultat du sommet de Fès, M. Bassam Chakaa, qui a été destitué par les autorités israéliennes au printemps dernier de ses fonctions de maire de Naplouse, s'est-il montré ensuite moins sceptique. Il a déclaré : « *Il s'agit d'un plan prometteur car il est complet et envisage le fond du conflit au niveau palestinien, arabe et international.* » Cependant, M. Chakaa, connu pour ses positions proches de celles de l'O.L.P., a émis des réserves en ajoutant : « *J'espère que les chefs d'Etat arabes vont surmonter la passivité à laquelle notre nation a fait face jusqu'à présent.* » Comme beaucoup des « *Palestiniens de l'intérieur* », M. Chakaa ne peut oublier le passé, surtout le plus récent, c'est-à-dire, selon lui, le « *lâchage* » de l'O.L.P. par les régimes arabes durant la guerre au Liban.

Auparavant, il avait, dans une première réaction, dénoncé vivement le comportement des dirigeants arabes en disant que le sommet de Fès était « *avant tout* » une tentative pour trouver des « *excuses* » à leur « *impuissance* ». Pendant la guerre livrée par Israël contre l'O.L.P., il avait également déclaré : « *Nous craignons que les résolutions de Fès ne connaissent le même sort que celles du précédent sommet, en n'étant suivies d'aucun effet, pour le plus grand bénéfice de nos ennemis.* »

La plupart des autres personnalités ont été moins critiques, en indiquant que les conclusions du sommet de Fès représentaient un élément « *nouveau* » et « *positif* », mais en souhaitant que les dirigeants arabes prouvent au plus vite leur détermination à « *appliquer* » leur plan, — cette restriction rejoignant les observations faites par M. Chakaa. Le maire de Gaza, M. Rachad Chawa, lui aussi récemment destitué et considéré avec le maire de Bethleem, M. Elias Freij, comme l'un des chefs de file des « modérés » qui entretiennent des rapports étroits avec le gouvernement jordanien, a déclaré que les chefs d'Etat arabes venaient de faire « *un grand pas en avant* ». Il a précisé que c'était, à son avis, « *la première fois* » que la Ligue arabe établissait un plan aussi « *sérieusement* » conçu. Mais il a également tenu à laisser percer ses doutes en exprimant son espoir de voir la Ligue arabe confirmer, dans un proche avenir, les dispositions prises à Fès. M. Chawa s'est gardé de faire directement allusion au « plan Reagan », auquel il est très favorable. M. Ibrahim Takkak, qui a été, les années précédentes, l'un des animateurs du « comité d'orientation nationale » aujourd'hui dissous par les autorités israéliennes, s'est vivement félicité des décisions de Fès et il a souligné que l'un des aspects importants de celles-ci était la reconnaissance de l'O.L.P. comme « *seul et unique représentant du peuple palestinien* ». Une façon de dénoncer le « plan Reagan » qui accorde un rôle prépondérant à la Jordanie.

De nouveaux « faits accomplis »

Les divergences entre « durs » et « modérés » apparaissent plus nettement dans les journaux palestiniens édités à Jérusalem-Est. *El Chaab* et *El Fajr*, proches de l'O.L.P., adoptent un ton très sarcastique. Le premier estime que « *toutes les résolutions au monde ne changeront rien à la situation* », et le second que le plan de Fès, ne contenant que de « *fausses promesses* », ne vise qu'à soutenir l'initiative américaine. Le quotidien *Al Qods*, qui traduit souvent l'opinion du gouvernement jordanien, adresse, pour sa part, des louanges aux chefs d'Etat arabes pour leurs décisions. Toutefois, *Al Qods* admet que les « *mots* » ne suffisent pas et doivent maintenant être suivis par des « *actes* ».

Dans les milieux politiques des territoires occupés, on est de plus en plus conscients que le temps presse car les autorités israéliennes ne cessent de multiplier les faits accomplis avec d'autant plus de détermination que le cabinet de M. Begin entend ainsi répliquer à la demande du président Reagan d'arrêter le développement de la colonisation. Une semaine après l'annonce de la création de nouvelles implantations, le gouvernement militaire de Cisjordanie a fait savoir que 3 000 hectares supplémentaires venaient d'être affectés à la fondation de plusieurs points de peuplement israélien dans la région d'Hébron et de Naplouse. Le gouvernement militaire a, d'autre part, fait expulser de Cisjordanie, le 12 septembre, trois enseignants du centre universitaire Al Najah de Naplouse. Le permis de séjour de ces trois personnes, qui étaient de citoyenneté jordanienne, n'a pas été renouvelé parce qu'elles avaient refusé de signer un document indiquant qu'elles s'engageaient à n'avoir aucune activité politique et à n'entreprendre rien qui puisse être considéré comme un soutien accordé à l'O.L.P. Vingt-cinq autres enseignants étrangers qui ont adopté la même attitude de refus sont menacés d'expulsion, et la direction craint d'être contrainte de fermer le centre universitaire. L'obligation de signer un tel engagement doit aussi s'appliquer à certains étudiants dans tous les établissements d'enseignement supérieur de Cisjordanie. Déjà, plusieurs d'entre eux, à l'université de Bethléem, ont été arrêtés la semaine dernière parce qu'ils n'avaient pas rempli cette formalité. Cette mesure a provoqué un net regain de tension en Cisjordanie car les Palestiniens pensent que, désormais, le gouvernement israélien est décidé à appliquer des mesures de contrôle très strictes de l'enseignement.

En outre, il se confirme que le gouvernement militaire entend confier une partie de la distribution de l'eau, en Cisjordanie, à la société nationale israélienne Mekorot. Cela traduirait l'intention du gouvernement israélien de prendre le contrôle de toutes les ressources en eau de la Cisjordanie, comme il en avait revendiqué le droit dès le début des négociations sur l'autonomie, il y a près de trois ans.

FRANCIS CORNU.

La plupart des dirigeants musulmans traditionnels tentent de « normaliser » leurs rapports avec M. Bechir Gemayel

Affrontement entre l'armée et une milice à Beyrouth

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Un petit mois sans feu ni front, une semaine pour se voir renaître et s'étonner de vivre, insolente d'indolence, d'une aube ensommeillée à un crépuscule de promenade. Encore un peu et Beyrouth oubliait... C'était trop ! Quelques heures d'un dimanche l'ont rendue, plus amère qu'inquiète, à ses « *petites guerres* », celles qui, faute de vraie bataille, font depuis si longtemps son ordinaire.

Ainsi l'on s'est battu du côté de Sodeco, un carrefour délabré qu'une paix encore fraîche venait, après des mois, d'enlever au champ de bataille, pour le rendre — trop banale vocation — à la circulation. Les vieux démons ont vite recouvré leurs droits : *sous le feu*, la ville s'est de nouveau fêlée. Dans le sens des ruines, simple habitude. L'Ouest ici et l'Est en face. On a « *fermé* » le musée, cette porte entrebâillée du Beyrouth des heures sombres.

Une poignée de miliciens a donc décrété la guerre. Pour un fief — trois rues et deux pâtés de maisons — soudain menacé par cette paix qui n'est sans doute pas la leur. « *Partisans de la révolution* », leur label déposé au royaume des milices, — ils ont un jour été armés grâce aux largesses du Fath, bientôt entretenues par celles de l' « *allié syrien* ». Désormais orphelins de pères prodigues aujourd'hui envolés... et de révolution.

L'isolement des miliciens

Ils ont appris que des gens de l'Ouest, des musulmans, se sentaient assez d'audace pour aller en délégation féliciter de l'« *autre côté* » cheikh Béchir Gemayel, le président élu. Haute trahison ! Ils ont fait feu. L'armée libanaise, bien revigorée, a riposté. Un convoi français de la « force d'interposition », en route vers le port où il doit s'embarquer, passait innocemment par là. Intrusion malvenue : quelques jeeps et un camion chargé d'explosifs ont été touchés. Et Beyrouth sursauta. La fusillade s'est amplifiée, mais les Français à l'abri ont laissé les soldats libanais ratisser le terrain. Au bout du compte, on relèvera trois morts — dont un militaire — et quarante-quatre blessés.

Mauvais remake de combats encore chauds, derniers feux d'une bataille que l'on voudrait, trop vite, à jamais éteinte, ou prémices menaçantes de nouvelles flambées ? L'Ouest nourrit-il donc assez de miliciens amers et insoumis pour refuser une « *pacification* » vécue comme impossible et humiliante défaite ? Beyrouth, qui a connu le pire et veut s'en préserver, parle seulement d'« *accrochages* ».

La bataille, vite et bien circonscrite, est loin d'avoir brisé le cours presque fébrile d'une normalisation tant attendue. Mais elle est venue — bienvenue ? — tempérer des élans enthousiastes qui, sur la foi de quelques jours, quelques semaines paisibles, semblaient pressés de célébrer l'ordre et la concorde retrouvés. « *Ces affrontements illustrent la tension qui couve sur le terrain... et montrent bien à quel point la situation demeure précaire* », assure ce lundi matin *l'Orient-le Jour*. Et le quotidien de s'interroger, inquiet : « *Dans quelle mesure la coupure physique, politique et psychologique entre les deux secteurs de la ville pourra-t-elle être surmontée ? L'armée et les F.S. I. (gendarmes) devront-ils imposer de force l'ordre et le calme à l'Ouest ou bien leur suffira-t-il d'user de leur autorité morale ?* »

Les fusillades de ce dimanche pourraient, en fait, — paradoxe apparent — avoir rassuré plus d'un Beyrouthin. Pour la première fois depuis de longues années, l'armée de l'Etat, aussi contestée soit-elle, s'est imposée sur le terrain et fait savoir, le soir-même, qu'elle « *frapperait d'une main de fer tous ceux qui tenteront d'entraver sa mission* ». La lassitude de citadins pressés de ne plus voir la guerre qu'en un éprouvant souvenir frappe d'isolement les milices, qui voudraient encore en découdre, et facilite ainsi grandement les regains d'autorité. La majorité des organisations combattantes de l'Ouest l'ont bien compris qui, depuis une semaine, ont remisé leur arsenal et commencé de céder, sans sourciller leurs places fortes et barrages aux forces légales.

Cette normalisation se trouve, en outre, favorisée et accélérée par l'apaisement, voire l'effritement des oppositions déclarées au président de la République élu, qui doit être investi le 13 septembre prochain. Se parant, de discours en discours, d'atouts avantageux faits d'ouvertures et de magnanimité, M. Béchir Gemayel s'efforce, non sans succès, de désamorcer les craintes et les critiques que son passé et ses manières fortes soulèvent encore chez ses ennemis d'hier devenus, paix oblige, opposants d'aujourd'hui.

On se fait fort, côté chrétien, de présenter comme quasi négligeables les divergences qui subsistent comme fort acceptables les conditions posées par l'islam libanais pour « *jouer le jeu* » de la nouvelle légalité. Imposer le retrait israélien, refuser toute paix séparée, réformer l'armée sans y fondre toutes ces milices qui risqueraient de la « corrompre », défendre et garantir les libertés démocratiques : ces exigences posées ensemble voilà une semaine par les leaderships de la gauche et des communautés musulmanes ne semblent pas effaroucher cheikh Béchir et ses partisans.

Le président élu en a même largement discuté samedi, quatre heures durant, avec M. Saeb Salam, le vieux chef du sunnisme beyrouthin. « *Rencontre fort utile* », a estimé M. Salam, pour qui « *l'élection appartient désormais au passé* » et « *l'opposition se doit d'être constructive* ».

Tant de bienveillance, de collaboration affichée, font, bien sûr, grincer quelques dents. Certains signataires des « *exigences* » formulées par le « *congrès islamique* » protestent déjà et soulignent que M. Salam n'était pas mandaté pour négocier quoi que ce fût avec le futur chef de l'Etat. Mais la démarche du dirigeant sunnite ne devrait guère en souffrir. Son autorité jointe à celle de M. Chafic Wazzan, actuel premier ministre, qui partage ses convictions, dépasse de loin celle des autres notables traditionnels.

Tension dans la Bekaa

Quant à la gauche, qui n'a pu que s'associer — preuve de son affaiblissement — à la politique préconisée par le leadership islamique, elle ne paraît pas en mesure de faire front toute seule. Son principal dirigeant, M. Walid Joumblatt, en a d'ailleurs clairement pris acte, qui a jugé préférable de s'éloigner quelque temps.

L'impression prévaut donc, tant à l'ouest qu'à l'est d'une capitale encore déchirée, que M. Gemayel n'a, pour l'heure, guère d'obstacles à surmonter d'un point de vue purement intérieur. Les plus redoutables de ses opposants — MM. Rachid Karamé (sunnite) et Soleiman Frangié (maronite) — se trouvent au nord du pays, et leur force tient surtout à leur alliance avec le « frère syrien », qui contrôle encore leur région.

C'est donc bien cette présence maintenue des troupes syriennes et israéliennes qui rendra fort délicates les premières semaines — ou plus encore — du pouvoir naissant. D'autant que la tension ne cesse de s'accroître le long de la ligne de cessez-le-feu qui sépare les deux armées dans la plaine de la Bekaa. Israël hausse le ton et a, de nouveau, dimanche, mis en garde les Syriens contre toute violation de la trêve et toutes facilités accordées aux combattants palestiniens, encore nombreux dans ces régions à mener des actions de commandos sur ses lignes. L'aviation israélienne a encore détruit, dimanche, une batterie de Sam-9 installée par les Syriens au Liban. C'était la troisième opération de ce genre en cinq jours : six batteries ont été ainsi anéanties. On semble là déjà loin des propos plutôt rassurants des généraux Eytan et Sharon qui, voilà peu, estimaient que le retrait syrien devait pouvoir s'imposer sans recourir à la force. Huit soldats israéliens capturés il y a une semaine, trois autres tués vendredi dernier, des mines çà et là, déposées aux arrières des lignes : on redoute de nouveau à Beyrouth que l'état-major d'Israël ne réagisse vite et fort. N'assure-t-il pas que la situation en Bekaa est redevenue aussi tendue qu'avant le 22 juillet ? Ce jour-là, le général Sharon avait, pour de longues heures, fait donner ses chars et ses bombardiers.

Aux mêmes maux les mêmes « *remèdes* » ?

DOMINIQUE POUCHIN.

Arabie Saoudite

Une vingtaine de pèlerins iraniens ont été arrêtés après les manifestations de Médine

Plusieurs pèlerins iraniens ont été blessés et arrêtés vendredi 10 septembre à Médine, en Arabie Saoudite, quand la police saoudienne a dispersé le « *défilé de l'unité* » réunissant plusieurs centaines d'Iraniens, a indiqué le correspondant de la radio iranienne au pèlerinage de la Mecque. De leur côté, les autorités saoudiens ont affirmé que vingt et un pèlerins iraniens ont été arrêtés à Médine et seront renvoyés en Iran, mais que personne n'a été blessé lors de la dispersion vendredi par la police d'une manifestation de chiites iraniens.

Un porte-parole du ministère saoudien de l'intérieur a déclaré à Radio-Ryad que les manifestants, au nombre de plusieurs milliers, s'étaient rassemblés à la demande du responsable des pèlerins iraniens, l'hodjatoleslam Moussavi Khoeiniha, brandissant des portraits de l'imam Khomeiny et des pancartes marquées de slogans. La police est intervenue car ceux-ci « *étaient très éloignés des principes religieux* », a ajouté le porte-parole. Selon Téhéran, « *une réunion de lecteurs du Coran iraniens* », tenue dans la mosquée du Prophète, à Médine, a également été dispersée à l'aide de lances à eau, samedi 11 septembre.

Le ministre saoudien de l'intérieur, l'émir Nayeb Ben Abdelazziz, a protesté dimanche auprès du ministère iranien des affaires étrangères à la suite des manifestations de pèlerins iraniens. Quant au vice-ministre iranien des affaires étrangères, il a déclaré : « *La manifestation du vendredi 10 septembre était guidée par la ligne irréductible et dénonciatrice de l'imam Khomeiny, elle constitue une sorte de prière au cours de laquelle les lignes anti-islamiques et anti-humaines de l'Est, de l'Ouest et d'Israël ont été dénoncées.* » Le mercredi 8 septembre (*le Monde* du 12-13 septembre), une première manifestation de pèlerins iraniens avait eu lieu à Médine. — (*A.F.P.*)

● *Attentat à Téhéran.* — Une personne a été tuée et trois autres blessées par l'explosion d'une bombe, dimanche 13 septembre, dans le centre de Téhéran, sur la place Enguelab, près de l'université, a annoncé la télévision iranienne. La bombe, de faible puissance, a explosé alors que le vendeur d'une boutique essayait de la transporter vers un bassin, au centre de la place, après l'avoir découverte dans une cabine téléphonique. Il a été tué. En moins d'une semaine, trois attentats meurtriers à la bombe ont été commis dans les rues de Téhéran, toujours dans des quartiers très populaires. — (*A.F.P.*)

● *Bagdad renonce à mille cent cinquante coopérants.* — Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique irakien va renoncer aux services de mille cent cinquante enseignants étrangers « *pour lesquels des contrats d'enseignement avaient été demandés pour l'année 1982-1983 à titre supplémentaire* », a annoncé l'agence irakienne INA. La décision ministérielle a été prise pour financer « *la lutte que mène l'Irak contre le régime iranien* ». Cette mesure permettra, en effet, de faire l'économie d'environ 20 millions de francs correspondant aux salaires qui devaient être versés à ces coopérants au cours de l'année à venir. — (*A.F.P.*).

● *Un cargo grec touché par l'aviation irakienne.* — Un cargo grec a été atteint par un bombardement irakien, et s'est échoué à 25 milles au large du port iranien de Bandar-Khomeini, a annoncé dimanche 12 septembre, un porte-parole du ministère grec de la marine marchande. Les vingt et un membres d'équipage de l'*Evanghelia*, sont sains et saufs. L'Irak avait annoncé, samedi, que son aviation avait « coulé » un bateau non identifié dans le Golfe. — (*Reuter.*)

ISRAËL A BOMBARDÉ DES POSITIONS PALESTINIENNES ET SYRIENNES DANS LA BEKAA

La radio militaire israélienne, citant des sources libanaises, a indiqué, lundi matin 13 septembre, que la chasse israélienne bombardait des « *positions palestiniennes et syriennes* » dans la plaine de la Bekaa et dans la région de Tripoli, au Nord-Liban.

Selon la radio phalangiste du Liban, trente personnes auraient été tuées à 8 h. 15 G.M.T., les raids ayant commencé trois heures plus tôt et se poursuivant en fin de matinée. L'un des objectifs de l'aviation israélienne serait le camp de réfugiés palestiniens de Badaoui, qui abrite quelque huit mille personnes.

Toujours selon la radio phalangiste, les raids viseraient également des positions syriennes sur les hauteurs de la ville de Zahle (chef-lieu de la Bekaa), à Ksara (à l'ouest de Zahle), ainsi que des positions palestiniennes dans les régions de Taalabaya et Taanayel, au sud de la ville de Zahle.

La route Zahle-Dhour-Choueir, au nord-ouest, a également été pilonnée. Le collège des sœurs dans le village de Telya, plus à l'est, a été détruit. Des positions des forces progressistes libanaises et de l' « Armée du Liban arabe » (dissidente islamo-progressiste) dans les régions de Mreijat (sur la route Beyrouth-Damas) et Taalabaya ont également été visées, précise la radio phalangiste. — (*A.F.P., A.P.*)

هكذا من الاصل

EUROPE

la crise

traditionnels

M. Bechir Gemayel

à Beyrouth

DOMINIQUE POUCHIN.

au Proche-Orient

et Le Caire avaient préparé durant la bataille de Beyrouth, a ajouté : « Il vaut mieux soutenir l'initiative Reagan et encourager autant que nous le pouvons les Etats-Unis à aller de l'avant. »

Ces déclarations n'ont pu que susciter une certaine déception à Paris, où à la veille de l'arrivée de M. Moubarak, on présentait le projet franco-égyptien comme un possible compromis entre le plan Fahd et le plan Reagan. Le ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, M. Boutros-Ghali avait, pour sa part, indiqué le jour où le président était reçu à l'Elysée, qu'à son avis un règlement de paix impliquait une « combinaison des propositions américaines, arabes et européennes ». En réalité, l'Egypte, comme à l'époque de Sadate, en est revenue, au moins provisoirement, à un soutien exclusif de la politique de Washington au Proche-Orient. — (A.F.P., Reuter, A.P.)

M. Mitterrand recevra M. Arafat quand il « l'estimera utile » déclare M. Cheysson

Lorsque M. Mitterrand *« l'estimera utile »*, il recevra M. Yasser Arafat ; *« cela me paraît certain »*, a déclaré M. Cheysson, ministre des relations extérieures, répondant, ce lundi 13 septembre, aux questions d'Ivan Levaï au micro d'Europe 1. Il appartiendra à M. Mitterrand et à M. Arafat de juger si *« les conditions sont réunies »*. Comme Ivan Levaï lui demandait s'il ne craignait pas les réactions des milieux juifs de France, M. Cheysson a répondu : *« Si M. Arafat vient, c'est qu'il y aura un progrès vers la paix. »*

Interrogé d'abord sur les plans de M. Reagan (*le Monde* du 3 septembre) et du sommet arabe de Fès (*le Monde* du 11 septembre), le ministre a déclaré : *« Je suis heureux de tout ce qui va dans le bon sens. »* La résolution de Fès représente un *« progrès arabe »* a-t-il dit. *« Tous les Arabes parlent d'une seule voix et en termes positifs. »*

Soulignant que la résolution de Fès se place aussitôt après le discours de M. Reagan, *« des deux côtés on cherche un processus de paix en termes politiques »*, a dit M. Cheysson. Mais dans les deux cas *« il y a des expressions diplomatiques (...) qui recouvrent des hésitations »*.

Le ministre estime donc que, de part et d'autre, il faut *« aller plus loin »*. C'est ce que fait le projet de résolution franco-égyptien préparé pour le Conseil de sécurité des Nations unies. La France, a souligné le ministre, parle des *« droits nationaux »* (des Palestiniens) et de la *« reconnaissance »* (d'Israël). Il faut, a-t-il dit, la *« reconnaissance mutuelle »* et *« l'autodétermination »*, qui est *« un principe sacré »*.

Observant que l'O.L.P. admet les formules employées par la France, le ministre a ajouté qu'*« on peut négocier à partir du plan américain »*. Ce plan, a-t-il dit, constitue *« le plus petit dénominateur commun »*, mais ce dénominateur est trop petit. *« Il peut être accepté par tout le monde »* s'il ouvre une perspective d'avenir. *« Ce que nous voulons — a encore dit M. Cheysson — c'est que la négociation commence, et nous sommes convaincus qu'elle ira plus loin. »*

L'AUDIENCE ACCORDÉE PAR LE PAPE A M. ARAFAT EST JUGÉE « CHOQUANTE » PAR M. BEGIN

Le Vatican a annoncé, samedi 11 septembre, que M. Yasser Arafat sera reçu par le pape Jean-Paul II à Rome, au cours du week-end prochain. Le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, s'est violemment élevé dimanche contre cette rencontre. Prenant la parole en conseil des ministres, M. Begin a affirmé que *« l'audience accordée par le souverain pontife est choquante alors que le Vatican est resté impassible devant l'holocauste des juifs durant la seconde guerre mondiale »*.

La date exacte de la rencontre entre Jean-Paul II et M. Arafat n'est pas encore connue, mais le dirigeant palestinien est attendu à Rome dès mercredi 15 septembre, à l'occasion d'une réunion de la conférence internationale interparlementaire à laquelle il est invité (*le Monde* du 13 septembre). L'audience pontificale a dit le père Romeo Panciroli, directeur de la salle de presse du Vatican, témoigne de la considération du pape *« pour le peuple palestinien, dont le Saint-Père a récemment évoqué les souffrances et les droits »*. — *(A.F.P., Reuter.)*

En France

LES COMMUNAUTÉS CONSISTORIALES JUIVES DÉNONCENT « LES ARTIFICES DE LANGAGE RELATIFS A LA RECONNAISSANCE D'ISRAËL »

Les présidents et représentants des communautés consistoriales juives de France, réunis le 12 septembre 1982, en assemblée générale extraordinaire, sous la présidence de M. Jean-Paul Elkann, président du Consistoire central israélite de France, en présence de M. Meir Rosenne, ambassadeur d'Israël en France, et de M. René-Samuel Sirat, grand rabbin de France, ont adopté la motion suivante :

« L'opération « Paix pour la Galilée » a mis en lumière, une fois encore, que le destin d'Israël et celui de la diaspora sont indissolublement liés.

» Ils s'élèvent avec indignation contre l'hostilité manifestée à l'égard d'Israël par une partie de la presse écrite et audio-visuelle et ils affirment que l'action d'Israël n'a eu pour but que de protéger ses citoyens menacés, et la volonté d'accélérer le processus d'un règlement pacifique dans la région ;

» Ils dénoncent les artifices de langage relatifs à la reconnaissance d'Israël et l'offensive diplomatique de l'O.L.P. et de ses alliés arabes défaillants, réunis à Fès, proposant la création d'un Etat palestinien dirigé par cette organisation, aux frontières d'Israël, à proximité immédiate de ses centres vitaux. Cette proposition, destinée au monde diplomatique et journalistique, vise à rejeter Israël dans le camp des fauteurs de guerre ;

» Deux mille ans de calomnies et de persécutions leur font un devoir impérieux de soutenir Israël sans réserve dans son refus d'accepter son anéantissement à terme ;

» Ils rappellent que les propositions du regretté président Anouar El Sadate, du président Jimmy Carter et du premier ministre Menahem Begin, concernant l'autonomie des Palestiniens en Samarie et en Judée, refusées jusqu'à présent par les Etats arabes, demeurent la base de toute négociations ;

» Ils rappellent leur opposition absolue à toute visite officielle de M. Arafat en France, sous quelque prétexte que ce soit. (...) »

Pologne

Solidarité invite la population à manifester à nouveau son opposition à la junte militaire

Réunie du 5 au 7 septembre pour analyser la situation en Pologne après les manifestations du 31 août, la direction clandestine de Solidarité a appelé, dans des textes qui commencent à circuler sous le manteau à Varsovie, la population à exprimer, à trois nouvelles occasions d'ici à décembre, son opposition à la junte militaire.

Le premier de ces *« rendez-vous »* est fixé au 30 septembre pour rendre hommage *« dans la paix et la dignité »* aux morts du 31 août. Le mot d'ordre pour cette journée sont de porter le deuil, d'observer une minute de silence à midi et de dresser des plaques commémoratives et des croix aux endroits où les victimes de l'état de siège *« sont tombées (...) pour la défense de la dignité humaine et le droit de vivre dans la démocratie »*.

Les deux autres dates retenues sont celles du second anniversaire de l'enregistrement de Solidarité, le 21 octobre, et du soixante-quatrième anniversaire de l'indépendance de la Pologne, le 11 novembre. Ces différents appels sont assortis d'une mise en garde contre les risques de *« provocation »* et d'une consigne aux militants syndicalistes de renoncer *« dans un esprit de responsabilité pour la patrie (...) à toute action qui n'aurait pas été décidée par la commission provisoire de coordination (T.K.K.) ou par les instances régionales du syndicat »*.

Estimant que les manifestations du 31 août ont constitué *« une victoire morale pour la nation »* et prouvé une nouvelle fois que la société polonaise est *« déterminée à lutter pour le rétablissement de ses droits »*, la commission provisoire affirme en conclusion qu'*« on ne peut pas gouverner une telle nation par la force »* et que, le pouvoir n'engage pas de pourparlers avec les dirigeants élus du syndicat — M. Walesa, notamment, — *« toute chance de résoudre pacifiquement le conflit aura été perdue »*.

Dans un document à part, la T.K.K. qualifie d'*« illégale »* la décision des autorités d'ouvrir un procès contre les dirigeants du KOR et s'engage à *« lutter pour la liberté des anciens membres »* de cette organisation qui s'était dissoute de son propre chef en septembre 1981. L'annonce de ces poursuites, estime la T.K.K., *« ouvre la voie à d'autres procès montés de toute pièce et visant à éliminer de la vie sociale pour de longues années les militants du syndicat (...). L'affaire du KOR*, ajoute la déclaration, *n'est qu'un début. D'autres internés seront ensuite appelés à comparaître devant les tribunaux sous de fausses accusation. »*

Dans une lettre ouverte adressée au général Jaruzelski quelques jours avant les manifestations du 31 août, et dont copie vient de parvenir aux correspondants occidentaux en poste à Varsovie, huit syndicalistes se sont de leur côté déclarés prêts à mener des négociations avec le pouvoir en vue d'un *« accord sur la reprise des activités syndicales »*. Les signataires — parmi lesquels figurent une importante personnalité de Solidarité, M. Switon (1), et trois membres des syndicats autonomes, eux aussi créés après août 1980 et actuellement *« suspendus »* — estiment notamment que le *« conseil social consultatif »* dont la mise en place a été annoncée en juillet par les autorités pourrait être le lieu de ces négociations.

C'est sur ce point précis que cette déclaration diffère des positions exprimées par les dirigeants clandestins de Solidarité, dont les huit signataires se disent néanmoins solidaires. Les conditions qu'ils mettent à l'ouverture d'une telle négociation sont en effet les mêmes que celles qui ont été avancées aussi bien par l'Eglise que par la T.K.K., à savoir la libération des militants emprisonnés, la reconnaissance du pluralisme, de la liberté et de l'indépendance des syndicats ainsi que de leur *« coresponsabilité dans la solution de la crise et la mise en œuvre de la réforme économique »*. Si elle était prise en considération par le général Jaruzelski, cette démarche pourrait faciliter une réouverture du dialogue et la recherche de cette *« entente »* dont la T.K.K. a réaffirmé qu'elle restait *« son objectif »*. C'est la première fois, d'un autre côté, que les syndicats autonomes, qui étaient toujours restés en retrait par rapport à Solidarité, acceptent une « unié d'action » avec des militants de l'organisation de M. Walesa. Il n'était pas certain que le pouvoir ait à s'en féliciter.

Une nouvelle condamnation liée aux événements du 31 août a été prononcée samedi à Gorzow Wielkopolski contre un manifestant, M. Zienkiewicz, condamné à trois ans et demi de prison pour *« agression »* contre un milicien.

Pour sa part, l'agence PAP a annoncé que le vice-premier ministre, M. Mieczyslaw Rakowski, a renoncé à son poste de rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Polityka*, organe du comité central, qu'il occupait depuis 1958. La démission de M. Rakowski avait été demandée par de nombreux membres de la rédaction du journal, a-t-on appris de source polonaise informée. Officiellement, M. Rakowski a démissionné *« parce que ses obligations de vice-premier ministre étaient de plus en plus incompatibles avec la publication du journal »*. Il sera remplacé par son premier adjoint, M. Jan Bijak.

La Diète (Parlement) doit se réunir en séance plénière, jeudi 16 septembre, avec à l'ordre du jour un rapport du ministre de l'intérieur *« sur l'état de l'ordre social et de la sécurité dans le pays »*.

(1) Interné le 13 décembre 1981. M. Switon a été libéré, pour raison de santé, en février dernier.

Italie

Cinq mandats d'arrêt ont été lancés contre les auteurs présumés de l'attentat contre la gare de Bologne

Correspondance

Rome. — Les auteurs de l'attentat à la bombe qui, le 2 août 1980, causa la mort de quatre-vingt-cinq personnes à la gare de Bologne, auraient été identifiés. Le juge d'instruction, M. Aldo Gentile, a annoncé le 11 septembre que cinq mandats d'arrêt ont été émis à l'encontre de Stefano delle Chiaie, ancien dirigeant du groupe néo-nazi *Avanguardia Nazionale* impliqué dans la plupart des complots de l'extrême droite italienne et réfugié depuis 1976 en Amérique du Sud ; Maurizio Giorgi ; *Pier Luigi Pagliai* ; Joachim Fiebelkorn, ressortissant de la R.F.A. ; ainsi qu'Olivier Danet, Français, lié à différents groupes d'extrême droite dont l'ex-FANE, actuellement détenu en France pour un trafic d'armes avec la Belgique.

Après plus de deux ans d'enquête marqués par de violentes polémiques entre les magistrats-instructeurs, et la relaxe de la plupart des suspects arrêtés *dans les mois qui ont suivi* l'attentat, la piste juste aurait-elle été trouvée ?

Le juge a affirmé : *« L'homme qui a transporté l'explosif dans la valise est parmi ces cinq inculpés et deux d'entre eux étaient certainement présents à Bologne la matinée du 2 août. »*

Un sixième mandat d'arrêt aurait dû être émis à l'encontre de Carmine *Palladino, mais celui-ci a été assassiné* le 4 août dernier dans la prison de Novara par un terroriste d'extrême droite, Pier-Luigi Concutelli.

Ce tournant dans les enquêtes sur l'attentat à la gare de Bologne a pour origine les « confessions », faites fin 1981, par un ancien employé des postes de Florence, Elio Ciolini, détenu en Suisse pour escroquerie et émission de chèques sans provision. Celui-ci a raconté aux magistrats italiens que l'idée d'une reprise de la *« stratégie de la tension »* aurait été conçue à l'occasion *d'une réunion le 11 avril 1980*, à l'hôtel Paris de Monte-Carlo, par un groupe de francs-maçons d'extrême droite appelé le Comité de *Monte-Carlo, composé pour l'essentiel de* personnalités liées à la très spéciale loge maçonnique italienne P.2 dirigée par Licio Gelli. Stefano delle Chiaie aurait été chargé d'organiser les attentats afin de distraire l'attention de l'opinion italienne d'une vaste manœuvre politique et financière en cours.

Cette version des faits fournie par un petit escroc peut sembler d'autant *plus surprenante qu'Elio Ciolini* a rétracté ces jours derniers toutes ses accusations. Mais le juge Gentile a tenu à souligner : *« Il faudrait voir pourquoi il s'est rétracté. Nous ne sommes pas des gens crédules. Ciolini a parlé il y a des mois, si nous l'avions cru à la lettre, nous aurions émis déjà depuis longtemps plus de cinquante mandats d'arrêt. »* Il a ajouté : *« Les preuves que nous avons recueillies vont bien au-delà des informations, certes indispensables, que nous avait fournies Ciolini. »*

Le magistrat a, en outre, refusé de révéler les destinataires de toute une série de citations à comparaître dans *le cadre de cette enquête. Celles-ci, selon des indiscrétions* amplement rapportées par la presse italienne, viseraient un certain nombre de dirigeants de la loge P.2, dont le grand maître vénéré, Licio Gelli.

MARC SEMO.

UN « BAROUDEUR »

A vingt-huit ans, Olivier Danet a déjà un passé de « baroudeur » de l'extrémisme de droite. Fils de M. André Danet, *conseiller municipal de Rouen* et conseiller général (U.D.F.-P.R.) de Seine-Maritime, il s'est très tôt engagé aux côtés des organisations étudiantes d'extrême droite. Puis, à dix-neuf ans, il rejoint les rangs des phalangistes libanais à Beyrouth.

On retrouve sa trace ensuite en Rhodésie, où il aurait fait partie du groupe de mercenaires qui tenta un « raid », le 16 janvier 1977, sur Cotonou (Bénin). Il aurait participé aussi au coup d'Etat des Comores, en 1978, dans l'équipe de Bob Denard. Entre deux opérations, Olivier Danet se charge aussi de missions de sécurité pour des hommes publics, notamment en Arabie Saoudite, et figure parmi les gardes du corps de M. Valéry Giscard d'Estaing, durant certains meetings de la campagne présidentielle.

Après la découverte, le 4 octobre 1981, d'un trafic d'armes en provenance de Belgique, Olivier Danet est impliqué en qualité d'acheteur potentiel d'un lot de *cinquante revolvers, et arrêté.* Il attend son procès en prison.

A travers le monde

Afghanistan

- REMANIEMENT MINISTERIEL. — Les ministres de l'information et de la culture et des universités, MM. Abdul Majid Sarbuland et Gul Dad, ont été démis de leurs fonctions, a annoncé dimanche 12 septembre Radio-Kaboul. Le premier ministre, Sultan Ali Kethsmand, contrôlera directement l'information.

Corée du Sud

- M. JOBERT A SEOUL. — Le ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur, est arrivé dimanche 12 septembre en Corée du Sud pour une visite de travail de deux jours. — *(A.F.P.)*

Espagne

- DEMISSION DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE. — M. José Luis Alvarez, ministre de l'agriculture, a démissionné de son poste. Il sera remplacé Par M. José Luis Garcia Ferrero. M. Alvarez a également quitté le parti d'union de centre démocratique. — *(A.F.P.)*

Éthiopie

- *LIBÉRATION DE 716 PRISONNIERS.* — Le gouvernement a annoncé, samedi 11 septembre, la libération de 716 détenus à l'occasion du huitième anniversaire de la révolution éthiopienne, sans préciser s'il s'agissait de prisonniers politiques ou de droit commun.

Irlande du Nord

- UNE BOMBE DE PLUS DE 300 KILOS, constituée de six fûts de bière pleins d'explosifs, a été désamorcée, vendredi 10 septembre, dans une école de Lisnakea, près de la frontière de la République d'Irlande, après que le quartier eut été bouclé pendant deux jours.

Haute-Volta

- ARRESTATION D'UN DIRIGEANT SYNDICAL. — M. Soumane Touré, secrétaire général de l'ancienne Confédération syndicale voltaïque, a été arrêté la semaine dernière à Leo, à 170 kilomètres du sud de Ouagadougou. M. Soumane Touré, trente-quatre ans, était recherché depuis le 25 novembre 1981

Le Monde — **politique**

A LA FÊTE DE « L'HUMANITÉ »

M. Marchais récuse les perspectives de « croissance ralentie » évoquées par M. Rocard

Plus de six cent mille personnes — six cent vingt-deux mille cinq cent onze vignettes, donnant droit à l'entrée, avaient été vendues, dimanche, à 14 heures — ont participé à la Fête de « l'Humanité », dont l'aspect politique a été dominé, samedi, par les interventions de M. Georges Marchais, et, dimanche, par le discours de M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du P.C.F.

Le secrétaire général a souligné, au cours du journal de la mi-journée, samedi, sur TF1, que la gauche doit prendre garde à la façon dont son éventuelle défaite aux élections municipales de mars 1983 serait exploitée par l'opposition. Aussi M. Marchais a-t-il invité les socialistes à ne rien faire qui puisse entraver l'union de la majorité pour ces élections.

En adoptant cette position de défenseurs de la gauche, les communistes veulent parer aux revendications que leurs alliés pourraient leur présenter, sur la base des élections de 1981 et 1982, quant à la composition et à la direction des listes d'union. Les négociations devraient reprendre prochainement entre les dirigeants socialistes et communistes et porter, d'abord, sur la situation dans les grandes villes, c'est-à-dire Paris, Marseille et Lyon. Bien que M. Marchais ait précisé que la question de la composition des listes serait à débattre localement, il est certain que les cas difficiles — ceux d'une dizaine de villes dirigées par le P.C.F. depuis 1977 et où le P.S. a, depuis lors, devancé son partenaire électoralement — seront traités au niveau des directions des partis.

Le secrétaire général du P.C.F. a évoqué, sans nommer le ministre du Plan, le discours prononcé par M. Michel Rocard, le 8 septembre, devant la commission nationale de planification (« le Monde » du 10 septembre). M. Marchais a récusé la perspective d'une croissance « ralentie », tracée par M. Rocard, de même que M. Herzog devait dénoncer, dimanche, l'austérité « préconisée par la droite et une certaine gauche ». La bataille pour la production nationale, engagée par les communistes, comporte un volet polémique, dont il apparaît, ainsi, qu'il est dirigé contre l'opposition, mais aussi contre certaines tendances de la majorité. Le P.C.F. entend ne laisser passer aucune occasion de justifier la méfiance qu'il entretient quant à la sensibilité du P.S. aux « pressions patronales ».

Le discours des communistes sur la crise allie le réalisme, qui consiste à en reconnaître la gravité, et la volonté d'en combattre les effets. Il s'agit, a dit M. Herzog, d'« extraire » la France de la crise du système capitaliste, en luttant contre une gestion d'inspiration patronale, qui vise, au contraire, à adapter le pays à cette situation. La politique du gouvernement est lavée de tout soupçon à cet égard — « le budget pour 1983 ne traduit pas un retour du barrisme », a dit M. Herzog —, mais il subsiste, aux yeux des communistes, des risques de dérapage ». La bataille pour « le renouveau de l'économie nationale », à laquelle les militants et les travailleurs sont conviés, doit permettre de maintenir le cap de l'action gouvernementale. Elle constitue, d'autre part, une tentative, pour le P.C.F., de retrouver l'aura qui fut la sienne lorsque, à la Libération, Maurice Thorez, comme l'a rappelé M. Herzog, appela les travailleurs à mener la bataille de la production (1).

Cette action nationale des communistes va de pair avec une action internationale, à laquelle M. Marchais souhaite donner un nouvel élan. Dans le discours qu'il a prononcé, samedi, devant les représentants du mouvement communiste international, présents à la fête, le secrétaire général a déclaré que le camp socialiste avait subi un « revers » au Liban et qu'il convient de resserrer la « solidarité internationaliste ». M. Marchais a souligné la volonté des communistes français d'agir en ce sens avec tous les P.C., ce dont témoigne le voyage d'une délégation du P.C.F. à Prague, en juin dernier, et celui que le secrétaire général doit faire en Chine le mois prochain. Sa position de seul parti communiste associé au pouvoir dans l'aire occidentale doit permettre au P.C.F. de jouer un rôle dans ce domaine, en confirmant ses efforts pour mener, par les canaux du mouvement communiste, une politique internationale parallèle à celle du gouvernement.

M. Marchais a réaffirmé, sur TF1, son indépendance vis-à-vis des principaux animateurs du mouvement communiste, les dirigeants soviétiques, en soulignant qu'il ne reçoit « d'ordres de personne ». Le secrétaire général a ajouté qu'il n'en reçoit pas non plus des responsables de son propre parti et qu'il lui arrive d'être en désaccord avec la majorité du bureau politique, tout en appliquant la décision prise. Cette indication, suivie de l'annonce que M. Marchais se soumettra, à la fin de ce mois, à un bilan de santé, est de nature à relancer les spéculations sur l'avenir du secrétaire général. Celui-ci a expliqué sa longue absence de la scène politique, cet été, par le fait qu'il prépare la publication d'un « document ». Le 10 juin, sur Antenne 2, M. Marchais avait dit qu'il travaillait à un livre, dans lequel il traiterait, notamment, de l'histoire du mouvement ouvrier français et de Jaurès.

PATRICK JARREAU.

Dans son discours à la « cité internationale » de la fête de l'Humanité, samedi 11 septembre, M. Marchais a évoqué la situation au Proche-Orient, en soulignant que « *le contenu du plan de règlement proposé par la Ligue arabe* », est « *de nature à frayer la voie à une paix durable* » dans cette région.

Le secrétaire général du P.C.F. a déclaré, ensuite, que la situation au Liban pose « des problèmes sérieux ». Selon M. Marchais, « *l'héroïsme des peuples libanais et palestiniens a permis aux combattants de l'O.L.P. de quitter Beyrouth-Ouest dans l'honneur, afin de poursuivre leur lutte dans des conditions nouvelles* » et « *il a permis à la cause palestinienne de progresser au plan politique, dans le monde, comme on le voit après le sommet de Fès* ».

« *Aucun de ces acquis ne saurait être sous-estimé,* a ajouté le secrétaire général. *Mais cela ne peut estomper le fait qu'Israël a réussi en partie à atteindre ses objectifs, en obtenant le retrait de l'O.L.P. de Beyrouth et la dispersion de sa direction, en occupant de larges territoires au Liban, dont l'unité est menacée, et en favorisant la désignation de son nouveau président. Il ne faut pas se le cacher : c'est un revers qui nous concerne tous.* »

S'interrogeant sur les raisons de ce « revers », M. Marchais a déclaré que l'« *agression israélienne* » n'avait pas « *rencontré la riposte qui s'imposait au plan international.* » Evoquant l'action des Etats-Unis en Amérique centrale, en Afrique australe et en Asie du Sud-Est, M. Marchais a affirmé : « *La riposte internationale à cette politique agressive et dangereuse que mène l'impérialisme, aujourd'hui, n'est pas à la hauteur des exigences et des possibilités des forces de progrès, de libération, de paix.* »

Le secrétaire général du P.C.F. estime que, dans l'affaire du Proche-Orient, l'ONU « *a beaucoup perdu de sa crédibilité* ». Il a ajouté : « *Nous n'ignorons pas qu'existent des contradictions d'intérêts entre les Etats, mais l'aspiration des peuples à plus de justice, à la paix, à l'indépendance, à la souveraineté est, aujourd'hui, une réalité qui s'exprime avec force sur tous les continents et qui peut, qui doit dépasser ces contradictions.* »

Développer la solidarité internationale

Après avoir souligné « *l'indépendance totale* » du P.C.F., M. Marchais a déclaré : « *Nous entendons tout faire — oui, tout ce qui peut dépendre de nous — pour que les communistes de tous pays, ces hommes et ces femmes du progrès, de la justice, de l'indépendance des peuples, de la paix, se rassemblent et agissent sous les formes les plus diverses en faveur de ces grands objectifs qui leur sont communs. Oui, nous voulons agir avec tous les partis communistes et ouvriers de tous les pays socialistes, sans exception ! Oui, nous voulons agir avec tous les partis communistes et ouvriers de tous les pays du monde, sans exception !* »

Selon M. Marchais, il s'agit de « *développer la solidarité internationale, faire progresser les* de savoir qui sera, ici ou là, le *idées révolutionnaires, agir en commun en faveur des objectifs humanistes* » qui sont ceux des communistes, de concert avec « *tous les partis et mouvements révolutionnaires et progressistes* » du tiers-monde, « *les partis socialistes et sociaux-démocrates, en particulier en Europe* », ainsi qu'avec « *tous les croyants* » et « *tous les jeunes* ».

Invité du journal de la mi-journée, sur TF1, M. Marchais a déclaré que « *l'écrasante majorités des communistes est favorable à la participation du parti à la majorité gouvernementale* ». Evoquant, ensuite, les élections municipales de mars 1983, le secrétaire général a souligné que « *sans le parti communiste, il n'y aura pas de victoire de la gauche* » à ces élections et que « *les partis de la majorité ne doivent pas s'entre-déchirer sur le point chef de liste, mais former le bloc homogène qui a permis la victoire en 1977.* »

M. Marchais a fait allusion à « *un homme politique de la majorité* » qui avait parlé de la crise internationale. « *Cette crise,* a-t-il dit, *elle existe, et elle pèse de plus en plus lourd. Mais lorsque j'entends des gens présenter une situation apocalyptique tendant à avancer qu'il n'y aurait plus rien à faire, qu'il faudrait partager le travail, les salaires, la misère, ne se moque-t-on pas du monde ?* »

Le secrétaire général du P.C.F. a ajouté : « *Dans notre propre pays, il y a des millions de gens qui connaissent des difficultés énormes pour vivre. Dans tous les pays capitalistes, des millions de gens sont dans cette situation. Aux U.S.A., 33 millions de gens vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Voilà pour le monde capitaliste. En ce qui concerne les pays du tiers-monde, des centaines de millions d'êtres humains ont faim, ont froid, sont malades, connaissent l'analphabétisme. Ils ont certes conquis leur indépendance politique, mais ils n'ont pas les éléments économiques nécessaires pour vivre.*

» *N'y a-t-il rien à faire dans ce domaine ? Troisièmement, les pays socialistes, qui sont partis de très bas, ont réalisé des avancées considérables. Mais ils ont besoin aujourd'hui de la coopération internationale. N'y a-t-il rien à faire avec les pays socialistes ?*

» *Lorsque j'entends dire qu'il n'y aurait plus à développer l'instrument de production, qu'il ne serait plus nécessaire de procéder aux développements des recherches scientifiques et techniques, à utiliser les formidables capacités de notre époque, je dis c'est une sinistre plaisanterie. Il ne faut surtout pas céder à une telle campagne démagogique d'une situation internationale inéluctable qui obligerait les chômeurs à rester chômeurs, les pauvres à rester pauvres ! Non ! Il y a des solutions et la France a des atouts.* »

M. Marchais a souligné en conclusion : « *Il y a nécessité d'un nouvel ordre économique, et je ne cache pas qu'on se heurte ici à des difficultés : réticences dans les pays capitalistes et réticences y compris dans les pays socialistes, parce que j'en ai souvent discuté avec eux. Mais le monde ne peut plus vivre aujourd'hui comme il a vécu dans les dernières décennies. Le problème d'un nouvel ordre économique est posé ; c'est la condition nécessaire pour aller de l'avant, car c'est à la fois affaire de justice et une condition pour sortir la France de la crise.* »

M. Philippe Herzog s'est adressé, au nom du bureau politique, dimanche 12 septembre, aux participants à la fête de l'Humanité. Après avoir évoqué les « bonnes choses » accomplies depuis quinze mois, M. Herzog a déclaré : « *Pour pouvoir maintenir le cap et commencer à redresser en profondeur la situation de l'emploi, du pouvoir d'achat et de l'économie nationale, nous nous heurtons à de gros obstacles. Ces obstacles, il faut les surmonter. Les communistes ont fait un choix politique l'an passé : plus que jamais nous le confirmons, nous continuons sans baisser les bras. Nous ne sommes pas des hommes et des femmes du dénigrement et de la facilité. Il n'y a pas de recette magique qui permette d'avancer en faisant l'économie de l'intervention de notre peuple. Dans cet esprit, nous appelons aujourd'hui les communistes et les travailleurs à se mobiliser dans une grande campagne pour la poursuite et la réussite de la politique nouvelle.* »

M. Herzog a souligné que « *la crise du monde capitaliste s'est aggravée et pèse encore plus lourd que par le passé contre la vie et la croissance des peuples* », mais que la France « *ne doit pas jouer les moutons de Panurge derrière les Etats-Unis ou la R.F.A., ni se contenter d'essayer de réduire les dégâts* ». Selon M. Herzog, la France « *a les reins assez solides pour résister à la crise internationale* » et « *s'engager dans la voie d'une nouvelle croissance* ». « *Mais pour cela,* a-t-il dit, *à tous les niveaux, du gouvernement à l'entreprise, il faut créer les moyens nécessaires pour vaincre les obstacles intérieurs qui s'opposent à nos efforts.* »

M. Herzog a attaqué la droite et le C.N.P.F., qui « *dénigrent et combattent pied à pied chaque mesure positive* ». Il a ajouté : « *Depuis quelques semaines, la droite utilise aussi d'autres moyens pour tendre des crocs-en-jambe : elle essaie d'attiser la déception des travailleurs, pour les empêcher de se mobiliser et de soutenir plus activement la gauche, qu'ils ont élue. Elle prétend que la politique nouvelle aurait carrément basculé dans l'austérité.*

» *Elle serait bien contente si tel était le cas et si les travailleurs jetaient le manche après la cognée. En réalité rien n'est joué quant à l'avenir du progrès social et national, et l'action constructive contre les réalités de la crise est la question cruciale. La droite voudrait bien, par cette entreprise de dénigrement et d'intoxication, progresser aux élections municipales et établir une sorte de contre-pouvoir local. Ces gens-là ne tolèrent pas un gouvernement de gauche avec des ministres communistes. Ils répètent « une politique d'austérité brutale. Chirac choisit Reagan comme modèle ! En vous mobilisant pour maintenir le cap vers le progrès social et national, vous mettrez en échec toute cette campagne réactionnaire.* »

Observant que les socialistes découvrent l'ampleur de la « *détérioration de [l'] industrie nationale* », dénoncée depuis longtemps par les communistes, M. Herzog a attribué la responsabilité de cette situation aux « *choix du profit et de la rentabilité du capital* ». Il a ajouté : « *La politique gouvernementale a su, dans ses débuts, s'écarter de la gestion de la droite. Les premiers résultats sont incontestablement meilleurs que dans d'autres pays capitalistes. (...) Face aux obstacles, aux difficultés : rigueur contre les insupportables gaspillages humains, matériels et financiers du capital, rigueur contre les scandaleux abus du pouvoir économique et de la fortune ! Voilà ce qui est nécessaire pour mieux répondre aux préoccupations des Français qui vivent de leur travail.* »

Retrousser les manches

M. Herzog a souligné qu'« *il faut savoir ne pas céder aux pressions patronales en prenant le risque de dérapages* » et qu'« *une politique d'austérité, que la droite et une certaine gauche préconisent, n'a rien à voir avec une lutte efficace contre l'inflation et le retard industriel* ». Estimant que « *le budget pour 1983 ne traduit pas un retour au barrisme* » et qu'il « *choisit à juste titre l'objectif de redressement de la production nationale* », M. Herzog s'est prononcé pour la taxation des « *gâchis du capital* » et pour « *des progrès effectifs de la formation, de la qualification, de l'embauche, de l'investissement* ». Il a souligné, aussi, que « *la poursuite du progrès de la consommation populaire est, elle-même, indispensable pour le redressement industriel* ».

Selon M. Herzog, l'effort d'intervention des travailleurs ne doit s'exercer ni dans le sens d'une « *surenchère* », ni dans celui d'une « *acceptation de sacrifices stériles pour ceux qui vivent de leur travail* ». Il a déclaré : « *Chers camarades et amis, à la libération, Maurice Thorez demandait aux travailleurs de retrousser les manches, pour gagner la bataille de la production. Aujourd'hui, le parti communiste fait solennellement appel aux travailleurs, pour qu'ils s'engagent, corps à corps, avec tout l'esprit d'initiative dont ils sont capables, dans le renouveau de l'économie nationale. Que germent toutes ces valeurs, dont le peuple français est riche ! Ne laissons pas au capital et à la droite le terrain et le monopole de la gestion économique ! Citoyens responsables à l'entreprise, dans les localités et les régions, voilà ce que nous voulons être !* »

(1) Le 21 juillet 1945, à Waziers (Nord), Maurice Thorez, s'adressant aux mineurs, avait appelé ceux-ci à gagner « *la bataille de la production* », afin de « *faire échec aux plans de la réaction* ».

« C'est le changement... »

Autant de monde, de cohue, de poussière, de fumées sentant fort la saucisse, de bière, de frites et de barbe à papa, autant de tracts et de militants racoleurs, brandissant sous le nez du chaland un bulletin d'adhésion en quête d'une signature, tout cela, on connaissait. C'est tous les ans la même chanson... Mais le soleil, qui, plus que de coutume, noyait d'une seule vague brûlante les 50 hectares du parc de La Courneuve, poussant des familles entières à chercher refuge dans les bosquets, où se sont vite mis à fleurir le papier gras et la bouteille vide, cela, à en croire un Roger hilare, en maillot de corps, qui s'acharnait à maintenir en équilibre dessus sa tête un keffieh made in *Beyrouth,* « c'est le changement »...

On a écouté Maurice Fanon, Fabienne Thibeault et Serge Lama, dont quelques centaines de haut-parleurs portaient les chansons très loin au-delà de la grande scène ; admiré d'intrépides motards, passés maîtres dans l'art du cross ; applaudi des gymnastes et des clowns venus des quatre coins du monde, la pitrerie, comme l'amour, ne connaissant pas de frontières ; goûté la brochette maghrébine, le chachlick à la géorgienne, la crème de pois chiches façon libanaise, ou encore les bonnes vieilles spécialités de toutes nos provinces.

Mais il y avait aussi du sérieux : « cette fête où l'on s'amuse et se détend » *ne se veut-elle pas, aussi, celle qui rassemble* « des travailleurs avec leur production et les communistes avec leurs propositions », *être d'abord* « une manifestation politique et culturelle de premier plan » ? *Ainsi, a-t-on pu apprendre, en visitant le stand de* Trybuna Ludu, *journal du parti polonais, que, du côté de Gdansk et de Varsovie,* « l'ordre social se stabilise », *que* « les émotions s'apaisent », *tandis que* « la sécurité publique augmente ». *Tout à côté, chez les Afghans, on a découvert que les* « féodaux » *perdent du terrain et de l'influence...*

Beaucoup de monde, aussi, au quartier du livre, où l'on se pressait devant les manuscrits d'Aragon, et bien plus encore pour voir l'exposition des cinquante peintres sur lesquels le poète a écrit. Mais Louis Aragon, le vrai héros de la grande kermesse, n'est pas venu redire son célèbre « Mon parti mon parti merci de tes leçons » : « Il marche difficilement », « Il est très âgé », « Il y a tant de monde », *entendait-on ici et là. Qu'importe. On a bien mangé et bien bu, bien écouté et bien lu, avant de s'en retourner chez soi, les bras chargés de ses achats-souvenirs et la tête emplie d'une conviction : pour une fête, c'en était une...*

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

La mort d'Albert Soboul

(Suite de la première page.)

Son œuvre majeure restera sa thèse soutenue et publiée en 1957 sur les sans-culottes parisiens en l'an II et l'analyse de ce petit peuple parisien qui a été pendant environ deux années, de la chute de la monarchie à celle de Robespierre, le principal acteur collectif de la Révolution, donc une grande page d'histoire sociale au service d'une histoire politique bien connue et pourtant quelque peu renouvelée. De même, Georges Lefebvre, le maître qu'Albert Soboul vénérait entre tous et dont il se réclamait sans cesse, avait renouvelé l'histoire révolutionnaire de la France rurale par son *Histoire sociale des paysans du Nord.*

On retiendra de ce grand livre l'analyse de la composition de classe de la sans-culotterie (le monde de l'échoppe et de la boutique, un amalgame de petits patrons, d'artisans et de leurs compagnons), l'étude fouillée, sensible, pittoresque de son comportement et ses rites (et il y a des pages qui préfigurent ce qui allait devenir un peu plus tard sous d'autres plumes et en d'autres maisons l'histoire des mentalités collectives), enfin l'histoire dramatique du conflit grandissant entre le mouvement populaire des sans-culottes, son dynamisme, son autonomie et l'appareil d'État jacobin.

Albert Soboul était communiste, membre du P.C.F. sans interruption des années trente jusqu'à son dernier jour. Cela a peu contribué à son audience, cela a pu aussi lui valoir des hostilités et peut-être même empêcher que toute justice soit rendue à son œuvre, à sa thèse en particulier. Pourquoi ne pas le dire ? Il est une théorie fort répandue d'après laquelle le culte de la Révolution et notamment l'exploitation du modèle jacobin en France depuis deux siècles ont préparé le terrain à l'influence communiste en accoutumant les Français à trouver respectable une dictature terroriste. De là à voir dans Albert Soboul, gardien du souvenir révolutionnaire et membre du P.C., l'agent conscient d'une entreprise intellectuellement redoutable, il n'y a qu'un pas qui fut quelquefois franchi. La question de fond que posent les rapports du souvenir révolutionnaire avec le communisme devra bien être débattue largement, mais il serait inconvenant de le faire ici et maintenant.

Au jour où la vie d'Albert Soboul s'achève, on ne peut faire davantage que compléter son portrait d'homme. La conviction de l'ami et du témoin qui écrit ces lignes est que le communiste Albert Soboul n'a pas été un « stalinien ». Dans les année cinquante, en cette décennie du stalinisme triomphant sur laquelle tant d'historiens et de publicistes se penchent aujourd'hui, Soboul s'est peu mis en avant, n'a rien écrit de scandaleux. Nous l'avons vu, en telle ou telle occasion, afficher, dans des journées d'études où péroraient des fanatiques, l'allure et le mutisme d'une ostensible réprobation. Mieux je pourrais même attester avec quelques détails que le stalinisme régnant a plutôt mal apprécié sa thèse.

A bien y regarder, la sympathie de Soboul pour le mouvement des sans-culottes et son hostilité voilée contre le système robespierriste faisaient mieux que nuancer la vulgate stalinienne, et l'on pouvait y voir, la date aidant (1957), une petite brise non conformiste qui venait de Khrouchtchev et du 20ᵉ congrès. Et l'on sait combien Thorez et les siens étaient vigilants contre tout ce qui pouvait préfigurer révisionnisme et communisme à l'italienne.

En bref, Albert Soboul avait écrit ce qu'il croyait juste d'écrire, sans souci d'opportunité ou de discipline.

Il ne m'appartient pas de dire comment il a dosé dans son for intérieur ce qu'il croyait devoir de fidélité à son engagement et ce qu'il devait à son esprit critique de lecteur, de chercheur et de voyageur.

D'autres plus proches de lui en politique le diront sans doute à leur tour. Il reste à l'ancien camarade et au compagnon de travail des années plus récentes à dire ce qu'il était, homme de franchise et de caractère, capable de colère et incapable de rancune, généreux, serviable et cordial. Son image personnelle comme son œuvre écrite ne laisseront que des regrets.

MAURICE AGULHON.

UN DISCIPLE DE GEORGES LEFEBVRE

Né en 1914 en Algérie, orphelin de guerre et pupille de la nation, Albert Soboul a passé son enfance à Nîmes. Après ses études, qu'il fit notamment au lycée Louis-le-Grand à Paris, il obtint l'agrégation d'histoire en 1938.

Démobilisé et professeur à Montpellier, il fut arrêté lors de la manifestation du 14 juillet 1942 et révoqué par le gouvernement de Vichy.

Professeur à l'université de Clermont-Ferrand, puis à la Sorbonne depuis 1967, Albert Soboul est l'auteur d'une œuvre importante, dans la tradition historique de la Révolution française incarnée précédemment par Albert Mathiez et Georges Lefebvre, dont il fut le disciple et l'ami.

Son Précis d'histoire de la Révolution française, *paru en 1962 aux Editions sociales, prochainement réédité dans la collection « Terrains », est devenu un classique. Sa thèse, publiée en 1958 à la librairie Clavreuil, sur* les Sans-Culottes parisiens en l'An II, *est également considérée comme un ouvrage magistral. Son œuvre, très vaste, comporte aussi des ouvrages tels que* les Soldats de l'An II, les Campagnes montpelliéraines à la fin de l'Ancien régime, la Contribution à l'histoire paysanne de la Révolution française, *etc. Il a encore publié des textes choisis de* l'Encyclopédie, *des discours et des rapports de Saint-Just.*

Directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française, coprésident de la Société des études robespierristes, Albert Soboul faisait paraître depuis 1959 les Annales historiques de la Révolution française, *dont il était le secrétaire général. Il a participé à la direction de plusieurs organismes internationaux de recherche sur les révolutions, le XVIIIᵉ siècle et les Lumières.*

Il était docteur honoris causa *de l'université Lomonossov de Moscou, de l'université de Leipzig et membre correspondant des Académies des sciences de Berlin et de Budapest.*

Membre du parti communiste français depuis une quarantaine d'années, Albert Soboul avait cosigné l'appel « Pour l'union dans les luttes » après la rupture de l'union de la gauche. Il avait été aussi membre du « tribunal Russel II » chargé d'examiner les violations des droits de l'homme en Amérique latine.

(Lire les réactions en dernière page.)

هكذا من الاصل

هكذا من الأصل

LES TRAVAUX DU COMITÉ DIRECTEUR DU P.S.

Les socialistes veulent susciter l'« adhésion populaire » à la politique économique du gouvernement

Le comité directeur du parti socialiste, réuni samedi 11 et dimanche 12 septembre à Paris, a adopté à l'unanimité une résolution qui marque sa détermination d'aider le gouvernement à « forcer la réussite » et à obtenir « *l'adhésion populaire* » *à sa politique économique*. A cet effet, il a approuvé les modalités de la campagne d'action proposée par le premier secrétaire, M. Lionel Jospin. Cette campagne, fondée sur la mobilisation des militants et des élus socialistes sera centrée sur « la nécessité de casser l'inflation pour assurer le redressement économique et de poursuivre la politique de réduction des inégalités ».

L'unanimité a été réalisée sans tergiversations, bien que la résolution finale et les objectifs que s'est assignés le parti socialiste paraissent trop timorés à certains de ses dirigeants. Ainsi, certains amis de M. Michel Rocard auraient-ils préféré s'efforcer de susciter une « *mobilisation populaire* » plutôt qu'une simple « adhésion ». Les mêmes regrettent que la campagne soit axée uniquement sur les problèmes économiques du moment et qu'elle n'insiste pas plus sur les droits des travailleurs et, en règle générale, sur la modification des rapports sociaux.

Pour leur part, les animateurs du CERES rejoignent les « rocardiens » pour inviter leurs amis socialistes à mettre l'accent sur la différence entre « l'austérité giscardienne » et « l'effort socialiste », différence qui réside dans les objectifs poursuivis, « l'ambition socialiste pour la France ». Ils insistent également sur la nécessaire reconstruction de l'appareil industriel *qui leur parait encore* au stade de l'esquisse.

Ceux qui, à l'exemple de MM. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale et André Laignel, secrétaire national du P.S., s'étaient montrés très critiques sur les insuffisances du projet de loi de finances pour 1983 en matière de redistribution des revenus par l'impôt, sont restés totalement silencieux.

Les socialistes n'en restent pas moins soucieux de marquer leurs distances avec telle ou telle initiative gouvernementale qui prendrait les siennes avec les options défendues par le P.S. Ainsi, M. Lionel Jospin a-t-il regretté les propos tenus par M. Gaston Defferre à propos de la plus récente des « bavures » policières et ceux de M. Charles Hernu sur les ventes d'armes. Le premier secrétaire a réaffirmé la position de son parti qui reste favorable au remboursement de l'interruption volontaire de grossesse. Le P.S. souhaite qu'un projet de loi soit discuté au Parlement dès le printemps prochain. — J.-Y. L.

Le comité directeur du parti socialiste, réuni samedi 11 et dimanche 12 septembre à Paris, est ouvert par M. Jean Poperen, secrétaire national à la coordination chargé des élections, qui présente le rapport d'activité du secrétariat. Le premier secrétaire, M. Lionel Jospin, analyse ensuite les conditions politiques de la « rentrée » économique et sociale, et propose les modalités d'une campagne nationale du P.S destinée à « *gagner la bataille économique* » et à réduire les inégalités (*le Monde* daté des 12 et 13 septembre).

Le premier secrétaire réplique, de manière allusive, aux propos tenus mercredi 8 septembre par M. Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, selon lequel le « *volontarisme* » (prôné par M. Mauroy) est parfois « *le pire ennemi de la volonté* ». Le volontarisme, dit-il, est « *la justification même du Plan* ». Le parti socialiste, souligne-t-il, ensuite, fait preuve de « *beaucoup d'esprit de responsabilité, de beaucoup de sagesse* » afin de ne pas gêner l'action du gouvernement.

Il est, de même, nécessaire que certains membres du gouvernement « *tiennent compte de la sensibilité du parti socialiste* », ajoute-t-il, en faisant allusion aux déclarations de M. Pierre Beregovoy sur les raisons du report du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse ; de M. Charles Hernu, ministre de la défense, sur les satisfactions que la France tire de ses ventes d'armes à l'étranger ; de M. Gaston Defferre, sur l'attitude des policiers qui ont ouvert le feu, le 9 septembre à Paris, sur les occupants d'une voiture volée.

M. Jospin indique que la position du P.S., qui est favorable au remboursement automatique de l'I.V.G., n'a aucune raison d'être modifiée et qu'il ne peut s'agir, en cette matière, ni d'une affaire d'économie, ni d'une affaire liée à des motivations d'ordre « spirituel ».

Mme Colette Audry (courant A, ex-« courant Mitterrand ») estime que cette affaire est « *un problème de la laïcité de l'Etat* ». M. Michel de la Fournière, membre du secrétariat (courant C, ex-« courant Rocard »), chargé des droits de l'homme et des libertés, affirme que le P.S. ne pourrait que se prononcer contre la constitution d'un fichier sur le terrorisme si celui-ci devait être « *un fichier à l'allemande, interconnecté* », et rappelle « *l'attachement indéfectible* » des socialistes au droit d'asile.

M. de la Fournière : « Il s'agit bien d'austérité »

M. de la Fournière estime que la mobilisation du P.S. suppose une « *revitalisation* » interne, donc une renaissance du débat et implique, en conséquence, que le P.S. se situe autant que possible « *en amont* » des décisions du gouvernement. Il ajoute que les socialistes ne veulent pas être considérés comme « *de simples exécutants, des propagandistes de la politique gouvernementale* ». Il pense que les socialistes « *ne doivent pas faire comme si la politique de rigueur était acceptée sans problème par les militants et les travailleurs* ». Selon lui, la « *rigueur* » n'est qu'un mot pour désigner l'« *austérité* ». Car, dit-il, « *il s'agit bien d'austérité* ». Ce qui la différencie de celle de M. Raymond Barre, ajoute-t-il, ce sont les objectifs, à savoir le « *changement social* ». Il prononce un plaidoyer contre les tendances protectionnistes toujours vivantes, selon lui, au P.S. (M. Jean Matouk, membre du courant A, venait de se prononcer pour une limitation sévère des importations en provenance du Japon.

M. Jean-Paul Bachy, secrétaire national chargé des entreprises (courant A), souligne que le plan gouvernemental de lutte contre l'inflation, s'il « *répond à une nécessité* », présente « *quelques inconvénients* ». « *En bloquant automatiquement les négociations sur les salaires, le gouvernement a privé momentanément les syndicats de leur principale raison d'être, la discussion paritaire* », dit-il. Il ajoute que « *le ralentissement de l'évolution du pouvoir d'achat pourrait compromettre la reprise de la croissance qui avait permis d'éviter un accroissement dramatique du chômage* ». Selon lui, le gouvernement gagnerait dans l'opinion « *un crédit considérable s'il prenait enfin les moyens d'établir une plus grande clarté dans l'analyse comparée des niveaux de revenus salariaux et non salariaux et des moyens de lutter contre les inégalités les plus choquantes* ».

M. Thierry Bondoux (courant E, le « courant Chevènement »), membre du cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, qui fut l'un des fondateurs du CERES, note qu'il y a une contradiction naturelle entre l'exigence de mobilisation et celle de l'objet de cette mobilisation : la rigueur économique et sociale. Il est donc nécessaire, à son avis, de ne pas dissocier le discours sur la « *rigueur* » de « *l'ambition des socialistes pour la France* », et de bien expliquer la différence entre « *l'austérité* » à la manière de MM. Giscard d'Estaing et Barre et « *l'effort socialiste* ».

Selon lui, le « *bon usage de la crise* » n'est pas d'utiliser cette crise, comme l'a fait M. Barre, pour « *relativiser* » les problèmes posés au pays, mais plutôt de montrer que l'on « *redouble d'efforts* » dans « *l'effort de redressement national* ».

M. Paul Quilès, secrétaire national chargé des fédérations, de l'organisation et du contentieux, met en garde ses amis contre toute tentation de dramatisation qui ferait, selon lui, « *le jeu de la droite* ». Il considère que « *le principal problème de fond — dont il est préférable de ne pas trop parler, — c'est la tenue de la monnaie. A travers le franc apparaissent bien entendu nos difficultés économiques propres mais aussi et surtout la mauvaise volonté de nos partenaires à l'égard de notre politique.* »

Mme Marie-Noëlle Lienemann (courant C), membre du bureau exécutif, pense que l'opinion « *et les travailleurs* » comprennent parfaitement que « *l'aggravation de la crise internationale rend nécessaire une politique de rigueur et d'austérité* ». Mme Lienemann note que « *l'austérité ne constitue pas une orientation politique* ». Il peut y avoir, dit-elle, « *une austérité de droite et une austérité de gauche* », ce qui suppose que les socialistes expliquent leurs orientations de fond, faute d'être compris. « *Entre les décisions économiques immédiates*, ajoute-t-elle, *et notre projet à long terme, il y a un vide qui peut accréditer l'idée que nous renonçons à nos projets* ». Elle s'inquiète du fait que le P.S. ne parle plus de « *mobilisation populaire* », mais d'« *adhésion populaire* ». Elle remarque aussi que la lutte contre les inégalités n'est pas seulement affaire de redistribution des revenus.

M. Dominique Taddéi (courant C) conteste les analyses de ceux qui — comme MM. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, André Laignel, *député de l'Indre et secrétaire* national du P.S. — contestent certaines des dispositions fiscales prévues par le gouvernement dans son projet de loi de budget pour 1983, et notamment certaines mesures *en faveur* de l'épargne. M. Taddéi soutient que si l'on veut développer l'investissement industriel il est nécessaire d'en prendre les moyens, y compris, peut-être, ceux qui heurtent parfois la sensibilité des socialistes.

M. Georges Sarre, député de Paris (courant E), insiste sur la priorité qui doit être accordée à la « *reconstruction du tissu industriel* », et déclare : « *Nous aurions tort d'avoir peur de notre ombre (...), des campagnes d'opinion sur le thème de la reconquête du marché intérieur, sur la nécessité de privilégier les productions nationales par rapport aux importations.* » Il ajoute : « *Ce serait ouvrir de fausses fenêtres que d'opposer la lutte contre les inégalités et la conquête des droits nouveaux. La démocratie dans les entreprises publiques ne peut pas attendre.* »

M. Jacques Huntzinger, secrétaire national adjoint chargé des relations internationales (courant A), dit « *oui au volontarisme* », car, seule une politique de cette nature est possible, selon lui, dans une situation internationale « *instable et imprévisible* ».

Interpellé à plusieurs reprises sur ses prises de positions sur le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse, M. Bérégovoy explique sa position (*lire page 8*). M. Yves Lebas (courant A) juge que la « *rigueur politique* » supposerait actuellement que le gouvernement ne tienne qu'« *un seul discours économique* ».

Les travaux sont consacrés, dimanche, aux compte rendus des réunions de commission (politique, économique et sociale ; campagne d'action ; préparation des élections municipales) et à la discussion du projet de résolution qui a été adopté à l'unanimité, ainsi que le manifeste municipal du parti.

La résolution finale : pour forcer la réussite

La résolution finale adoptée par le comité directeur du P.S. déclare notamment à propos de la politique économique du gouvernement : « *Nous tendons vers une stabilisation du chômage et, pour les prix, nous sommes entrés dans une phase de décélération. Rien de plus, mais rien de moins. Certes, ce n'est pas encore la réussite, mais d'ores et déjà le gouvernement de la gauche, animé par les socialistes dont on avait par avance disqualifié la capacité de gestion, obtient des résultats là où ses devanciers avaient échoué.*

» *Il faut gagner cette bataille contre l'inflation. Il est dans cette bataille que se joue aujourd'hui la politique nouvelle. Elle ne peut être séparée d'une lutte opiniâtre pour la reconquête du marché intérieur. C'est de notre réussite pour maîtriser l'inflation que dépend notre capacité à renverser la courbe du chômage, ce qui demeure notre objectif permanent. C'est pourquoi les socialistes s'y engagent à fond. Nous avons pris en cette affaire toutes nos responsabilités. D'abord, depuis quinze mois, le pouvoir d'achat des plus défavorisés a été réellement amélioré. Ensuite, nous n'avons pas laissé croire que l'on pouvait soutenir le blocage des prix, sans accepter celui des revenus (...). Il est indispensable que les conditions de sortie du blocage ne créent pas une baisse du pouvoir d'achat de la majorité des travailleurs. De même, les socialistes seront exigeants sur la redistribution des richesses et l'effort de lutte contre les inégalités, qui passent par la poursuite de la réforme de la fiscalité et une plus juste répartition des prélèvements sociaux (...). Le P.S. rappelle qu'il s'est prononcé pour le remboursement de l'I.V.G. Il demande qu'un projet de loi en ce sens soit déposé pour être examiné à la session de printemps.* »

Selon la résolution, « *gagner (l') adhésion populaire à l'action économique du gouvernement, telle est la tâche prioritaire pour les socialistes* », alors que les « *propos de la droite, incapable d'avancer une seule proposition concrète de lutte contre une crise dont elle reste très largement responsable, sont à la fois cacophoniques et dérisoires. Plus grave, la déclaration, à Nouméa, de M. Chirac, qui remet une nouvelle fois en question la légalité du suffrage universel, apparaît comme irresponsable au regard de la situation du pays et des institutions.* »

Le P.S. estime que « *l'effort de redressement économique et le nouvel essor industriel permettront de nouvelles avancées sur la démocratie dans l'entreprise et les droits des travailleurs, ainsi que sur la réduction du temps de travail* ». Il en appelle à tous ses militants, à tous ses élus et sympathisants « *pour forcer la réussite* ».

M. GILBERT BAUMET EST EXCLU DU P.S.

Le comité directeur du parti socialiste a prononcé, dimanche 12 septembre, l'exclusion de M. Gilbert Baumet, sénateur du Gard. M. Baumet avait été élu, le 12 juillet, président du conseil général du Gard contre le candidat officiel du P.S., M. Georges Benedetti, député du Gard. M. Pierre Bassoul, président du groupe socialiste du conseil général, sera traduit devant la commission des conflits.

Le comité directeur a également confirmé l'exclusion des militants socialistes corses qui se sont portés candidats sur la liste dissidente dirigée par M. Charles Santoni à l'occasion des élections régionales du 8 août. Outre M. Charles Santoni, premier secrétaire de la fédération de la Haute-Corse, cette sanction concerne l'amiral Antoine Sanguinetti, M. François de Casalta, conseiller général, et une vingtaine de militants de la fédération de la Haute-Corse.

POLITIQUE

AU « GRAND JURY R.T.L. - LE MONDE »

M. Bérégovoy : les dépenses de la Sécurité sociale doivent être adaptées aux recettes

M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité, était l'invité de l'émission R.T.L.-« le Monde », dimanche 12 septembre. « Il n'y a pas de bonne politique sociale sans une politique économique qui assure la production des richesses et qui nous permette d'affronter l'avenir de manière résolue [...] Aujourd'hui, ne sont pas séparables la lutte contre l'inflation et la lutte contre le chômage », a déclaré M. Pierre Bérégovoy, qui a d'autre part défini les grandes lignes de son action.

Interrogé sur la question du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse (I.V.G.), M. Pierre Bérégovoy, répond : *« Pour que la Sécurité sociale rembourse l'I.V.G., il faut une loi (...). Nous en discuterons avec ceux que cela concerne et en premier lieu avec les femmes et naturellement au sein du gouvernement. » « D'ores et déjà,* précise-t-il, *le cinquième des femmes qui ont recours à l'I.V.G. sont remboursées. »* Le ministre indique qu'un projet de loi sera soumis au Parlement *« le plus tôt possible ».*

M. Bérégovoy aborde ensuite l'avenir de la protection sociale : *« Accroître aujourd'hui le déficit des régimes sociaux revient à compromettre la politique économique et finalement la protection sociale des Français. Le raisonnement que j'adopte est le suivant : il s'agit, dans le domaine de la sécurité sociale, d'adapter les dépenses aux recettes (...). Comme le gouvernement a pris l'engagement, auquel je souscris, de ne pas augmenter les charges sociales des entreprises pour la sécurité sociale, il n'est pas question non plus d'augmenter les cotisations sociales des salariés. »* Mais il ajoute que ceux qui touchent des garanties de ressources et qui ne contribuent que pour 2 % au financement des cotisations sociales *« doivent payer comme les autres. »* Il confirme le projet de création d'un forfait hospitalier, les plus bas revenus en étant exonérés.

Le ministre des affaires sociales souligne que *« l'on doit fiscaliser une partie des prestations familiales. Cette disposition ne pourra être appliquée dès le 1er janvier 1983, mais c'est dans cette direction que nous pouvons aller. »* Dès cette année, la charge de l'allocation pour adultes handicapés sera transférée de la Caisse d'allocations familiales au budget de l'État.

M. Bérégovoy annonce que l'institution d'un budget global se substituant au système du prix de journée dans les hôpitaux aura lieu au 1er janvier 1984. *« La protection sociale,* affirme-t-il, *n'intéresse pas que le ministre des affaires sociales. Elle intéresse les professions de santé. Elle intéresse les organisations syndicales, ouvrières et patronales. Elle intéresse aussi les Français. Et c'est avec les uns et les autres que je voudrais conclure un contrat. Voyons ce qu'il est possible de faire. Tout n'est pas possible tout de suite. Par conséquent, il faut procéder par étapes (...). La conception que j'ai de la solidarité est de faire en sorte que soit mieux réparti ce que nous avons. Il faut lutter contre les abus, lutter contre le gaspillage et organiser une bonne gestion. »* Au 1er janvier prochain, une augmentation de 7,5 % de l'allocation de base est envisagée pour les allocations familiales.

Pour le financement de la retraite à soixante ans, M. Bérégovoy se déclare de nouveau favorable à un *« système transitoire qui serait financé par l'État — exactement ce qu'il apporte aujourd'hui à la garantie de ressources — et qui serait complété par une cotisation payée par les employeurs et par les salariés ».* Ainsi un retraité à soixante ans *« aura droit, à soixante ans, à ce qu'il aurait touché à soixante-cinq. Cela veut dire que le relais serait pris par un système intermédiaire qui se substituerait, pendant une période donnée, au régime complémentaire ».*

Le ministre souligne aussi que *« chacun doit concourir au financement de son propre système de protection sociale. En ce qui concerne les fonctionnaires, d'ailleurs, je ne m'interdis pas de transformer un jour la contribution de solidarité en d'autres formes de cotisations, qui seraient affectées soit à l'assurance-maladie, soit au système des retraites ».*

Maîtrise et solidarité

Confirmant sa volonté d'adapter les dépenses aux recettes, c'est-à-dire de freiner les unes et les autres, le ministre des affaires sociales, M. Pierre Bérégovoy, a apporté, dimanche soir à R.T.L., quelques précisions et confirmations sur le plan qu'il doit présenter fin septembre pour équilibrer la Sécurité sociale.

Côté recettes, le ministre a confirmé qu'il n'y aura pas de relèvement des cotisations patronales mais aussi salariales d'ici à juillet 1983. Une exception toutefois : les bénéficiaires de la garantie de ressources, quand celle-ci est élevée. Voulant réparer l'injustice qui existe entre le salarié à faibles revenus qui cotise plus que le préretraité aisé, M. Bérégovoy a indiqué qu'un effort de solidarité serait demandé à ce dernier. Il a confirmé également la création d'un forfait hôtelier à un ou deux taux. Autre indication nouvelle qui ne réjouira pas ceux qui ont la garantie d'un emploi : la contribution de solidarité demandée aux fonctionnaires pourrait par la suite être maintenue afin d'être affectée à l'assurance maladie ou vieillesse. Le ministre a, d'autre part, précisé qu'à partir de 1984 la réforme du financement de la Sécurité sociale allégeant la contribution des entreprises de main-d'œuvre entrerait en application, même si la formule est encore loin d'être arrêtée. En revanche, rien de bien précis n'a été annoncé sur la participation des non-salariés, alors que des études récentes ont démontré qu'à prestations égales il n'y avait pas égalité dans l'effort contributif.

Côté économies, l'accent a été mis sur les dépenses de santé. L'abandon du prix de journée dans les hôpitaux et l'introduction d'un budget global constitueront certes une véritable réforme, mais le freinage des dépenses demeure hypothétique : comment pourra-t-on passer sans casser de la porcelaine d'un rythme annuel d'accroissement de 25 % à quelque 12 % ou 15 % ? En tout cas, le ministre a manifesté un souci de faire aussi appel pour la maîtrise des dépenses aux malades et aux médecins de ville. Les fiches de transparence (il n'en existe que quelques-unes actuellement) devraient éclairer le corps médical sur le coût et l'efficacité comparés des médicaments, alors que trop souvent la tendance est de prescrire les nouveaux produits, beaucoup plus chers. De même, le livret de santé pourrait inciter les patients à freiner les appels multiples au « docteur » : il n'est pas tout à fait normal que le nombre de consultations par personne et par an soit passé en moyenne de 1,76 en 1959 à 3,6 en 1981 et que les actes en B (analyses de laboratoire) aient grimpé de 7,45 à... 68,86. Pour le contrat de maîtrise des dépenses que M. Bérégovoy veut passer avec les Français, il faudra que les clauses de cet engagement soient davantage précisées.

Un rattrapage

Côté prestations, le ministre des affaires sociales n'a guère convaincu quand il a affirmé que le niveau de vie des familles serait amélioré. Les allocations familiales seront majorées de 7,5 % en janvier, a-t-il indiqué. En juillet dernier, elles n'avaient augmenté que de 6,2 % au lieu de 14,1... Les 7,5 % prévus et déjà annoncés pour janvier prochain ne sont qu'un rattrapage, et l'accroissement éventuel du pouvoir d'achat des allocations familiales dépendra de la régulation des prix et du relèvement de ces prestations en juillet 1983. En revanche, M. Bérégovoy a apporté un peu plus de lumière sur un sujet délicat : le montant des revenus que recevront les personnes âgées de plus de soixante ans qui cesseront toute activité à partir d'avril 1983. Elles sont assurées d'avoir ce dont elles auraient dû disposer en prenant la retraite à soixante-cinq ans. Autrement dit, pour tous ceux qui auront soixante ans après avril 1983, il n'y aura plus de garantie d'une ressource égale à 70 % pour tous. Pour les uns, ceux qui ont un salaire faible ou moyen, le taux de 70 % sera atteint. En revanche, pour les cadres, le taux sera d'environ 55 %, puisque le montant de la retraite du régime général et de la retraite complémentaire est souvent de ce niveau.

Chacun se doutait bien qu'il en serait ainsi, mais les premiers intéressés se posaient encore la question. Cette fois, c'est à peu près clair : le slogan de la retraite à 70 %, ou de la garantie de ressources égale, elle aussi à 70 %, a vécu en dépit des discours électoraux. S'il en est bien ainsi, mais les règles ne sont pas encore fixées, c'est un peu plus d'économies et aussi un peu plus de solidarité qui seront en fait appliquées.

JEAN-PIERRE DUMONT.

AU CLUB DE LA PRESSE D'EUROPE 1

M. BARRE : le gouvernement s'est embarqué inconsidérément sur des voies totalement aventureuses

M. Raymond Barre, qui était dimanche 12 septembre l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, auquel ne participent plus que dix journalistes par roulement, ce qui explique que notre journal n'ait pas été représenté, a, comme l'on pouvait s'y attendre, critiqué vigoureusement l'action du gouvernement avant d'évoquer les mesures qu'il préconiserait.

« Si je me trouve demain dans la situation d'être premier ministre je me donnerai deux objectifs : d'abord, sauver les entreprises françaises, car si nous ne les sauvons pas, nous allons compromettre non seulement l'emploi, l'investissement, l'exportation, mais encore nous allons compromettre l'avenir de la France. Par exemple, je déciderai sur le champ d'exonérer les entreprises françaises, c'est-à-dire l'outil de production, de l'impôt sur la fortune. Tout de suite », a déclaré M. Raymond Barre dimanche soir 12 septembre à l'émission « Club de la presse » d'Europe 1. Le premier ministre a ajouté : *« J'essaierai de réduire très fortement les charges sociales qui pèsent sur elles. En tout cas, je les stabiliserai, et pas seulement jusqu'au 1er juillet 1983, mais sur cinq ans. Je m'efforcerai, par une politique stricte d'économie en matière de sécurité sociale et de prestations sociales de réduire les charges qui pèsent sur les entreprises. »*

L'ancien premier ministre de M. Giscard d'Estaing a poursuivi : *« Pour ce qui est de la cinquième semaine de congés payés, on ne revient pas sur des mesures de ce genre (...), mais je demanderai aux organisations syndicales comme aux organisations patronales de suspendre pour deux ans l'application de la cinquième semaine de congés payés. On pourrait y revenir ultérieurement, mais dans les circonstances actuelles, dans la situation où se trouvent les entreprises, je crois que ce serait un allégement de leurs coûts de production ; le vrai problème est là : si les coûts s'accroissent, le chômage s'accroît. »*

Parlant du projet de l'État, M. Barre a déclaré : *« Je continue à penser que l'économie française ne peut pas supporter un déficit budgétaire qui excède 1,5 % du produit intérieur brut. D'ailleurs, la référence au produit brut est insuffisante. Il faut également faire référence à la masse de l'épargne disponible pour le financement du déficit budgétaire. Or, en France, si l'on veut que l'épargne reste à la disposition des entreprises privées ou nationales, il faut que l'État limite ses prélèvements sur le marché financier. Cela correspond à un déficit au maximum de l'ordre de 50 milliards de francs. Je considère que le déficit budgétaire de cette année est considérable. La gestion budgétaire de la France est largement responsable de la situation générale où nous nous trouvons.*

» Où trouver l'argent ? Le premier effort à faire est de réduire les dépenses. En second lieu, si cela s'avère nécessaire, il faut prévoir des impôts pour réduire le déficit budgétaire. Je ne suis pas reaganiste ! Mais il est absolument indispensable d'aller dans le sens d'une réduction très sensible du déficit budgétaire. Dès 1983, il serait à tout le moins nécessaire de passer en dessous de la barre des 100 milliards de francs. »

Je ne conteste pas une tranche à 65 %

« Je n'ai jamais été contre l'augmentation des impôts. (...) Je pense qu'il ne faut pas dépasser certaines limites. Si cela est nécessaire, je ne conteste pas l'institution d'une tranche à 65 %. »

M. Barre a poursuivi : *« Je ne me dissimule pas quelles sont les difficultés du gouvernement, des difficultés à la fois internationales et nationales. Je les ai vécues. Ce que je reproche au gouvernement, c'est, premièrement, d'avoir fait des promesses qu'il n'a pas tenues, et, deuxièmement, de s'être embarqué inconsidérément sur des voies qui étaient totalement aventureuses et dont nous savions tous qu'elles conduisaient à la catastrophe. Aujourd'hui, nous assistons au crépuscule des magiciens et à la déroute des illusionnistes. C'est cela la vérité. »*

En ce qui concerne le chômage, l'ancien premier ministre a déclaré : *« C'est, hélas, une situation que nous connaîtrons encore pendant quelque temps. Je reproche au gouvernement d'avoir fait croire aux Français, et pas seulement lui, qu'il était possible de terrasser le chômage. Je lui reproche surtout de lutter contre le chômage par des méthodes artificielles et inadaptées. Ainsi, le recrutement de plus de deux mille fonctionnaires pèsera lourdement sur les charges de la nation, sur le budget, par conséquent sur la compétitivité de notre économie. Quant aux contrats de solidarité, on reconnaît, à l'heure actuelle, qu'ils n'ont apporté aucun résultat en matière de diminution du chômage, sauf à faire partir en préretraite des gens de cinquante-cinq ou cinquante-six ans dont on ne sait pas comment on les paiera demain. Enfin, il n'est pas bon non plus, pour lutter contre le chômage, de multiplier des mesures artificielles qui peuvent aboutir, ici ou là, à une modification des statistiques, mais qui ne vont pas directement au fond des problèmes. Que le taux de progression du chômage ait ralenti, bien sûr, mais moi aussi j'ai connu cela. »*

Enfin, M. Barre s'est élevé contre l'idée que le gouvernement actuel pratique une sorte de barrisme de gauche. Pour lui, la différence avec sa politique est fondamentale sur la vision (*« liberté, création, responsabilité »*), et sur la technique (*« libération et régulation globale »*). Or *« nous sommes en face à la fois d'une diminution du niveau de vie et d'un dirigisme des salaires et des prix, et sans doute irons-nous encore plus loin. Il ne reste plus maintenant que le contrôle aux frontières, c'est-à-dire vraisemblablement la forme élaborée de ce que l'on appelle la reconquête du marché intérieur. »*

Anathèmes

Le déficit le plus alarmant dont souffre la France n'est probablement pas celui de son commerce extérieur, mais bien celui de son débat économique intérieur. Le premier pourrait être corrigé en quelques années au prix de mesures rigoureuses ; le second semble beaucoup plus difficile à guérir dans un pays où l'anathème et les jugements catégoriques tiennent lieu d'analyses sérieuses des faits, des chiffres et des comportements.

Que retirer de l'émission dont l'invité était M. Barre ? Que ce fut un bon moment car les répliques y furent vives — comme les attaques — parfois plaisantes, souvent piquantes pour l'esprit. Mais que jamais les problèmes ne furent traités au fond.

Le seul débat véritable existant en France reste le débat politique. Certaines vérités économiques apparaissent bien parfois : le problème est de savoir, disait en substance M. Barre dimanche soir, si le pouvoir d'achat des Français sera maintenu ou non. Mais ces éclairages restent fragmentaires parce que isolés d'un contexte dont l'extrême complexité mériterait plus d'attention, des développements plus longs, plus de finesse d'analyse et finalement plus d'honnêteté intellectuelle. Quand M. Barre reproche aux socialistes de faire baisser le pouvoir d'achat alors que lui l'avait maintenu, l'ancien premier ministre oublie tout simplement qu'après le deuxième choc pétrolier de 1978, son analyse avait changé et qu'il assurait que le choix était désormais entre le maintien du pouvoir d'achat et sa baisse. C'était traduire dans les faits la réalité du prélèvement extérieur que représentait pour notre économie la hausse extrêmement importante des prix du pétrole décidée par les pays de l'OPEP. La formidable montée du dollar que subissent actuellement non seulement la France mais tous les pays industrialisés équivaut bel et bien à un troisième choc pétrolier avec ses conséquences sur le pouvoir d'achat des Français.

En 1978, M. Maire avait reproché à la gauche d'avoir dissimulé la gravité de la crise économique mondiale. Il avait souhaité que les partis de gauche adoptent désormais un langage de vérité et cessent de parler des recettes miracles qui évitent de réfléchir. Et il est vrai — aussi aberrant que cela puisse paraître maintenant — que pendant des années, toute une partie de la gauche a sous-estimé, parfois nié — comme le parti communiste — la réalité de la crise et l'impact du premier choc pétrolier de 1973-1974.

Le jeu normal de l'alternance était une première condition pour que s'instaure un véritable débat économique. L'ancienne majorité était restée beaucoup trop longtemps au pouvoir pour remettre en question ses certitudes et ses expériences. Elle refusait tout véritable dialogue avec la gauche, qui lui rendait d'ailleurs la monnaie de sa pièce en adoptant la même attitude. Que de grands débats ont ainsi été escamotés au Parlement, effacés, gommés par de grandes déclarations sur le libéralisme et l'initiative privée pour les uns, sur les profits, le capitalisme et les patrons pour les autres ! Sur un point au moins ces arguments se rejoignaient : ils étaient presque toujours à côté des vrais problèmes.

Le retour de la gauche au pouvoir pouvait faire basculer ces jeux inutiles et coûteux. Dès lors qu'une majorité se sait mortelle, ceux qui la constituent ménagent davantage les faits, pèsent plus subtilement leurs déclarations dans la crainte d'avoir un jour à rendre des comptes.

On pouvait donc espérer que des hommes comme MM. Michel Rocard, Edmond Maire, Jacques Delors auxquels ne manquent ni le courage ni la connaissance des faits économiques et sociaux poseraient à l'opinion les véritables problèmes, provoqueraient le dialogue avec l'ancienne majorité. D'anciens responsables comme MM. Michel Debré ou Jean-Pierre Fourcade ont montré, dans le passé, leur aptitude au débat, leur compétence : ils pouvaient répondre à ces avances pour le plus grand bien du pays.

Mais les difficultés économiques et financières s'aggravent et tout naturellement avec elles se durcissent les jugements et les positions. Pour l'ancienne majorité qui oublie ses erreurs, le gouvernement Mauroy mène la France à la catastrophe. Pour l'équipe au pouvoir — qui sous-estime ses déficiences — la politique actuelle est la bonne, « *l'héritage* » et le dollar expliquant tous nos maux.

S'éloignent bien des espérances. Se rapproche, on peut la craindre, le moment où les positions des uns et des autres se radicaliseront à l'extrême.

ALAIN VERNHOLES.

Adhésion populaire et mobilisation

(Suite de la première page.)

La différence « fondamentale » entre la *politique* de la *gauche* et la sienne résiderait, selon lui, dans le fait que le gouvernement actuel conduirait une politique *dirigiste* (blocage des prix et des salaires, limitation des possibilités de négociations entre partenaires sociaux), *alors* que lui *dirigeait* une gestion libérale (libération des prix, « respect de la politique contractuelle », maintien du pouvoir d'achat des Français).

L'autre *différence*, tout aussi « fondamentale » pourtant, ne paraît pas lui sauter aux yeux. Certes, M. Barre n'a jamais dû caresser le rêve de soulever l'enthousiasme des « masses populaires ». Il tenait les syndicalistes *ouvriers* — ces « *porteurs de pancartes* » — pour des empêcheurs de gérer en rond plutôt que pour des acteurs utiles à la vie du pays. Au moins les gaullistes et leurs héritiers se sont-ils généralement montrés soucieux de respecter des interlocuteurs puissants capables d'entrer dans le jeu de la « politique contractuelle » dont M. Barre, pour sa part, n'a guère maintenu que la fiction. Si l'on n'a pas les grandes centrales ouvrières avec soi, au moins faut-il rechercher avec elles un minimum d'accord.

L'ancien premier ministre, en son temps, a *pratiqué* une autre *technique* celle de l'anesthésie de ses interlocuteurs, non pas des dirigeants *syndicaux* mais de ceux qu'ils représentaient. Cela lui a valu une relative paix sociale, mais aussi le réveil brutal des lendemains *d'élections*

La gauche, en revanche, est consciente du risque politique que lui fait courir, à terme, la poursuite d'une *action détachée de* l'opinion. L'apathie présente l'avantage de préserver la tranquillité des dirigeants mais l'inconvénient de permettre le développement des rancœurs et des déceptions rentrées. Le danger est réel, même pour un gouvernement qui peut penser, *a priori* qu'il bénéficie de la bienveillance passive de ceux auxquels, dans son électorat, il demande des sacrifices.

C'est là, sans doute, la première justification des campagnes de mobilisation militante dans lesquelles se sont engagés, chacun pour leur part, les socialistes et les communistes. Au-delà de la « revitalisation » de leurs partis respectifs, les dirigeants du P.C.F. et du P.S. recherchent la « *mobilisation* » des travailleurs, pour les premiers, l'« *adhésion populaire* », plus modeste, pour les seconds.

Les socialistes affichent des objectifs moins ambitieux que leurs partenaires. Leur campagne est conçue comme une aide accordée au gouvernement afin de « *forcer la réussite* » du redressement économique, lequel permettra, à terme, de nouvelles avancées *sociales*. Le P.C.F., lui, invite les travailleurs, comme Maurice Thorez, alors ministre du général de Gaulle, l'avait fait à la libération, à « *retrousser les manches pour gagner la bataille de la production* ».

« *L'adhésion* » souhaitée par le P.S. suppose que la différence entre l'« *austérité* » à la façon de M. Raymond Barre et l'« *effort socialiste* » soit bien marquée. De ce point de vue, l'ancien premier ministre concourt, à sa manière, à cette entreprise lorsqu'il conteste que M. Mauroy pratique un « *barrisme de gauche* ». La « *mobilisation* » communiste dépasse certains des objectifs du gouvernement et porte en germe un débat de grande ampleur que M. Barre souligne lorsqu'il parle du « *contrôle aux frontières* », c'est-à-dire du protectionnisme comme « *la forme élaborée de ce que l'on appelle la reconquête du marché intérieur* ». Le P.C.F. invite ses militants à dénoncer la « *folie* » de la course aux exportations. La tentative protectionniste existe aussi au parti socialiste, mais elle paraît minoritaire face à ceux qui, à l'inverse, exigent la mise en œuvre d'une politique dynamique du commerce extérieur.

Les deux campagnes ne sont donc pas totalement concordantes, d'autant que, à six mois des élections municipales, elles ne sont pas dénuées d'arrière-pensées. L'adhésion des uns, la mobilisation des autres risquent donc d'en souffrir.

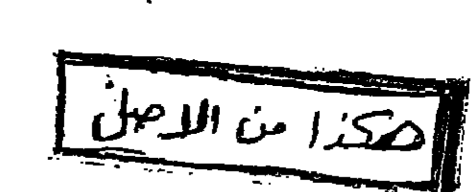
JEAN-YVES LHOMEAU.

M. DELANOË (P.S.) : M. Barre a beaucoup à se faire pardonner

M. Bertrand Delanoë, porte-parole du P.S., a déclaré lundi 13 septembre : *« Raymond Barre est d'autant plus sévère qu'il a beaucoup à se faire pardonner. L'ancien premier ministre n'a pas ménagé ses critiques, y compris les plus inattendues, par exemple lorsqu'il reproche au nouveau gouvernement de n'avoir pas encore suffisamment corrigé ses erreurs à lui, Raymond Barre.*

» À trop vouloir démontrer, on finit par s'emmêler dans ses propres mots. Ainsi, lorsque M. Barre parle de l'évolution du niveau de vie ou du taux de croissance, il reproche en quelque sorte à ses successeurs de faire mieux que lui. Tout le monde se souvient que le pouvoir d'achat des travailleurs a baissé lorsqu'il était aux affaires et que, en matière de taux de croissance, on était plus près de zéro que de l'ambition actuelle.

» L'ancien premier ministre voudrait aider les entreprises. Comment oublier que ce vœu émane de celui sous l'autorité duquel l'appareil de production français s'est considérablement affaibli et les faillites multipliées ? Où sont les propositions de Raymond Barre ? Il s'agit plus d'incantations que de propositions précises. Sauf sur un point cependant, puisqu'il propose de remettre en cause un certain nombre d'acquis sociaux importants, comme la cinquième semaine de congés payés. »



EUROPE 1

...t embarqué ...nt aventureuses

ALAIN VERNHOLES.

...ELANCE (P.S.) : M. Barre ...aucoup à se faire pardonner

Confirmation du recul de la gauche à Brest

Après la trêve estivale, trois élections cantonales ont eu lieu dimanche 12 septembre. Celle qui intéressait le deuxième canton de Brest a donné des résultats qui confirment ceux enregistrés en juillet à l'occasion d'une municipale partielle. En juillet, majorité et opposition se présentaient unies dès le premier tour. L'insuffisante participation au scrutin du premier tour avait rendu nécessaire l'organisation d'un second tour qui n'avait qu'amplifié le succès du candidat R.P.R. Cette fois, les quatre grands partis nationaux alignaient leur représentant pour succéder au conseil général du Finistère, à M. Francis Le Blé (P.S.), décédé. Certes, le candidat socialiste arrive en tête... mais avec trois voix d'avance seulement sur son challenger du R.P.R. Au total, la gauche perd dans ce canton 7,25 points de pourcentage par rapport au premier tour de mars 1979.

Les positions du P.S. et du P.C. s'effritent également dans les Landes au profit du candidat unique de l'opposition. Cette dernière a, en revanche, souffert de ses divisions dans la Creuse. Ses deux représentants, que les instances nationales du R.P.R. et de l'U.D.F. n'ont pas voulu départager, se sont livrés à une compétition qui a pour conséquence de faire perdre près de trois points de pourcentage au camp de l'opposition... et d'en faire profiter le candidat du P.S.

TROIS ÉLECTIONS CANTONALES...

FINISTERE : canton de Brest-2 (1er tour) :

Inscr., 15 205, vot., 5 683 ; suffr. expr., 5 625. MM. Yannick Michel, P.S., premier adj. au maire de Brest, 1 655 voix ; Guy Leclercq, R.P.R., 1 652 ; Jean-Paul Kermarrec, U.D.F., 1 278 ; Louis le Roux, P.C., adj. au maire de Brest, 935 ; Guy Cazuquel, U.D.B., 105. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Francis Le Blé (P.S.), maire de Brest, décédé, qui avait été réélu conseiller général au second tour des cantonales de mars 1979 avec 4 757 voix (soit 54,42 %) contre 3 984 (soit 45,57 %) à M. Marcel Richard (U.D.F.). Il y avait eu 8 741 suffrages exprimés et 8 907 votants sur 15 564 inscrits.

Au premier tour, Francis Le Blé (P.S.) était arrivé en tête avec 2 917 voix, contre 2 228 à M. Richard, 1 733 à M. Louis Le Roux (P.C.) et 1 552 à M. Jean-Paul Kermarrec (mod.). Il y avait eu 8 438 suffrages exprimés et 8 579 votants sur 15 564 inscrits.

Par rapport à ce scrutin, le P.S. enregistre une perte de plus de cinq points de pourcentage : 29,42 % au lieu de 34,60 % ; le P.C. en perd presque quatre : 16,62 % au lieu de 20,55 %. *Au total, les trois candidats* de gauche (P.S., P.C. et U.D.B.) obtiennent 47,91 % des voix alors qu'en 1979 ses deux représentants (P.C. et P.S.) en avait recueilli 55,16 %.

Absent de la compétition en 1979, le R.P.R. devance nettement le représentant de l'U.D.F. : 6,64 points de pourcentage les séparent. Il est vrai que M. Leclercq avait reçu le soutien de M. Eugène Berest, ancien maire de Brest et ancien député U.D.F.

Lors de l'élection municipale partielle destinée à compléter le conseil municipal de Brest après le décès de Francis Le Blé, le candidat unique de l'opposition, M. Berthelot (R.P.R.), avait, dans ce canton, recueilli 52,62 % des voix au premier tour et 54,42 % au second. De son côté, Mme Le Blé, veuve du maire, soutenue par les partis de gauche, avait obtenu 47,37 % le 18 juillet et 45,57 % le 25 juillet.

CREUSE : canton de Felletin (1er tour) :

Inscr., 3 963 ; vot., 2 838 ; suff. expr., 2 788. MM. Jacques Chausselat, R.P.R., 900 voix ; Jean Mazet, R.P.R., 870 ; Pierre Gaudon, P.S., 733 ; Jean-Louis Delarbre, P.C., 285. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Roger Chausselat (R.P.R.), décédé, qui avait été élu au second tour des cantonales de mars dernier avec 1 626 voix (soit 54,85 %) contre 1 338 (soit 45,14 %) à M. Pierre Gaudon (P.S.). Il y avait eu 2 964 suffrages exprimés et 3 088 votants sur 3 991 inscrits.

Au premier tour, Roger Chausselat était arrivé en tête avec 1 158 voix, devançant ainsi le conseiller général sortant, M. Jean Mazet (mod.), qui avait obtenu 837 suffrages. MM. Gaudon (P.S.) et Delarbre (P.C.) avaient respectivement recueilli 785 et 318 voix.

Fils du conseiller général décédé, M. Jacques Chausselat devance l'ancien conseiller général de ce canton avec toutefois une avance moins nette que celle réalisée par son père en mars dernier. M. Jacques Chausselat obtient 32,28 % des voix alors que son père en avait totalisé 38,47 %. De son côté, M. Jean Mazet fait mieux qu'en mars dernier : 31,20 % au lieu de 27,80 %. M. Jacques Chausselat était soutenu par *le comité local du R.P.R. et* la nouvelle équipe départementale du mouvement de M. Chirac. Mais M. Mazet peut se prévaloir d'être président d'honneur de la fédération départementale. Ni l'U.D.F., dont le secrétaire général, M. Michel Pinton, avait envisagé d'être candidat à ce scrutin, ni le R.P.R. n'avaient accordé leur investiture à l'un ou l'autre de ces deux candidats. Au total, l'opposition régresse par rapport à mars dernier : 63,48 % au *lieu de 66,27 %.*

Ce recul profite au P.S. dont le candidat recueille 26,29 % des voix au lieu de 23,42 % en mars. Quant au P.C., il passe de 10,29 % en mars à 10,22 %.]

LANDES : canton de Morcenx (1er tour) :

Insc., 7 433 ; vot., 5 558 ; suff. expr., 5 359. MM. Jean-Claude Deyres, P.S., 2 667 voix ; Patrick Mouyen, sout. U.D.F. et R.P.R., 1 774 ; Jacques Lasserre, P.C., 918. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement d'Henri Slognamiglio (P.S.), président du conseil général, décédé, qui avait été élu au premier tour des cantonales de mars 1979 avec 2 899 voix, contre 1 338 à M. Christian Dupin (mod.) et 1 315 à M. Jacques Lasserre (P.C.). Il y avait eu 5 552 suffrages exprimés et 5 809 votants sur 7 365 inscrits.

Le candidat du P.S., M. Deyres manque de treize voix son élection au premier tour. Il recueille 49,76 % des voix alors qu'Henri Slognamiglio en avait obtenu 52,21 %. Le recul enregistré par M. Lasserre (P.C.), deuxième adjoint au maire de Morcenx est plus net encore : 17,13 % au lieu de 23,68 %. Quant au candidat unique de l'opposition, M. Mouyen, un médecin de trente-quatre ans, il réalise une bonne performance : 33,10 % au lieu de 24,09 % à son prédécesseur modéré, dans ce canton considéré comme un fief socialiste.]

...ET QUATRE MUNICIPALES

FINISTERE : Riec-sur-Belin (1er tour) :

Inscr., 3 345 ; vot., 2 082 ; suffr. expr., 2 013. Liste d'union communale (mod.) : Mme Anna Le Loc, 1 090 voix, et M. Daniel Offret, 1 075, *2 sièges ;* liste P.S. : MM. Alain Kergoat, 943 et Georges Daniel, 919.

[Il s'agissait de pourvoir deux sièges après le décès du maire Yves Loudoux (mod.) et la démission de M. Le Beux (mod.). En mars 1977, la liste conduite par le maire sortant, Yves Loudoux, avait enlevé vingt sièges au premier tour. Au second tour, un siège était revenu à un candidat isolé du premier tour (en l'occurrence M. Le Beux, qui avait rejoint la liste d'Yves Loudoux entre les deux tours.]

LOIR-ET-CHER : Lamotte-Beuvron (1er tour) :

Inscr., 2 873 ; vot., 1 830 ; suffr. expr., 1 756. Liste d'union soutenue par la municipalité : entre 1 103 et 1 048 voix, *4 sièges* (1 R.P.R., 3 div. droite) ; liste d'union de la gauche (2 P.C., 1 P.S., 1 div g.) ; entre 665 et 619 voix.

[*Il s'agissait de compléter le* conseil municipal où quatre sièges étaient vacants, avant d'élire le successeur du maire, M. André Mounier (U.D.F.) qui s'est récemment démis de ses fonctions tout en conservant son mandat de conseiller municipal.]

LANDES : Morcenx (1er tour) :

Inscr., 4 683 ; vot., 2 853 ; suffr. expr., 2 705. MM. Pierre Biscaye, P.S. 1 684 voix, *ELU* ; Patrick Mouyen, sout. U.D.F. et R.P.R., *1 021.*

[Il s'agissait de pourvoir un siège après le décès du maire, Henri Scognamiglio (P.S.), président du conseil général. – En mars 1977, la liste d'union de la gauche, que conduisait M. Henri Scognamiglio, avait été élue avec 1 645 voix en moyenne (soit quelque 55,8 % des 2 948 suffrages exprimés), contre 1 332 voix en moyenne à la liste modérée.]

LOIRE : Panissières (2e tour) :

Inscr., 2 285 ; vot., 1 488 ; suffr. expr., 1 439. Mme Badinand (mod.), 873 voix, *ELUE ;* M. Poncet (cent. gauche), 566.

[Deux des trois sièges à pourvoir étaient revenus au premier tour à la liste de gestion municipale soutenue par la municipalité (centre gauche) et sur laquelle figurait M. Poncet. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 2 285 ; vot., 1 642 ; suffr. expr., 1 587. Liste de gestion municipale : MM. Barjon, 835 voix ; Guillermin, 812 et Poncet, 777, 2 sièges ; liste modérée : Mme Badinand, 762, MM. Goutte, *734 et Livret, 665.*

Le scrutin avait été rendu nécessaire par le décès survenu le 13 juillet dernier du maire, Louis Martin. Outre ce siège, ceux de deux élus démissionnaires, MM. José Volta et *Albert Jaubert étaient vacants.]*

PUY-DE-DOME : Aubière (2e tour) :

Inscr., 5 410 ; vot., 2 147 ; suffr. expr., 2079. M. Paul Bourcheix, P.S., 1 209 voix, *ELU ;* M. Franck Bayle (sans étiq.), 870.

[Il s'agissait de pourvoir le siège de Georges Digue, maire de tendance centre gauche, décédé le 30 juin dernier. Au premier tour de ce scrutin partiel, les résultats avaient été les suivants : inscr., 5 411 ; vot., 2 032 ; suffr. expr., 1 968. MM. Paul Bourcheix, P.S., 832 voix ; Franck Bayle, sans étiq., 509 ; Mme Josette Suchaire, soutenue par la municipalité, 394 ; M. Henri Barge, P.C., 253.

En mars 1977, la liste de Georges Digue (composée de modérés, de centre gauche et de sans étiquette) avait enlevé les vingt-trois sièges à pourvoir. Au second tour, elle avait obtenu 2 040 voix en moyenne contre 1 685 en moyenne à celle d'union de la gauche.]

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE RÉGIONALISÉE DU PARTI RÉPUBLICAIN

Le P.R. a adopté ses nouveaux statuts

Au cours d'une assemblée générale « éclatée » en vingt et une régions, les militants du P.R. ont adopté, samedi 11 septembre, les nouveaux statuts de leur parti et élu leurs délégués au conseil national. Le 25 septembre, ce conseil procédera, à son tour, à l'élection du comité directeur, mais aussi, et surtout, à celle du secrétaire général et du bureau politique, tel que celui-ci a été constitué par M. François Léotard, candidat unique à la succession de M. Jacques Blanc (le Monde *du 11 septembre).*

Soucieux de ne plus apparaître comme un parti de notables, le P.R. avait engagé, dès le mois de juillet 1981, une réflexion sur la « démocratisation » de ses structures. Cette réflexion, menée sous la responsabilité de M. Charles Millon, député de l'Ain, avait abouti, lors du congrès de Reuilly, les 12 et 13 juin, à l'adoption d'un rapport qui suggérait, *notamment, qu'une plus grande* place fût laissée aux militants de base, *dans toutes les instances* du parti et qu'« *à tous les niveaux des élections démocratiques soient organisées* ».

Les nouveaux statuts adoptés samedi répondent à ce souci. C'est ainsi que le conseil national, qui regroupe de mille deux cents à mille trois cents personnes, se compose désormais, « *à raison de 60 % au moins de ses membres* », de délégués des militants. Les parlementaires, les conseillers régionaux *et* généraux, les maires de villes de plus de deux mille cinq cents habitants *et les présidents* des fédérations départementales constituent les 40 % restants. Il se réunit « *au moins deux fois par an* », délibère sur les grands axes de l'action du parti et élit le comité directeur et le bureau politique.

Le comité directeur, « *instance intermédiaire* » entre le conseil national et le bureau politique, est lui aussi élargi. A ses réunions trimestrielles participeront, à l'avenir, trente militants élus par le conseil national parmi les délégués des fédérations. Ils trouveront à leurs côtés les membres du bureau politique, les présidents des groupes *parlementaires, dix sénateurs,* dix députés et deux membres de l'Assemblée des Communautés européennes, les anciens secrétaires généraux et trente présidents de fédérations départementales.

L'article 16 des nouveaux statuts, *relatif au mode d'élection* et à la composition du bureau politique, a provoqué quelques controverses. Selon cet article, le bureau politique est élu pour deux ans par le conseil national, au scrutin majoritaire à deux *tours, sur listes bloquées.* Il comprend, outre le président d'honneur et les *anciens secrétaires généraux* du P.R. et de la Fédération nationale des républicains indépendants, trente membres élus, au maximum. La tête de la *liste élue* devient de droit secrétaire général.

Certains militants ont regretté qu'il n'y ait *pas* de possibilité de panachage, d'autres qu'il ne s'agisse pas de l'élection d'un véritable exécutif d'une vingtaine de membres comme cela avait pu être prévu ; d'autres, enfin, se sont étonnés de la publication par M. François Léotard d'une liste de trente-cinq noms avant *même* que *ne* soit *adopté* cet article 16. « *Les dés sont pipés. Ce n'est pas de cette manière que nous perdrons notre image de béni-oui-oui giscardiens* », a estimé un militant. La fédération régionale Rhône-Alpes s'est prononcée à 60 % contre les statuts tandis que la fédération des Yvelines restait partagée : 50 % contre, 50 % pour.

A une très large majorité, ces nouveaux statuts ont cependant été votés. Ce dont s'est félicité M. Jacques Blanc, qui s'est rendu dans trois des assemblées régionalisées du P.R. « *Ils permettront davantage aux militants de s'exprimer et de coller à la dimension nouvelle du parti* », a souligné l'actuel secrétaire général. — C. F.-M.

M. Griotteray : nous ne sommes pas là pour faire de l'opposition en dentelle

Après avoir discuté et voté les nouveaux statuts de leur parti, les fédérations du P.R. de Paris, de Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise, réunies samedi 11 septembre à Courbevoie, se sont consacrées à leur propre organisation au sein de l'Union des républicains de l'Ile-de-France (URIF), dont c'était la première manifestation publique.

« *Ce qui caractérise l'URIF,* devait préciser son président, M. Alain Griotteray, *c'est qu'elle n'a qu'un seul objectif, libérer l'Ile-de-France et toutes ses communes de tyrannie socialo-communiste.* » Il a ajouté : « *Nous ne sommes pas là pour faire de l'opposition en dentelle. (...) Il faut agir, agir, agir et inlassablement expliquer les choses. En mai et juin 1981, nous avons reçu deux paires de gifles. riposté par un soufflet. En mars prochain, il faut que les socialistes sentent le commencement de la fin.* »

Pour ces prochaines échéances municipales, l'URIF s'est fixé un objectif : « *Cinq mille élus républicains en Ile-de-France.* » Elle lance un appel unitaire à toute *l'opposition* pour des listes d'union dès le premier tour et, dans une motion, lui demande de soutenir un système de proportionnelle à un seul tour. Système qui, selon elle, peut seul « *assurer une représentation directe des courants politiques dans chaque ville* ». Elle dénonce les « *ententes* », « *tractations* » et « *magouilles* » qui entre les deux tours « *vont bon train* » et « *détournent les votes au profit d'intérêts politiciens inacceptables* ».

L'URIF, qui entend présenter un catalogue de « *cent propositions pour l'après socialisme en Ile-de-France* », n'a pas manqué de réfléchir sur le rôle de l'U.D.F. et du P.R. en son sein. Elle souhaite, notamment, que la déclaration de politique générale qui sera adoptée au congrès de l'Union, à Pontoise, soit d'abord discutée dans les fédérations. Elle se prononce pour une élection démocratique des futurs responsables de l'U.D.F., ce qui, selon elle, permettrait au P.R. d'occuper enfin la place qui lui revient. Elle demande que « *cesse le temps des phrases aigres-douces qui ne servent pas notre mouvement et dévaluent leurs auteurs* ».

Cet appel à l'unité et à la fin des querelles a été repris par M. Griotteray qui pourtant n'a pas de mots trop durs pour qualifier l'attitude de M. Olivier Stirn, député (U.D.F.-rad.) du Calvados, prêt, selon lui, à se rallier à l'actuelle majorité. Néanmoins, il affirme : « *La France a besoin de tous les talents. Elle a besoin de Chirac, de Barre et de Giscard. Nous ne pouvons rien faire les uns sans les autres. Le R.P.R. ne peut faire cavalier seul, l'U.D.F. non plus.* » Il note pourtant au passage : « *L'U.D.F., comme le parti républicain, a eu Giscard pour chef. Si à l'époque où tout était facile, cela ne plaisait pas à certains, ils n'avaient qu'à le dire.* »

Au cours du déjeuner qui avait réuni, quelques heures auparavant, près d'un millier de militants d'Ile-de-France, M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (R.I.) des Hauts-de-Seine, avait dénoncé les « *querelles absurdes* » au sujet de l'U.D.F., tandis que M. Michel Poniatowski, président d'honneur du P.R., avait souhaité l'élaboration d'un « *programme commun* » aux deux grands mouvements de l'opposition. Il avait ajouté : « *Nous devons jouer les institutions. Mais n'oubliez pas que l'histoire de France est pleine de surprises : 1958, 1968, le retrait du général de Gaulle, la mort de Georges Pompidou. Nous devons nous tenir prêts à faire face à des événements imprévus.* »

M. LALONDE : le mythe de la gauche s'est effondré

M. Brice Lalonde, animateur des Amis de la Terre, déclare, dans une interview publiée par *le Point,* que « *le mythe de la gauche* », qui existait avant le 10 mai 1981, s'est, aujourd'hui, « *effondré* ». L'ancien candidat écologiste à l'élection présidentielle, qui avait obtenu 3,87 % des suffrages exprimés, ajoute : « *Certes, je n'ai jamais appelé à voter socialiste, mais j'attendais des socialistes plus de démocratie.* » Il critique la télévision : « *On n'a pas mis fin au monopole,* dit-il. *C'est épouvantable de voir cette soupe aux godillots, plus fade que jamais, cette langue de bois grotesque, ce socialisme, avec sa « nomenklatura » et son bréviaire, qui épouse de manière si parfaite des institutions qu'il a, naguère, dénoncées.* »

M. Lalonde estime que, pour les écologistes, « *l'ère du témoignage est terminée, il est temps de s'engager* ». Il déclare que, pour les prochaines élections municipales, « *le combat sera difficile* » et que la nouvelle loi électorale ne « *facilitera pas la tâche* » *des écologistes. Dans certaines villes,* précise-t-il, *nous détenons la clé des élections et nous irons seuls à la bataille.* » A Rennes, le maire, M. Edmond Hervé, ministre de l'énergie, « *trouvera sur sa route une liste écologiste* ». M. Lalonde souligne que des alliances éventuelles impliquent que les grands partis prennent en considération les propositions des écologistes.

M. Lalonde indique qu'il se sent « *en phase avec Delors, Rocard ou Badinter (...) Le malheur,* ajoute-t-il, *c'est qu'entre ce que dit Rocard et ce que fait la gauche, il y a un fossé énorme. En fait, outre un Rocard au placard, il y a deux gauches au pouvoir actuellement : d'une part la gauche rétro, ringarde, qui n'a rien compris (...). D'autre part, la gauche technocratique, qui triomphe, actuellement, avec Chevènement, ce Debré de la gauche, porte-parole du gaullo-communisme dans toute son horreur.* » Selon M. Lalonde, « *seule l'écologie permettrait de sortir de ce blocage, seule cette force est capable de reconnaître — hors des sentiers idéologiques — que l'on apprend des choses aussi bien chez Simone Veil que chez Michel Rocard* ».

● *Les Bretons et le gouvernement.* — « *Le bilan du gouvernement de gauche après quinze mois de pouvoir est en général décevant pour la Bretagne.* » C'est ce que souligne l'OBE (Organisation des Bretons émigrés) qui vient de se réunir dans le Finistère. L'OBE se déclare particulièrement déçue dans le domaine économique, l'aménagement du territoire, le découpage administratif (les Bretons réclament une région à cinq départements, avec le retour de la Loire-Atlantique), l'enseignement et la culture. « *Si « décider au pays » n'était finalement qu'un slogan, souligne l'OBE, les Bretons seraient, faute d'une autre issue, conduits à une violence inacceptable.* » — *(Corresp.)*

● *M. Gaston Defferre,* ministre de l'intérieur, a déclaré, dimanche 5 septembre, à Loudéac (Côtes-du-Nord) : « *En réponse aux demandes des Bretons, la droite avait choisi la force et la répression. Avec la gauche, les régions, les départements, les communes, sont plus libres qu'elles ne l'ont jamais été. La violence n'a pas de raison d'être.* »

Convents maçonniques

- La question du travail et du salariat en vedette.
- *MM.* Paul Gourdot et Georges *Marcoul* réélus respectivement grands maîtres du Grand-Orient et de la Grande Loge.

Le Grand Orient de France (G.O.D.F.) et la Grande Loge de France (G.L.F.), les deux plus importantes obédiences maçonniques françaises (1), ont tenu du 9 au 12 septembre leurs convents annuels et reconduit le mandat des deux grands maîtres en exercice, respectivement MM. Paul Gourdot et Georges Marcou. *Ce dernier a été directement* réélu par les délégués des loges qui constituent le convent (assemblée générale des loges), tandis que M. Paul Gourdot, conformément aux statuts de l'obédience, était réélu par le conseil de l'ordre du Grand-Orient, lui-même renouvelé du tiers de ses membres.

Ces deux réélections traduisent une continuité : attachement au « progressisme » et à l'humanisme de gauche pour le G.O.D.F., souci de maintenir la ligne de l'« apolitisme » à la G.L.F.

Ce classement ne traduit néanmoins qu'imparfaitement la réalité. Les deux obédiences, en effet, ont de très nombreux membres dans la mouvance socialiste et toutes les deux récusent en même temps les liens qui leur sont parfois attribués avec tel ou tel parti politique de gauche : leur action, proclament-elles, se situe sur un autre plan, et leur différence est plus théorique que pratique. Au demeurant, le Grand Orient comme la Grande Loge autorisent la double appartenance. Cette « différence » tient surtout à leurs racines historiques : le G.O.D.F. est dans le monde l'obédience pilote de la tradition « libérale » et « laïciste », celle qui rompit, le siècle dernier, avec la maçonnerie déiste. La G.L.F. se situerait entre cette tradition déiste d'origine anglo-saxonne et le laïcisme militant du G.O.D.F. La Grande Loge dissimule aussi, plus que le Grand Orient, les clivages politiques internes.

Au Grand Orient, deux socialistes se disputaient la grande maîtrise, M. Paul Gourdot, réélu, et M. Edmond Corcos (loge IRAM), déjà candidat l'an dernier. M. Corcos, médecin acupuncteur, très influent au sein des loges de la région parisienne, ami de l'ancien grand maître Fred Zeller (6971-1973), représente au conseil de l'ordre du G.O.D.F. le courant hostile aux prises de position politiques ou aux engagements trop précis. Il souhaite que l'accent soit mis, dans le travail des loges, sur la réflexion fondamentale. Il préconise une revalorisation des rites maçonniques. Cette tendance le rapprocherait de celle, majoritaire à la Grande Loge de France, représentée par M. Georges Marcou après l'avoir été par M. Michel de Just.

Tandis qu'à la Grande Loge les « questions » étudiées portaient notamment sur le symbolisme maçonnique et la convergence idéologique des hautes autorités spirituelles, le convent du Grand-Orient discutait des questions suivantes étudiées dans les loges depuis un an : l'extension de la crise économique mondiale et les menaces qu'elle fait peser sur la paix ; le temps libre et le respect des principes de liberté, d'égalité et de fraternité.

La fin d'un système

Avec la revendication d'une révision de nos institutions politiques et d'une accélération de la réforme scolaire (abrogation des « lois antilaïques »), M. Paul Courdot estime que la question du travail et du temps libre est l'une des plus urgentes à régler. « *Il faut reconsidérer,* déclare-t-il, *les notions d'emploi, de travail, de revenus, et les dissocier. Le salariat, qui implique la domination de l'employeur, n'est plus compatible avec la conception nouvelle de l'égalité et de la fraternité.* »

A l'occasion du colloque sur l'économie sociale organisé au mois de mai dernier par le Grand Orient, M. Paul Courdot déclarait notamment : « *Le fait associatif, la mutualisation, le phénomène coopératif, ne peuvent-ils être, demain, des relais à formes humaines à des économies essoufflées ? (...) Si nos sociétés industrialisées aujourd'hui, robotisées à l'extrême demain, n'ont plus besoin de toute la population active pour fournir les biens de consommation dont nous aurons besoin, c'est le signe que nous sommes à la fin d'un système.* »

Ce thème (et ce colloque dont le succès a été évoqué au cours du convent) reste au centre des recherches du G.O.D.F.

L'ordre maçonnique mixte du Droit humain, qui a tenu son convent du 2 au 5 septembre, a également traité de « *la place du travail dans l'échelle des valeurs* ». Il a élu M. Pierre Commun (cinquante-cinq ans) à la présidence de son conseil national. Il y remplace Mme Elise Rouet, dont le mandat arrivait à expiration.

ALAIN GUICHARD.

(1) Le Grand Orient de France revendique un effectif de vingt-six mille deux cents membres répartis entre cinq cent soixante-treize loges, en métropole et outre-mer. La Grande Loge de France, avec quinze mille membres et trois cent quarante-huit loges, dont cent quarante-neuf à Paris, est la seconde obédience française par les effectifs.

régions

Ile-de-France

TROP DE MALHEURS DANS LES GRANDS ENSEMBLES

Nommé préfet de Paris, préfet de la région Ile-de-France en juillet 1981, M. Lucien Vochel est un homme discret. Décentralisation oblige, il ne peut – il est vrai – se présenter comme le patron de la région parisienne. Mais, à l'occasion, il sait rappeler que les commissaires de la République n'ont pas perdu tout pouvoir. Ainsi pour les « îlots sensibles », ces grands ensembles délabrés où s'entassent loin de tout des travailleurs immigrés et les métropolitains les plus pauvres. Sous son impulsion, l'administration a su se montrer plus attentive que les élus, qui ne mettent pas toujours beaucoup d'empressement à le suivre dans une bataille dont rien ne peut assurer qu'elle sera victorieuse.

Les animateurs sociaux, qui, comme à Montereau, se battent depuis des années sur le terrain de la ZUP de Surville, en savent quelque chose.

Pourtant, un an après avoir fait de ce dossier un des points forts de son action, M. Vochel affirme qu'« une « étape non pas décisive mais importante *a été franchie* ».

Il explique pourquoi dans l'entretien qu'il nous a accordé.

LES REMÈDES DU PRÉFET

Paris doit cesser d'éloigner ses pauvres

« L'an dernier, après les incidents de Villeurbanne, on pouvait craindre que l'Ile-de-France ne connaisse à son tour un été chaud. Il fut calme. Est-ce le premier résultat de l'action que vous avez lancée il y a maintenant près d'un an ?

– Les gens qui habitent ces îlots sensibles ont sans doute pris conscience que l'on allait enfin s'occuper de leurs problèmes. Les initiatives qui ont été prises par M. Defferre, M. Trigano, par d'autres aussi, comme d'amener des filles et des fils de harkis au Maroc, si elles n'ont touché que quelques centaines de personnes, ont créé un climat.

– Votre programme d'action privilégie les petites actions ; n'est-ce pas une manière de faire oublier qu'il n'y a pas assez d'argent pour s'attaquer à des opérations lourdes comme la rénovation des immeubles de ces grands ensembles qui sont souvent en très mauvais état ?

– Le gouvernement précédent, par la procédure « Habitat et vie sociale », s'était préoccupé de restaurer les immeubles avec certains résultats, mais les problèmes demeurent, car ce sont les hommes qui sont concernés. Cela tient au fait qu'il y a dans ces îlots une proportion importante d'étrangers ignorants de nos mœurs et de nos coutumes.

» Quand, comme à Chanteloup-les-Vignes, il y a dans les écoles trente-six nationalités différentes, les petits métropolitains en souffrent, car forcément le niveau de l'enseignement s'abaisse ; c'est alors toute une population qui régresse au plan intellectuel. Cela dit, nous continuerons à améliorer les immeubles, peut-être pas massivement mais d'une manière suffisante; progressive. Nous voulons que ces îlots deviennent des quartiers comme les autres. Cela représente dix, quinze ans d'efforts.

– Avez-vous les moyens financiers de votre politique ?

– Dans le projet du budget que le gouvernement va soumettre au Parlement, figurent, en gros, les moyens dont nous disposions déjà en 1982. Nous ne pourrons pas traiter massivement les îlots sensibles sur tous les points, mais nous pourrons continuer à mener une action utile, à condition toutefois que, en 1984 et 1985, il nous soit possible de poursuivre. La région, aussi, s'est lancée dans cette action ; elle persévérera ; je veux le croire.

– Concrètement, à l'occasion de cette rentrée scolaire, disposez-vous suffisamment de zones d'éducation prioritaire qui doivent adapter l'enseignement à la spécificité de ces grands ensembles ?

– L'effort malheureusement n'est pas suffisant. Le manque de moyens du ministère de l'éducation nationale va, sans doute, retarder la mise en application de ce beau principe. Pourtant, ces zones d'éducation prioritaire doivent servir à multiplier le nombre d'enseignants à partir du moment où l'on se trouve en présence d'enfants de nationalités très diverses.

– Cette action d'envergure ne nécessite-t-elle pas aussi quelques changements administratifs ?

– Je ne l'ai pas caché. On a, par exemple, débarrassé la capitale d'un certain nombre de problèmes sociaux en logeant des gens aux faibles ressources dans des grands ensembles éloignés du centre. C'est ainsi que l'Office public d'H.L.M. de la Ville de Paris possède un patrimoine immobilier en banlieue. J'ai demandé à la Ville d'abandonner ces logements aux offices communaux ou départementaux concernés.

– Vous espérez ainsi réduire la ségrégation ?

– On a intérêt à recomposer une société telle celle qui existait avant 1914 où bourgeois et ouvriers vivaient dans le même immeuble. Si l'on veut recréer un équilibre dans ces îlots sensibles, il faut tenter d'y réintégrer des normaux, des ouvriers, des comptables, des fonctionnaires : je crois à la vertu de l'exemple ; à condition que l'on ait auparavant éloigné ceux qui, vraiment, sont insupportables.

– A quel signe verrez-vous que vous avez gagné ?

– Je reste profondément modeste ; un problème humain n'est jamais réglé. Je suis convaincu qu'il y aura encore des incidents. Mais quand – et cela nous pourrons le mesurer – les gens qui vivent là pourront envoyer leurs enfants dans des écoles où ils seront reçus convenablement, quand les femmes immigrées sauront coudre ou utiliser les produits de notre terroir, quand les jeunes de ces quartiers pourront trouver du travail aussi facilement que les autres, quand les habitants des îlots sensibles seront des citoyens comme les autres, alors nous pourrons dire que nous avons fait notre travail. »

Propos recueillis par
THIERRY BRÉHIER.

SURVILLE A MONTEREAU

Une poignée d'animateurs à l'écoute des déshérités

Les tours Lavoisier, c'est le quartier chic (ici on dit bourgeois) de Surville, un quartier de Montereau, en Seine-et-Marne. Quatre cubes de béton posés aux extrémités d'une terrasse. Quatre cents logements environ. La population d'un gros village sur moins d'un hectare. Au sommet de la terrasse, dans un coin, caché contre la rambarde de ciment, l'escalier qui plonge sous l'esplanade. Un demi-étage pris en sandwich entre le terrain de jeu pelé à la surface et le parking souterrain : ils sont là ces fameux locaux, ces « mètres carrés sociaux » mis à la disposition des jeunes du quartier.

Dans tous les grands ensembles, des appartements sont attribués aux associations qui en font leurs salles de réunion. A Montereau, la municipalité a décidé d'en conserver une partie et de les transformer en lieux d'accueil pour les adolescents. Trois animateurs se relaient, autant pour assurer un contact que pour proposer des activités.

« Le tissu social s'est tellement dégradé en quelques années que la ZUP est devenue une sorte de ghetto, constate Jean-François, un animateur. *On aura beau rénover, repeindre, construire des centres sociaux, rien ne changera si on ne règle pas les problèmes de fond. Et ces problèmes, ce sont le manque de travail, le fort taux d'immigrés. »*

Au début des années 60, ces grands ensembles représentaient le fin du fin du modernisme.

Ne pas voler les copains

Les appartements, spacieux et confortables, ont attiré de nombreux jeunes ménages de la région parisienne. Mais l'emploi n'a pas suivi. Chômage, loyers impayés, délinquance. Surville est devenu le lieu mal fréquenté, le quartier où les jeunes Monterelais habitent par obligation lorsqu'ils se marient, faute de trouver un appartement en bas, mais d'où ils partent le plus tôt possible pour s'installer dans les lotissements qui ont fleuri dans les petites communes voisines : Saint-Germain-Laval, Cannes-Ecluse, La Grande-Paroisse.

« A part certains quartiers comme celui où nous nous trouvons, le reste de la ZUP est habité par des familles à très bas niveau de vie, souligne Thibault. *Et il est évident que ces gens n'ont aucune possibilité de s'en sortir. Ceux qui ont un travail régulier quittent Surville au bout de quelques mois. Les autres restent, coincés par leurs dettes de loyer. Les jeunes qui viennent nous voir appartiennent à cette catégorie. »*

Cet été, on a inauguré pour eux une nouvelle forme d'animation : les camps itinérants. Les trois « Trafic », d'une dizaine de places chacun, achetés par la ville, ont permis d'emmener dans les Landes et le Pays Basque des petits groupes d'adolescents. Ils ont découvert la vie en communauté. *« Ce n'est pas toujours simple,* remarque Jean-François. *Avec certains il nous faut commencer par les règles les plus élémentaires : leur apprendre à manger correctement sans se jeter sur la nourriture, à ne pas voler les copains, à s'entraider. Mais quand, au bout d'un mois de vacances il faut revenir vivre ici, tout est remis en question. »*

A mi-chemin des grands bâtiments gris de Surville et des baraquements de la cité d'urgence (un provisoire qui dure depuis vingt ans), tout près des champs et des jardins ouvriers, s'élève la Maison du Club des ormeaux. La vieille bâtisse retapée par des jeunes bénévoles appartient à ce club de prévention qui dépend de la sauvegarde de l'enfance.

Hassan a vingt-cinq ans. *« Je suis à Surville depuis 1969,* dit-il. *Moi aussi, comme les jeunes d'aujourd'hui, j'ai « zoné » ici avant d'être éducateur. Je crois donc être en mesure de savoir un peu ce qu'ils veulent. Seulement les choses évoluent très vite et je me sens parfois en décalage. Il y a dix ans on se cachait pour fumer une cigarette. Aujourd'hui on fume un « joint » en public. Lorsque je suis arrivé dans le quartier, on avait l'impression de commettre un délit en allant voler des fruits dans les vergers voisins. Maintenant ce petit jeu est réservé aux marmots de six ans. Les autres, les grands, volent quand ils ont besoin de fric. Ça ne va pas souvent jusqu'aux gros casses, mais les vols de sacs à main et les agressions de personnes âgées sont devenus monnaie courante... »*

La fuite des bénévoles

Pour les éducateurs du Club des ormeaux, le classement de Montereau au programme « îlots sensibles » et l'opération de réhabilitation (habitat et vie sociale) peuvent représenter des moyens supplémentaires. *« La municipalité envisage de faire largement participer les entreprises locales aux travaux de rénovation de la ZUP. Cela va apporter des emplois c'est sûr, mais l'expérience que nous avons acquise ces dernières années avec les jeunes auxquels nous avons trouvé du boulot nous incite à aller plus loin. Nous pensons créer avec la ville et l'O.P.H.L.M. une structure associative qui gérerait elle-même une partie des travaux, et proposerait des emplois adaptés aux jeunes de la cité. »*

A côté, Xavier fulmine. L'avenir de Surville, lui ne le voit pas en rose. *« Tout en étant militant de la ligne qui encourage les gens à se prendre en main, je suis de plus en plus pessimiste. Malgré tous nos efforts, la population ne réagit plus. En 1972-1973, on pouvait compter sur de nombreux bénévoles qui participaient à nos initiatives. C'étaient en général des cadres de l'E.D.F. ou de l'éducation nationale. Ils ont tous abandonné l'un après l'autre, souvent parce que leurs femmes (et parfois eux-mêmes) ne supportaient plus la vie dans ce quartier en béton.*

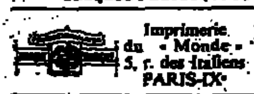
» Les professionnels-militants comme nous sont une race en voie de disparition, conclut Xavier. *On voudrait parvenir à créer une vie associative sur le quartier et l'on se trouve confronté à l'égoïsme, à l'absence de mobilisation des gens. Depuis quatre ans nous ramons avec l'aide d'une quinzaine de bénévoles. Pourtant, à Surville, il y a douze mille habitants... »*

CHRISTIAN-LUC PARISON.





Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire : nº 57 437.
ISSN : 0026 - 9360.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

société

LA CATASTROPHE DE L'HÉLICOPTÈRE DE MANNHEIM A FAIT QUARANTE-SIX MORTS

Les familles des victimes françaises critiquent l'attitude des autorités militaires américaines

Mannheim (A.F.P., U.P.I., Reuter, A.P.). — Le procureur de Mannheim a été chargé, samedi soir 11 septembre, de l'enquête sur l'accident de l'hélicoptère de l'armée américaine « CH. 47 Chinook » qui s'est écrasé peu après 12 h 45 sur l'autoroute Mannheim-Neuostheim causant la mort de quarante-six personnes : les cinq membres d'équipage américains ainsi que deux membres d'une équipe de télévision militaire américaine et trente-neuf parachutistes civils dont vingt-trois Français, huit Britan- avec Mannheim, sept Ouest-Allemands et un Canadien. Cette catastrophe est la plus grave de l'histoire du sport parachutiste en République fédérale d'Allemagne. Elle s'est produite à l'occasion des journées internationales de l'aviation de Mannheim qui ont été immédiatement suspendues après l'accident. L'enquête s'annonce difficile car le CH 47 a explosé en s'écrasant sur l'autoroute où, heureusement, il y avait peu de trafic. Il n'y a d'autre part pas de boîte noire dans les hélicoptères. Une polémique s'est engagée entre les familles des victimes françaises et les autorités militaires américaines.

Le général de brigade américain Eugen Cromartie, commandant la base de Mannheim, a déclaré que le Chinook est un appareil fiable, qui était bien entretenu et piloté par des militaires professionnels. Un appareil qui ressemble à une banane et qui a notamment été utilisé lors de l'évacuation de Saïgon en 1975 par les Américains et lors du raid de Tabas en Iran, le 25 avril 1980. Une commission d'experts américains du Air Craft Accident Investigation Board d'Alabama est arrivée dimanche matin 12 septembre sur place.

Avant le décollage qui a eu lieu à 12 h 23, le mécanicien a procédé aux vérifications d'usage *et notamment à celle du rotor* arrière qui est à l'origine de l'accident. Les parachutistes devaient sauter à environ 1 200 pieds (environ 400 mètres). Le pilote a annoncé qu'il avait atteint l'attitude de 1 000 pieds, douze minutes après le décollage. Il a alors demandé l'autorisation d'atterrir. Le rotor arrière s'est détaché lors de la descente, à environ 600 ou 800 pieds d'altitude, à 12 h 45.

Selon les enquêteurs, le pilote du Chinook n'a pas expliqué à la tour de contrôle pourquoi il a voulu redescendre. Sa conversation n'a pas été enregistrée au magnétophone, mais seulement par écrit. Il a tenté en vain de redresser l'appareil de l'U.S. Air Force qui s'est écrasé. L'accident s'est produit sous les yeux de dix mille spectateurs, réunis pour cette fête aérienne organisée pour le trois cent soixante quinzième anniversaire de la ville de Mannheim. Un technicien de la tour de contrôle a déclaré : *« J'ai vu partir une pale du rotor puis les autres ont suivi. Le pilote n'avait aucune chance de poser son hélicoptère. »*

Les enquêteurs ont commencé d'examiner les débris du CH-47 pour tenter de déterminer pour quelles raisons le rotor arrière s'est rompu. Le général Cromartie a déclaré qu'on ne pouvait *a priori* écarter l'hypothèse criminelle.

« Contradictions ? »

Les familles et les amis des victimes françaises, et notamment M. Max Gianelli, pilote professionnel, estiment, dans un communiqué, que *« le général américain Eugen Cromartie a voulu protéger ses hommes en excluant tout erreur technique ou humaine »*. Le rapport du général est *« contradictoire »*, disent-ils, notamment en ce qui concerne les opérations de vérifications de l'appareil. Selon les témoignages de pilotes aérostiers, la vérification du Chinook avant le décollage a été *« inhabituellement longue »*. *« Le mécanicien*, précise le communiqué, *a travaillé beaucoup plus longtemps sur le rotor arrière que sur l'autre. »* Les auteurs du communiqué s'interrogent sur les raisons qui ont nécessité une autre vérification de l'appareil, après qu'il eut effectué un vol de quatre minutes pour aller de sa base à l'aérodrome. *« Cette nouvelle vérification était normalement inutile »*, estiment-ils. Les familles des victimes se demandent enfin pourquoi les parachutistes *n'ont pas été largués* puisque l'altitude atteinte par l'hélicoptère était suffisante.

Le para-club toulonnais : de l'espoir à la tragédie

De notre correspondant

Toulon. — Les vingt-trois victimes françaises de l'accident de Mannheim étaient toutes originaires du Midi de la France. Elles s'entraînaient au centre-école du Cannet-des-Maures (Var), à une trentaine de kilomètres à l'est de Toulon.

A l'origine, ce sont les membres du Para-club de Toulon qui devaient participer à ces journées internationales aéronautiques de Mannheim, dans le cadre du jumelage de cette ville d'Allemagne fédérale avec la préfecture du Var. Mais seuls treize membres du club toulonnais s'étaient portés volontaires ; les responsables firent appel à des renforts au sein d'autres clubs dans les Alpes-Maritimes. Ce sont ainsi dix autres parachutistes de Nice, Cannes et Grasse qui se sont joints aux précédents.

« Il s'agissait de réaliser un saut groupé avec une tentative de formation en étoile à partir d'un gros porteur, ce qui est relativement courant », explique M. Claude Courrieu, qui fut président du club toulonnais de 1969 à 1979, et devait faire partie de ce voyage programmé depuis trois ans déjà. *« C'est dramatique, surtout dans de pareilles circonstances. C'est à croire que notre club a la poisse : en trois ans, trois personnes se sont tuées au cours de sauts au Cannet-des-Maures. Pourtant, le Para-Club toulonnais, qui existe depuis 1956, comptabilise dix mille sauts par an et il est réputé pour être un des plus dynamiques de France, tant au niveau du recrutement que des méthodes d'enseignement. Des centaines de jeunes y ont été formés... C'est trop absurde. Des espoirs du parachutisme français disparaissent dans cet accident, et la plupart des responsables du club étaient à bord de l'hélicoptère. Il y avait parmi eux Pierre Schuber, qui était président depuis trois ans, Robert Capdevielle, qui, à vingt-sept ans, s'occupait avec talent de l'entraînement au sol, ainsi que de nombreux espoirs nationaux. »*

Avec près de deux cents adhérents, dont environ cent quatre-vingts assidus et actifs, ce club sélectionné aux championnats de France comptait une vingtaine de « sauteurs » aptes à la grande compétition. Il n'en reste pas la moitié.

C'est par la radio que la plupart des parents ont eu connaissance de l'accident. Paniqués, ils ne savaient pas à qui s'adresser pour obtenir des renseignements. Bon nombre convergeaient vers le terrain d'entraînement du Cannet-des-Maures, sur lequel affluaient également de nombreux parachutistes de la région.

A Toulon, samedi, en l'absence de M. Maurice Arreckx, maire de la ville, son premier adjoint, M. François Trucy, convoquait dès 16 heures un « état-major de crise ». Une heure plus tard, les élus commençaient à recevoir des familles, refusant de donner lecture de la liste de victimes et choisissant d'informer individuellement chacun des parents touchés par ce deuil. Jusqu'à 22 heures devaient se succéder des scènes douloureuses. Il fut même nécessaire de faire intervenir une ambulance à deux reprises pour faire hospitaliser des mères de famille victimes de malaises.

M. Lopez (un des fondateurs du club) a perdu deux enfants de dix-huit et vingt ans dans l'accident. Mme Régnaud a appris le décès de son mari, âgé de quarante-six ans, et de ses filles, de vingt-quatre et dix-neuf ans.

Isabelle Nolf, dix-neuf ans, fut l'unique rescapée de cet accident. Au moment de l'embarquement, elle a renoncé à monter dans l'hélicoptère. *« Elle se sentait fatiguée par un long voyage en car »*, expliquent ses parents. *« Tous ses amis sont morts, c'est horrible... Elle ne parvenait pas à parler tant sa voix était couverte par les sanglots »*, dit encore Mme Nolf, qui fut avertie quelques minutes seulement après l'accident, avant même que la nouvelle soit diffusée.

Toutes les victimes étaient liées à une aventure sportive commune, à des sauts, des exercices ou d'autres déplacements. *« C'était une sortie comme tant d'autres, avec la même bonne humeur, la même joie »*, explique M. Jean-Pierre Roux, président du centre. *« Tous les participants étaient des parachutistes chevronnés. Nous perdons des amis et cinq des douze dirigeants du club. »*

Dès samedi soir le maire de Toulon se rendait à Mannheim, où il était rejoint par trois de ses adjoints. Un avion affrété par la municipalité de Toulon a été mis à la disposition des familles des victimes. Il devait quitter l'aéroport de Hyères (Var) ce lundi après-midi 13 septembre pour Mannheim, où une cérémonie funèbre officielle se déroulera mardi après-midi. Les familles regagneront Toulon le soir même et les corps des victimes seront rapatriés par Transall jusqu'au gymnase du port marchand transformé en chapelle ardente. Après une veillée funèbre aura lieu l'inhumation des victimes de cet accident, le plus meurtrier dans l'histoire du parachutisme civil.

JOSÉ LENZINI.

Courrier ministériel

M. Defferre est-il distrait, un rien désordonné ou très subtilement provocateur ? Lui seul pourrait répondre, mais toujours est-il qu'en se rendant vendredi matin 10 septembre à l'hôtel Matignon au conseil interministériel restreint sur la sécurité et le droit d'asile il « exhibait », au-dessus de ses dossiers une lettre que lui avait adressée la veille, le garde des sceaux, M. Defferre a été photographié tenant cette longue lettre en main et le journal « Libération » a eu l'idée d'y regarder de plus près.

Dans cette lettre à en-tête du ministère de la justice, M. Badinter répond à un courrier de M. Defferre qui, le 1er septembre, lui avait soumis « diverses propositions tendant d'une part à réglementer de manière plus restrictive l'accès au droit d'asile et d'autre part à modifier les conditions d'exercice de ce droit ».

« Comme vous le savez, écrit notamment M. Badinter, ce droit est consacré par notre Constitution et la convention de Genève du 28 juillet 1951, applicable en France depuis le 31 octobre 1954. Il constitue pour notre pays, qui l'a reconnu dès 1793, un principe moralement intangible.

» Ces différentes règles, juridiques et politiques, nous imposent des obligations auxquelles nous ne pouvons nous dérober : le droit d'asile doit être dans notre pays pleinement respecté et ne doit pas être entouré de restrictions qui en dénatureraient le contenu. Si la France s'engageait dans cette voie, elle méconnaîtrait la Constitution et violerait un engagement international auquel elle est partie. Elle porterait enfin gravement atteinte à son rayonnement international. »

Le garde des sceaux qui, lui, n'est pas distrait, ne révélera pas par inadvertance la suite de ce long courrier. Mais dire que M. Badinter et M. Defferre sont en désaccord sur les restrictions que le ministre de l'intérieur voudrait voir apporter au droit d'asile relève du « secret de Polichinelle » et il y aurait tout intérêt désormais à ce que leurs positions respectives soient clairement exprimées et confrontées.

APRÈS LA FUSILLADE DE LA RUE ROSSINI

Un entretien avec M. Bernard Deleplace

(Suite de la première page.)

» De même, quand le directeur général de la police nationale, M. Bernard Couzier, se rend aux obsèques d'un autre collègue, à Dijon, il se trouve face à une manifestation de femmes de policiers et est pris à partie. Personne ne l'avait informé. C'est nouveau : les directeurs départementaux n'auraient-ils plus, depuis le 10 mai, d'oreilles pour renseigner l'administration centrale sur l'état d'esprit de leurs formations ?

» Autre exemple. Le nouveau directeur de la formation au ministère se rend récemment à la sortie de la promotion des jeunes commissaires de police, à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or. Quand il leur conseille de ne pas tomber dans le mandarinat, la moitié de l'amphithéâtre se vide. Aucune sanction n'a été prise contre cet acte d'indiscipline caractérisé, jamais toléré avant le 10 mai.

» Dernièrement encore, à la sortie de la quatre-vingt-quinzième promotion des gardiens de la paix à Vélizy, en présence du préfet et des directeurs de police du secteur, le maire, député de l'opposition, invité, se permet de souhaiter aux élèves-gardiens une longue carrière *« sous réserve que leur ministre les soutienne plutôt que de soutenir les truands »*. De jeunes gardiens sifflent, la hiérarchie s'empressera de les faire taire... Et, plus grave encore, aucun responsable ne rendra compte de cet incident. N'est-ce pas l'indice qu'il y a quelque quelque chose qui s'organise pour laisser faire tous ces actes de démobilisation, de démoralisation des forces de police ?

» Enfin, quand, le 14 juillet, à Paris, le président de la République essuie quelques sifflets, un officier voit des policiers se joindre au cortège des siffleurs. Il s'en ouvre à son commandant de secteur, connu pour ses opinions d'extrême droite, qui lui répond : *« Ce n'est pas grave, ces gens au gouvernement, aujourd'hui aiment ça ! »* Il n'y a pas eu d'enquête sérieuse sur ces brigades de siffleurs...

» Toutes ces anecdotes peuvent paraître anodines dans un Etat démocratique mais, dans la police, elles revêtent une autre signification, en comparaison de ce que nous avons connu avant le 10 mai. Il y a une certaine organisation du sabotage. Nombreux sont les responsables qui tiennent à leur formation un discours selon lequel *« le gouvernement de la gauche est plus près des délinquants que des braves gens »* et qui ne sont aucunement inquiétés.

L'entrisme du R.P.R.

— Mais la description d'un climat ne suffit pas à démontrer qu'il y ait organisation systématique...

— Certaines forces politiques sont en train d'organiser, dans la police, des sections politiques, avec la bénédiction d'une hiérarchie qui n'est pas sans informations en la matière et avec le concours des syndicats qui se veulent « d'opposition ».

» Par exemple, le Syndicat des gradés de la police nationale n'hésite pas à rappeler aux policiers, actuellement, deux dates « historiques » : 13 mars 1958, 13 mai 1958. Ce n'est pas innocent. En mars 1958, mon syndicat avait appelé à une manifestation, sur des problèmes catégoriels, à la préfecture de police. Des factieux en prirent la tête et l'amenèrent devant les grilles de l'Assemblée nationale où les attendait *M. Jean-Marie Le Pen* pour leur ouvrir les portes. Deux mois plus tard arrivait le général de Gaulle dans les conditions que l'on sait...

» Ces syndicats catégoriels, plus préoccupés d'intérêts politiques, sont soutenus par le R.P.R. qui n'hésite plus aujourd'hui à faire de l'entrisme dans la police. C'est d'autant plus inquiétant que la haute hiérarchie policière doit souvent sa carrière à ce parti. Pratiquement 80 % des hauts cadres de la police la doivent à un ancien directeur général de la police nationale, M. Robert Pandraud, qui vient d'être appelé comme secrétaire général adjoint de la mairie de Paris. A n'en pas douter, M. Pandraud tire toujours les ficelles à l'intérieur de la « grande maison »...

— N'y a-t-il pas cependant une différence entre le débat politique, somme toute normal, et des menées factieuses ?

— Le mouvement syndical dans la police a toujours été mené d'une façon sérieuse, démocratique et républicaine. Mais il y a toujours eu, par exemple pendant la guerre froide, une tendance de certains à organiser une police factieuse. Le mouvement démocratique, majoritaire, y a fait échec. Jamais notre organisation ne s'est permis d'intervenir d'une façon partisane dans les rangs de la police. Aujourd'hui, une poignée de policiers, minoritaire certes mais agissante, déterminée, se le permet avec la complicité tacite, la tolérance d'une grande partie de la hiérarchie. Nous sommes inquiets, nous ne pensions pas, avant le 10 mai, que la politisation était aussi importante parmi les policiers. Le SAC est dissous mais ses membres sont toujours là, qui veulent toujour mettre en échec le pouvoir démocratiquement élu et créer dans la police une agitation partisane.

— Ces accusations sont graves. Etes-vous prêts à en apporter la preuve ?

— Des camarades de notre organisation syndicale, qui sont membres du parti de M. Chirac, ont tenu à m'informer du contenu des réunions qu'organise le R.P.R. — qui a une section « police » — parmi les policiers. On leur a demandé de se retirer de la F.A.S.P. pour adhérer aux syndicats catégoriels et organiser la politisation. On y envisage même le changement politique pour la fin de l'année...

— Durant l'été 1981, vous avez demandé le changement de « dix personnages-clefs de la police ». Etes-vous satisfaits aujourd'hui ?

— Nous avons dit : à police nouvelle, hommes neufs. Pour démocratiser la police, son recrutement, son action, son fonctionnement il faut des responsables qui soient d'accord ! Les dix postes de direction du ministère de l'intérieur ne sont-ils pas des postes politiques, nommés par décret du président de la République, dès avant le 10 mai ?

» Malheureusement, M. Defferre a cru bon de maintenir ces hommes en place. Pratiquement tous ! C'est son affaire. Mais il faut qu'il sache qu'à l'intérieur de la police des choses se passent qui devraient alerter tous les démocrates.

Démoralisation et déstabilisation

— Cette appréciation est-elle partagée par vos adhérents ?

— Après le 10 mai, ils ont été traversés par un immense espoir de changement dans leur profession : une volonté de prendre en main leurs affaires, de réfléchir eux-mêmes sur les finalités de leur métier, de ne plus être des numéros de matricule. Tout cet espoir est pratiquement retombé, car il n'y a eu ni suivi ni reprise du côté du ministre de tutelle. M. Defferre a cédé devant le lobby de certains commissaires de police qui n'ont pas accepté que l'on change les rapports d'organisation du travail.

» Les policiers sont donc déçus. Même le pré-rapport de M. Belorgey sur la réforme de la police a pris le chemin des oubliettes. Alors qu'il apportait des réponses à la question du contrôle démocratique nécessaire de la police (2) et aurait pu barrer la route à tous les factieux... N'oublions pas que la police, dans un Etat, ce n'est pas n'importe quoi ! Combien de grands scandales politico-policiers n'ont jamais été élucidés !

» Le ministre a cédé au chantage de ceux qui refusent cette police nouvelle. Le laxisme que nous constatons aurait pu prendre fin rapidement si tous ceux qui se livrent aujourd'hui à une activité partisane dans la police avaient été remis au pas, très rapidement, par le ministre de l'intérieur. C'est l'inverse. Et c'est une erreur. Car le 10 mai a, paradoxalement, renforcé la position de tous ceux qui sont hostiles à l'instauration d'une police démocratique. C'est une bagarre perdue pour tous ceux qui luttaient pour la démocratisation de la police nationale. Si la F.A.S.P. alerte, aujourd'hui, après une certaine réserve, c'est que le danger nous paraît suffisamment grand. Le gouvernement doit comprendre qu'il est temps de s'occuper de ce qui se passe dans les rangs de sa police.

— Cette police républicaine que vous souhaitez, comment la définir ?

— Une police au service de tous, qui agit, dans un service public rénové, en privilégiant la prévention, en respectant en toute circonstance la dignité humaine. Une police qui a la capacité d'exclure de ses rangs tous les éléments douteux, racistes et factieux. Cette police est encore à construire. Une grande majorité de policiers est prête à y participer, à la condition que les politiques ne cèdent pas devant tous ceux qui, de l'intérieur et de l'extérieur, les démoralisent et déstabilisent l'Etat. »

Propos recueillis par
EDWY PLENEL.

(2) Le précédent rapport Belorgey suggérait d'instituer une commission d'information sur les activités *des services de police, composée de* « personnalités indépendantes ».

Accident sur un passage à niveau près de Zurich

TRENTE-NEUF MORTS, UNE DIZAINE DE BLESSÉS

Trente-neuf tués et une dizaine de blessés, telles sont les conséquences de la collision qui a eu lieu le 12 septembre, dans l'après-midi, près de Zurich, entre un train de banlieue et un autocar de R.F.A. qui s'était engagé sur un passage à niveau.

Le train a littéralement coupé en deux l'autocar, qui transportait quarante et un membres d'un club sportif de Bœblingen (R.F.A.) effectuant une excursion en Suisse. Le passage à niveau était gardé. Se rendant compte que les barrières n'étaient pas abaissées comme elles auraient du l'être, le conducteur du train, qui roulait à une vitesse de 70 à 80 km/heure, a actionné le signal d'alarme et le frein de secours, mais le premier wagon a heurté de plein fouet l'autocar. Alors que le train quittait les rails, un incendie se déclarait et se propageait à la maison de la garde-barrière ; celle-ci, ainsi qu'une personne qui se trouvait chez elle ont été grièvement brûlées. En outre, suivant les premières constatations, six passagers du train et deux de l'autocar ont été blessés.

Erreur humaine due à la garde-barrière ou défaut technique du mécanisme d'abaissement des barrières, la cause exacte de la catastrophe n'est pas encore déterminée. Une enquête a été ouverte. C'est le plus grave incident des chemins de fer helvétiques depuis une trentaine d'années. — *(A.F.P.)*

● *Collision entre un train et un autocar, en Inde.* — Trente-quatre personnes ont été tuées et vingt-deux autres blessées au cours d'une collision entre un autocar et un train à un passage à niveau non gardé, samedi 11 septembre, au Pendjab. Le bus transportait des militants du parti d'opposition sikh Akali Dal et des policiers qui les escortaient en prison après une manifestation. — *(A.P., Reuter.)*

Un attentat contre un commissariat est revendiqué par un groupe Malheur de la police

Après la fusillade de la rue Rossini, à Paris, pour laquelle ont été inculpés quatre gardiens de la paix, un attentat commis, lundi 13 septembre vers 0 heure, contre un commissariat de quartier du 7e arrondissement a été revendiqué par un groupe Malheur de la police-groupe Rossini. La bombe, placée contre la porte de ce commissariat, au 10 rue Perronet et fermé durant la nuit, n'a fait que des dégâts moyens, endommageant les voitures alentour et brisant quelques vitrines.

Dans un communiqué trouvé, après un coup de téléphone à l'Agence France-Presse, sur le pare-brise d'une B.M.W. immatriculée aux Pays-Bas et garée non loin des lieux, le mouvement Malheur de la police, inconnu jusqu'alors, écrit : *« L'ensemble des ministres socialistes perpétue la politique réactionnaire de Giscard. Mais la palme de la couardise revient à Defferre. Non content d'offrir à l'extrême droite organisée dans la police les moyens d'abattre sans sommation tous les déviants ou supposés tels, il en couvre d'avance les crimes. Face aux « 357 » (1) des tueurs en uniformes, nous opposons aujourd'hui la destruction d'un de leurs lieux de réunion. »*

Les circonstances de la fusillade de la rue Rossini — un mort, trois blessés — donnent lieu à des versions contradictoires. A celle des policiers — qui affirment que trois d'entre eux ont tiré sur l'automobile, alors que leur collègue était sur le capot avant du véhicule en marche, tirant lui aussi en direction du conducteur (*le Monde* daté 12-13 septembre) — s'ajoute le témoignage recueilli par T.F. 1 d'un monteur en photocomposition, M. Philippe G..., âgé d'une trentaine d'années. Travaillant de nuit dans un immeuble à l'angle des rues Rossini et Le Peletier, il affirme que *« la voiture de police est arrivée et s'est arrêtée derrière la Renault 30* (des quatre jeunes gens) *immobilisée contre le trottoir. J'ai vu un policier descendre et s'approcher de la Renault vers le côté passager à droite. La Renault 30 a redémarré et la fusillade a éclaté. Il n'y avait pas de policier devant la voiture ni sur le capot »* Mme Françoise Canivet-Beuzit, juge d'instruction à Paris chargée du dossier, doit entendre prochainement ce témoin

M Gaston Defferre a, pour sa part, déclaré, samedi 11 septembre à Meyrargues (Bouches-du-Rhône), qu'*« il est facile de faire de la morale après coup Quand une voiture fonce sur des policiers, à l'époque que nous vivons, que doivent faire ceux-ci ? Se faire écraser ? Laisser fuir la voiture qui aurait pu être occupée par des terroristes sur le point de faire un attentat ? () J'aimerais que tous ceux qui écrivent des articles se soient trouvés à la place du policier qui aurait pu être renversé et tué ; peut-être écriraient ils autre chose ? »*

(1) Allusion aux revolvers Manurhin 357 magnum des policiers.

ENSEMBLES

les déshérités

La fuite des bénévoles

CHRISTIAN-LUC PARISON

FAITS DIVERS

L'affaire Julien Borel

Un « enlèvement » légal

De notre correspondant

Avignon. — La pénible affaire du petit Julien Borel, tiraillé entre son grand-père, M. Joseph Solaz, et son oncle paternel, M. Régis Borel, depuis la mort de ses parents dans un accident de la route, a connu un nouveau rebondissement, samedi 10 septembre dans l'après-midi, à Carpentras (Vaucluse) (le Monde *des 16 avril et 31 juillet). Profitant de ce que le petit Julien se promenait en ville en compagnie de son oncle maternel, M. Pierre Mallet, M. Régis Borel a réussi à « récupérer » l'enfant de vive force.*

Vers 18 heures, place du Palais-de-Justice, à Carpentras, M. Régis Borel ameute les passants en désignant du doigt M. Pierre Mallet et en criant : « Il a volé un enfant ! ». *A ce moment, deux policiers du corps urbain interviennent et, alors qu'ils retenaient M Mallet, M. Borel, l'oncle paternel de Julien à qui le tribunal de Carpentras a confié la garde de l'enfant, s'est emparé du petit garçon et l'a conduit dans une voiture qui aussitôt démarra.*

Le tribunal de Carpentras avait accordé la garde de l'enfant à M. Borel, en avril dernier Cette décision avait entraîné la démission de la municipalité de Malemort-du-Comtat, le village de M. Joseph Solaz, le grand-père, M. Régis Borel ayant, pour sa part, l'appui de la population de Venasque, localité voisine, où il demeure. Toutefois, en dépit des jugements confirmés en appel, puis par la Cour de cassation, M. Solaz avait toujours refusé de rendre l'enfant à M. Régis Borel.

L'événement de samedi a provoqué une profonde émotion à Malemort, où M. Solaz bénéficie de l'appui d'un comité de soutien, qui devait se réunir ce lundi 13 septembre. Une manifestation en sa faveur devait avoir lieu devant le palais de justice de Carpentras. M. Solaz refuse de capituler. Il a déclaré : « Ne vous en faites pas, on retrouvera le petit. » *Pour sa part, M. Régis Borel a confirmé par téléphone qu'il avait effectivement récupéré le petit Julien :* « Il se porte bien et n'a pas été traumatisé », a-t-il déclaré.

JEAN LECLAIRE.

DOUBLE MEURTRE A PARIS

Un *double* meurtre a eu lieu, lundi matin 13 septembre, à Paris, dans un immeuble du 35, avenue Paul-Doumer (16e). Une employée de la succursale de la Société générale située dans ces locaux a découvert, peu avant 9 heures, dans le hall, le gardien de l'immeuble, M. Pierre Broquoreau, âgé de soixante-huit ans, grièvement blessé. Peu après, on devait découvrir dans les toilettes de la banque un employé, chargé du balayage, M. Aram Salvadurai, d'origine indonésienne, lui aussi grièvement blessé. Les deux hommes, qui ont reçu plusieurs coups de feu dans la tête, ont succombé à leurs blessures.

On ignorait, en fin de matinée, les mobiles du meurtrier bien que l'hypothèse d'une tentative de hold-up soit la plus probable. Cependant aucun vol n'a été constaté. Un habitant de l'immeuble a indiqué qu'il avait entendu le bruit d'une altercation vers 8 h 45.

Au Havre

30 000 TONNES DE COTON DÉTRUITES DANS UN INCENDIE

Un incendie, dont les causes n'avaient encore pu être déterminées ce lundi 13 septembre, a totalement détruit, le dimanche 12 septembre, peu après minuit, 150 000 balles de coton pesant chacune 200 kilos, ainsi que trois des quatre hangars du Port autonome du Havre (Seine-Maritime), où elles étaient entreposées. La surface totale couverte des trois bâtiments était de 62 000 m2. En outre, quatre grues de levage et six véhicules stationnant à proximité du lieu de l'incendie ont été la proie des flammes.

Selon les premières estimations de la direction du Port autonome, propriétaire des hangars qui sont loués à des négociants, les quelque 30 000 tonnes de coton détruites représentent, au cours actuel des marchés de gros, environ 380 millions de francs, les hangars et les grues étant évaluées, pour leur part, à une cinquantaine de millions de francs Deux des soixante sapeurs-pompiers, qui ont réussi à circonscrire le sinistre, ont été légèrement blessés, mais on ne déplore aucune victime parmi les habitants du voisinage.

● *Huit attentats en Corse.* — Plusieurs attentats à l'explosif ont été commis en fin de semaine dans la région d'Ajaccio et en Haute-Corse. Ces actions n'ont pas été revendiquées, à l'exception du plasticage d'une résidence secondaire de Cargèse, sur les murs de laquelle les sigles « F.L.N.C. » (Front de libération nationale de la Corse) et « F.F. » (« Francesi Fora », c'est-à-dire « Français dehors ») avaient été tracés. Les sept autres attentats visaient des restaurants ou des véhicules appartenant à des habitants de l'île. D'autre part, une charge de deux cent cinquante grammes de T.N.T. a été découverte, dans la nuit du samedi 11 au dimanche 12 septembre à Ajaccio, dans la cour de la villa Pietri, siège provisoire de l'Assemblée régionale corse.

● *Coups de fusil contre le Capitole.* — Des inconnus ont tiré plusieurs cartouches de fusil de chasse, le 11 septembre, vers 8 heures, contre le Capitole, alors que le train qui avait quitté la gare de Paris-Austerlitz à 7 h 41 à destination de Toulouse, venait d'atteindre Angerville (Essonne). Trois des fenêtres du wagon-restaurant ont été brisées par les plombs, mais aucun passager n'a été atteint.

● *Arrestation de l'auteur présumé du double meurtre de Fos-sur-Mer.* — Interpellé le 10 septembre par les policiers du S.R.P.J. de Marseille, Eric Saut, un conducteur d'autocar âgé de vingt-six ans, a reconnu être l'auteur des meurtres de Jacqueline Martin et de son ami Jean-Paul Bonacorsi, tous deux âgés de dix-neuf ans, dont les corps avaient été découverts, le lundi 6 septembre, aux abords de l'étang de l'Engrenier, p. s de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) (*le Monde* du 8 septembre).

SCIENCES

RÉUNIS A VIENNE

Les représentants de quarante pays traitent de l'avenir de l'énergie nucléaire

Quel rôle l'énergie nucléaire aura-t-elle, comparé à celui des autres sources d'énergie ? Pendant une semaine, les spécialistes d'une quarantaine de pays vont tenter, dès le lundi 13 septembre à Vienne (Autriche), de répondre à cette question et tirer les enseignements de l'expérience déjà acquise avec le fonctionnement des nombreuses centrales nucléaires installées dans le monde. A la fin de 1981, deux cent soixante-onze réacteurs nucléaires étaient en exploitation dans vingt-deux pays, et avaient produit, avec des fortunes diverses — la centrale américaine de Three Mile Island, dont le réacteur fut gravement endommagé, est exemplaire à ce titre, — presque 700 millions de mégawatts-heure.

Sur ce total, soixante-quinze réacteurs sont américains, ce qui témoigne de l'engagement nucléaire — aujourd'hui arrêté — des Etats-Unis, et trente sont français. Ce dernier chiffre devrait, compte tenu des orientations prises par le gouvernement français, être doublé d'ici à 1989. Pour cette raison, les participants aux travaux de cette conférence internationale sur l'énergie atomique, qui coïncide avec le vingt-cinquième anniversaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.), attendaient les exposés de M. Andronnik Petrossiantz, président du comité d'Etat de l'Union soviétique pour l'utilisation de l'énergie atomique, et de M. Michel Pecqueur, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique.

Tous deux représentent, en effet, des pays dans lesquels l'effort en faveur du développement de l'énergie atomique à des fins civiles s'est maintenu, quand il connaissait ailleurs un net ralentissement, voire un arrêt.

Un réservoir d'Ariane est récupéré en mer

L'un des deux réservoir du premier étage d'Ariane a été récupéré en mer, à une cinquantaine de kilomètres des côtes guyanaises et remorqué à Kourou pour inspection.

Il est envisagé de doter ultérieurement le premier étage d'Ariane de parachutes, qui freineront sa descente et permettront sa récupération pour un réemploi éventuel. Une première récupération sous parachute doit être effectuée lors du septième tir, qui était programmé en janvier 1983 avant l'échec qui vient de se produire. Pour une telle mission, en effet, la charge emportée — le satellite de télécommunications européen E.C.S., et un satellite Amsat destiné aux radio-amateurs — n'épuise pas la capacité du lanceur. Cela permet de « surcharger » le premier étage d'un système de parachutes qui freinera sa descente.

En l'absence de parachutes, comme c'était le cas vendredi dernier, le premier étage se brise lors de l'impact sur l'océan. Seul un réservoir a pu être retrouvé. Sn examen permettra de savoir comment il a résisté à la corrosion et d'évaluer les possibilités de réemploi éventuel.

Commentant l'échec du 10 septembre, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, affirme dans un communiqué, après avoir rappelé que la qualification du lanceur est définitivement acquise : « *Ariane a tissé un fil robuste qui ne sera pas rompu car il est celui de notre indépendance technologique, économique et culturelle.* »

● *La NASA a renoncé à récupérer les propulseurs à poudre de la navette spatiale*, perdus en mer lors de la quatrième mission par suite de la non-ouverture des parachutes qui freinent leur descente. Les experts estiment avoir désormais assez d'informations pour comprendre l'accident sans avoir besoin de repêcher et d'examiner le système de parachutes.

MÉDECINE

A Marseille

Un millier de spécialistes réunis pour le Ve congrès international des maladies neuromusculaires

De notre correspondant

Marseille. — *Quelque mille chercheurs, experts et spécialistes des maladies neuromusculaires, représentant plus de trente-cinq pays, sont rassemblés jusqu'au 18 septembre à Marseille pour participer aux travaux du cinquième congrès international des maladies neuromusculaires. C'est la première fois qu'une ville française est choisie pour ce rassemblement scientifique qui n'a lieu que tous les quatre ans.*

Présidé par le professeur Fritz Buchtal (Copenhague), le congrès de Marseille veut être l'occasion de parcourir l'ensemble du champ très vaste des maladies affectant le système neuromusculaire, de la simple crampe aux myopathies Ces affections, dont certaines formes sont encore incurables, frappent près de trois cent mille Français. Leur forme la plus sévère se caractérise par une rétraction des tendons, une entrave progressive des muscles entraînant arrêt de la marche, déformations corporelles retentissant sur la respiration et le rythme cardiaque. Elle provoque généralement la mort des garçons qui en sont atteints (la maladie se transmet par les femmes) entre dix-huit et vingt-cinq ans. Il existe quelque soixante formes différentes de myopathie, et la plus grave, la myopathie dite de Duchenne de Boulogne (du nom du médecin français qui l'a identifiée), est la plus fréquente.

Les maladies musculaires ont longtemps été des « maladies oubliées » parce qu'elles n'ont pas été considérées comme une discipline en tant que telle, mais partagée entre les spécialistes de la neurologie, de la pédiatrie, de la rhumatologie, de la médecine physique et des explorations fonctionnelles. Au contraire, l'essor de la recherche fondamentale sur le tissu musculaire et sa pathologie est actuellement considérable. Le congrès qui s'ouvre veut être l'occasion d'un apport de connaissances nouvelles et de mises au point sur ces recherches, ainsi que le souhaitait le professeur Georges Serratrice, chef du service des maladies neuromusculaires du C.H.U. La Timone à Marseille, président de l'université Aix-Marseille, qui en est l'organisateur.

La présence à ce cinquième congrès international des plus grandes sommités mondiales a été l'occasion de distinguer trois d'entre elles, présentées par le neurophysiologiste anglais Sir John Walton, de Newcastle, auxquelles le professeur Serratrice a remis les diplômes de docteur *honoris causa* de la faculté de médecine de Marseille : il s'agit des professeurs Raymond Adams, qui a fait de Boston l'une des capitales mondiales de l'étude des maladies neuromusculaires, Sir Andrew Huxley, prix Nobel 1963 de physiologie pour ses travaux sur les mécanismes de la contraction musculaire, et Sigvald Refsum (Oslo), qui a étudié et donné son nom à l'une des affections du système neuromusculaire.

JEAN CONTRUCCI.

A LONS-LE-SAUNIER

M. Paul Balay est mort d'une pleurésie après vingt-sept années de coma

De notre correspondant

Lons-le-Saunier. — *C'est un bien terrible record que détenait M. Paul Balay, de Lons-le-Saunier, victime d'un accident à l'âge de vingt ans et décédé vingt-sept ans plus tard, samedi 11 septembre, sans être jamais sorti d'un coma aussi profond qu'irréversible.*

Dans la nuit du 11 décembre 1955, un groupe de jeunes gens revenait d'un bal dans la banlieue lédonienne ; deux d'entre eux qui marchaient sur le bord de la chaussée furent fauchés par une voiture dont l'éclairage était partiellement défaillant.

L'un d'eux, André Bayard, dix-neuf ans, élève-instituteur, fut tué sur le coup et son camarade, M. Paul Balay, menuisier, qui allait avoir vingt ans, fut atteint d'un traumatisme crânien. Bien vite, on s'aperçut que les dégâts subis seraient définitifs. Le jeune homme resta plusieurs mois à l'hôpital de Lons-le-Saunier, veillé par sa mère, alors âgée de quarante-trois ans et veuve depuis trois ans. Celle-ci dut apprendre à faire la toilette, à installer le malade dans son lit, à utiliser une sonde pour dégager les voies respiratoires et une autre sonde, gastrique, pour lui donner une alimentation aussi variée que possible.

Courageusement, Mme Balay voulut reprendre son fils et vivre avec lui dans leur petit appartement. Pendant vingt-sept longues années, jour après jour, elle resta à son chevet, et elle continua à espérer malgré les avis des plus grands spécialistes, car, disait-elle, peut-être la science qui fait tant de progrès trouvera-t-elle le remède permettant de guérir ce genre de malades. Elle rejeta toujours avec décision cette euthanasie dont on avait parlé, notamment en avril 1975, au moment d'un procès aux Etats-Unis où fut débattu de la survie de Karen Quinlan, âgée de vingt et un ans, laquelle vit toujours, dans le coma, en dépit du débranchement des appareils de réanimation.

Durant cette longue période, M. Balay eut comme tout le monde diverses maladies qui nécessitèrent son hospitalisation, mais sans que jamais sa mère ne le quitte. Le moment le plus angoissant que vécut Mme Balay fut celui où elle se cassa la jambe, mais son fils put être installé à côté d'elle à l'hôpital. Il y a trois ans, M. Balay contracta une pleurésie dont il ne réussit jamais à se débarrasser complètement. C'est une rechute de cette maladie qui provoqua une crise d'étouffement. Malgré une rapide hospitalisation, cette crise entraîna sa mort, samedi matin 11 septembre.

GILBERT GIROD.

Un choc important subi par la boîte crânienne provoque une énorme augmentation de la pression intra-crânienne (allant de 100 kilos à 500 kilos par cm2 de cerveau) durant quelques centièmes de seconde. Il peut en résulter une paralysie brutale du système nerveux central entraînant l'abolition de la conscience, ou coma, dont la durée peut être brève, ou s'étendre sur plusieurs mois ou plusieurs années, selon l'importance des hémorragies et des lésions cérébrales et leur accessibilité à un traitement chirurgical.

Les comas (il en existe trois stades selon leur profondeur) se définissent par la suspension des activités mentales grâce auxquelles l'homme est capable de percevoir son entourage, par l'abolition plus ou moins complète des fonctions de la vie de relation (conscience, mobilité, sensibilité), alors que les fonctions de la vie végétative sont relativement conservées. Les malades comateux réagissent peu (stade 2) ou pas (stade 3) aux stimulations extérieures, et ils présentent des altérations importantes de l'électroencéphalogramme.

Les méthodes actuelles de la réanimation, puis de la maintenance physiologique, permettent des survies parfois très longues à condition que soient maintenus l'équilibre nutritif (hydratation, apport de sels minéraux par sonde gastrique), le fonctionnement cardiovasculaire, la propreté des voies respiratoires et l'élimination urinaire (sonde vésicale).

Ces cas sont rares, car la plupart des malades atteints de coma traumatique peuvent récupérer leurs fonctions cérébrales si les lésions ne sont pas trop étendues, grâce aux progrès des interventions neuro-chirurgicales.

Les progrès simultanés des méthodes de réanimation ont, néanmoins multiplié le nombre des cas où toute reprise de conscience semble illusoire, alors que les fonctions vitales élémentaires, la vie végétale, se poursuivent. — Dr E. L.

RELIGION

JEAN-PAUL II REND LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION RESPONSABLE DU TERRORISME

« *La société de consommation hédoniste tente d'annihiler la dimension spirituelle de l'homme. Les jeunes risquent de se trouver sans idéaux et sans projets valables à suivre (...), et certains groupes expriment leur insatisfaction dans l'illusion de pouvoir bâtir de nouvelles sociétés par des actes de terrorisme.* »

Ainsi s'est exprimé Jean-Paul II, le dimanche 12 septembre, à Padoue, où il s'était rendu pour célébrer, avec un an de retard le sept cent cinquantième anniversaire de la mort de Saint-Antoine-de-Padoue. Cette visite, prévue l'an dernier, avait, en effet, été différée à cause de la tentative d'assassinat dont le pape avait été victime le 13 mai 1981. — (*A.P.-A.F.P.*)

CARNET

Naissances

— M. et Mme J. HALPERN sont heureux d'annoncer la naissance d'
Aurore,
petite sœur de Clémence, au foyer d'Olivier et Marie-Yvonne HALPERN.
Paris, le 6 septembre 1982.

— Dominique et Pierre VALLAUD, Boris et Elodie ont la joie d'annoncer la naissance de
Charles,
le 27 août 1982.
47, rue des Tournelles,
75003 Paris.

— Isabelle GIRARD-CHANTEREAU, Pierre-Loïc CHANTEREAU, laissent à Pierre-Gaël la joie d'annoncer la naissance de
Valentin,
à Lyon, le 7 septembre 1982.

Mariages

— M. et Mme Rémi Durand,
M. et Mme Philippe Parant,
font part du mariage de leurs enfants,
Blanche et André,
célébré le 11 septembre 1982.
10, rue Saint-Antoine,
60200 Compiègne.
Préfecture,
97500 Saint-Pierre-et-Miquelon.
Préfecture.

Décès

— Mme Aimé Albert,
M. et Mme Albert Hanen,
font part du décès du
docteur Aimé ALBERT,
survenu à Paris, le 26 juillet 1982.
10, rue Barrault,
Paris 75013.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mlle Marthe BONVALLET,
directeur de recherche honoraire au C.N.R.S.,
survenu à Paris, le 6 septembre 1982.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Jean Bossard,
Mlle Pascale Bossard,
M. Frédéric Bossard,
M. et Mme Yves Bossard et leurs enfants,
M. et Mme René Pages et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Gisèle BOSSARD,
survenu le 30 août, à Figanières (Var).
L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, le 1er septembre 1982, à Figanières.
Un service religieux sera célébré à sa mémoire, le samedi 2 octobre 1982, à 9 heures, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, 1, place Sainte-Geneviève, 75005 Paris.
Cet avis tient lieu de faire-part.
198, rue Saint-Jacques,
75005 Paris.
8, avenue de Verzy,
75017 Paris.
5, avenue Monciaz,
06 Nice.

— M. et Mme André Schoeller,
Mme Emmanuel Arapoglou,
ses enfants,
Valérie, Eric et Alexandra Schoeller,
Irène, Béatrice et Anne Arapoglou,
Ses petits-enfants,
Ses belles-sœurs, beaux-frères, neveux, nièces et ses amis,
ont la douleur de faire part de la mort de
Mme veuve Pierre BUCHAILLE,
née Jeanne COLOMBO,
survenue le 7 septembre 1982, à l'âge de soixante-quinze ans.
La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Augustin, 75008 Paris, à 10 h 30, le jeudi 16 septembre 1982.
Cet avis tient lieu de faire-part.
34, rue Bonaparte,
75006 Paris.
203, boulevard Malesherbes,
75017 Paris.

— Toute sa famille et ses proches ont la tristesse de faire part du décès de
Patrick DESTENAY,
survenu brutalement, le 10 septembre 1982, à Bouc-Bel-Air (Bouches-du-Rhône).
Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Jacques Audigier,
Mlle Marcelle Duval,
Mme et M. Pierre Audigier,
Frère Bernard Audigier,
Mme et M. Michel Dufour,
Le docteur Catherine Mazeyrac et M. François Audigier,
Le docteur et Mme Emmanuel Baudry,
Camille, Céline, Sylvain, Lionel, Ivan, Julien, Ariane, Elise et Charlotte,
Mme Georges Fontaine,
font part du rappel à Dieu, le 24 août, dans sa quatre-vingt-seizième année de
Mme Pierre DUVAL,
née Henriette FONTAINE,
leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et belle-sœur.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.
Une messe sera célébrée, le jeudi 16 septembre, à 18 heures en la chapelle absidiale de l'église Saint-Pierre-du-Gros-Caillou, 92, rue Saint-Dominique.
28-26, rue Fabert,
Paris 75007.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Yvonne FILIBERTI,
née TRICOT,
survenu le 30 juillet 1982, à Nice (Alpes-Maritimes).
L'inhumation a eu lieu, le 7 août 1982, dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme E. Beau de Loménie,
a la douleur de faire part du décès de
M. G. LASNE-DESVAREILLES,
avocat honoraire à la Cour de Paris,
ancien secrétaire de la Conférence,
son frère.
Les obsèques religieuses seront célébrées, le mercredi 15 septembre, à Saint-Nicolas-du-Chardonnet, à 8 h 30, suivies de l'inhumation à Chambon-sur-Voueize (Creuse).

— Mme Maryvonne Lecuyer, son épouse,
Philippe, Jérôme, Jeanne Lecuyer,
Christine, François, Fabien Baptiste Mourre,
Françoise, Pierre, Damien, Laure Cauvard,
Ses enfants et petits-enfants,
Jean Lecuyer, son père,
font savoir que
Daniel LECUYER,
ingénieur E.S.E.,
nous a quittés à l'âge de cinquante-six ans, le 9 septembre 1982.
La cérémonie religieuse sera célébrée, le mercredi 15 septembre, en l'église Saint-Etienne-de-Mareil-Marly, à 10 h 30.
L'inhumation aura lieu au cimetière du Pecq (Yvelines).
13, allée des Chasseurs,
Domaine de Grandchamps,
Le Pecq (Yvelines).

— M. et Mme Pierre Malet et leurs enfants,
M. et Mme Marius Malet,
M. Timothée Oriol,
Et les familles Malet, Oriol, Vonmeurs, Salino, Demont et Metro,
ont la douleur de faire part du décès d'
Eric MALET,
survenu accidentellement le 7 septembre 1982.
La cérémonie religieuse sera célébrée, le mardi 14 septembre 1982, à 16 heures en l'église Saint-Christophe, de Créteil, place de l'Eglise.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Créteil dans le caveau de famille.
18 bis, boulevard de la Bastille,
75012 Paris.

— Sa famille, ses camarades, ses élèves et tous ses amis
ont la douleur de faire part du décès de
M. Albert SOBOUL,
professeur
à l'université Paris-I Sorbonne,
survenu le 11 septembre 1982, à Nîmes, à l'âge de soixante-huit ans.
Les obsèques auront lieu, le mercredi 15 septembre à Paris, au cimetière du Père-Lachaise. Un hommage sera rendu à 11 heures devant le Mur des Fédérés.
Cet avis tient lieu de faire-part.
119, rue Notre-Dame-des-Champs,
Paris-6e.

(Lire en première page.)

— Mme Joseph Torron,
Ses enfants, Saby, Rita, Armand, Henri,
Ses alliés et ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur cher époux, père, beau-père et grand-père tant aimé,
M. Joseph TORRON,
survenu le 16 août 1982.

— M. et Mme Robert Zagdoun et leurs enfants,
M. Félix Zagdoun et ses enfants,
M. et Mme René Zagdoun et leurs enfants,
Mme Elsie Filus,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Victor ZAGDOUN,
commandeur de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1914-1918,
capitaine dans les F.F.L.
détaché
auprès des Forces britanniques,
ancien délégué général
de la Croix-Rouge française
en Egypte,
survenu le 10 septembre, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

هكذا من الأصل

Publicité

Le Monde

culture

ARTS

La mort du peintre Wilfredo Lam

Le peintre cubain Wilfredo Lam est mort à Paris le 11 septembre d'une longue maladie. Il était âgé de quatre-vingts ans.

Lam était Cubain, mais sa peinture, multipliant les apparitions les figures mythiques, qu'est-elle ? La biographie du peintre son parcours, ses voyages, sa découverte du Vieux Monde, sa rencontre tardive du surréalisme l'ont nourri jusque dans ses plus secrètes formulations. Lam, *dit André Breton*, l'étoile de la liane au front et tout ce qu'il touche brûlant de lucioles... Lam, *dira-t-il encore*, dispose instinctivement du trésor de la vision primitive... tout en étant maître de la technique la plus évoluée..., et en participant de la manière la plus émue de la conscience sociale de ce temps. »

Wilfredo Lam est né en 1902 à Sagua-la-Grande (Cuba), d'un père Chinois et d'une mère Cubaine noire. Après un court passage par l'école des beaux-arts de La Havane, il se rend en Espagne où il vit dix-sept ans, jusqu'au temps de la guerre civile. Puis il arrive à Paris en 1938, et y expose pour la première fois Galerie Pierre (Pierre Loeb). Picasso l'a introduit auprès de Breton, le groupe surréaliste l'accueille, il devient l'ami de Brauner, de Dominguez, d'Eluard, d'Ernst, de Masson, de Tanguy, de Michel Leiris aussi. Et c'est avec Breton, Masson et Levi-Strauss qu'en 1941 il retourne aux Antilles.

Il travaille et voyage à Haïti, à la Martinique, à New-York, au Venezuela, à Mexico, en Suède, en Italie... mais vivra plutôt à Paris, à partir des années 50.

En Espagne, Lam est allé au Prado et y a découvert le fantastique et l'imaginaire de Bosch et de Breughel, les ressources rythmiques de la composition chez Le Gréco, avant de voir les sculptures de Guinée et du Congo. En Espagne déjà, de réalistes, ses toiles étaient devenues des lieux d'apparitions fantomatiques de plus en plus denses, un théâtre assumant le drame personnel de l'artiste — la mort de sa femme et de son fils — puis le drame de la guerre civile. Il a peint des Pietàs, des mères aux faces anguleuses, marquées de cicatrices, des maternités.

Picasso, son parrain en peinture, qu'il a rencontré en Espagne avant de le retrouver à Paris, l'aura aidé à libérer cette écriture originale, ses audaces, dans lesquelles Lam parvenu à maturité, pourra enfermer les attributs de la magie et de la poésie tropicale, tels qu'ils apparaissent dans la Jungle, *de 1943, le tableau du Musée d'art moderne de New-York, où l'artiste, comme jamais auparavant, mêle les formes végétales étirées, les feuillages et les figures articulées comme des branchages et des troncs.*

Le dessin dans cette peinture a son importance, qui est toujours là pour capter les êtres réels et imaginaires hérissés de cornes, de doigts, de sexes, de piques peuplant cet univers dense ; décanté après la guerre avec l'apparition de vastes aplats et des figures de plus en plus simplifiées, la multiplication des transparences floues dans un espace plus clair, aux tonalités bistres, feuilles mortes, qui rappellent Cézanne parfois. Comme pour contrebalancer cette évolution, le peintre, sur le tard, a essayé de traduire ses visions en de grandes sculptures, de terres cuites et d'airain.

Lam, peintre dans la mouvance du surréalisme, aura introduit une profusion onirique hors du commun, énigmatique, toujours fascinante attestant ses racines afro-cubaines. Il était resté très proche de son pays, où il avait reçu les plus hautes distinctions artistiques, et où on l'avait vu à la tête de la Marche du peuple combattant, *en mai 1980, à La Havane.*

GENEVIÈVE BREERETTE.

MUSIQUE

AU FESTIVAL DE BESANÇON

La réconciliation

Tout en conservant son cadre traditionnel — grands orchestres et grands solistes, — qui, avec le temps et la multiplication des fêtes musicales à travers la France, a perdu un peu de son éclat, le Festival de Besançon prend peu à peu, sous la direction de Jacques Kreisler et Pierre Lagrange, de nouvelles orientations. Ne voulant plus se contenter du répertoire classique et romantique, il cherche à faire participer doucement une région assez traditionaliste aux courants qui parcourent la musique aujourd'hui.

Deux directions principales : la découverte de l'époque baroque — dont nous reparlerons — et la musique contemporaine. Dans ce dernier domaine, il est certain que les cours d'interprétation donnés pendant toute une semaine par Claude Helffer, un des plus grands interprètes de Boulez et de Xénakis, constituent une des ouvertures les plus intéressantes et efficaces au langage contemporain, en faisant tomber les préventions et entrer directement dans le mystère du nouvel acte créateur.

Dans le même souci d'implantation, il est excellent d'avoir confié aux professeurs du conservatoire de Besançon le soin de monter un programme consacré aux *Six Sequenze* de Berio pour la conclusion du festival, le 19 septembre.

Au terme d'un très bon concert, dimanche soir (et deux jours avant Montbéliard), Claude Helffer et Clara Bonaldi ont donné la création française d'une œuvre récente de Xénakis pour pianos et violons, *Dikhthas* (1980), où les protagonistes sont pris dans une sorte de mécanisme infernal. C'est une lutte haletante à travers « *un flux dynamique variable qui explore des traits spécifiques aux deux instruments* », avec notamment de terrifiantes cadences de violons, *glissandi* en double corde, attaques brèves et décharnées, bariolages frénétiques. Si parfois les instruments semblent se rejoindre, s'accorder, très vite la tension reprend sur une note qui s'enfle, un trait qui démarre en flèche, une sinusoïde perfide, et le feu gagne de toutes parts. Etrange partition superbement interprétée et qu'on a dû lisser.

Claude Helffer avait joué auparavant *Six Etudes d'après Piranèse*, d'André Boucourechliev, jeux féroces d'un compositeur, qui est lui-même un vrai pianiste et multiplie des prouesses dont on ne saisit pas toujours la logique intérieure.

Un vieux sage arabe

La veille, dans une ville satellite, à l'Espace Planoise, petite maison de la culture très moderne, gérée par une société coopérative ouvrière de production, l'ensemble 2e 2m, avait présenté à un public curieux de connaître les œuvres de son temps un programme non moins remarquable. Autour des *Contrastes* de Bartok et de la *Sonatine pour flûte* de Boulez, Paul Mefano avait groupé, comme dans un bouquet, des œuvres très différentes et savoureuses (à part un *Hommage à Bartok*, agréable mais un peu simplet, de Carmelo Bernaola) : *le Temps rebelle*, d'Ahmed Essyad, en création mondiale, pour la flûte basse de Pierre-Yves Artaud, remâchant la poétique méditation d'un vieux sage arabe, dépositaire des trésors d'une tradition, accompagnée par un piano aux accents mordants ; *les Traits suspendus*, de Mefano lui-même, conglomérat explosif de jeux de bouche, de langue, et de percussion, sur une flûte octobasse amplifiée, d'une présence et d'une force rythmique extraordinaires ; et aussi un trio pour piano, flûte et clarinette, tout étonné d'être là, de Maurice Emmanuel, musique du début du siècle, désinvolte, chaleureuse, pétrie d'originalité, qui parfois, fait présager Bartok (1).

Nul sectarisme, on le voit, au Festival de Besançon, qui présentait aussi, dimanche, à la cathédrale, pendant l'office, la création d'une *Messe solennelle* en français, de Jacques Chailley, d'autant plus remarquable que le compositeur est bien connu comme un défenseur du latin et du grégorien. C'est tout à son honneur d'avoir prouvé que l'on peut écrire une œuvre rayonnante de piété sur le texte français de l'Ordinaire. Si l'adaptation du *Credo II* latin aux répliques de l'assemblée à l'unisson se heurte à des difficultés prosodiques difficilement surmontables, les réponses polyphoniques, d'un puissant accent médiéval ou bien en un tissu serré diffusant la lumière comme un vitrail, sont d'une grande beauté, ainsi que le rude *Kyrie*, le *Gloria* et l'*Agnus dei*, très limpides, et surtout le *Sanctus*, où les paroles françaises mêlées flambent comme un puissant ardent. Chailley n'a pas été pour rien un maître du renouveau choral en France, il y a bien des décennies, au temps de l'Alanda. IIL a eu la chance d'avoir pour interprète les Chenestrels d'Antoine Agazzi et la chorale de Rouvres, dirigée par François Nappey.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Un second concert de 2e 2m donné à Arc-et-Senans, offrait des œuvres de Grisey, Szymanowski, de Pablo, Castiglioni et Berg, à la mémoire d'Antoine Goléa.

La péniche-Satie

C'était charmant, dimanche après-midi, canal Saint-Martin, sur la « péniche-Opéra », ce premier des trois programmes d'un jour consacrés à Erik Satie. La pianiste en costume marin portait un canotier et la chanteuse chantait. La première, derrière son bouquet d'œillets, était Claude Lavoix ; la seconde, en robe vert amande et boa blanc, Hélène Delavault, la voix splendide, ressuscitait une diva de l'Empire, des histoires de chapelier et des scandales d'omnibus des valses sentimentales et des aveux d'amantes dans le style caf' conc' 1900.

Toutes les mélodies sont signées de ce « *moyenâgeux égaré dans le siècle* » qu'aimait bien Debussy. Drôle de Satie.

D'aussi jolies chansons, Hélène Delavault devrait les donner à nouveau, car, tout au fond de l'embarcation animée par Mireille Laroche, on distinguait mal les paroles. On a compris Léon-Paul Fargue, par ci, et, par là, Satie lui-même. Satie, auteur impénitent de bons mots dans la veine de ces anecdotes brèves et plaisantes écrites de sa calligraphie gothique au fil des partitions de *Sports et divertissements*. De boutade en baliverne, dessous et dessus les portées, le compositeur, qui ignorait l'emploi des barres de mesure, indiquait ainsi à son interprète les humeurs à traduire : « le traîneau », « le tennis », « le yachting », « la chasse », « le pique-nique », etc.

Pierre Danais, maître des cérémonies, a dit ces textes un par un, en guise d'introductions miniatures. Chaque historiette envoyée, Jean-Claude Pennetier les illustrait au piano. Sans esprit de sérieux. Tout était bien, léger. Quelle époque, M. Erik !

Il y a eu, enfin, l'hommage maison de Jean-Paul Farré. Lundi sont prévus des « coups de chapeau » tous azimuts (vidéo, cinématographe, lanterne magique, musiques aussi — dédiées à Satie et signées notamment Jean-Yves Bosseur, Renaud Gagneux, Nicolas Frize...) et la présence d'un pianiste, Pierre Pontier. Mardi soir, Martine Joste accompagnera la chanteuse Irène Jarsky, et France Clidat assurera en soliste un récital Satie.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ La Péniche-Opéra, face au 188, quai de Jemmapes, le 13 et 14 septembre, 21 h 30.

EXPOSITIONS

A TRAVERS LES MANUSCRITS DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

La médecine médiévale

On ne connaissait pas les manuscrits à peinture où revit la médecine médiévale. Ils ont été choisis parmi les plus beaux (la sélection fut difficile) de l'immense fonds médical conservé à la Bibliothèque nationale. Le profane y trouvera son compte, tout comme les participants du vingt-huitième congrès de la Société internationale d'histoire de la médecine : suscitée à leur intention par leur président, M. Jean-Charles Sournia, une telle exposition les a passionnés, eux, à double titre.

Tant d'images dont les siècles n'ont pu faner l'éclat enluminent des textes qu'il serait vain de chercher à déchiffrer (ces pages sont calligraphiées en latin, en grec, en hébreu, en arabe, en chinois, ou bien en français, en anglais, en italien), on en saisit pourtant le sens à travers les notices du catalogue. On suit, grâce à l'exposé clair et dense de Marie-José Imbault-Huart, l'histoire de cette lutte millénaire contre la souffrance et la mort, entreprise par un art soumis à la théologie, incorporé à la somme des connaissances de l'époque et s'appuyant tout de même sur l'observation et l'expérience.

Etape-clef, « *le Moyen Age témoigne d'une universalité qui lui a permis de réaliser la synthèse des trois grands courants du savoir parvenus jusqu'à lui : la pensée antique, la doctrine chrétienne, la culture et la science orientales* ».

La pensée antique, c'est Aristote, bien sûr, redécouvert par les Arabes. C'est aussi Hippocrate magnifiquement évoqué sur un double feuillet d'un manuscrit byzantin, c'est Galien traduit dans toutes les langues, et, plus tardif, Oribase, médecin de l'empereur Julien, qui compila tout l'héritage du passé et dont quelques œuvres survivent en deux rarissimes manuscrits, espagnol et français, de l'époque carolingienne.

Plus tard, autour de l'an 1000, on voit le vizir Avicenne, esprit universel, conserver avec son disciple, dans la version du *Canon*, de Gérard de Crémone, traducteur qui a transmis à l'Occident, en soixante-dix ouvrages, le plus clair de l'apport païen et musulman. Car la science médiévale est le confluent de toutes les cultures, y compris la judaïque : en fait foi un extraordinaire homme-zodiaque (les traités astrologiques sont nombreux) dans un manuscrit hébreu du douzième siècle. Des cultures qui, en ce qui concerne l'art de guérir, ont transité par la rayonnante Ecole de Salerne avant de s'épanouir à Montpellier.

Une étrange trépanation

L'itinéraire établi par Mme Lise Dubief est jalonné d'abord par les traités de médecine. Ceux de Barthélémy l'Anglais, *Des propriétés des choses*, sont transcrits sur des manuscrits somptueusement ornés : sous le pinceau d'Evrard d'Espinques, un médecin au chevet d'un malade dont il examine les urines, ou encore debout dans un cuveau, un homme couvert de furoncles qu'un bain va soulager. Dans d'autres manuscrits, c'est un toucher rectal, ailleurs un cadavre sur une table de dissection.

Et avec les leçons d'anatomie, on assiste aux progrès de la chirurgie : les appareils construits pour réduire les fractures, l'étrange trépanation indiquée par Charafed-Din, médecin chirurgien turc — la césarienne figurant parmi les plus belles miniatures de la traduction française de *l'Histoire du monde*, de Paul Orose, miniatures dues sans doute à une élève de Jean Fouquet. Un manuscrit chinois du seizième siècle nous invite aux points d'acupuncture...

Un herbier exceptionnel

Dans la pharmacopée, où l'empirisme populaire vient épauler l'acquis livresque des clercs, les remèdes à base de plantes sont prétexte à une imagerie pleine de poésie. Une édition italienne du onzième siècle du *De materia medica*, de Dioscoride, qui, vu son état d'usure, a dû être abondamment consultée, est le plus ancien herbier, et l'un des plus beaux qui nous soit parvenu. Parmi les manuscrits arabes, on s'arrête notamment devant le *Livre de la Thériaque*, de l'Ecole de Bagdad, et, parmi les nombreux exemplaires du *Livre des simples médecines*, de Plactarius, devant celui que Robinet Testard a enluminé, ouvert ici à la *Récolte du baume*.

Déjà le thermalisme était en faveur : du poème de Pierre d'Eboli sur les bains de Pouzzoles on connaît au moins vingt manuscrits, en voici deux fort pittoresques. Quant aux hôpitaux (celui du Saint-Esprit de Dijon, l'Hôtel-Dieu de Paris) où les religieux hospitaliers accueillaient autant les nécessiteux que les malades, ils montrent l'étroite interdépendance de la religion et de la médecine. Le Moyen Age n'a pas attendu Ambroise Paré pour affirmer que c'est Dieu qui guérit. C'est Dieu, en l'occurrence, dans un manuscrit du dernier quart du quinzième siècle, par l'intervention de « Monseigneur Saint-Louis », le roi faiseur de miracles sur son tombeau.

En ces temps d'effroyable mortalité, la gent médicale était impuissante, et loin d'être épargnée : *La mort entraînant le médecin*, admirable enluminure d'un manuscrit de l'Ecole de Rouen et, de la même école, le final grandiose du *Triomphe de la mort* déployé en pleine page pour illustrer Pétrarque. Quelle moisson sous la faux du squelette !

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Bibliothèque nationale, salle Mortreuil, 58, rue Richelieu. Jusqu'au 5 octobre.

THÉATRE

« LETTRE AU PÈRE », au Petit-Montparnasse

Un papa diminué

Légion sont aujourd'hui les dirigeants de théâtre — ceux par exemple qui choisissent ce qui sera programmé — qui se méfient du théâtre, ou le méprisent.

Tout se passe comme si ces gens-là trouvaient que le théâtre, avec ses gestes, ses cris, ses toiles peintes, ses lumières, ses comédiens sur leur lancée, était quelque chose à leurs yeux de trop remuant, affiché. De trop vulgaire peut-être.

Ils sont les cerveaux du théâtre, ils ont une culture philosophique et politique, parfois une pratique psychanalytique. Ils naviguent dans les empyrées. Et lorsqu'il s'agit d'établir un projet de théâtre, ils s'en voudraient de penser « scénique », ou « dialogué », ou « agi » : ils font exprès de choisir un texte avec lequel ils n'échangent que de la réflexion pure, de l'activité mentale pure.

Aucun texte de Kafka ne se prête moins à l'activité théâtrale que la *Lettre au père*. C'est le type même du texte intime, privé, à lire tout bas, seul. Texte atone, circonscrit, froid, catalogue complet et bien classé de ce qu'un fils peut reprocher à son père en tant que père, épluchage d'abus, de manquements, de rancunes. A la demande, semble-t-il, de sa mère, Kafka ne remit pas cette lettre au père.

Tout déplacement, tout étalage, tout déguisement, tout forcing de voix, de ce document, en dénaturent la substance, et ne suscitent rien de bien attachant, ni nécessaire. Mais voilà : ce texte, comme tout ce qu'a écrit Kafka, est génial, et sa richesse constitue un aliment tout-trouvé, tout fait, et sans défense, aux besoins naturels de cogitation de tout fils, — de tout fils qui comme il se doit a un solide contentieux avec papa ; et la plupart du temps même les metteurs en scène sont fils d'un papa, comme tout le monde.

Jean-Gabriel Nordmann, acteur et metteur en scène, s'est excité, a fonctionné fiévreusement, sur la *Lettre au père* de Franz Kafka. Cela en tant que fils, qu'intellectuel, que philosophe, qu'érudit, que connaisseur en psychanalyse, et même que kafkaïen. Et voilà que de fil en aiguille il a poussé ce texte vers le théâtre, vers la scène.

Le résultat n'est pas exaltant. Dans les ombres d'une table et d'une chaise géantes, un tout petit papa, usé, cassé, banal, se blottit dans une bergère, alors que le père de Kafka était une force de la nature (mais si l'on « adapte » au théâtre, il faut bien adapter), et sur le devant de la scène un Kafka crâneur pérore en glissant parfois une petite pointe spirituelle.

Sous couleur de standing culturel et d'élégance intellectuelle dans le vent, ces théâtralisations de textes non scéniques ou anti-scéniques mènent à des soirées vaseuses, entre deux eaux troubles.

Le décor de Lucio Fanti, la mise en scène de Jean-Gabriel Nordmann, et l'interprétation de Gérard Chaillou (Kafka) et André Lacombe (Kafka senior), ont du moins le mérite de nous indiquer que le petit Franz Kafka, enfant précoce, anxieux, pervers, inventif, a sûrement mené, à son croque-mitaine de père, la vie très dure.

MICHEL COURNOT.

★ Petit-Montparnasse, 21 heures.

■ **Le centre d'action culturelle de Montreuil organise du 14 au 21 septembre une manifestation intitulée « Les métiers du cinéma ». Après les métiers de réalisateur, producteur, historien, c'est à celui de comédien que seront consacrés les débats en présence de professionnels du cinéma.**

★ Studio municipal, 6, rue Marcelin-Berthelot, 93105 Montreuil, tél. : 857-38-01.

■ **M. Dominique Wallon, directeur de la mission culturelle au ministère de la culture, a co-signé, le 10 septembre à Poitiers avec M. Raoul Cartraud (P.S.), député et maire de Civray (Vienne) et président du conseil régional de Poitou-Charentes et avec M. Guy Fougier, préfet de la région, une convention culturelle liant l'Etat à la région. Une autre convention culturelle liant la ville de Poitiers à l'Etat a été également signée vendredi, la ville de Poitiers étant représentée par son maire, le député Jacques Santrot (P.S.).** — *(Corresp.)*

■ **Le théâtre d'ombre de La Houka magique de Quimper s'est vu attribuer le « Guignol d'or » du septième Festival de marionnettes de Lyon. Le Prix de la manipulation a été remis à la troupe Bosc-Dumarcet de Clermont-Ferrand.**

CINÉMA

« Jamais avant le mariage »

de DANIEL CECCALDI

Au terme d'une suite de quiproquos, un éleveur de poulets, milliardaire, marie sa nièce (également milliardaire) à un saint-cyrien fauché. C'est l'union de la Rolls et du casoar. Fleur bleue et eau de rose, une touche de tricolore : malgré quelques gros mots et quelques incartades, on pourrait se croire chez Delly ou Zénaïde Fleuriot. Mais nous sommes chez Marcel Dassault à qui revient l'idée de ce suave badinage dont Marcel Jullian a écrit l'adaptation et que Daniel Ceccaldi a mis en scène.

Que dire d'autre ? La naïveté, la candeur, la gentillesse du récit nous désarment. On ne tire pas sur une bulle de savon, la bulle se volatilise d'elle-même. Aussitôt vu, aussitôt oublié, *Jamais avant le mariage* a pour principaux interprètes Jean-Pierre Marielle et Mireille Darc, le premier superbe de truculence, la seconde délicieuse dans son rôle d'illusionniste chapardeuse. Quant à Marcel Dassault, il construit de trop beaux avions pour qu'on lui tienne rigueur de ses innocentes escapades cinématographiques. — J. B.

★ Voir les films nouveaux.

« Yol » ou le sens d'un accueil

Quarante minutes de queue. Une salle populaire du quartier Latin archi-comble, attentive, émue. A la fin de la projection, un grand silence, puis des applaudissements.

On a dit et écrit beaucoup de choses sur Yol, *le film de Yilmaz Güney (1). Mais l'événement, c'est aussi la manière dont il est reçu par le public. Certes, il a la Palme d'or, le lancement publicitaire, l'histoire particulière de sa fabrication. Tout cela joue en sa faveur. Mais le plus important, c'est de constater aujourd'hui qu'un film du tiers-monde, donnant à voir un pays et une réalité sous le signe d'une grande différence de civilisation et de culture, un film dur, violent, sans complaisance, ne ressemblant à aucun de ces produits manufacturés à Hollywood ou à Cinecitta, trouve en France sa place et son public, une place de choix et un public large.*

Yol *est peut-être en train de faire tomber des préjugés et des obstacles chez ceux qui distribuent et programment les films en France. Voici un film de qualité qui arrive à s'imposer dans les circuits commerciaux et qui prouve qu'il existe un public non négligeable pour voir, aimer, en tout cas accueillir avec intérêt les cinémas venus d'une autre durée, produits par des imaginaires lointains et étrangers. Le succès de* Yol *va peut-être ouvrir les portes aux films de qualité qui sont montrés souvent dans des festivals et collectionnent les prix et récompenses, mais sont boudés par les distributeurs qui prétendent qu'ils ne trouveront pas de public et qu'ils ne marcheront pas.*

*Comme le dit Louis Marcorelles (*le Monde *du 31 août) :* « Tout film du tiers-monde n'est pas bon parce que venant de ce même tiers-monde » ; *mais, il existe un certain nombre de films qui méritent d'être montrés à ce même public qui a applaudi* Yol. *Citons le dernier film du Libanais Borhane Alaouie,* Beyrouth, la rencontre ; Nahla, *de l'Algérien Farouk Belloufa ;* la Noce, *du groupe tunisien Nouveau Théâtre ;* 44 ou les récits de la nuit, *du Marocain Moumen Smihi ;* l'Ombre de la terre, *de Taïeb Louhichi (Tunisie), etc.*

TAHAR BEN JELLOUN.

(1) *Le Monde* du 2 septembre.

VARIÉTÉS

A L'OLYMPIA

Hervé Vilard évolue

De tout temps, certains personnages qui ont hanté la chanson française, ont été désarmants de puérilité, avec une innocence qui n'effaçait pas forcément une inspiration grossière. Hervé Vilard fait indéniablement partie de cette catégorie de « pousseurs » de rengaines.

Frère spirituel de Dalida, aussi bien par les intonations, les gestes emphatiques, que par le répertoire pour midinettes où le « cœur » est privilégié et les sentiments portés en étendard, Vilard a depuis *Capri c'est fini, Fais-la rire, Amore bello, Nous*, une clientèle fidèle d'année en année, une évolution du chanteur vers moins d'outrance dans le mélodrame, vers plus de sobriété, en somme. A l'exemple de l'accordéoniste Yvette Horner, Vilard se place même dans l'air du temps et à l'Olympia où il séjourne pour deux semaines, il utilise, pour un titre, un peu des couleurs de Nashville. — C. F.

★ L'Olympia, 21 h.

هكذا من الأصل

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

Beaubourg (277-12-33), 15 h, 17 h et 20 h : cinéma. Vidéo : Cycle et films nouveaux. – Théâtre, 20 h 30 : le Naufrage du Titanic.

Les autres salles

Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie de Paris (281-00-11), 18 h 15 : l'Éveil du printemps ; 22 h : Figaro Solo.
Daunou (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.
Espace Gaîté (327-95-94), 18 h 30 : le Carrousel des étoiles ; 20 h 30 : la Planque.
Gaîté Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 : l'île de Tulipatan ; 22 h : Patrick Font.
Huchette (326-38-99), 20 h 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h 30 : la Leçon ; 22 h 30 : Okame.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir : 20 h 30 : la Papesse américaine ; 22 h 15 : Vacances écossaises. – Théâtre rouge : 20 h 30 : Tchoufa. – Petite salle : 18 h 30 : Parlons français ; 22 h 15 : le Fétichiste.
Mathurins (265-90-00), 21 h : Emballage perdu.
Nouveautés (770-52-76), 20 h 30 : Folle Amanda.
Palais des glaces (607-49-93), 21 h : Chopelia.
Poche-Montparnasse (548-92-97), 21 h : Flock.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : les Babas cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : Vous descendez ?
Blancs-Manteaux (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier. II : 20 h 15 : Pas une pour rattraper l'autre ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Comment ça va Zanni ?
Café d'Edgar (322-11-02), I : 20 h 30 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 45 : Mangeuses d'hommes. II : 20 h 30 : Chantons sous la psy ; 21 h 45 : L'amour, c'est comme un bateau blanc.
L'Ecume (542-71-16), 20 h 30 : Ramon Reinaud ; 22 h : Contes de Provence.
Fanal (233-91-17), 20 h : la Manipule ; 21 h 15 : les Grandes Sartreuses.
Le Petit Casino (278-36-50), 20 h 30 : Viens voir les artistes.
Point Virgule (278-67-03), 20 h 15 : le Petit Prince ; 21 h 30 : Tranches de vie.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h 15 : le Retour de l'Arlésienne ; 21 h 20 : Les huîtres ont des bérets ; 22 h 30 : le Pain de ménage, le Défunt.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h : Achetez François.
Théâtre des Deux-Anes (606-10-26), 21 h : C'est pas tout rose.

Le music-hall

Bouffes du Nord (239-34-50), 21 h : J. Guidoni.
Comédie de Paris (281-29-36), 20 h 30 : Je persiste et signe... Brel.

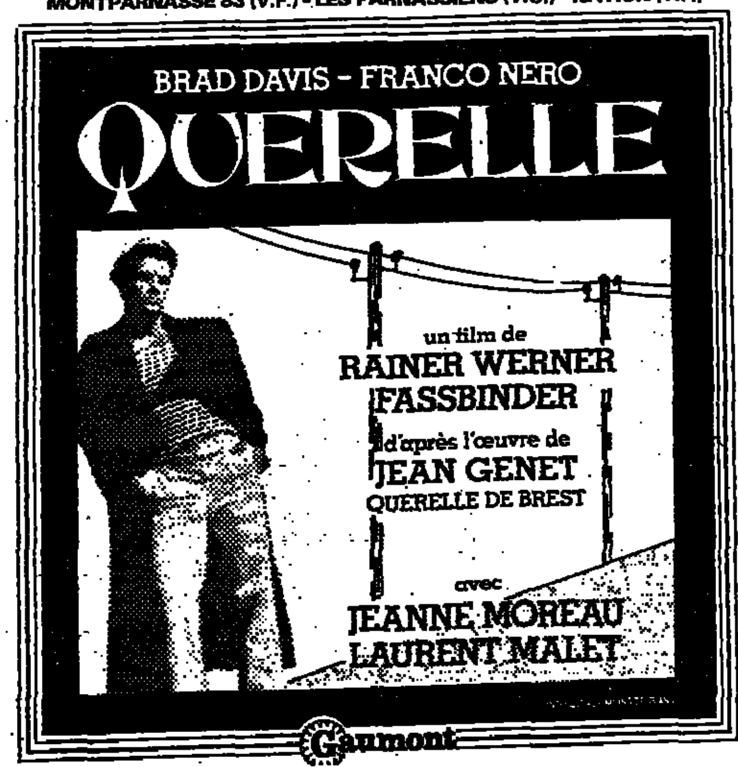
Concert

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 21 h : T. Willemstijn, soprano, P. Hantai, clavecin, J. Hantai, basse de viole (le petit livre d'Anna Magdalena Bach).
Péniche Opéra, 21 h 30 : Soirée Erik Satie.

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h 30 : Zanini Jazz Session.
Chevaliers du Temple (277-40-21), 22 h : Easy Brothers Jazz.
Petit Journal (326-28-59), 21 h 30 : Alligator Jazz Band.
Petit Opportun (236-01-36), 23 h : A. Villager, R. Portier, H. Sellin, P.-Y. Sorin.





Lundi 13 septembre

Les festivals

XVIIe FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (225-22-55)

Radio-France, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. E. Krivine, sol. N. Bodnar, violon (Brahms, Stravinski).
Sainte-Chapelle, 18 h 30 et 20 h 30 : Ensemble « A Sei Voci » (Ecole Notre-Dame, Machaut).

RENCONTRES DU CARREAU DU TEMPLE

Carreau du Temple (274-46-42), 16 h : l'Acrobate-pâtissier ; 18 h : la Cour des miracles ; 18 h 30 : le Sicilien ; 20 h : Mélodrame ma non troppo ; Arlequin poli par l'amour ; 20 h 30 : le Journal d'Anne Frank.

FESTIVAL INTERNATIONAL DE MONTMARTRE (606-58-48)

Centre d'arts celtique, 20 h 30 : Alpha Pax, jazz.

FESTIVAL DE MUSIQUE DE CHAMBRE DE PARIS (260-31-84)

Eglise des Billettes, 20 h 30 (Beethoven) : Intégrale des trios pour violon, violoncelle et piano, J.-J. Kantorow, Ph. Muller, J. Rouvier.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h : les Vampires, de L. Feuillade (épisodes 9 et 10) ; 17 h : Hommage à Pierre Brasseur : Sans famille, de A. Michel ; 19 h : la Tête contre les murs, de G. Franju.

Les exclusivités

AMERICAN TOUR OF THE ROLLING STONES 1981 (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LES ANNÉES DE PLOMB (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
A ARMES ÉGALES (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; (v. f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8^e (562-41-46). – V.f. : 3 Haussmann, 9^e (770-47-55).
BANDITS, BANDITS... (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65).
BONGO MAN (Jap., v.o.) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
BREL (Fr.) : Paramount City, 8e (562-45-76).
CALIGULA ET MESSALINE (A., v. o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45). – V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
LA CHÈVRE (Fr.) : Français, 9e (770-33-88).
CINQ ET LA PEAU (Fr.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LE CORBILLARD DE JULES (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
COUNTRYMAN (Ang., v.o.), Forum, 1er (297-53-74) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
LA DERNIÈRE VAGUE (Aust., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
LES DIPLOMÉS DU DERNIER RANG (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
DRESSÉ POUR TUER (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83).
L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.) : J. Cocteau, 5e (354-47-62). H. sp.
FITZCARRALDO (All., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
GEORGIA (A., v. o.) : Cluny Écoles, 5e (354-20-12) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
GREASE II (A., v. o.) : Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Rivoli-Cinéma, 4e (272-63-32) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Bergère, 9e (770-77-98).
HAMMETT (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
JAMAIS AVANT LE MARIAGE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70), mat. ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27), mat. ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Le Paris, 6e (359-53-99) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86), mat. ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy Pathé, 18e (552-46-01), mat. ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96), mat.
LEÇONS TRÈS PARTICULIÈRES (A.) (*) v.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LÉGITIME VIOLENCE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy Pathé, 17e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LE LION DU DÉSERT (A.) (v. angl.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88).
MAD MAX II (Aust., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 6e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) : U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
LA MAISON DU LAC (v.o.) : U.G.C. Biarritz, 6e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22).
LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A.) (v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

SPECTACLES

LES MAITRES DU TEMPS (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), H. sp.

MEGAFORCE (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

MISSING (PORTÉ DISPARU) (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18). — V.f. : Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

MOURIR A 30 ANS (Fr.) : 14 Juillet Racine, 6e (633-43-71).

LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).

PARADIS POUR TOUS (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LES FILMS NOUVEAUX

ÉPOUVANTE SUR NEW-YORK, film américain de Larry Cohen ; v.f. : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LA FÉLINE (*), film américain de Paul Schrader ; v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

LE GRAND FRÈRE (*), film français de Francis Girod. Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

MEURTRES EN DIRECT, film américain de Richard Brooks ; v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

ON N'EST PAS SORTI DE L'AUBERGE, film français de Max Pecas. Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

QUERELLE (**), film franco-allemand de Rainer Werner Fassbinder, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Nations, 12e (343-04-67).

PARASITE (A., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).

PARSIFAL (All., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

PASSION (Fr.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83).

LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

PORKY'S (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

POUR 100 BRIQUES, T'AS PLUS RIEN (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

LES 40e RUGISSANTS (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Calypso, 14e (380-30-11) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

QU'EST-CE QUI FAIT COURIR DAVID ? (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

QU'EST-CE QU'ON ATTEND POUR ÊTRE HEUREUX ? (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

REDS (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

ROX ET ROUKY (A., v.f.) : Napoléon, 8e (380-41-46).

LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).

TAG, LE JEU DE L'ASSASSINAT (A., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

L'USURE DU TEMPS (SHOOT THE MOON) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

YOL (Turc, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).

Les grandes reprises

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91).

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Quintette, 5e, (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Parnassiens 14e (329-83-11).

BANANAS (A., v.f.) : Cinoches, 9e (633-10-82).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (544-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

BEN HUR (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).



CABARET (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Action-Christine, 6e (325-47-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

CASABLANCA (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46) ; Action-République, 11e (805-51-33) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07). H. sp.

LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.), Action-Christine, 6e (325-47-46).

DÉLIVRANCE (A., v.f.) (*), Opéra-Night, 2e (296-62-56).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

2001, ODYSSÉE DE L'ESPACE (A. v.o.) : J. Cocteau, 5e (354-47-62).

DON GIOVANNI (It., v.o.), Calypso, 17e (380-30-11).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Acacias, 17e (764-97-83) ; V.f. : Movies, 1er (260-43-99) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'EXORCISTE (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

EXTÉRIEUR NUIT (F.) : Studio Cujas 5e (354-89-22).

LE FANFARON (It., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

LA FELINE (A. v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).

FELLINI ROMA (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.), Action-Christine, 6e (325-47-46).

FRENZY (A., v.o.) (*) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA FUREUR DU DRAGON (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50).

LE GUÉPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.f.) : Haussmann, 2e (770-47-55) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) : Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

LES INDOMPTABLES (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66) H. Sp.

L'INTROUVABLE (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).

IRMA LA DOUCE (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

MICKEY, DONALD, PLUTO ET DINGO EN VACANCES (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; La Royale Disney, 8e (265-82-66) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

LES MISFITS (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07). H. sp.

LA MORT AUX TROUSSES (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) ; Ranelagh, 16e (288-64-44).

NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20).

ON L'APPELLE TRINITA (It., v.f.) : Montmartre Ciné, 18e (606-63-35).

ON CONTINUE A L'APPELER TRINITA (It., v.f.) : Marignan, 8e (359-92-82).

ON NE VIT QUE DEUX FOIS (A., v.o.) : Olympic Halles, 1er (278-34-15) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

OPÉRATION TONNERRE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42). — V.f. : Arcades, 2e (233-39-36).

OSSESSIONE (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

PANIQUE A L'HOTEL (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

PSYCHOSE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LES RAISINS DE LA COLERE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).

ROCCO ET SES FRÈRES (It., v.o.) : A. Bazin, 13e (233-74-39).

SAMSON ET DALILA (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-39-36).

LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

SOUPÇONS (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66). H. Sp.

LA STRADA (It., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).

SWEET MOVIE (Can., v.o.) (**) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

UN AMOUR DE COCCINELLE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 4e (278-47-86) : le Dernier Round.

CARY GRANT (v.o.) : Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : Indiscrétion.

HUMPHREY BOGART (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : En marge de l'enquête.

FRITZ LANG (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : l'Invraisemblable Vérité.

UNE HISTOIRE DU CINÉMA AMÉRICAIN (v.o.) : Olympic 14e (542-67-42) : Tous en scène.

LUIS BUNUEL : Denfert, 14e (321-41-01). En alternance : le Journal d'une femme de chambre, les Ministères de la nuit, la Voie lactée, le Charme discret de la bourgeoisie, le Fantôme de la liberté, Cet obscur objet du désir, l'Age d'or, Tristana.

Les séances spéciales

A LA RECHERCHE DE Mr. GOODBAR (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 22 h 05.

AMERICAN GIGOLO : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 17 h 30.

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h 15.

BONNIE AND CLYDE (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 14 h.

CARMEN JONES (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 18 h 10.

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

CLAIR DE FEMME (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 15.

DARK VICTORY (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

L'ENFER EST A LUI (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) : 12 et 24 h.

GARDE A VUE (Fr.) : Palace, 15e (374-95-04), 19 h.

GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 19 h 45.

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 15 h 45.

MARATHON MAN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) 22 h 15.

MEAW STREET (A., v.o.) (**) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

MORT A VENISE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h.

NOS PLUS BELLES ANNÉES (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 21 h.

PERFORMANCE (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

LA PISCINE (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 14 h 10.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 13 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 2002 Odyssée du futur.
De I. et G. Bogdanoff.
D'où vient la vie, où va la vie ?
Une soirée composée autour du thème : génétique et histoires. Les théories évolutionnistes de Lamarck et Darwin. Les théories des mutations génétiques.

21 h 35 Cinéma : Au nom de la race.
Film français de M. Hillel et C. Henry (1974). (N.).
En 1936, Himmler crée le « Lebensborn », institution de foyers d'accueil pour les mères célibataires qui seront, en fait, des centres de reproduction de la race aryenne par accouplement de bonnes Allemandes avec des SS. En 1940, il décide la germanisation d'enfants enlevés de force à leurs parents dans les territoires occupés.
Résultat d'une enquête menée pendant trois ans par un journaliste français et sa femme. Film documentaire, montage d'archives et d'entretiens pour révéler — c'est horrible et bouleversant — un aspect mal connu du racisme nazi.

23 h 10 Cyclisme.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : la Flûte enchantée.
De Mozart, chorégraphie M. Béjart, avec l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. K. Böhm.
Le danseur étoile Jorge Donn interprète Tamino. Maurice Béjart a réglé comme un rituel la chorégraphie de ce qui est peut-être l'un des plus beaux opéras de Mozart. Dirk Sanders sait filmer le spectacle très bien. Tout est si bien, si soigné... que l'on s'ennuie un peu.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3



20 h 35 Cinéma (le rire du lundi) : les Ringards.
Film français de R. Pouret (1978), avec M. Darc, J. Gaiomar, A. Maccione, C. Gérard, G. Wilson, G. Fontanel.
Trois truands minables sont tirés de prison par la femme d'un commissaire, chargée de mission au ministère de la condition pénitentiaire. Celle-ci devient leur chef, pour préparer un vol sensationnel.
Bêtise et médiocrité sans limites.

22 h 10 Journal.

22 h 40 Magazine : Thalassa.
Magazine de la mer : deux coques dans le vent.

23 h 10 Musiclub.
« Stabat Mater », de Boccherini, par l'ensemble La Follia.

FRANCE-CULTURE

19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **Présence des arts** : la Biennale de Venise ; exposition Chaissac à Auxerre.
20 h, **Conte pour l'autre**, de L. Dziri ; Hors texte, de M. Floriot.
22 h, **L'autre scène ou les vivants et les dieux** : Jésus, un regard d'exil, par R. Dadoun. Avec P. Dumitriu, textes dits par C. Bermann et M. Derville.
23 h, **Nuits magnétiques.**

FRANCE-MUSIQUE

20 h, **Les muses en dialogue.**
20 h, **Concert** (en direct de la Sainte-Chapelle, Festival estival de Paris) : œuvres de Pérotin, de Cluny, Machaut, Andrieu, Da Caserta, Franciscus, Vaillant, Hasprots, Grimace, de Vitry, Dufay, par l'Ensemble A Sei Voci ; G. De Kerret, haute-contre ; R. Safir, haute-contre ; E. Lestringant, ténor ; R. Oudot, ténor, etc.
22 h 30, **La nuit sur France-Musique** : Musiques de nuit ; 23 h 15, Aspects de la musique française : œuvres de Massenet, Mozart, Chopin.

Mardi 14 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h Météorologie.
12 h 10 Juge box.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 05 A la une.
Naissance d'une exécution : « le Tricorne ».
Une interview de Jean-Claude Casadesus.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.) : La facturation du téléphone.
20 h 35 Musique : Naissance d'une exécution.
Répétitions de l'Orchestre national de Lille, sous la direction de J.-C. Casadesus.
21 h 35 Téléfilm : l'Orage.
D'A. Ostrovski.
Malheurs d'une femme aux prises avec un mari et une belle-mère dans la petite ville de Kalinow sur la Volga, plongée dans l'obscurantisme.
22 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 05 Journal.
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 45 Série : la Vie des autres.
14 h Aujourd'hui la vie.
15 h 05 Série : l'Echange.
16 h Elle court, elle court l'opérette.
16 h 45 Entre vous.
De L. Bériot. La forêt et les plaideurs.
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.) : La facturation du téléphone.
20 h 40 Cinéma : Pile ou face.
Film français de R. Enrico (1980), avec P. Noiret, M. Serrault, Dorothée, P. Arditi, A. Falcon, J. Desailly, G. Legrand.
Dans un grand ensemble, une femme tombe par la fenêtre de son appartement en accrochant ses rideaux. Un inspecteur de police soupçonne son mari de l'avoir poussée et s'acharne sur lui. D'étranges relations s'établissent entre les deux hommes. Transposition, à Bordeaux, d'un roman américain de série noire. Tableau de mœurs, satire sociale et, surtout, deux grands numéros d'acteurs : Noiret et Serrault dans un cache-cache psychologique.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

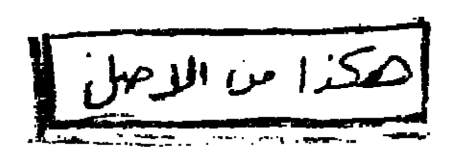
18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre. Réalités humaines.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.) : La facturation du téléphone.
20 h 35 Cinéma : Quelle joie de vivre.
Film franco-italien de R. Clément (1961), avec A. Delon, B. Lass, G. Cervi, R. Morelli, C. Pisacone, P. Stoppa (N.) Rediffusion.
A Rome, en 1922, un jeune homme sans travail s'inscrit aux « chemises noires » de Mussolini. Pour être aimé de la fille d'un imprimeur éditant clandestinement des tracts antifascistes, il joue le rôle d'un militant anarchiste préparant un attentat.
Apport de René Clément à la « comédie italienne », genre méconnu, sinon inconnu, en France, à l'époque. Dans cette fantaisie où l'humour côtoie le drame, où l'ombre du fascisme s'étend sur les personnages, passe une réflexion sur la liberté de l'homme, thème majeur du réalisateur.
22 h 25 Magazine : Mémoires de France.
De P. Ory, réal. : S. Itzkovitch. L'abolition de l'esclavage, avec Aimé Césaire.
Les conditions de vie des esclaves jusqu'au dix-neuvième siècle ; Les principales étapes de leur émancipation obtenue en 1848. Une enquête fondée sur le témoignage des principaux historiens antillais actuels.
23 h 25 Journal.
23 h 55 Prélude à la nuit.
« Simple symphony », de Britten, par l'ensemble La Follia.

FRANCE-CULTURE

9 h 7, **La matinée des autres** : l'esprit des arts martiaux japonais.
10 h 45, **Un quart d'heure avec... Claude Poulain.**
11 h 2, **Libre parcours récital** au Festival estival de Paris (et à 17 h 32).
12 h 5, **Nous tous chacun.**
12 h 45, **Panorama.**
13 h 30, **Libre parcours variétés.**
14 h, **Sons printemps athénien.**
14 h 5, **Un livre des voix** : « La fiancée de Fragonard », de R. Grenier.
14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : Le monde au singulier ; à 15 h 30, Points cardinaux : la scolarisation des migrants ; à 16 h 30, Micromag ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30, **La vie entre les lignes** : Lucien Bodard, « Anne-Marie ».
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **Sciences** : douze clés pour la physique.
20 h, **Dialogue franco-allemand** : Gœthe et Rousseau.
21 h, **Musiques de notre temps** : Ebauches pour un alphabet : Patrice Mestral, M. comme Mozart.
22 h, **Nuits magnétiques.**

FRANCE-MUSIQUE

9 h 5, **Musiciens d'aujourd'hui** : œuvres de Milhaud, Honegger, Poulenc.
12 h, **La musique populaire d'aujourd'hui** : œuvres de Lago, Anselmi.
12 h 35, **Jazz** : Jackie McLean.
13 h, **Opérette** : « La Vie parisienne » de J. Offenbach, par l'Orchestre et les chœurs du Capitole de Toulouse, dir. M. Plasson.
14 h 4, **Pierre Fournier, violoncelle** : œuvres de Dvorak, Martinu ; 15 h, « la Belle Meunière » : œuvres de Schubert ; 15 h 30, Mikalojus Ciurlionis.
17 h 2, **Repères contemporains** : œuvres de Murail, Druckman.
17 h 30, **Les intégrales** : les quintettes de Mozart.
18 h 30, **Concert** (donné à l'Institut néerlandais le 10 mai 1981) : œuvres de Wolferen, Levinas, de Leuw, Jolivet, Mefano, par le Groupe de percussion de La Haye, avec P.-Y. Artaud, flûte.
20 h, **Premières loges** : œuvres de R. Strauss.
20 h 30, **Concert** (donné le 15 novembre 1981) : « Divertimento pour flûte, violon et violoncelle » de Haydn, « Trio pour clarinette, alto et piano » de Mozart, « Pierrot Lunaire » pour récitante, flûte, violon, alto, violoncelle et piano de Schoenberg. Par E. Marion, flûte ; M. Portal, clarinette ; A. Dumay, violon ; G. Caussé, alto ; F. Lodéon, violoncelle ; M. Beroff, piano et direction.
22 h, **La nuit sur France-Musique** : œuvres de Strauss, Tchaikovski, Berg ; 23 h 35, Jazz-club.



Le Monde

ECONOMIE

LE TIERS-MONDE ET LA CRISE ÉCONOMIQUE

Vers un autre modèle de développement

Le tiers-monde doit faire face à la crise économique qui frappe, peu ou prou, tous les pays de la planète. Certaines nations en développement, celles qui avaient mis en œuvre une politique de croissance ambitieuse — trop ambitieuse sans doute — reposant en grande partie sur le recours à des emprunts extérieurs, sont victimes de malaises financiers plus ou moins graves. D'autres, notamment en Afrique, au sud du Sahara, subissent le contrecoup d'un ralentissement de l'activité économique et d'une contraction des échanges internationaux qui se généralisent.

Le Mexique prend place, pratiquement comme un cas type, dans la catégorie des pays nouvellement industrialisés qui ont pratiqué une sorte de fuite en avant. Face à une quasi-faillite, le gouvernement mexicain a procédé, entre autres, à une nationalisation des banques privées qui constitue un véritable bouleversement de son système économique. Cette décision peut permettre à l'Etat de mener une politique de crédit plus équilibrée et de donner une orientation différente au développement du pays.

Les secousses sont peut-être susceptibles d'entraîner une prise de conscience plus lucide des réalités. Ainsi vient d'être soumis par M. Edgard Pisani à la Commission européenne un mémorandum qui pose les jalons d'une stratégie à long terme du développement. L'accent est mis sur la promotion de l'agriculture et du milieu rural, *notamment dans les pays africains. Cette préoccupation* rejoint le souci exprimé, à diverses reprises, par la Banque mondiale et tout spécialement par sa filiale, l'Association internationale de développement, à l'occasion de son vingtième anniversaire.

LA NATIONALISATION DES BANQUES AU MEXIQUE

La rupture d'un système

La nationalisation des banques privées, annoncée le 1er septembre par le président Lopez Portillo, se distingue de la nationalisation du pétrole effectuée en 1938 sur au moins deux points fondamentaux : la mesure affecte des nationaux et non des étrangers; elle frappe le système au cœur même de son mode de fonctionnement, bien plus qu'elle ne pourrait le faire dans les pays occidentaux développés.

MIS à part la First National City Bank, qui jouit d'une concession spéciale, les banques étrangères pèsent peu sur le marché national. Elles n'ont le droit d'ouvrir que des bureaux de représentation et n'ont pas de succursales dotées des pouvoirs normaux en la matière. Elles peuvent cependant avoir des participations dans le capital des banques mexicaines qui, elles-mêmes, pour les trois premières en tout cas, participent à des consortiums multinationaux.

L'argent traité par les banques privées et mixtes représentait 86,- % de la masse totale en circulation en 1967 et 82,8 % en 1979, le reste relevant des établissements publics. De même, ces banques assuraient 55 % des crédits alloués à l'ensemble de l'économie. Toutefois les banques nationales étant à l'origine de 90 % des crédits accordés au secteur public (ce qui inclut le pétrole) et aux activités « délicates » comme l'agriculture, les banques privées ont, en 1980, représenté 69 % des crédits auxquels a eu recours l'industrie de transformation (77 % pour la construction, 59 % pour les services et 97 % pour le commerce).

L'industrie mexicaine elle-même est très concentrée. Dans les ventes des cent premières entreprises du pays, les dix premières intervenaient pour 58,5 % contre 31,3 % pour l'ensemble de la C.E.E. et 41,6 % aux Etats-Unis. Par rapport au capital, ce chiffre est de 73 % pour le Mexique contre 38 % pour l'ensemble de la C.E.E. et 39 % pour les Etats-Unis.

FRANCIS PISANI.

(Lire la suite page 18.)

DIALOGUE NORD-SUD ET ENDETTEMENT

De Cancun à ... Mexico

L'impossibilité devant laquelle se trouvent certains pays en développement, comme le Mexique, de faire face à leurs échéances a été au centre des discussions lors de l'assemblée générale de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, qui vient de se tenir à Toronto. Ils ont été généralement invités par les nations industrialisées à prendre des mesures de redressement économique.

POURTANT, à Genève, M. Gamini Coréa, secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), a rejeté la suggestion selon laquelle les pays du tiers-monde pourraient équilibrer leur balance des paiements en recourant à l'austérité. *« Nous avons besoin d'un système financier mondial permettant au tiers-monde de faire face à son endettement sans pour autant compromettre son développement »*, a déclaré M. Coréa, qui a dénoncé l'attitude des banques et le protectionnisme des pays riches.

Il n'est pas inutile de rappeler que douze gros emprunteurs des pays en développement totalisent environ les trois quarts de l'endettement du tiers-monde. Ce sont, à l'exception de l'Inde et du Pakistan, des pays dits à *« revenu intermédiaire »* (Mexique, Brésil, Corée du Sud, Algérie, Indonésie, Argentine, Venezuela, Egypte, Iran, Philippines) qui, pour la majorité, ont connu une industrialisation rapide ces dernières années. Celle-ci s'est faite à grand renfort de concours — techniques et financiers, — renforçant les relations de dépendance entre le Sud et le Nord. De telles politiques de développement reposent largement sur des emprunts extérieurs, souscrits d'ailleurs aussi bien par des sociétés privées ou publiques que par des Etats.

De surcroît, certains pays fortement endettés pratiquent notoirement la fuite en avant et sont même encouragés à lancer des projets parfois grandioses, pouvant induire un « mal-développement », par leurs créanciers et les organismes de financement du développement. Certains Etats aussi ont vu leur endettement croître en raison d'achats d'armes très important, et ce ne sont *généralement pas les pays industrialisés vendeur*. qui dénoncent cet état de choses. Aussi bien certains milieux financiers internationaux ne semblaient-ils pas s'inquiéter outre mesure, il y a quelques mois encore, de la montée de l'endettement du tiers-monde. Ils estiment d'ailleurs généralement encore que les pays nouvellement industrialisés ont de grandes « réserves de croissance ».

Lorsque les pays en développement se trouvent en banqueroute — cas du Mexique, — ils se tournent naturellement vers leurs créanciers, et, en dernier ressort, vers le F.M.I., aggravant leur dé,-endance (1). L'Etat en difficulté bénéficie alors de facilités financières à des conditions plus o. moins astreignantes. Sans que leur situation soit comparable à celle du Mexique, plusieurs pays ont été invités, ces derniers temps, à prendre, dans cet es ,rit, des mesures d'assainissement et de redressement (après la Jamaïq e et la Turquie, l'Inde, le Pakistan, le Nigéria, le Kenya, le Bangladesh).

Il arrive que les sévères mesures d'austérité ainsi imposées provoquent des réactions populaires et politiques ; elles rendent de toute façon la pilule amère et pèsent lourdement sur les orientations économiques, voire politiques des pays. *Aussi bien certains* Etats se réclamant du socialisme, ou comptant une forte opposition intérieure, hésitent-ils à passer sous les fourches caudines des organisations financières internationales. Mais ils peuvent prendre également des « risques » à ne pas le faire... Quoi qu'il en soit, il y a tout lieu de penser que les pays en développement continueront d'avoir besoin de ressources extérieures, et notamment d'emprunter. Leurs capacités d'acquitter leurs dettes dépendront du redressement de leurs balances des paiements et celui-ci, notamment, de la valorisation des matières premières qu'ils exportent..

Accélération des emprunts

L'Etude sur l'économie mondiale, 1981-1982, des Nations unies (2), souligne que ce sont les pays exportateurs d'énergie ayant *des difficultés de balance* des paiements qui ont, en 1981, *« mobilisé le plus gros volume de ressources extérieures supplémentaires en vue de financer »* leur déficit. Ils ont fait largement appel aux marchés *internationaux des capitaux.*

Le même rapport note une accélération des emprunts de l'ensemble des pays en développement auprès des institutions financières privées. Sur une dette extérieure de 475 milliards de dollars, en 1981, l'endettement auprès des banques commerciales internationales, qui représentait 40 % du total en 1973, intervenait pour 60 % au moins en 1981.

GÉRARD VIRATELLE.

(Lire la suite page 18.)

(1) Cf. *Dette et développement*, « Mécanismes et conséquences de l'endettement du tiers-monde », par J.-C. Sanchez Arnau, Georges Corm, Abdelkader Sid-Ahmed ; Samuel Lichtensztejn ; José Manuel Quijano ; Gonzalo Daniel Martner (éd. Publisud).

(2) Rédigée par le département des affaires économiques et sociales internationales, Nations unies-New-York.

UN MÉMORANDUM SUR LA POLITIQUE DE COOPÉRATION DE LA C.E.E.

Pour une stratégie à long terme

Maintien d'une priorité à l'égard de l'Afrique; priorité aussi à l'agriculture et à l'aménagement rural; efforts particuliers en faveur des P.V.D. (pays en voie de développement) les plus pauvres; association plus étroite entre l'aide de la C.E.E. et les « stratégies de développement » mises en œuvre par les pays bénéficiaires : tels sont les points saillants d'un « mémorandum sur la politique communautaire de développement » que M. Edgard Pisani, le commissaire européen compétent, vient de soumettre à ses collègues de Bruxelles.

L'AIDE communautaire a connu au cours de la précédente décennie — en raison *surtout du développement* de l'aide alimentaire et des aides d'urgence — une diversification géographique très sensible : concentrée quasi exclusivement sur l'Afrique au début des années 60, elle n'y est destinée aujourd'hui que pour 85 %. Ce constat fait, M. Pisani admet que, en raison de la limitation des moyens, l'efficacité commande de concentrer l'action de la C.E.E. *« là où l'intensité de la présence européenne, l'expérience acquise, les responsabilités assumées dans le passé, créent des obligations particulières. L'Afrique est la première priorité pour l'action communautaire de développement. Tout particulièrement les pays d'Afrique les plus pauvres, dont les résultats et les perspectives de croissance font un terrible contraste avec les performances réalisées ailleurs en Afrique et dans le tiers-monde ».*

C'est là un des leitmotivs du mémorandum : le divorce croissant entre une partie du tiers-monde — groupant un milliard d'hommes — dont le revenu moyen par habitant a en vingt ans presque doublé, en termes réels, et les pays les plus démunis. En Afrique les nations les plus pauvres (54 % de la population de l'Afrique sud-saharienne) ont connu, au cours de la dernière décennie, une régression du revenu par tête de 0,4 % par an. *« Leur population passera de 190 millions en 1980 à plus de 330 millions d'habitants à la fin du siècle. Or, dans les dix dernières années, leur production alimentaire par habitant a déjà baissé d'environ 10 % »*, fait remarquer M. Pisani.

En Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique (A.C.P.), la Communauté agit à travers la convention de Lomé, *« qui constitue un modèle pour les relations Nord-Sud »*, mais *« la C.E.E. ne peut se borner à gérer un système de coopération, si complet soit-il »*, souligne le mémorandum. L'Europe doit, avec les A.C.P., prendre appui sur un système institutionnel pour renverser la tendance à l'aggravation de la dépendance alimentaire et à l'appauvrissement général. Elle doit démontrer *que l'approche globale des* problèmes agricoles, alimentaires et ruraux est la priorité absolue.

La nécessité de stratégies alimentaires très rigoureuses constitue un autre thème central du mémorandum. La Communauté doit convaincre l'Afrique, *« territoire privilégié de la responsabilité européenne »*, que son destin repose d'abord *« sur la mobilisation et l'épanouissement du travail paysan »*.

Une aide dangereuse

Comment agir ? La critique de l'action passée perce sous les mots : *« Il ne suffit pas pour l'Europe d'y dépenser de l'argent. Il faut que les politiques mises en œuvre esquissent un avenir possible. »* L'aide insuffisante en volume est souvent, selon l'auteur, mal adaptée aux besoins, voire dangereuse. Ainsi en est-il en particulier de l'aide alimentaire, qui, *« pourtant nécessaire, décourage la production locale et transforme les habitudes de consommation »*. M. Pisani reproche en substance à la Communauté d'aller au plus simple et au plus rentable pour les entreprises de la C.E.E., d'*« affecter de préférence l'aide européenne à des projets bien identifiables définis par des bureaux d'étude et qui sont réalisés quelle que soit la conjoncture »*.

Il convient, au contraire, de *« donner cohérence aux apports extérieurs et aux politiques internes »*. L'idée mise en œuvre à titre expérimental par la C.E.E. dans trois pays africains (Kenya, Mali et Zambie) (1) consiste à les convaincre d'appliquer une stratégie alimentaire à long terme, puis de les aider à atteindre les objectifs ainsi définis. La même démarche, dont M. Pisani reconnaît la difficulté, pourrait être envisagée, selon lui, en matière de coopération énergétique et industrielle.

Acte de foi

Il est aussi des domaines de coopération comportant un intérêt mutuel pour la Communauté et pour les pays A.C.P. Le mémorandum cite la pêche, l'industrialisation et surtout la mise en valeur des ressources minières, pour constater que, dans ce domaine, rien ou presque n'a été fait. *« Il conviendrait d'imaginer entre un Etat détenteur de ressources et la Communauté une stratégie d'exploitation minière, d'aménagement du territoire et de développement, en échange de quoi la C.E.E. et les Etats membres bénéficieraient de la garantie d'approvisionnement dont ils ont besoin. »*

La Commission fera, au cours des prochains mois, des propositions dans ce sens. Elles accompagneront celles qui devront précéder les négociations pour le renouvellement de l'actuelle convention de Lomé, négociations qui commenceront en septembre 1983. Afin de donner plus de continuité à l'entreprise, de ne pas remettre en cause dans les cinq ans l'ensemble du dispositif, *« la Commission propose que la Communauté se déclare prête, si les A.C.P. le souhaitent, à négocier avec eux une convention cadre à durée indéterminée. »*

Sur le plan géographique, M. Pisani espère que, d'ici la signature de la future convention, *« seront réunies les conditions permettant l'adhésion de l'Angola, du Mozambique et de la Namibie indépendante »*.

La politique de coopération de la Communauté s'exerce également dans la région méditerranéenne. La Communauté a conclu des accords avec la plupart des pays européens de la Méditerranée. A ce sujet, on trouve trois idées-clefs dans le mémorandum :

● Sur le plan économique, le plus important pour ces pays de la Méditerranée méridionale et orientale, alors qu'ils sont légitimement préoccupés par les effets négatifs que risque d'avoir pour eux l'élargissement de la C.E.E. au Portugal et à l'Espagne, c'est l'accès au marché de la C.E.E. De cet accès dépendent étroitement leurs perspectives de développement industriel.

● La coopération de la C.E.E. avec les pays de la Méditerranée sud reste de nature bilatérale. La Commission avance comme *un acte de foi en l'avenir que la* Communauté se déclare prête à proposer à tous les pays de l'est et du sud de la Méditerranée d'entrer dans un contrat collectif (du type Lomé) dès que les circonstances le permettront ;

● En Méditerranée, *« l'action de la Communauté et des Etats membres est essentiellement politique »*. L'action de l'Europe doit contribuer à la paix, et les moyens financiers et commerciaux doivent être mis au service de cet objectif.

S'agissant des rapports avec les autres pays du tiers-monde, situés en Asie et en Amérique latine, la Commission recommande que la Communauté *« poursuive et amplifie »* l'aide financière qu'elle accorde aux plus pauvres d'entre eux. Cette aide est destinée pour l'essentitel au développement de l'agriculture, et il serait souhaitable qu'elle fasse l'objet désormais de programmes pluri-annuels. Le document insiste encore sur la nécessité pour la Communauté de ne pas relâcher ses efforts en faveur d'une reprise active du dialogue Nord-Sud.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Deux autres pays, le Ruanda et la Tanzanie, suivront la même voie.

Un très grave avertissement

« LA plus grande crise depuis 1929 », « la faillite du système bancaire international », « le gouffre qui s'ouvre devant les monnaies » : tous ces propos extrêmes et dramatiques à souhait ont été tenus ces jours derniers à l'occasion de l'assemblée *générale* du Fonds monétaire international à Toronto.

Toutefois, même si la comparaison est toujours spectaculaire et de nature à faire passer un frisson dans le dos, nous ne sommes plus en 1929, *date à laquelle les principes du* pur libéralisme interdisaient au gouvernement d'intervenir directement, ou même indirectement. Même aux Etats-Unis, où le président Reagan s'efforce de revenir à ces principes libéraux, il *n'a pas été question, un seul* instant, de laisser choir les banques américaines lourdement engagées sur l'Amérique du Sud, et le sauvetage financier du Mexique a été entrepris incontinent.

Bien plus, la peur d'une réaction en chaîne, aux effets imprévisibles et éventuellement explosifs, a immédiatement resserré les rangs de la communauté bancaire internationale, peu soucieuse de déclencher une telle réaction, et prête à bien des sacrifices. Il faut, en effet, toujours garder à l'esprit le fait que, pour une banque, la véritable catastrophe est la faillite totale du débiteur, qui peut la ruiner ou tout au moins la plonger dans de très graves difficultés, si la créance ainsi protestée dépasse ses fonds propres.

Les établissements bancaires commencent par emprunter avant de prêter, et tout leur équilibre repose sur la marge bénéficiaire dégagée au passage. Leur premier souci est d'éviter que leurs créances ne soient, définitivement, passées au compte des pertes, ce qui massacre *leurs bilans et ébranle la con*fiance placée en elles, véritable coup mortel. Elles sont donc prêtes à accepter un étalement ou même un report lointain des remboursements en capital, comme cela se pratiquait avant 1939 *et même avant 1914*, avec la fameuse dette ottomane, ce qui permet de garder la créance comme actif au bilan. Sans doute, le débiteur devra-t-il verser les intérêts de sa dette, mais, là aussi, des accommodements sont possibles.

En revanche, deux remarques peuvent être faites. La première est que les banques, anxieuses de trouver à l'extérieur de leurs frontières un développement qu'elles ne trouvent plus à l'intérieur, se sont engagées dans une concurrence sauvage pour recycler les pétrodollars et prêter au monde entier. L'année dernière encore, et jusqu'à ces derniers mois, c'était à qui prêterait au Mexique, au Brésil, comme cela avait été le cas, il y a quelques années, à la Pologne, à la Roumanie, à l'Allemagne de l'Est. D'audacieuses *anticipations et* extrapolations poussèrent les banques à satisfaire les besoins réels ou supposés de tous ces pays, sans peser, la plupart du temps, les conséquences d'une altération de la conjoncture.

Sans doute, la baisse brutale des revenus du pétrole et la persistance de la crise mondiale ôrt-elles pris tout le monde à contre-pied, mais un banquier doit, toujours, envisager le pire, et le pire est toujours possible : c'est la cruelle leçon des difficultés actuelles. Il est donc certain que les banques vont se montrer désormais d'une prudence extrême, trop sans doute.

La seconde remarque est que en dépit de leurs protestations, les pays débiteurs vont devoir réviser des programmes souvent trop ambitieux et prendre des mesures de remise en ordre de leur économie. A cette occasion, aussi bien les banques centrales que le Fonds monétaire seraient à même de monnayer leur soutien en imposant discrètement leurs conditions, ce qui ne manquera pas de provoquer des frictions, surtout dans des pays ardemment nationalistes.

FRANÇOIS RENARD.

Dialogue Nord-Sud et endettement

(Suite de la page 17.)

Il s'agit pour une grande part d'emprunts à court terme, mais *« l'instabilité de plus en plus marquée des taux d'intérêt a rendu plus aléatoire le financement des investissements par des emprunts sur les marchés des capitaux internationaux »*. L'étude relève également que la politique des taux d'intérêt élevés a eu de lourdes conséquences économiques pour les pays en développement importateurs de capitaux : les intérêts versés par ces pays globalement ont augmenté d'un tiers ou plus chaque année depuis 1978, ce qui les conduit à freiner leur croissance économique.

Pour leur part, certains pays pétroliers à excédents de capitaux ont dû réviser en baisse leurs programmes d'investissements pour faire face à une diminution de leurs liquidités. Mais, note encore l'étude de l'ONU, quelques-uns *« ont tiré profit des taux d'intérêt élevés »*, augmentant ainsi leurs revenus de façon parfois importante.

Deux poids, deux mesures

Entre autres questions débattues à Toronto, il y a eu la proposition faite par les Etats-Unis de créer une nouvelle facilité d'emprunt — un fonds spécial d'urgence — destinée à faire face à des situations exceptionnelles, telles que celle du Mexique. L'administration Reagan montrait, ce faisant, un brusque et inhabituel intérêt pour les difficultés de pays en développement. Mais, en l'occurrence, les pays concernés se situeraient, au premier chef, en haut de l'échelle des nations du tiers-monde, celles qui ont contracté des engagements auprès des institutions financières occidentales, en particulier américaines.

Cette initiative était évidemment inspirée par la crainte provoquée par le krach du Mexique, un pays pétrolier relativement avancé et dont l'économie est profondément imbriquée dans celle de son grand voisin. Elle était dictée par le souci de sauvegarder les intérêts des sociétés industrielles, commerciales ou bancaires américaines comptant parmi leurs clients les plus gros débiteurs du tiers-monde...

Beaucoup d'autres pays en développement connaissent des difficultés de paiement que n'atténuent qu'en partie les transferts de leurs travailleurs émigrés (Pakistan, Algérie, Inde, Egypte, Corée du Sud...). Onze ont demandé, en 1981, à renégocier leurs dettes, ce qui est un chiffre record. Cependant, Cuba demande à son tour aux gouvernements et banques occidentales un rééchelonnement de sa dette mais dénonce en même temps l'ostracisme dont il est l'objet de la part des milieux financiers et l'embargo qu'impose les Etats-Unis au commerce entre les deux pays.

D'une façon générale, l'administration Reagan, arguant de la position du Congrès, se montre très réticente à l'égard de tout accroissement substantiel des ressources des organisations internationales. Et les pays les plus pauvres — indépendamment de leurs systèmes politiques — ne provoquent apparemment pas de sa part une sollicitude égale à celle que lui inspire le peloton de tête des débiteurs du tiers-monde. On sait que, rompant avec un engagement international, le gouvernement américain a réduit sa contribution annuelle à l'Association internationale de développement (A.I.D.), filiale de la Banque mondiale, créée pour aider les pays les plus démunis en leur offrant des prêts à long terme, pratiquement sans intérêts, ce qui a conduit à modifier le fonctionnement et à réduire certaines activités de cet organisme *(lire ci-dessous)*.

Washington semble faire deux poids, deux mesures : d'une part, vouloir voler au secours des pays en voie de développement (P.V.D.), parmi les plus avancés ; d'autre part, rogner les ailes d'une institution rendant d'appréciables services à ses bénéficiaires.

Risques

Sans doute les risques financiers sont-ils jugés beaucoup plus importants avec les pays en voie d'industrialisation qu'avec ceux du bas de l'échelle dont les dettes sont — toutes proportions gardées — relativement faibles et qui ont été, pour certaines, apurées à l'initiative de la CNUCED. Les Etats à faible revenu ont plus difficilement accès au système bancaire et doivent compter presque uniquement sur les aides publiques comme apports extérieurs pour financer leur développement. Or on sait que la crise dans le monde industrialisé ne permet guère d'augurer un accroissement de ces aides.

La situation de ce prolétariat mondial, sur laquelle la Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés attira l'attention il y a un an, est pourtant toujours aussi critique. Plus de la moitié des P.V.D. importateurs d'énergie disposaient, à la fin de 1981, de moins de deux mois de réserves et plus de 30 % d'entre eux ne pouvaient pas financer un mois d'importations. Eux aussi font plus largement appel aux facilités de crédit du F.M.I. lorsqu'ils le peuvent. Ils pâtissent également des hauts intérêts qui n'empêchent cependant pas des pays lourdement endettés de continuer à emprunter...

Voulant compenser le fléchissement du flux de ressources publiques du Nord avec le Sud, et élargir la participation du secteur privé au développement, la Banque mondiale invite ses membres à multiplier avec elle les opérations de financement conjoint, ainsi qu'avec sa filiale, la Société financière internationale (S.F.I.), chargée d'encourager les investissements privés dans les P.V.D. Mais les entreprises privées ne sont généralement guère attirées par les pays pauvres et les interventions de la S.F.I. y sont plutôt modestes. Les opérations de cofinancement peuvent difficilement pallier les conséquences de l'« amputation » des ressources de l'A.I.D.

Les pays du tiers-monde demandent depuis de nombreuses années une réforme du système monétaire et financier international. Leurs porte-parole sont intervenus dans ce sens à Toronto. Une telle réforme devrait être à l'ordre du jour du projet de négociations globales Nord-Sud et en constituer l'un des thèmes centraux. D'où l'opposition des Etats-Unis à ce projet, en particulier lorsqu'il met en question le rôle de la Banque mondiale et du F.M.I. En revanche, la France se déclare prête à ouvrir ce dossier.

La crise mexicaine, après le fléchissement du prix de l'or noir, affaiblit en tout cas un peu plus les capacités de négociation du tiers-monde et semble montrer que les rapports de forces n'évoluent pas à leurs avantage dans le « dialogue » avec les pays riches. On avait pourtant dit que ce dialogue avait été relancé en octobre dernier, au sommet de Cancun, au Mexique.

GÉRARD VIRATELLE.

LES CINQ PLUS GROS DÉBITEURS D'AMÉRIQUE LATINE : 220 MILLIARDS DE DOLLARS

	Dette totale	Dette publique	Dette privée
AU 31 DECEMBRE 1981			
Chili	12,6	4,6	8
Venezuela	25	19	6
AU 30 JUIN 1982			
Argentine	36,6	21,3	15,3
Brésil (1)	64	42,9	21,1
Mexique	83	60	23

Source : Banques centrales

(1) La dette du Brésil ne comprend pas les emprunts à court terme. Y compris ces emprunts (à moins d'un an), elle peut être estimée à 80 milliards de dollars, dont 72 milliards à moyen et long terme et 8 milliards à court terme. Pour le Mexique, la dette publique comprend 17 milliards de dollars à court terme. Pour le Venezuela, cette dette comporte 9,3 milliards à court terme. Enfin, pour l'Argentine, les emprunts arrivant à échéance d'ici à la fin de l'année représentent 12,8 milliards de dollars, dont 6,9 milliards pour le secteur public et 5,9 milliards pour le secteur privé.

Au total, les cinq pays représentent 220 milliards de dollars au moins — puisque ces chiffres ne sont pas strictement comparables (différence de date des bilans, intégration ou non du court terme) — soit l'essentiel de la dette de l'Amérique latine estimée à 240 milliards de dollars.

La nationalisation des banques au Mexique

(Suite de la page 17.)

De même les deux principales banques du Mexique (Bancomer et Banamex) ont, en 1968, représenté 49,1 % du marché national des capitaux (73 % pour les cinq premières) contre 33 % (53 %) aux Etats-Unis.

Cette concentration a pris une forme juridique claire à partir de la publication, en 1975, d'une loi autorisant la formation de la « banque multiple ». Le texte permettait la réunion en une seule institution des banques commerciales, financières, d'investissement et hypothécaires appartenant à un même groupe. Le bénéfice dans le domaine de la modernisation et de l'unification des décisions est évident. Ainsi quatre grandes banques mexicaines sont apparues en 1977 à partir de la fusion et de l'intégration de différents établissements : Bancomer, Banamex, Serfin et Comermex. Le nombre des banques est revenu de 243 en 1976 à 63 en 1981.

Fusions diverses

La fusion banque-industrie, caractéristique de l'ensemble du système à tous les niveaux, peut revêtir différentes formes. La première banque du pays, Bancomer, curieusement, est la moins dynamique dans ce domaine. Caractérisée par une direction personnelle toute-puissante et particulièrement secrète, elle considère les prises de participation dans l'industrie comme *« une sécurité au même titre que la possession d'immeubles »*.

En revanche, la seconde, Banamex, a de fortes participations dans un nombre élevé d'entreprises industrielles, mais il ne s'agit pas non plus d'un groupe financier structuré. Son influence se manifeste par des ingérences plus ou moins souples dans des entreprises qui sont, en quelque sorte, décentralisées par rapport au groupe lui-même. Il faut noter que le président du groupe Alfa, troisième du pays et premier du secteur privé, siège au conseil d'administration de ces deux banques.

Dans d'autres cas, il s'agit de groupes financiers parfaitement structurés où les activités bancaires et industrielles se mêlent indissolublement. Le groupe Visa-Serfin est la cinquième entreprise mexicaine et le quatrième employeur du pays, alors que la banque Serfin arrive en troisième rang, derrière Bancomer et Banamex. L'essentiel des activités du groupe porte sur la production et la commercialisation d'aliments et de boissons. De même, le groupe Bitro-Banbais, qui produit 85 % du verre utilisé au Mexique, est la seizième entreprise du pays, alors que Banbais en est la septième banque.

Le groupe Somese, dont l'Etat est l'actionnaire majoritaire, n'a pas, lui, de société holding, mais s'est doté d'*« une structure intégrée de commandement »*. Il est plus diversifié du fait des impératifs spécifiques dus à la participation publique (absorption d'entreprises en difficulté, investissement dans certains secteurs stratégiques). La banque est la sixième du pays et le groupe, dans son ensemble, occupe le septième rang. Pour sa part, la banque Cremi, qui se situe à la septième place, a d'étroites relations, qui ne passent pas par l'intégration ou la participation pure et simple, avec le groupe Penolès — essentiellement minier — le onzième du pays. Le même dirigeant est président des deux conseils d'administration.

Chacun de ces quatre groupes figure parmi les cinq cents entreprises non américaines les plus importantes du monde, telles que les classait la revue *Fortune* en août 1981. Les quatre principales banques mexicaines comptent parmi les dix premières banques d'Amérique latine.

Bouleversement

Selon l'économiste Jorge Castaneda, auteur d'un livre sur *les Nouveaux Capitalistes*, *« il n'y a pas une seule banque importante du pays qui ne participe, d'une façon ou d'une autre, à l'industrie. Le phénomène vaut aussi bien pour les grands que pour les moins grands. »* Le Mexique présente ainsi la curieuse caractéristique d'être relativement en retard sur le plan de la technologie et de l'accumulation du capital, mais très développé quant au type d'économie.

Dans ce contexte, la nationalisation des banques privées apparaît comme un bouleversement radical. Toutefois, le gouvernement s'étant prononcé pour une restitution de principe des actions et des participations que les banques détenaient dans l'industrie, il est extrêmement difficile de chiffrer les effets de l'opération, une fois qu'elle sera été menée à son terme.

Sur le plan des principes, cependant, force est de reconnaître que le cœur du secteur privé vole en éclats du fait de la séparation de la banque et de l'industrie. Il faut aussi ajouter que l'Etat se donne les moyens de mener au niveau national une politique du crédit sensiblement différente.

La rupture est d'autant plus brutale qu'il était couramment admis que, sous le gouvernement du président Lopez Portillo, le secteur privé avait considérablement élargi son influence, y compris politique. Selon le sociologue Pablo Gonzalez Casanova, cité par le journal *Excelsior* dans un article antérieur à la nationalisation, *« l'entreprise privée, nationale et étrangère, constitue au Mexique le plus nouveau des groupes de pression »*.

Dans le domaine économique, certains Mexicains espèrent qu'il sera possible, à partir de la nationalisation des banques, de *« donner un nouveau contenu et une orientation différente au modèle de développement »*. En matière politique, s'il est un peu tôt pour voir les conséquences réelles de cette mesure, une fois passée l'agitation des premiers jours, on peut au moins remarquer que les rapports de forces seront profondément modifiés.

FRANCIS PISANI.

Les mésaventures du peso

Le dollar valait 25 pesos au début de 1982, alors que le gouvernement avait recours au *« glissement »* pour réduire lentement les effets de la surévaluation de la monnaie mexicaine. Le 17 février, le Banco Mexico s'est retiré du marché des changes et le dollar est passé à 46 pesos environ. Toutefois la pratique du *« glissement »* a été maintenue.

Le 5 août, le gouvernement décidait l'instauration du double taux de change. Le premier, préférentiel, à 49,50 dollars, s'appliquait aux produits essentiels pour le fonctionnement de l'économie nationale et au paiement de la dette des entreprises des secteurs public et privé. Le second taux, valable pour toutes les autres transactions, était laissé au libre jeu de l'offre et de la demande. Le dollar est aussitôt monté à près de 90 pesos pour redescendre légèrement au-dessous de 70 pesos.

Le 12 août, le gouvernement annonçait la fermeture du marché des changes, qui devait rouvrir le 19 août avec trois taux : le préférentiel de 49,50 dollars, celui des *« mexdollars »* pour les comptes en dollars déposés dans les banques mexicaines, à 69,50 dollars, et le taux libre qui a varié entre 100 et 120 dollars au cours des jours suivants, avec des différences pouvant aller jusqu'à 10 pesos entre l'achat et la vente de devises.

Depuis le samedi 4 septembre, il n'y a plus que deux taux en vigueur, tous les deux fixes : 50 dollars au taux préférentiel et 70 dollars au taux ordinaire. Cependant, depuis le 1er septembre, on signale des cas de marché noir dans lequel le dollar a atteint, voire même dépassé, 250 pesos.

LES VINGT ANS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

Priorité aux populations pauvres des pays les moins avancés

CREEE en 1960 pour accorder des prêts à long terme sans intérêt aux pays à faible revenu, l'Association internationale de développement (A.I.D.), filiale de la Banque mondiale, vient de dresser son propre bilan dans un rapport portant sur *« les deux premières décennies »* de son histoire. Ainsi cette institution multilatérale, financée presque exclusivement par des dons de ses Etats membres — dont le nombre est passé de 17 à 33, dont 9 pays en développement — a, en vingt-deux ans, engagé 27 milliards de dollars dans le financement de plus de 1 300 (1 302 exactement) projets d'investissement répartis dans 78 pays. Plus de 90 % des projets terminés ont enregistré un taux de rentabilité positif.

Toutefois, souligne l'*« étude rétrospective »*, les besoins considérables d'aide financière « libérale » des pays pauvres sont devenus encore plus grands depuis 1973, bien que ces pays aient réalisé *« des progrès réels : leur revenu par habitant a augmenté, bien que modestement »* et des avancées ont été enregistrées dans les domaines de l'alphabétisation et de l'espérance de vie. Comme preuve le document cite le fait que 27 pays, dont la Corée du Sud, l'Indonésie, la Tunisie et la Turquie, ne peuvent plus prétendre à des crédits de l'A.I.D.

Du coup, l'Association a concentré de plus en plus son aide sur les pays les plus pauvres en Asie et en Afrique au sud du Sahara. Ainsi 80 % des décaissements nets ont, en 1980, été destinés à des pays dont le revenu par habitant était inférieur à 410 dollars, alors que ces pays n'ont reçu que 34 % des décaissements effectués au titre de programmes d'aide bilatérale.

Cependant, reconnaît l'étude, l'application des critères d'attribution de l'aide (revenu par habitant, manque de solvabilité, possibilités d'accès à des emprunts commerciaux, résultats économiques, existence de projets) *« nécessite beaucoup de discernement et ne peut se suffire de l'utilisation mécanique d'une formule »*.

Des puits et des pompes

Plus du tiers de l'aide — 37 % contre 22 % pour la B.I.R.D. — est allé à l'agriculture et au développement rural, 31 % étant destinés aux infrastructures (transport, électricité). De plus, les crédits de l'Association tendent à financer une plus grande part (44 %) du coût total des projets que les prêts de la Banque, la fraction restante étant assurée en partie par les bénéficiaires et, en partie, par d'autres donateurs. En général, 30 % environ des crédits de l'A.I.D. servent à financer des dépenses en monnaie nationale.

En fait, l'Association a, comme d'autres institutions, consacré davantage d'argent à une agriculture *« relativement négligée dans de nombreux pays »*, ce qui entraînait une pénurie de produits alimentaires et un accroissement des importations de ces produits. De plus en plus, l'accent a été mis sur l'amélioration de la productivité des petits exploitants.

Une part substantielle des crédits a ainsi servi à stimuler la production agricole en Asie du Sud, en propageant les techniques de la « révolution verte ». *« Grâce à cette action*, souligne l'étude, *l'Inde est à présent capable de pourvoir à ses besoins alimentaires pour la première fois depuis des décennies. »* Dans cette région du monde, l'A.I.D. a de moins en moins participé à de grands travaux d'irrigation pour s'intéresser à l'aménagement de puits et de pompes pour des particuliers.

Mais, notent les experts, cette transformation de l'agriculture est difficile à obtenir en Afrique au sud du Sahara, en raison notamment de la très grande pauvreté en infrastructure et en capital humain. En outre, l'agriculture étant presque exclusivement *« en sec »*, les formules à proposer aux exploitants sont plus délicates à définir et *« comportent de plus grands risques »*.

Le rapport souligne le *« caractère aléatoire »* des projets de développement en Afrique, dont les taux de rentabilité sont nettement inférieurs à ceux obtenus en Asie du Sud.

Influence

Enfin, note le rapport, *« certains facteurs indépendants de la volonté de l'A.I.D., tels que les perturbations climatiques et politiques, influent sur l'issue des projets »*. Les situations socio-culturelles sont complexes : souvent aussi, *« les gouvernements ne font pas leur part du travail en ce qui concerne les mesures d'encouragement au niveau des prix, les règles de passation des marchés ou l'appui financier »*.

Cependant, l'Association n'apporte toujours, constate le rapport, *« qu'une contribution relativement faible à l'aide financière au développement de la plupart des pays »*. Ses prêts n'ont jamais dépassé 2 % du total des investissements effectués dans les nations bénéficiaires, encore qu'ils soient plus importants dans certains d'entre eux et pour certains secteurs. Toutefois, son *« influence ne se mesure pas nécessairement »* à cette contribution : l'A.I.D. contribue à la mise en place d'*« institutions durables »* et dispense des conseils en ce qui concerne les grandes orientations économiques, ce qui a, selon l'étude, *« une incidence beaucoup plus grande qu'un ensemble de projets réussis »*.

Définissant les *« contraintes »* qui pèsent sur le développement et fixant les *« priorités »* dans le domaine des investissements, l'A.I.D. peut entraîner *« des réformes de politique destinées à aider les pays à s'adapter à de nouvelles conditions et à faire meilleur usage de leurs ressources »*. Souvent, souligne le rapport, *« son influence est indirecte et se manifeste sur une longue période »*.

Toutefois, comme l'indique un examen des projets, le succès est plus grand en Asie du Sud qu'en Afrique. Aussi, en conclusion du rapport, la nécessité est-elle soulignée de *« concentrer »* l'aide financière sur les pays les moins avancés et sur les populations pauvres de ces pays, comme l'Association internationale de développement l'a fait petit à petit, *« tirant les leçons de ses erreurs passées »*. — M. B.

هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

UNE PREMIÈRE EN SOLOGNE

L'avènement du lupin

PRESSE régionale et presse spécialisée avaient salué l'événement en gros titres : « Le match lupin contre soja est engagé », « Inventer un soja français », etc. Une révélation, organisée comme un « happening » cet été par un petit groupe de cultivateurs et de chercheurs férus d'agriculture biologique : le tout Loir-et-Cher rural, réuni dans une ferme expérimentale de Millançay, près de Romorantin, avait célébré l'avènement du lupin jaune doux.

Récolte ce début septembre ; rendement attendu : une vingtaine de quintaux par hectare, dont 48 tonnes de matière verte et 1,5 tonne de protéines pures. Une première en Sologne et même en France, où la culture de la précieuse graine est encore officiellement interdite.

Vu de Paris, cela tenait du miracle, cette plante millénaire aujourd'hui redécouverte. « *légumineuse au port dressé* » pour les botanistes, *plus simplement* cousine des lupins ornementaux des jardins, mais capable, grâce à ses graines — parmi les plus riches en protéines — de *remplacer presque parfaitement* le soja dans l'alimentation animale. On rêvait : la France enfin tirée de sa *dépendance à l'égard du soja importé* à grands frais (6 milliards de francs en 1981) ; l'« or vert », jusqu'ici trusté par les Américains, désormais à la portée des exploitants nationaux. Et *même* des plus démunis, puisque le lupin jaune, comble de bonne grâce, s'accommode, *nous* disait-on, des sols acides les plus pauvres, dont il améliore la teneur en azote.

Arrivé à *Millançay*, adieu veaux, vaches, lupins, couvée... On imaginait de *molles* étendues fleuries, croulant de corolles et de graines. Première déception : le lupin ne paye vraiment pas de mine. La floraison à peine terminée, il ne reste dans les champs qu'une petite plante triste au feuillage dru presque noyé dans les mauvaises herbes, aux hampes courtes, robustes, et mal garnies. L'essentiel est, il est vrai, caché dans les gousses brunes, déjà presque sèches, qu'on entrouvre d'un coup de pouce. Quelques graines rondes, dures comme des petits pois blancs, roulent dans la paume et croquent sous la dent : pas ou peu de fibres, mais 45 % à 47 % de protéines, 8 % de matières grasses et... pas trace d'amertume.

Car — seconde déception — le lupin a une tare : la lupuline, alcaloïde puissant dont il regorge, est aussi amère que toxique. Inconsommable en l'état, le lupin amer, originaire des régions méditerranéennes et de l'Amérique du Sud, a connu de ce fait des siècles d'oubli, sauf en Australie — les moutons sont insensibles à la lupuline — et en Europe du Nord, où il était surtout utilisé comme « engrais vert » et tête d'assolement, car il présente la qualité appréciable de reconstituer la teneur en azote des sols. Dès la fin des années 20, les Allemands avaient obtenu des espèces de lupin doux, ne contenant pratiquement plus de lupuline. Ces variétés sont aujourd'hui fort utilisées en R.F.A. et, *surtout dans les pays d'Europe de* l'Est, où, faute d'influence américaine, l'usage du soja ne s'est pas imposé.

En France, jusqu'ici, la culture *du lupin est resté confidentielle. Il* a fallu le « plan protéines », lancé en 1976 par les pouvoirs publics pour que l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) lance *dans* le Poitou-Charentes et dans le Bourbonnais des programmes d'amélioration et de sélection des espèces. Toutefois l'INRA a jusqu'ici limité ses encouragements à une seule espèce : le lupin blanc *(Lupinus albus)*, qui, en dépit d'une teneur en protéines plus modeste, obtient de meilleurs rendements dans les sols relativement riches.

La guerre des légumineuses

Le lupin jaune *(Lutéus)* avait *été* écarté, sans doute trop vite, par les chercheurs, faute d'atteindre des rendements suffisants dans les terres d'essais. *Plus* riche en protéines et plus rustique, il se complaît dans les sols pauvres, sableux ou granitiques, où il donne en *revanche de bien meilleurs résultats* que la variété blanche. Il peut à ce titre constituer un apport précieux dans des régions comme la Sologne, la Somme, le Morvan ou l'Ardèche, jusqu'ici exclues de toute culture intensive rentable. Apportant une excellente tête d'assolement et une culture d'appoint, notamment aux éleveurs, assurés d'une certaine autonomie, il rentabiliserait des terres jusqu'ici inutilisées.

Le lupin jaune serait toutefois resté dans l'oubli sans l'obstination d'un de ces passionnés d'agriculture biologique, toujours à l'affût d'espèces nouvelles, robustes et à forte valeur ajoutée. M. Philippe Desbrosse, l'un des chefs de file de cette « nouvelle » agriculture, plus économe, plus respectueuse des sols, plus délicate peut-être, mais à coup sûr plus intelligente et — pourquoi pas ? — plus rémunératrice. Ce n'est pas un hasard si l'aventure du lupin jaune doux est née chez lui il y a cinq ans. Elle est caractéristique des méthodes de ces « nouveaux » paysans, à la fois audacieux, idéalistes et pourtant raisonnables. Il fallait beaucoup de culot et d'opiniâtreté pour, sur une idée tirée d'un vieux numéro de la revue *Rustica*, remonter la filière et finalement se procurer la semence de ce *lupin jaune doux* inconnu en France et d'ailleurs interdit à l'importation. Finalement introduite, en fraude par un industriel, ainsi elle a été plantée en Sologne *dans la plus parfaite* illégalité.

Le jeu en vaut bien la chandelle si, comme *c'est* désormais probable, la culture du lupin jaune doux est autorisée et *se développe. Car* le lupin est rentable, la vente de semences de lupin encore plus. Comptons : le coût de la production d'un hectare s'élève à 1 500 francs dans la ferme pilote *de Millançay, à 1 800 francs environ* dans une exploitation classique. En appliquant au lupin le prix garanti aux utilisateurs par le FORMA (1) pour les protéagineux, soit 1,80 franc *le kilo, on arrive, avec un rendement* moyen de vingt quintaux par hectare, à un revenu brut de 3 600 francs par hectare, soit un bénéfice net de 1 800 à 2 100 francs par hectare. Et c'est encore mieux pour la vente des semences : 2,30 francs de prix garanti, 5 francs le kilo environ au cours réel. Et, assure M. Desbrosse, qui a fait ses comptes, si on veut reprendre 20 % du marché du soja, il faudra six ans pour produire seulement les semences nécessaires.

De l'autosuffisance annoncée on est donc encore très loin. La « *guerre* » *du lupin est en fait une* « *guerre* » des légumineuses : le lupin, robuste mais difficile, ne se plaît que dans les sols acides et déteste le calcaire. Il complète donc fort heureusement la gamme des légumineuses choyées par l'INRA dans le cadre du « plan protéines » : pois fourrager, fèves et féverolles qui, en revanche, ne s'épanouissent qu'en sols alcalins. Mais les efforts des chercheurs n'ont permis la culture du lupin que sur 600 hectares en France, et, en additionnant pois, fèves... et lupins, on atteint péniblement 70 000 hectares, soit dix fois plus qu'il y a trois ans, mais encore très peu par rapport aux besoins. Il faudrait bien un million d'hectares de légumineuses en France (3 % de *la surface agricole utile) pour remplacer le soja en totalité...*

En attendant, les producteurs français de lupin viennent de se regrouper au sein d'un syndicat national (UNAPEL), dont le siège se situe à Millançay. Reçus en août au ministère de l'agriculture, les responsables du nouveau syndicat ont demandé la légalisation de la culture de toutes les espèces de lupin, le lancement d'un programme de recherche et d'amélioration des espèces et l'octroi d'un prix garanti minimum aux utilisateurs de la graine égal à celui consenti par le FORMA pour les autres protéagineux.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.

MICRO-DÉVELOPPEMENT EN PICARDIE

Les théorèmes du Crédit agricole

L'UN faisait des tartes. L'autre des pizzas. Sans se *connaître*, à 35 kilomètres de distance. L'un était à bout de souffle, l'autre à bout d'idées. Le Crédit agricole de la Somme les a mariés.

Ils forment une drôle d'équipe, les dirigeants de cette caisse régionale. Le directeur, Jacques Kadecka, c'est le genre cinq idées à la seconde. Le président, Marcel Deneux, fait dans les présidences multiples avec entrain, dont celle du comité d'expansion économique de Picardie. Ce sont l'un et l'autre des fanas du développement régional, plus précisément du microdéveloppement. « *Tout le monde en parle*, dit Jacques Kadecka, *mais qui fait quoi ?* »

Avant de faire, ils se sont amusés comme des fous. Vous connaissez le PII-3 B ? C'est la formule du « *précipité quanti-quali* », c'est-à-dire, le produit *intérieur brut (PIB) multiplié* par le bonheur intérieur brut (BIB). PIB multiplié par BIB = PII-3 B, C.Q.F.D. Et le théorème de Deneux, « *un point de part de marché = un point de responsabilité dans l'animation économique du département* ». Alors le Crédit agricole a entrepris d'animer, car des points de part de marché, il en a pas mal. Disons une cinquantaine.

Un conseiller culturel...

Ces drôles de banquiers à formules se sont entourés des avis d'un cabinet de conseillers, et puis il y a Jean Kerchbron, qui a atterri là au hasard des rencontres, qui se passionne pour le développement rural. *Ainsi*, le Crédit agricole de la Somme a son conseiller culturel. Pourquoi ? Parce que le développement, si on le limite à l'emploi parachuté, c'est l'échec. *Il doit recouvrir* toutes les dimensions, être global. « *Surtout, ne dites pas global, ça fait totalitaire, et déjà le Crédit agricole...* »

Alors, on suscite des rencontres entre les gens sur un thème presque au hasard, « les quatre saisons », par exemple, et on injecte des connaissances en faisant venir au village tel ou tel pour causer. Il n'y a pas de retombées économiques directes; mais on cause, on cause et puis naissent des projets, comme ça, à la base. « *C'est l'effet Pygmalion* », encore une formule de Jacques Kadecka.

Un théorème encore du même auteur : « *Il vaut mieux mille fois un emploi qu'une fois mille emplois.* » « *D'autant que ce millier d'emplois*, ajoute Alain Simoni, chef du service initiatives et développement de la caisse du Crédit agricole créé en décembre 1981, *est rapidement transférable à Taïwan ou à Singapour.* »

Ce service d'initiatives et développement emploie un chef donc et trois animateurs qui ont pour mission d'écouter, de voir, de faire se rencontrer.

...et une commune qui court !

On marie la tarte et la pizza, on promeut le steack de poisson, on lance un fabricant de flotteurs de pêche à la ligne. Qui ça, on ? Pas forcément le Crédit agricole. Ce n'est pas une histoire d'argent, encore moins de subvention. « *S'il y a un financement à faire, on le fera, classiquement, avec peut-être un regard particulier. Mais une banque concurrente pourra aussi monter le dossier.* »

Le 16 décembre 1980, seize maires de village sont réunis à Famechon — *200 habitants.* — à l'initiative de Patrick Trantan, animateur au Crédit agricole. « *Pour faire quelque chose, quoi, on ne savait pas* », raconte M. Culot, maire de Bergicourt. Toujours est-il que cette commune qui dormait — les jeunes ne restaient pas — s'est mise à courir : les deux tiers des 134 habitants se sont réunis à leur tour et depuis on n'arrête plus : ouverture d'un foyer pour tous ; théâtre en patois picard ; sorties à pied, à vélo, en car ; soirées diapo ; bal masqué, etc. « *C'est l'ancienne JAC qui revient* », s'émerveille M. Culot, qui, du coup, rajeunit de vingt ans au moins. Mais l'économie, là-dedans ?

« *D'abord, la population est partie à sa propre découverte*, répond-il. *Des retombées économiques, il y en aura, s'il fait bon vivre ici, avec le tourisme surtout, les gîtes ruraux, le plan d'eau, le camping, et les résidences secondaires qui participent à la restauration du patrimoine.* »

L'industrie du manège forain ne tourne plus rond. La société SOMEPLAS, près d'Amiens, a une urgente nécessité de se reconvertir, d'autant que l'inspection du travail a refusé la vingtaine de licenciements programmés sur les soixante salariés qu'emploie l'entreprise. Le patron, M. Godbille, s'est souvenu qu'il savait faire des gazogènes. On va se lancer dans le gazogène pour tracteurs avec de la paille ou du copeau de bois. « *Mais, avec nos soucis et le travail de l'usine, on n'a pas le temps de chercher des agriculteurs qui acceptent de tester les appareils.* » L'animateur du Crédit agricole en a trouvé un, plutôt dynamique et qui sait compter, M. Delepine. D'autres suivront peut-être. Si la greffe prend entre la *P.M.E. et les paysans du coin*, on sauve soixante emplois. Ça vaut le coup d'essayer.

Famechon : des gravières communales on a tiré un site gallo-romain, puis des « archives » plus anciennes encore de l'époque proto-historique. Le maire, M. Boulle, agriculteur, maître en archéologie et faunistique, a un projet : un ensemble de tourisme et de loisir sur vingt-deux hectares, où l'on allierait les fouilles, un conservatoire de la nature et la planche à voile. « *Nous, au Crédit agricole, qu'est-ce qu'on fait ? On fait connaître le projet.* » M. Boulle : « *Ça permettra de créer un ou deux emplois pour l'entretien, peut-être plus si on fait le restaurant.* »

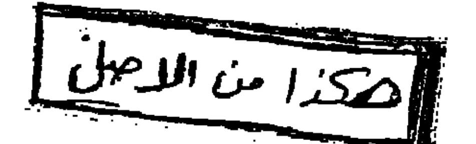
Des philanthropes

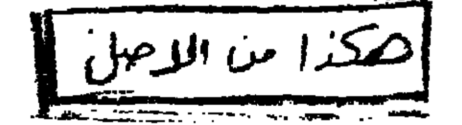
Ces curieux banquiers sont-ils des philanthropes ? « *Le Crédit agricole est puissant. Mais si cette puissance repose sur le désert, on scie la branche qui nous soutient. Avec la moitié du marché bancaire, on a intérêt à ce que la région tienne la route. C'est une démarche égoïste qui se justifie* », dit Jacques Kadecka.

Mais pourquoi le Crédit agricole ? « *Qui est sur le terrain ?* répond le directeur. *Qui fait du développement économique local ? Les chambres de commerce ? Un peu. Les entreprises, peu. Les états-majors sont ailleurs et elles peuvent s'arbitrer en déménageant. Les autres banques aussi. Nous, pas. On a une vocation territoriale unique. Les chambres d'agriculture ont manqué le virage du développement rural global. Nous, nous avons les ressources, c'est-à-dire pas seulement le fric, mais le réseau, l'engagement sur le terrain, les hommes.* »

Mais que pensent les paysans, si soucieux de conserver « leur » Crédit agricole ? « *Le message commence à passer. Le vocable « développement » marche bien en agriculture. Deux chiffres expliquent notre attitude : part de l'agriculture dans le montant des dépôts à vue 15 % ; part de l'agriculture dans les prêts à court terme, 97 %. Si le développement n'est pas global, il n'y a plus d'agriculture et plus de Crédit agricole.* » C'est le théorème final, pour le moment.

JACQUES GRALL.


هكذا من الاصل



LES NOTES DE LECTURE d'Alfred SAUVY

● NORD-SUD. LES ENJEUX.

ABD EL KADER SID AHMED
(Théorie et pratique du nouvel *ordre économique international*)

Une belle présentation du grand problème, plus précieuse, sans doute, par la description claire des thèses opposées et des résultats obtenus que par les arguments dégagés en fin de volume, suggérant un ordre inverse de celui indiqué dans la parenthèse. Le NOEI (nouvel ordre économique international) est conçu sous des formes bien différentes, qui, pour la commodité de l'exposé, sont divisées en deux écoles.

Selon la conception — et non l'approche — libérale (qui n'a pas osé se placer sous le signe plein d'espérance NOEI), ni indexations ni rigidités ; à la rigueur, quelque « Stabex ». Aide charitable au quart-monde, sous surveillance diplomatique couverte par diverses taxes, notamment sur la mer et sur l'exode des cerveaux. La vue dite social-démocrate prend, elle-même, diverses formes : Tinberghen-Brandt, notamment. Selon cette dernière, un vaste plan, combinant Marshall et Keynes, assurerait le progrès des pays pauvres sans rien coûter à personne.

Dans ces multiples projets, libéraux ou sociaux, les objectifs sont, bien classiquement, plus clairs que les moyens de les atteindre. Des deux côtés, le sens de l'esquive est en place : les « *libéraux* » mettent l'accent sur l'inégalité sociale dans les pays pauvres, tandis que les « *sociaux* » s'efforcent de mettre hors du circuit les salariés des pays riches.

Dans la seconde partie, sont décrits les événements diplomatiques des dernières années et les propositions formulées : Groupe des 77, C.E.E., Etats-Unis. Vues interressantes sur le droit de la mer. Plus personnelle et nationale, la troisième partie porte largement sur les échanges Sud-Sud, inspirés de Samir Amin. Cette « *autonomie collective* » devient plus réaliste, en raison des progrès des pays néo-industriels. Le dialogue Nord-Sud n'en reste pas moins nécessaire, mais, ici, les vues plus engagées contestent, aussi classiquement que naïvement, les effets des augmentations du prix du pétrole sur la crise.

★ Publisud, Paris, 1981, 21,5 cm, 324 pages, 83 F.

● ÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES.

J.-L. REIFFERS et divers
(Dédié au doyen Marcy)

L'université d'Aix-Marseille est, une fois de plus, à l'honneur : vingt-trois spécialistes réunis et présentés par J.-L. Reiffers, directeur du Centre d'économie et finance internationales, donnent le résultat de leurs recherches sur les problèmes économiques internationaux. Les tendances, doctrines et régions couvrent un large éventail, mais cette diversité même donne à regretter de ne trouver aucun représentant des pays peu développés ni aucun « acteur » (industriel ou exportateur).

La théorie domine d'ailleurs largement l'expérience (si délicate en la matière), si bien que les résultats *chiffrés sont* rares. Citons, cependant, la comparaison entre la France et l'Allemagne en 1962 et en 1972-1973, par A. Lebahar et *J.L. Reiffers*, qui nous montre la convergence progressive de deux systèmes de production. D'ailleurs, les modèles et suggestions présentés sont parfois l'aboutissement de longues observations dans le champ mondial. Tel paraît, notamment, le cas des études de M. J.-M. Jeanneney, *Concurrence internationale et structures économiques*, de M. X. Greffe (Paris-I), *l'Analyse des transferts internationaux de la science économique*, et, plus encore, de l'exposé de Mme Marie Lavigne (Paris-I), *la Division internationale socialiste du travail dans la D.I.T.*..., etc.

Le recueil est divisé en cinq parties, dont l'ordre n'échappe pas à toute critique ; en outre, le problème si classique des termes de l'échange pour les pays peu développés est moins en vue que le thème général. Retenons, par exemple, l'exercice de haute école qu'est l'exposé doctrinal et historique (de Hume et Ricardo à Cassel et à... Aglietta) sur les taux de change tendanciels, par M. Aglietta (Amiens). Une vérification du modèle est partiellement tentée pour les vingt dernières années.

Abandonnant de façon classique, si l'on ose dire, la technique pure, M. C. Palloix (de Grenoble) décrit, sans affectivité, les nouvelles formes de l'impérialisme (montrant toutefois une conception quelque peu limitée de l'inflation). Quant aux multinationales, elles trouvent logiquement leur place dans les textes de M Saias (Aix-Marseille) et du spécialiste Michalet (Nanterre).

★ Dunod. Paris 1982. 23,5 cm. 449 p. 150 F.

● L'EMPLOI. ENJEUX ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX.

CLAUDE DURAND et divers
Colloque de Dourdan

Le grand sujet étudié avec conscience, esprit scientifique, par trente-cinq personnes de niveau élevé, soucieuses de savoir. Et cependant, en dépit, sinon du fait même de la qualité de cet ouvrage, nous trouvons moins le remède, *contre le chômage, que la raison de* l'échec continu, sinon croissant, dans cette lutte.

Dès l'avant-propos, d'ailleurs, nous constatons l'ignorance, certes courante, du fait essentiel : « *La diffusion des technologies nouvelles accroît la productivité au détriment de l'emploi* ». Il est ajouté que quatre cent mille emplois sont ainsi supprimés par an. L'auteur ignore sans doute que, depuis 1974, *point de départ de la* « crise », le nombre des emplois occupés a augmenté de sept cent mille, mais ce ne sont, bien entendu, pas les mêmes. Ce jugement s'apparente curieusement à celui des quelques auteurs du dix-huitième *et du dix-neuvième siècle, soucieux* de maintenir les effectifs dans le textile, l'agriculture et la métallurgie.

Tout le volume se ressent de cette localisation d'un problème national. Plus exactement, l'emploi est considéré, dans l'optique de l'individu, comme un but en soi, sans tenir compte de la nécessité vitale, essentielle, des besoins nationaux à satisfaire. Dans le chapitre IV, qui, selon l'à-propos, contient les *remèdes, nous ne trouvons rien de* tel. Il est certes largement question de formation, toujours dans l'esprit de l'individu, et de « l'insertion » ; mais le problème reste entier.

Comme dans tout ouvrage sur le sujet et comme dans toute la société contemporaine, le choix qui se pose, entre liberté et planification, est refusé. L'individu doit rester libre, tout en trouvant l'emploi qu'il désire. Stabilité donc, sans autorité ; attitude bien légitime certes, mais toujours dans l'optique individuelle, ce qui explique, en somme, le rejet, par la société, de deux millions *de travailleurs.*

★ François Maspero. Paris. 1982. 22 cm. 446 pages. 95 francs.

● FEMMES ET MULTINATIONALES.

ANDRÉE MICHEL, AGNÈS FATOUMATA DIARRA, HÉLÈNE AGRESSI DOS SANTOS et autres

Sous ce titre un peu étrange sont présentés les débats qui se sont déroulés, en mai 1980, à Chantilly, sur le sujet original : « Les femmes, la division internationale du travail et le développement », entre une trentaine de participantes, parmi lesquelles douze spécialistes africaines. *Le tableau reste de* pleine actualité.

La vue classique de l'inégalité dans le monde, c'est-à-dire du magnat occidental au péon ou au fellah, s'étend encore, si l'on ajoute au bas de l'échelle, le prolétariat féminin, souligne Mme Andrée *Michel, les multinationales* étant, elles, placées au sommet. Démonstration trop globale, quelque peu ingénue, et qui gagnerait à être suivie de suggestions positives précises. Plus convaincantes les observations de Jacqueline Kizerbo et d'Andrée Audibert.

Dans la deuxième partie, consacrée aux paysannes, les vues les plus pénétrantes sont dues à Esther Boserup, spécialiste bien connue de l'Afrique rurale et du rôle de la difficulté créatrice. Excellente communication, dans la troisième partie, consacrée aux villes, d'Alya Naffoun, sur l'accès des Tunisiennes au salariat. Bien que la Tunisie ait fait quelques pas, en matière de *libération de la femme et aussi de* limitation des naissances, le relèvement de la condition féminine appelle encore bien des étapes.

Pour l'ensemble du monde, et pour l'ensemble de l'ouvrage, le tableau risque, malheureusement, par des généralisations et des inexactitudes, de ne pas atteindre son but. La meilleure des causes souffre classiquement d'un excès dans la présentation. Souhaitons l'exception, pour cette cause si légitime. Bibliographie sélective sur le rôle des femmes rurales en Afrique, par Philippe Langley.

★ Editions Karthala. Agence de coopération culturelle et technique. Paris, 4e trimestre 1981, 21,5 cm, 298 pages, 64 F.

● LA POLITIQUE SOCIALE DANS LES PAYS OCCIDENTAUX. DIAGNOSTICS 1945-1980.

ROGER GIROD, PATRICK DE LAUBIER et divers
Préface par Albert Tevoedjre, *directeur de l'Institut international d'études sociales* (B.I.T.)

A l'initiative de la Commission nationale suisse pour l'UNESCO, s'est tenu, sur ce sujet, un colloque, en mai 1981, sous les auspices de l'Institut international, rassemblant trente-deux spécialistes. Les deux professeurs de l'université de Genève présentent ici, de façon claire et expressive, les textes de *huit* auteurs (*non compris le* préfacier).

Dans une première partie, assez générale, nous trouvons, après un excellent rappel, par R. Girod, des objectifs de la politique sociale, accompagné de quelques commentaires, trois « pronostics », qui sont plutôt des points de vue (d'une façon générale, les termes pronostic, scénario, stratégie, diagnostic, etc., mériteraient d'être plus à leur place) : « Vers le socialisme », par J.A. Schumpeter, contre « La route de la servitude », par F. Hayek et « Pour la troisième voie », de W. Ropke. J. Delcourt, professeur à Louvain, fait ensuite un exposé critique, au plein sens du mot, des diverses tendances, notamment *de la vue « élitiste », d'A.O.* Hirschmann. C'est peut-être la meilleure des études, dans un lot de choix.

La deuxième partie comprend les *résultats* de quelques « expériences » nationales : en Suisse par H. P. Tschudi, en Suède par J. Hartmann, aux Etats-Unis, de 1960 à 1980, par Ph. Beneton. Le professeur de Rennes décrit les aventures de la politique égalitaire aux Etats-Unis, soulignant la difficulté de mesurer, par voie statistique, les résultats. Nous retrouvons le fameux impôt négatif, mais malheureusement pas les réactions sévères de G. Gilder, non plus *que la politique, plus résignée,* de R. Reagan.

Enfin P. Donati, professeur à Bologne, présente, dans une analyse remarquable, l'évolution heurtée de l'aide sociale en Italie, peu connue en France et qui tient une place combien plus importante que le semi-légendaire, travail noir. Il faut, en conclusion, utiliser concurremment les institutions politiques et privées.

Notes malheureusement sacrifiées, par leur rassemblement à la fin de chaque chapitre.

Quelques bibliographies.

★ Réalités sociales, Lausanne, 1982, 20,5 cm, 131 pages.

● LA POPULATION DES ANNÉES 80.

MICHEL-LOUIS LÉVY

A l'inverse de tant d'autres, cet ouvrage couvre bien plus que son titre, la période des années 80 étant dépassée des deux côtés. C'est un tour de force que d'avoir réussi, en un si faible volume, à rappeler les grandes étapes démographiques, en partant même de la *préhistoire. En outre, il ne s'agit pas* uniquement de « comptabilité d'hommes » : les causes des phénomènes passés et présents et les conséquences à attendre sont décrits, en mettant les meilleures sources au service d'une réflexion dépourvue d'affectivité.

Quelques points cependant à relever : par exemple la « pilule » n'a jamais été interdite en France et sa consommation, très modeste il est vrai au *début*, a commencé dès le début des années 60. D'autre part, l'avortement n'est pas — confusion de termes fréquente — une méthode contraceptive, mais un moyen antinatal. En revanche, la lumière se répand largement : l'accent est en particulier bien mis sur les années qui viennent, notamment sur la contradiction entre l'accroissement continu de la proportion des vieux et l'idée ingénue d'abaisser l'âge de la retraite. Des promesses sont ainsi faites, sans réflexion et à grands risques.

Pas d'apocalypse, en aucun sens, est-il conclu, mais nécessité d'adapter une société « *malade de ses progrès* ». Excellente mise au point, pour enseignants et pour... enseignés.

Bibliographie utile.

★ Hatier. « Profils et société », Paris, 1982, 18 cm, 80 pages, 12,50 F.

Le Monde

sports

TENNIS

Connors superstar

Les deux Tchécoslovaques qui disputaient les finales masculine et féminine des Internationaux des Etats-Unis, Ivan Lendl et Hana Mandlikova, ont été battus par deux Américains, respectivement Jimmy Connors (6-3, 6-2, 4-6, 6-4) et Chris Evert-Lloyd (6-3, 6-1), qui ont reçu chacun 90 000 dollars pour leur victoire.

Quatre cent sept mille quatre cent cinquante personnes au total — la plus forte affluence jamais enregistrée dans un tournoi de tennis — ont assisté à la quinzaine de Flushing-Meadow qui a consacré pour la dixième année consécutive le règne des gauchers dans le tournoi masculin (trois en demi-finale, dont le vainqueur) et qui a été animé par des joueurs de plus de trente ans (trois en quarts de finale et le vainqueur).

Avec le quatrième titre de Connors et le sixième titre *d'Evert-Lloyd, le tournoi a révélé* deux amateurs, Gretchen Rush chez les dames et Rodney Harmon chez les hommes.

Après l'élimination de Yannick Noah au quatrième tour du tableau seniors, les Français se sont bien comportés dans le tournoi juniors, Loïc Courteau et Guy Forget étant battus respectivement en demi-finale et en finale par l'Australien Patrick Cash, champion du monde des moins de dix-neuf ans en 1981.

De notre envoyé spécial

Flushing-Meadow. — Lorsque Connors pénétra dimanche à 16 heures sur le Stadium de Flushing-Meadow, les 20 532 spectateurs lui firent une formidable ovation. Et ce n'était rien par comparaison à l'« opéra » qui accueillit trois heures neuf minutes plus tard sa victoire, la quatrième dans les Internationaux des Etats-Unis.

Ce ne fut pas un match, ce fut une tornade, un ouragan. Au centre de l'arène chauffée à blanc, son ultime adversaire, le Tchécoslovaque Lendl, a fondu comme un glaçon, auquel son comportement hautain l'avait fait comparer. Connors, dont le surnom, « Jimbo », évoque un éléphant de Walt Disney, se conduisit comme un vieux chef de troupeau emporté par sa fureur et son élan. Il entra dans le match comme dans un magasin de porcelaine. A trente ans, celui-ci, qui gagna le tournoi pour la première fois en 1974, fait figure d'ancêtre à côté de l'étoile montante du tennis, le Suédois Mats Wilander (dix-sept ans). Mais 1982 a vraiment été l'année de l'embellie de Connors.

A Wimbledon, on aurait pu, à la rigueur, mettre sa victoire, en cinq sets, sur le compte d'une défaillance passagère du champion sortant McEnroe. Maintenant, ce n'est plus possible. McEnroe, qui se cherchait depuis le début du tournoi et qui ne trouvait pas vraiment ses anticipations et son service naguère prodigieux, a été éliminé à la régulière par Lendl en demi-finale. Une défaite sur laquelle il n'y a rien à redire, sinon que « Big Mac », qui subissait son sixième échec consécutif face à « Ivan le Terrible », est apparu totalement désorienté par la manière du Tchécoslovaque.

Mais n'est-il pas surprenant de constater comment la roue a tourné ? Numéro un mondial au début des années 70, Connors fut battu au fond du court par Borg, qui régna sur la fin de la décennie. McEnroe perça au filet les mystères du jeune Suédois, mais, à peine venait-il de s'installer en haut de la hiérarchie mondiale que, déjà, le coup droit du Tchécoslovaque le mettait en péril. Or, qui vient de faire mordre la poussière à Lendl ? Ce fut Connors, avec son jeu à plat de batteur de balles qu'on disait éculé.

Connors n'aime le tennis que comme on doit boire le champagne : frappé. Or il a bien retrouvé cette frappe par laquelle il avait assuré son hégémonie au grand dam des puristes de la petite balle. Comment a-t-il recouvré cette efficacité ? En guise de réponse, Connors fait toujours référence à son épouse — une ex-Bunny — qui l'a encouragé à ne pas gâcher son énergie sur le court en gesticuleries et en brailleries inutiles. Ce qu'il fit...

Cela suffisait-il pour pronostiquer la victoire finale de « Jimbo » ? L'impression laissée par les demi-finales disputées samedi ne lui était pas très favorable. Il avait dû batailler sévèrement pendant quatre manches contre Vilas (6-1, 3-6, 6-2, 6-3), tandis que Lendl avait sorti McEnroe en trois sets (6-4, 6-4, 7-6), mais il en avait été de même l'an dernier. McEnroe avait peiné cinq manches devant Gerulaitis avant de balayer Borg, qui avait disposé auparavant de Connors en trois sets. Comme le Suédois en 1981, Lendl avait-il donné le meilleur de lui-même pour éliminer le triple champion des États-Unis ? Il semblerait. Car si samedi le Tchécoslovaque envoyait ses passings au paradis, dimanche il jouait en enfer. Il commit, en effet, une proportion très inhabituelle de fautes en coup droit (29), qui est normalement son point fort. Au service, il ne fut guère plus heureux.

Connors n'en demandait pas tant, qui put multiplier les retours foudroyants. A cet égard, le Tchécoslovaque, qui avait gagné le droit de choisir celui qui engageait, commit sans doute la même erreur que Borg, l'an passé, en décidant de recevoir : il se mettait en position défensive. Car la tactique ne fut payante que lors du premier jeu du premier set, où l'Américain perdit son service. Ensuite il imprima aux échanges une rapidité qui déborda rapidement Lendl. Celui-ci ne put jouer à sa guise que dans la troisième manche, où l'Américain paya momentanément les efforts des deux sets précédents. Toutefois, Connors attaqua comme un kamikaze. Il dit, après la partie, qu'il avait senti les crampes venir et qu'il avait voulu absolument en finir. La chance était avec lui puisque le match bascula à son avantage, alors qu'il aurait pu tout perdre sur un tel coup de poker. Tout en jouant très juste, Lendl ne fut plus en mesure de prendre ses services. Il subit donc la neuvième défaite en dix matches par la raquette de Connors. Une défaite qui fera s'interroger sur la capacité de l'élève de Fibak à s'imposer en finale dans un grand tournoi : il se présentait cette année avec le meilleur palmarès des quatre demi-finalistes (85 victoires en 92 matches et 11 tournois gagnés sur 18). Il a pourtant laissé filer une deuxième chance dans un tournoi du grands chelem, après celle contre Borg en 1981 à Roland-Garros. Quelle défaillance morale cache le robot tchécoslovaque ? Un geste qui est devenu un tic a été révélateur de la nervosité qui le mina durant la partie : il n'a pas cessé de sécher le manche de sa raquette avec de la sciure tellement sa main droite était moite.

En revanche, l'énergie de Connors a semblé décuplée par la tension du match et son enjeu. En gagnant successivement Wimbledon et Fluschin-Meadow, « Jimbo » va retrouver la place de numéro un mondial, qu'il n'a plus occupée depuis 1978, et il va vraisemblablement se voir attribuer le titre de champion du monde à la fin de l'année.

Tel le Créateur à l'aube du septième jour, Connors envisage néanmoins de prendre du repos. Il se mettra en vacances à la fin de l'année et il ne jouera pas les Internationaux d'Australie. Il n'a pas encore décidé de sa participation au Master's. Son palmarès lui permet d'aspirer à la retraite sans regret ; mais peut-être a-t-il envie de rencontrer encore une fois celui qui l'avait poussé sur le toboggan : Bjorn Borg, dont le retour est annoncé pour la fin de l'année.

ALAIN GIRAUDO.

La victoire de Chris Evert-Lloyd

Pimpante dans son petit ensemble de sport rose bonbon, la queue de cheval impeccable après une heure quatre minutes de match, Chris Evert-Lloyd a reçu un chèque de 90 000 dollars pour sa victoire sur Hana Mandlikova en deux sets (6-3, 6-1) dans la finale féminine du tournoi de Flushing-Meadow. Un chèque qui lui a été donné par les organisateurs sur le court, avant même la traditionnelle coupe.

L'exploit sportif de la joueuse américaine méritait cependant d'être célébré avant d'être rétribué. Ce chèque a porté à 318 058 dollars le total de ses gains pour les douze participations aux internationaux américains — aucun homme n'a encore perçu autant, — mais ce record n'est que la conséquence de ses performances : samedi 11, elle a gagné son sixième titre à New-York, après avoir été également une fois finaliste et cinq fois demi-finaliste.

Dépassé cette année par Martina Navratilova, la championne d'Australie, de Roland-Garros et de Wimbledon, au classement électronique de la W.T.A (association des joueuses professionnelles), le palmarès d'Evert-Lloyd en fait désormais une des plus grandes joueuses de tous les temps. Depuis neuf ans, elle enlève chaque année au moins un tournoi du grand schlem. C'est la première femme à accomplir une telle performance. — A. G.

Rugby

Gros scores pour l'ouverture du championnat en première division :

GROUPE A

Poule A. — Agen bat Racing, 55-16 ; Angloulême bat Tulle, 28-15 ; Narbonne bat Oloron, 46-9 ; Nîmes bat Boucau, 16-15 ; Nice bat Carcassonne, 21-16.

Poule B. — Montauban bat Bayonne, 21-12 ; Béziers bat Auch, 18-9 ; Toulouse bat Mont-de-Marsan, 15-10 ; Biarritz bat La Voulte, 13-10 ; Toulon bat Lourdes, 16-4.

Poule C. — Tarbes bat Aurillac, 21-19 ; Tyrosse bat Castres, 28-3 ; Grenoble bat La Rochelle, 37-24 ; Bègles bat Bourgoin, 15-7 ; Montferrand bat Albi, 36-10.

Poule D. — Bourg bat Valence, 24-18 ; Dax bat Pau, 28-19 ; Perpignan bat Romans, 46-7 ; Graulhet bat Brive, 21-9 ; Bagnères bat Aire-sur-Adour, 28-12.

GROUPE B

Poule E. — Vichy bat Clermont, 6-3 ; Montchanin bat Chambéry, 37-9 ; Annecy bat Saint-Claude, 15-6 ; PUC bat Le Creusot, 24-7 ; Vienne bat Orléans, 30-18.

Poule F. — Hyères bat Avignon, 24-13 ; Mazamet bat Castelnaudary, 12-9 ; Pézenas bat La Seyne, 15-10 ; Decazeville bat Châteaurenard, 10-9 ; Carmaux bat Thuir, 23-16.

Poule G. — Cahors bat Condom, 20-13 ; Périgueux bat Fumel, 15-7 ; Limoges bat Mérignac, 9-3 ; Langon bat Niort, 20-15 ; Marmande bat Salles, 18-3.

Poule H. — Peyrehorade bat Rieumes, 22-9 ; Orthez bat Mauléon, 13-9 ; Vic-Bigorre bat Beaumont, 20-12 ; Foix bat Saint-Jean-de-Luz, 18-7 ; Hagetmau bat Colomiers, 10-6.

AUTOMOBILE

Triomphe pour René Arnoux à Monza
Amère victoire pour Renault

Après avoir fait cavalier seul, le Français René Arnoux, sur Renault à moteur turbo compressé, a gagné, dimanche 12 septembre, sur le circuit de Monza, le Grand Prix d'Italie ; il a devancé les deux pilotes de l'écurie Ferrari, Patrick Tambay, encore mal remis de la hernie discale qui l'avait empêché de courir le 30 août le Grand Prix de Suisse à Dijon, et l'Américain Mario Andretti, champion du monde en 1978, qui avait arrêté de courir en formule 1 à la fin de la saison 1981 et recourait exceptionnellement pour Ferrari.

La première place du Français René Arnoux, qui courra la saison prochaine dans l'écurie italienne aux côtés de Patrick Tambay, constitue une amère victoire pour Renault. L'écurie française a vu sombrer toutes ses ambitions pour la conquête du titre de champion du monde des conducteurs avec l'abandon d'Alain Prost, dont la voiture fut victime d'ennuis d'injection au moment où il s'apprêtait à prendre la deuxième place. Sa défaite est d'autant plus cruelle que, dans le même temps, Keijo Rosberg devait s'arrêter à son stand après avoir perdu un aileron. Le Finlandais, premier au classement du championnat du monde des conducteurs, a désormais toutes les chances de s'approprier le titre le 25 septembre à Las Vegas, où se disputera le seizième et dernier grand prix de la saison.

Peugeot et Talbot « lâchent » Ligier

De notre envoyé spécial

Monza. — MM. Jean Boillot, président du directoire d'Automobiles Peugeot, et Guy Ligier ont fait savoir qu'il serait mis fin, au terme de la saison 1982, à la participation de Peugeot à la formule 1.

« *Pour préserver l'acquit de leur collaboration*, dit le communiqué, *les partenaires ont décidé que l'appui technique d'Automobiles Peugeot pourrait être maintenu pendant la saison 1983 dans les domaines autres que celui de la motorisation pour la mise au point des voitures.* »

Ce communiqué laconique n'a étonné personne dans le petit monde de la formule 1. Nul n'ignorait en effet qu'en rachetant Simca-Chrysler France et en lui donnant le nom de Talbot, Peugeot avait pour ambition d'améliorer l'image de marque de son nouvel associé. L'arrivée de Talbot en formule 1 en 1981, qui avait pris 51 % des parts de Ligiersports, correspondait à cet objectif. Des limites raisonnables avaient été néanmoins fixées à sa participation.

Même si Peugeot estime aujourd'hui que « *le bilan de sa collaboration avec Ligier est positif* », il est probable que les résultats médiocres obtenus par les monoplaces de l'écurie française ont pesé dans les décisions du directoire.

Difficile en revanche de considérer comment Ligier, auquel a été refusé depuis deux ans le moteur Matra turbo compressé, soit tenu seul responsable de ses mauvais résultats. Les difficultés du constructeur vichyssois ont en effet commencé avec la construction de la J.S. 19 à laquelle ce moteur était destiné. Or le refus pour des raisons obscures du P.-D.G. de Matra, M. Jean-Luc Lagardère, de le lui livrer, a réduit à néant plusieurs mois de travail et compromis sérieusement l'avenir de la petite firme française.

Doit-on oublier également que, lors du Grand Prix du Brésil, le 21 mars à Rio-de-Janeiro, Peugeot, par la voix de son porte-parole, avait précisé que les accords passés avec Ligier se situaient « *long terme* ». Or Peugeot, qui s'était réservé le droit de refuser le budget du constructeur français, se retire de la formule 1 avant même l'expiration du contrat qui liait les deux parties jusqu'à la fin de 1983.

Guy Ligier aurait quelques raisons d'être irrité par une décision aussi tardive alors qu'il ne lui reste pas plus de trois mois pour trouver des solutions à ses difficultés. Il considère néanmoins que l'annonce du retrait de Talbot « *clarifie la situation* ». Il lui faut désormais trouver un deuxième commanditaire pour compléter le budget de 15 millions de francs que lui apporte la Société d'exploitation industrielle de tabacs et d'allumettes (SEITA).

Cette situation est d'autant plus préoccupante que l'entreprise de formule 1 Ligier — elle va reprendre son nom d'origine Ligier sports — emploie soixante-sept personnes et que son patron n'entend pas mettre en difficulté sa seconde entreprise de construction d'automobiles qui compte elle trois cent cinquante salariés. Devant l'attitude de Matra, seul Renault, entreprise nationale, peut désormais les lui fournir. Même s'il semble aujourd'hui que Guy Ligier ait reçu des assurances de la Régie.

Un contrat de quatre ans enfin lui permettrait de concevoir, d'une part, la monoplace pour courir la saison prochaine avec un moteur turbo jusqu'à la fin de 1984 à l'expiration des accords de la Concorde, d'autre part, de mettre en chantier la voiture qui en 1985 sera construite en fonction de la nouvelle réglementation.

Dans le cas d'un accord avec Ligier, Renault sports devra d'ici à la fin de l'année se doter de structures plus étoffées pour respecter également le contrat signé au mois d'août avec l'écurie britannique Lotus pour la fourniture de six moteurs turbo compressés.

Il semble que Renault pourra satisfaire seulement Ligier pour les épreuves de formule 1 qui ont lieu en Europe et que le constructeur vichyssois devra commencer la nouvelle saison avec les Ford Cosworth qu'il a eu la sagesse de se procurer.

On peut s'étonner du changement d'attitude de Ligier à propos du moteur turbo compressé. Lui se défend d'avoir modifié sa position. Il estime que « *l'augmentation des budgets par deux ou par trois conduira la formule 1 à sa perte. A ce jeu-là, seule les grandes écuries pourront se permettre de telles dépenses* ».

GILLES MARTINEAU.

CLASSEMENT. — 1. Arnoux (Renault), les 301,6 km en 1 h 22 min. 25 sec. 73 (moy. : 219,5 km/h) ; 2. à 14 sec., Tambay (Ferrari) ; 3. à 48 sec. 4, Andretti (Ferrari) ; 4, Watson (McLaren) ; 5. Alboreto (Tyrrell) ; 6. Cheever (Ligier) ; 7. Mansell (Lotus) ; 8. Rosberg (Williams) ; 9. Salazar (A.T.S.) ; 10. De Cesaris (Alfa) ; 11. Serra (Fittipaldi) ; 12. Baldi (Arrows).

Meilleur tour : Arnoux (Renault) en 1 min. 33 sec. 61 (223,031 km/h), nouveau record.

Au classement du championnat du monde, Rosberg (42 pts) mène devant Pironi (39 pts) et Watson (33 pts). Prost, quatrième avec 31 pts, n'a plus de chances pour le titre.

ATHLÉTISME

La fin des championnats d'Europe

Les treizièmes championnats d'Europe d'athlétisme, disputés du 6 au 12 septembre, au stade olympique, ont été dominés, comme prévu, par la République démocratique allemande (28 médailles dont 10 titres) et l'U.R.S.S. (25 médailles dont 5 titres). A noter aussi le bon comportement des athlètes ouest-allemands (13 médailles dont 8 titres). A noter encore le record du monde féminin, établi samedi, lors de la dernière journée, par les relayeurs de la République démocratique allemande (3 min. 19 sec. 5) aux 4 × 100 mètres et la médaille de bronze gagnée par l'équipe de France féminine du 4 × 100 mètres : Laurence Bily, Marie-Christine Cazier, Rose-Aimée Bacoul et Liliane Gaschet, qui établirent au passage un nouveau record de France (42 sec. 69), le deuxième de la semaine après celui de Chantal Rega (54 sec. 94) au 400 mètres haies, vendredi. Maigre bilan qui risque de créer de nouveaux remous au sein de l'athlétisme français.

De notre envoyé spécial

Athènes. — Au moment où la Portugaise Rosa Mota franchissait victorieusement la ligne d'arrivée du marathon féminin, on ne pouvait plus manquer d'avoir une pensée pour le berger grec Spiridon Louis, premier champion olympique de l'ère moderne dans ce même stade de marbre Panathinaïkos. Impossible aussi de ne pas s'attarder sur l'aspect symbolique de ce premier titre officiel décerné à une marathonienne au pays même de Philippidès, ce soldat grec mort d'épuisement pour avoir voulu annoncer sans délai aux Athéniens la glorieuse victoire de Miltiade sur les Perses.

Comment ne pas remarquer encore que trois des quatre records du monde battus au cours de cette compétition, ceux du 400 mètres, du 4 × 400 mètres et du saut en hauteur, l'ont été pas des athlètes féminines ? Les Françaises se sont mises au diapason, empochant de leur côté les trois seules médailles de bronze gagnées par leur délégation. De cette conjoncture de performances les féministes n'ont pu que se réjouir. On doute néanmoins que les succès de ses sélectionnées suffisent à consoler M. Jean Poczobut, le directeur technique national, des déboires de l'équipe de France. En toute logique, sa déception est à la hauteur des ambitions qu'il avait manifestées quant, en 1978, il prit en main les destinées d'un athlétisme français déjà bien décadent : « *Si nous n'avons pas réussi*, affirmait-il, *à mettre sur pied une équipe compétitive pour les championnats d'Europe d'Athènes, alors nous aurons échoué.* » Restait encore à savoir ce qu'était dans son esprit « *une équipe compétitive* », compte tenu des évidentes faiblesses d'un athlétisme dont il venait de prendre la responsabilité. De vingt, le nombre de ses espoirs de finalistes était passé à quinze avant le début des épreuves.

En fin de compte, son bilan est en retrait de deux unités : sept hommes et six femmes parmi les huit premiers. Il n'y a évidemment pas de quoi pavoiser. Pour autant doit-on crier à la catastrophe ? Dans ce domaine, les seules données objectives d'appréciation sont statistiques. Et, à cet égard, les chiffres sont révélateurs. Depuis vingt ans, c'est-à-dire depuis les championnats d'Europe de Belgrade, les athlètes français ne se sont vraiment montrés à leur avantage qu'en deux occasions : en 1966 à Budapest et en 1969 à Athènes (25 finalistes à chaque fois). Encore convient-il de rappeler que, dans la capitale hellénique, la tâche des Français fut alors grandement facilitées par le forfait des Allemands de l'Ouest pour les épreuves individuelles. Pour ce qui concerne les quatre autres participations (1962, 1971, 1974, 1978), le bilan collectif de l'équipe national, n'était ni moins bon ni meilleur qu'au baisser de rideau de ces treizièmes championnats d'Europe : entre douze et seize finalistes.

Dans ces conditions, il apparaîtrait déloyal d'instruire le procès de M. Jean Poczobut, en place depuis quatre ans seulement, et à qui on ne peut pas reprocher les faillites précédentes. Mais vaudrait considérer que les revers relatifs en athlétisme et, beaucoup plus graves, en natation, les deux principaux sports olympiques, appelés aussi « *sports de base* », tiennent pour beaucoup à la désinvolture avec laquelle sont traitées les activités physiques dans le cadre scolaire depuis plusieurs années.

La meilleure période de l'athlétisme français d'après guerre se situe entre 1964 et 1970. Elle correspond à une époque où les champions avaient bénéficié dans leurs écoles d'une formation sportive beaucoup plus poussée. De nos jours, cette préparation athlétique insuffisante débouche sur de nombreuses blessures dues pour beaucoup à la fatigue chez des sujets à l'évidence doués mais incaples de s'entraîner aussi durement que l'exige la pratique de haut niveau.

Place aux jeunes

Jean Poczobut ne fuit pas ses responsabilités. « *Dans mon désir de restructurer rapidement la fédération*, avoue-t-il, *j'ai vraisemblablement commis l'erreur de vouloir que tous les dossiers passent dans mes mains. En outre, je n'ai sans doute pas été assez rigoureux avec les athlètes.* » Sa réputation d'homme de devoir, dur avec lui-même comme avec les autres, en prend un coup. Force est cependant de convenir qu'à Athènes un certain nombre d'athlètes n'ont pas rempli leur contrat. Ainsi plusieurs d'entre eux, spécialistes de demi-fond notamment, se sont rendus au stade olympique avec une mentalité de battus. Il est, par exemple, inadmissible qu'aucun Français n'ait réussi à se qualifier pour les finales aux 400, 800, 1 500 mètres, 3 000 mètres steeple, 5 000 et 10 000 mètres. Sur ce plan, Jean Poczobut promet qu'il saura tirer les leçons de ces championnats d'Europe : « *Certains athlètes ont prouvé qu'ils n'ont plus rien à faire en équipe de France. Nous en tiendrons compte.* » En clair, le directeur technique national entend, en priorité, axer sa politique future sur les jeunes tout juste sortis des catégories juniors et espoirs. En gagnant cinq médailles d'argent et une de bronze aux récents championnats d'Europe juniors d'Utrecht (R.F.A.), ces jeunes athlètes français ont, du reste, affiché un potentiel important. Faut-il encore ne pas galvauder ces qualités.

C'est le sens de la restructuration que proposera Jean Poczobut les 2 et 3 octobre à son comité directeur. Il compte ainsi créer trois nouveaux secteurs : élite et espoirs, promotion et pratique de masse, et administratif. Tous chapeautés par lui, mais placés sous la direction d'hommes de confiance. Il faudrait être bien naïf pour croire que cet énième plan de redressement placera vite l'athlétisme français dans le peloton de tête européen.

Surtout conçu pour servir de palliatif au système éducatif, il aurait bien du mérite en cas de réussite. Resté que les échéances sont une nouvelle fois repoussées et que tout le monde a l'air de s'habituer aux défaites, même quand elles sont accablantes...

JEAN-MARIE SAFRA.

Les résultats

MESSIEURS. — **1 500 mètres** : 1. Cram (G.-B.), 3 min. 36 sec. 49 ; 2. Kirov (U.R.S.S.), 3. Abascal (Esp.).

5 000 mètres : 1. Wessinghage (R.F.A.), 13 min. 28 sec. 90 ; 2. Schildhauer (R.D.A.), 3. Moorcroft (G.-B.).

110 mètres haies : 1. Munkelt (R.D.A.), 13 min. 41 sec. ; 2. Prokofiev (U.R.S.S.), 3. Bryggare (Finl.).

Hauteur : 1. Moegenburg (R.F.A.), 2,30 m ; 2. Trzepizur (Pol.), 3. Nagel (R.F.A.), ... 8. Bonnet, 2,18 m.

Disque : 1. Bugar (Tch.), 66,64 m ; 2. Duginets (U.R.S.S.), 3. Warnemuede (R.D.A.).

Relais 4×100 mètres : 1. U.R.S.S., 38 sec. 60 ; 2. (R.D.A.), 3. (R.F.A.), ... 7. France (Richard, Patrick Barré, Petitbois, Lomba).

Relais 4×400 mètres : 1. R.F.A., 3 min. 0 sec. 51 ; 2. Grande-Bretagne, 3 min. 0 sec. 68 ; 3. U.R.S.S., 3 min. 0 sec. 80 ; ... 7. France (Bourdin, Canti, Dubois, Pascal Barré), 3 min. 4 sec. 73.

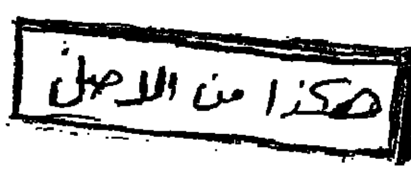
Marathon : 1. Nijboer (Pays-Bas), les 42,195 km en 2 h. 15 min. 16 sec. 3 ; 2. Parmentier (Belg.), 3. Lismont (Belg.), ... 15. Chauvelier, 21. Bobes.

DAMES. — **1 500 mètres** : 1. Dvirna (U.R.S.S.) 3 min. 57 sec. 80 ; 2. Zaitseva (U.R.S.S.), 3. Dorio (It.).

Relais 4×100 mètres : 1. R.D.A., 42 sec. 19 ; 2. Grande-Bretagne, 42 sec. 66 ; 3. France (Bily, Cazier, Bacoul, Gaschet), 42 sec. 69, record de France (anc. rec. 42 sec. 84 aux Jeux de Moscou 1980).

Relais 4×400 mètres : 1. R.D.A., 3 min. 19 sec. 5, record du monde (anc. rec. 3 min. 19 sec. 23 par la R.D.A. en 1976 à Montréal).

Marathon : 1. Mota (Port.), les 42,195 km en 2 h. 36 min. 3 sec. 94 ; 2. Fogli (It.), 3. Kristiansen (Norv.).



هكذا من الاصل

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71.00	83.50
DEMANDES D'EMPLOI	21.00	24.70
IMMOBILIER	48.00	56.45
AUTOMOBILES	48.00	56.45
AGENDA	48.00	56.45
PROP. COMM. CAPITAUX	140.00	164.64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

SOCIÉTÉ HOLDING DE P.M.E. - PARIS
recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ADJOINT DIRECT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le candidat devra :
- Posséder un diplôme de droit, école de commerce ou D.E.C.S. ;
- Avoir une expérience de cinq à dix ans ;
- Exercer son activité dans des domaines très divers :
  - Gestion financière, trésorerie, analyse comptable ;
  - Gestion du personnel ;
  - Politique commerciale ;
  - *Suivi des assurances, problèmes juridiques* et fiscaux ;
  - Opérations de promotion immobilière, gestion, etc.

Ce poste exceptionnel nécessite un esprit ouvert, une grande faculté d'adaptation et une large disponibilité. A la rémunération s'ajoutent les divers avantages sociaux d'un groupe financier important.
Anglais apprécié.
Discrétion assurée.

Ecrire sous nº T 035.318 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANTE ASSOCIATION D'ANIMATION SOCIO-CULTURELLE ET CULTURELLE EN VILLE NOUVELLE

recherche

SON ADMINISTRATEUR (TRICE)

120.000 F + ...

- Direction administrative, financière, budgétaire (C.A. 10 millions) ;
- Direction du personnel (relations sociales), 40 salariés ;
- Responsable de l'entretien d'un équipement de 7.000 m² ;
- Expérience confirmée dans un poste similaire, bonnes connaissances de la vie associative, si possible à vocation culturelle.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à :
M. le Directeur de l'A.P.A.S.C.
« Maison pour Tous », Centre des Sept-Mares
78310 ELANCOURT
Avec la mention « Personnel ».

GROUPE FRANÇAIS - 350 PERSONNES
7 agences en France - 90 millions Chiffre d'Affaires
SPÉCIALISTE : Chaufferies, Chaudières, Chauffage, *Installations, Exploitation, Maintenance, Réparation.*
RECHERCHE pour
faire face à son expansion (+ 20 % an)

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et COMPTABILITÉ

- MISSION ET RESPONSABILITÉ :
  - Gestion Comptable et Financière jusqu'au Bilan inclus.
  - Contrôle Budgétaire et situations mensuelles.
  - Animation d'une Équipe travaillant sur I.B.M. 34.
  - Questions fiscales et juridiques.
  - Gestion du personnel et Paye.
- FORMATION : Grande École Commerciale + D.E.C.S.
- *AGE : 30 à 35 ans avec 5 à 10 ans d'expérience similaire.*
- POSTE : PARIS NORD.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 398 à : SOCOPRESSE, 37, rue des Acacias, 75017 PARIS, qui trans.

Société de Transport de Marchandises
recherche

directeur régional transport

(PARIS)

L'ENTREPRISE : société de transport de marchandises implantée en France et à l'étranger aux activités diversifiées.

LE POSTE : Le Directeur Régional rattaché à la Direction Transport National, est responsable des résultats d'agences décentralisées (rayon 200 km de Paris) regroupant 150 personnes : messagerie *express, lots, affrètement. Il anime une équipe* d'Attachés Commerciaux ; supervise la gestion et l'exploitation des agences dans son secteur.

LE CANDIDAT : actuellement Directeur d'une importante Agence Transport National ou Directeur Commercial dans une société de transport faisant de la messagerie et désireux d'avoir une promotion. Dans tous les cas, il est indispensable d'avoir une expérience de la vente et de la gestion acquise dans une société de transport terrestre.

Vos candidatures seront traitées confidentiellement sous réf. 735-M par
LTM CONSULTANTS
63, avenue de Villiers - 75017 Paris.

IMPORTANTE ASSOCIATION SUD-EST
recherche

DIRECTEUR DES ŒUVRES SOCIALES

- Vous aurez la charge de la réflexion marketing et la mise en place de la promotion des produits nouveaux.
- Ainsi que la responsabilité de la gestion et de la direction du personnel.
- Vous serez associé aux projets de l'Association et assurerez leur mise en œuvre.
- Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce, et faites preuve d'excellentes qualités d'organisation et de relations humaines.
- Une expérience de la fonction ou de Chef de service d'au moins 2 ans est nécessaire.

Rémunération annuelle : 150.000 F
LIEU DE TRAVAIL : SAVOIE

Adr. lettre manusc. + C.V. + photo s/nº référ. 7577 à : PRAIRIAL, 47, rue des Tournelles, 75003 Paris, qui transmettra.



Directeur général adjoint — 350.000 F

Alsace - *Un groupe industriel employant plusieurs milliers de personnes et* dont le siège est en Alsace, recherche un cadre de direction à dominante "gestion" pour seconder son directeur général. Dans un premier temps il assurera des fonctions opérationnelles à la tête de certaines des activités de l'entreprise ; il prendra en charge des négociations industrielles et commerciales de haut niveau ; il assurera le contrôle de filiales à l'étranger. Puis il sera amené à s'impliquer de plus en plus dans la gestion globale du groupe et la définition de sa stratégie. Nous souhaitons rencontrer un homme de plus de 35 ans ayant *impérativement une formation supérieure (grande école de gestion ou éventuellement d'ingénieur) et une expérience n'excédant pas une quinzaine* d'années, mais incluant des responsabilités de direction (direction générale ou direction administrative et financière) à la tête d'une entreprise ou d'une division importante. Le candidat parlera au moins l'anglais et sera motivé par une implantation en Alsace. Une excellente évolution de carrière pourra sanctionner sa réussite dans le poste. Ecrire à D. HATT. Réf. A/6145M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

Directeur technique — 300.000 F

La filiale française (chiffre d'affaires : 350 millions - 1.500 personnes) d'un puissant groupe international, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de composants électromécaniques destinés aux secteurs télévision et *périinformatique recherche son directeur technique. Basé dans une agréable* ville universitaire du centre-est et dépendant directement du directeur général, sa mission sera de diriger l'ensemble des activités des services techniques et engineering, de coordonner les études, d'optimiser les procédés de fabrication, et d'assurer l'amélioration des produits existants ainsi que la définition des produits nouveaux. Travaillant en étroite relation avec le comité de direction, il contribuera activement à orienter la politique produit et d'investissements de la société. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé en électronique, électrotechnique ou équivalent, âgé de 35 ans minimum et possédant une expérience confirmée de la conception et du développement de composants électromécaniques de grande série, acquise dans l'industrie type TV, électroménager, composants passifs ou actifs, automobile... Le goût du travail en équipe allié à une expérience de direction des hommes sont nécessaires pour *animer environ 60 ingénieurs et techniciens d'étude.* Une bonne pratique de l'anglais est requise, et la connaissance de l'allemand constituerait un atout supplémentaire. La rémunération, de l'ordre de 300.000 francs, sera liée à l'acquis professionnel du candidat retenu. Ecrire à H. MICHERON. Réf. A/2260M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Futur directeur d'usine — 250.000 F

Centre est - Cette société française du secteur électronique (1700 personnes - 350 millions de chiffre d'affaires) participe activement à la reconquête des marchés nationaux et internationaux en concentrant ses efforts sur quelques lignes de produits performantes. Elle recherche pour l'une de ses usines (600 *personnes) située près d'une ville universitaire du Centre Est de la France,* l'homme capable, au niveau du terrain, de conduire cette évolution technique et humaine. Directeur de l'usine au plus tard dans trois ans, il supervisera dans l'immédiat l'ensemble de la production (chiffre d'affaires de 250 millions de francs) dans son aspect gestion (approvisionnement, lancement, planification) et fabrication (3 lignes : bobinage, produits haute tension, produits basse tension). Il sera secondé dans cette mission par une équipe comprenant cinq cadres et quinze agents de maîtrise. Ce poste conviendrait à un ingénieur en électronique ou électrotechnique, éventuellement en mécanique, ayant acquis une solide expérience de la production en grande série de composants électromécaniques ou électroniques. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle proposée fonction de l'expérience acquise sera de l'ordre de 250.000 francs. Ecrire à J. SCARINOFF. Réf. A/2262M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Directeur général — 300.000 F

Un important groupe international, spécialisé dans les lubrifiants et les produits chimiques à usage industriel recherche pour sa filiale française son *Directeur Général. Basé à Paris, il sera l'interlocuteur direct du groupe et sera* jugé avant tout sur sa capacité à développer la pénétration des produits, jouissant d'une excellente notoriété en milieu industriel, et à rentabiliser les structures actuelles. En liaison avec la maison-mère, il définira et mettra en place une organisation efficace sur le plan commercial, financier, contrôle, personnel... Ce poste s'adresse à un cadre confirmé, âgé de 32 ans minimum possédant de bonnes connaissances techniques dans le domaine des lubrifiants et/ou des produits chimiques. Il aura exercé avec succès des responsabilités de direction commerciale ou d'un centre de profit d'une petite unité. Le candidat retenu aura un bon contact mais son profil sera avant tout celui d'un manager. La pratique de l'anglais est nécessaire. Le salaire annuel de l'ordre de 300.000 francs sera fonction de l'expérience du candidat et sera assorti d'une voiture de fonction. Ecrire à H. MICHERON. Réf. A/2273M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Directeur export — 200/240.000 F

Produits parapharmaceutiques - La filiale française d'un groupe de dimension internationale, spécialisée dans la fabrication et la vente de produits parapharmaceutiques recherche son Directeur Export. Basé dans la banlieue Nord de Paris, il sera placé sous l'autorité immédiate de la Direction Générale et, assisté de 2 collaborateurs, il sera chargé de développer le chiffre d'affaires export et d'assurer l'entière responsabilité du Service Export sur les plans commercial, marketing, financier, administratif et juridique. Le poste s'adresse à un cadre commercial âgé de 30 ans minimum, maîtrisant la langue *anglaise, possédant une expérience de 5 années au moins* dans la fonction Export acquise dans une société du secteur parapharmaceutique ou dans le domaine des produits de grande consommation, et connaissant bien les divers marchés francophones. L'habitude du "Reporting" pratiqué dans les groupes internationaux constituerait un atout supplémentaire. La rémunération annuelle, fonction des qualités présentées pourra atteindre 240.000 francs et sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à J.M. JACLOT. Réf. A/2274M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Directeur du personnel — Paris

Un important organisme bancaire privé, employant près de 500 personnes et connaissant un développement constant, crée le poste de Directeur du Personnel. Celui-ci assumera véritablement l'ensemble des responsabilités de la *fonction : conception de la politique du personnel et son application, relations* sociales, recrutement, gestion des carrières, formation, administration. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 33 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (droit, gestion, sciences humaines,...) et disposant d'une solide expérience de la fonction dans une entreprise comparable (banque, établissement financier, assurances, société de services). La rémunération correspond réellement au niveau de responsabilités de cette fonction. Le poste est situé à Paris. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2267M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

IPEC

Le Système Européen de Fret Express
recrute pour siège social (93)

DIRECTEUR DES VENTES

RÉGION PARISIENNE

- Formation supérieure, 10 ans expérience minimum. Connaissance transport international indispensable.
- Meneur d'hommes pour prendre en main notre équipe de commerciaux, animer l'entraînement, la motivation, la coordination et le contrôle de nos vendeurs.
- *Participer avec notre hiérarchie à la mise en place des plans et stratégies à mettre en œuvre.*
- Faire la preuve d'une expérience réussie de la vente et animation d'une équipe.
- Anglais lu et parlé couramment exigé.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :
Monsieur le Directeur du Personnel **IPEC S.A.**
BP 70 - 93602 AULNAY-SOUS-BOIS

bleu

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

des contacts à haut niveau pour un ingénieur

Nous sommes un **organisme professionnel** regroupant des constructeurs de biens d'équipement pour la chimie et l'agro-alimentaire.
Avec une grande autonomie, vous serez chargé de promouvoir notre organisme auprès des industriels et d'animer les groupes de travail des adhérents ce qui vous amènera à établir des relations professionnelles à haut niveau tant en France que dans les pays de la CEE.
25 ans minimum, vous avez une formation d'ingénieur et possédez sans doute une expérience dans les industries de procédés ; le sens de l'efficacité, la diplomatie et le dynamisme sont vos principales qualités.
L'anglais est indispensable l'allemand souhaité.
Le poste est basé à Paris-Centre.
Adressez votre dossier de candidature avec prétentions, sous réf L 223 à notre conseil



57 rue Edouard Herriot 69002 LYON
ou 57 rue de Richelieu 75002 PARIS

Paris Lyon Lille

média-system

TISME

ionnats d'Europe

...rope d'athlétisme, disputés ... ont été dominés, comme prévu, ... (28 médailles, dont 10 titres ...

Place aux jeunes

JEAN-MARIE SAFRA

Les résultats

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Activités "offshore"



LES ATELIERS ET CHANTIERS DE BRETAGNE (1.500 personnes - 700 millions de chiffre d'affaires) conçoivent et réalisent des ensembles industriels à travers le monde. La division "offshore" (ingénierie de production et vecteurs sous-marins, dispositifs de compensation de pilonnement robotique) connaît un fort développement et nécessite un renforcement de son potentiel technique et commercial.

Directeur des ventes et du marketing

Rattaché au directeur de la division, il sera chargé de la direction des ventes des produits et de l'ingénierie ainsi que de l'animation du marketing. Il supervisera une équipe d'ingénieurs de ventes chargée de l'action commerciale internationale. Il aura impérativement une connaissance du milieu pétrolier. Réf. A/1169M

Ingénieur contrat

Dépendant du Chef de département, il sera responsable des résultats et des délais. Il constituera les dossiers d'offres, négociera toutes les conditions d'application et interviendra dans tous les aspects (technique, financier, juridique...), assisté de spécialistes dont il coordonnera l'action. Réf. A/1170M

Ingénieur produit

Responsable de la rentabilité et des prévisions de vente d'un produit, il en établira le plan de développement après étude du marché et mise au point définitive. Il veillera à son évolution technique en liaison avec le bureau d'étude et les responsables commerciaux. Réf. A/1172M

Ingénieur de vente

Rattaché au directeur des ventes et en liaison avec l'ingénieur produit, il aura à réaliser les objectifs de vente sur son secteur géographique. Il entretiendra les contacts avec les clients existants et tendra à créer la même relation de confiance avec les prospects. Il pourra être de nationalité étrangère. Réf. A/1173M

Ces postes basés à Nantes, concernent des candidats âgés de 35 ans au moins, de formation ingénieur (Mines, centrale, ENSTA...) ayant si possible une expérience minimum de cinq ans dans le domaine de la recherche pétrolière ou de la construction navale, acquise soit au sein d'un bureau d'études ou dans le domaine des relations commerciales selon la nature du poste. La pratique de l'anglais est impérative. Ils impliquent des déplacements courts mais fréquents à l'étranger. Les rémunérations annuelles restent ouvertes et seront fonction des compétences acquises.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :



PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

Formation en industrie
Un patron

La formation est la clé de voûte de la politique du personnel dynamique et décentralisée qui se met actuellement en place dans cette société métallurgique de plusieurs milliers de personnes.

Une formation utile qui permette à chacun de mieux tenir son poste face à l'évolution des techniques. Des actions de formation toujours mises en place en liaison avec la hiérarchie l'aidant à déceler les besoins, à repérer les potentiels. A tous les niveaux du centre d'apprentissage intégré jusqu'aux formations spécialisées des cadres avec une attention plus grande actuellement au plan maîtrise.

La formation, un service que vous viendrez animer. Et gérer aussi avec son budget de plus de 6 millions de francs nécessitant de prendre constamment en compte les rapports coût/efficacité.

Pour être reconnu de tous, il vous faudra joindre à votre professionnalisme en matière de formation une compétence industrielle dans les domaines de la mécanique et de la métallurgie lourde.

Pour réussir enfin, il vous faut être un véritable homme de communication, à l'écoute des autres, s'impliquant personnellement, cherchant constamment à clarifier les situations.

Ce poste qui est à occuper immédiatement vous permettra de vous installer, vous et votre famille, dans une des régions de France situées en bord de mer les plus agréables. Et, au plan professionnel, vous avez deviné quel champ d'action immense et passionnant serait le vôtre. Votre candidature sera étudiée très rapidement par les consultants du cabinet de recrutement CLEAS. Ecrivez-leur, sous référence 187 LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS



Nous recherchons pour notre usine (biscuits-snacks) de NOYON (60), un :

INGENIEUR
A & M ou équivalent
RESPONSABLE DU CONDITIONNEMENT

Rattaché au directeur de l'usine, il aura l'entière responsabilité des ateliers de conditionnement (150 personnes, 8 lignes automatisées) et il collaborera à la conception des programmes d'investissement en liaison avec le service Travaux Neufs.
Ce poste suppose une compétence technique et des qualités humaines déjà rodées par une expérience d'encadrement en production.

Ecrire avec C.V. en précisant la rémunération actuelle sous réf. 227 M à Denis JOUSSET



10 rue du Mail - 75002 Paris



MATRAL SAXBY MANUTENTION
Important Constructeur de chariots élévateurs, recherche pour son B.E. Région Senlis Chantilly un :

INGENIEUR ELECTRO-MECANICIEN
Grande Ecole AM — INSA — ENSI

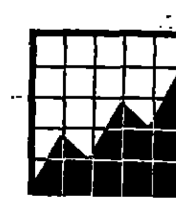
Intégré au B.E. (18 personnes) il sera **le Spécialiste CAO** et particulièrement responsable des projets nouveaux. A partir du cahier des charges, il assurera le lancement et le suivi des matériels prototypes, établira les dossiers de fabrication pour leur réalisation en série.

Ce poste s'adresse à un ingénieur débutant à 3 ans d'expérience, maîtrisant bien les problèmes mécaniques et hydrauliques et possédant une solide formation en informatique.

Si cette proposition vous intéresse, veuillez adresser votre dossier de candidature s/réf. 229 M à Solenge MONTEIL.

plein emploi
10 rue du Mail - 75002 Paris





DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

directeur d'usine

PAYS DE LOIRE — **230.000 F**

Un groupe industriel français, proche d'une grande ville universitaire, spécialisé dans la conception, la fabrication et la distribution d'articles en cuir ou en synthétique destinés à l'habillement (effectif 2.000 personnes - Chiffre d'Affaires H.T. 450 millions de F.) recherche pour sa division "Junior", le Directeur de l'une de ses usines.

Dépendant de la direction de cette division, il sera le patron de cette unité de fabrication de 350 personnes dont la majorité de l'effectif est féminin. Il dirigera l'ensemble des services : mise au point, méthodes, fabrication et contrôle, et assurera la gestion courante des activités tant au niveau de la production que des effectifs.

Ce poste conviendrait de préférence à un ingénieur diplômé d'une Grande Ecole type A.M. ou équivalent, justifiant déjà non seulement de plusieurs années d'expérience en production industrielle mais également de la direction effective d'ateliers ou d'usines et si possible, dans un domaine proche du cuir ou de l'habillement.



Conexhom
Conseil en Recrutement

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous référence 8164 M à :
François ROUSSEAU - CONEXHOM - Tour Aurore
18, place des Reflets - 92080 PARIS LA-DEFENSE CEDEX 05

Organisation et Publicité

TRANSPORTS GRAVELEAU

Important groupe de messageries à vocation Européenne mène depuis longtemps une politique sociale imaginative et avancée, il souhaite rencontrer un

DIRECTEUR DU PERSONNEL ET DES RELATIONS SOCIALES

désireux de créer la fonction au niveau du groupe tout entier (3 filiales, 900 personnes réparties sur toute la France en 25 agences). Basé au siège en VENDEE, sa mission sera de promouvoir activement les objectifs qu'il aura contribué à définir en étroite collaboration avec la direction générale dont il relèvera.
Il sera responsable de la mise en oeuvre de l'application et de l'animation de toutes les procédures (emploi, rémunération, formation, communication, etc...) qui permettent d'harmoniser et d'optimiser la gestion des ressources humaines. Une formation supérieure, une solide expérience de la globalité de la fonction personnel dans une entreprise à établissements multiples de préférence, et une ferme diplomatie sont indispensables pour réussir dans cette responsabilité essentielle à l'expansion qualitative du groupe.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à notre conseil:

Michel AUBRY LE VICTORIA
82 Bd d'Angleterre
85000 La Roche sur Yon

Notre Société est la première sur son marché du secteur alimentaire. Elle réalise un CA supérieur à 2 milliards de francs et emploie 2 000 personnes.
Sa notoriété résulte de l'expansion considérable qu'elle a su réaliser, de ses résultats financiers et de l'importance des avantages sociaux qu'elle a toujours eu le souci d'apporter à ses collaborateurs.
La volonté de maintenir ces tendances nous conduit à renforcer notre

Direction des relations humaines

et à chercher l'homme qui, placé aux côtés du Directeur des Relations Humaines qu'il sera appelé à remplacer à moyen terme, assumera dans un premier temps la **GESTION DES CARRIERES** (engagements, formation, information, appréciations, promotions).
Cette fonction conviendra à un diplômé d'études supérieures, ayant l'expérience de la Direction du Personnel dans une grande entreprise. Elle exige une personnalité affirmée, ouverte et de réelles qualités relationnelles.
Résidence Marseille. Rémunération et perspectives très motivantes.

Adresser lettre manuscrite, CV, Photo et prétentions sous réf. 327 RT à SCOTI.

SCOTI 33 rue de Miromesnil, 75008 Paris.
Discrétion assurée.

média-system

DIRECTEUR

Formation Ingénieur

Secteur "LOGEMENTS" — **Département Nord (59)**

Importante société de Bâtiment et Travaux Publics (C.A. 3 milliards) veut confier la direction de son secteur "logements" Nord (collectifs, parfois individuels : constructions scolaires et universitaires) à un homme capable d'assumer des responsabilités complètes **d'entrepreneur** : soumissions contrats, exécution des travaux, gestion de personnel.
Le département Nord réalise actuellement un C.A de 150 M/an avec un effectif de 400 personnes.
Dépendant hiérarchiquement du Directeur Régional, il participera à la détermination des objectifs et des moyens à mettre en oeuvre pour les réaliser.

Pour réussir dans le poste, il devra avoir une formation supérieure d'ingénieur, 32 ans minimum, plusieurs années d'expérience de direction de travaux. Le sens du commandement et de l'animation d'une équipe, l'esprit d'entreprise, l'aisance dans les démarches commerciales, font partie des qualités requises pour réussir.
Résidence Métropole Nord.

Merci d'adresser C.V. avec photo et prétentions sous réf. 2843 M à Danielle JALBERT.

CORT 65, avenue Kléber 75116 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

BANQUE PRIVÉE PARIS-8e
recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
ayant parfaite connaissance

- de la réglementation bancaire
- de la comptabilité bancaire
- de l'administration générale
- des problèmes juridiques.

Adress. photo, lettre manuscr. et C.V. à
DELORME Nº 1.296
98, rue de la Victoire
75009 PARIS, qui transmettra.

Ville 40.000 habitants
proche banlieue
recherche

DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES

Ecrire sous le nº 243603,
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

BRETAGNE
250.000 +
intéressement

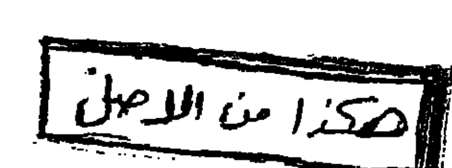
Pour notre Siège Social, nous recherchons :

CONTROLEUR DE GESTION
aux compétences techniques et prouvées, capable de justifier sa réussite professionnelle.

DIRECTEUR GENERAL DE FILIALES
pour prendre en charge, avec délégation effective des responsabilités - 4 unités autonomes et complémentaires de produits de grande consommation.

Adresser lettre manusc. — C.V. — photo sous réf. J.O./M à Contesse Publicité, 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transm. à l'attention d'Annie THOMANN.
Discrétion assurée.

« INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE recherche ingénieur informaticien de formation Grande Ecole ou Docteur de 3e cycle. Adresser C.V. avant le 25 septembre 1982 à I.U.T., rue de Roux, 17026 LA ROCHELLE Cedex. »





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LABORATOIRE SUISSE
recherche
pour son équipe d'information médicale

DELEGUES MEDICAUX DEBUTANTS HF

dégagés des obligations militaires
pour: 18 + 41 + 45 (résidence Orléans)
Lille Ouest et Flandres
63 + 03 + 15 (résidence Clermont-Ferrand)

Bac scientifique minimum.
Voiture personnelle.
Libres le 11 Octobre 1982 pour stage 5 semaines.

Envoyer lettre manuscrite.
photo récente avec CV détaillé à :
LABORATOIRES ROBAPHARM
2, square Villaret-de-Joyeuse
75017 PARIS

Emplois et Entreprises

Heineken

Un jeune adjoint personnel pour nos usines

Deux ans dans la fonction personnel, de préférence en milieu industriel, vous ont déjà dégrossi dans ce métier passionnant mais subtil, dont l'importance apparaît davantage encore aujourd'hui dans la gestion de l'entreprise. De surcroît, notre Direction des relations sociales est étroitement associée à la stratégie et à la vie courante de la société. *Nous voulons y intégrer un jeune collaborateur qui entre bien dans cet esprit et soit prêt à faire équipe.*

A faire équipe aussi avec les responsables de la production, dans nos 2 brasseries, car c'est dans ce secteur de notre activité *que nous comptons vous confier des responsabilités. Bien sûr, vous ne serez pas encore en* charge complète de la gestion de tout ce personnel, mais vous y serez impliqué de près : recrutement des agents de production, suivi des décisions concernant les effectifs, études de postes, mise à jour des qualifications seront, entre autres, de votre compétence propre.

Nous apprécierons votre formation supérieure orientée vers le personnel (économie, droit, CELSA, CIFFOP...) : nous tenons à votre sens du concret et à votre capacité de contact à tous les niveaux, en français, en anglais et peut-être en alsacien. Percevez-vous bien tout l'enrichissement que pourra vous apporter ce poste, à Strasbourg ? *Alors, sans tarder une lettre aux consultants de SIRCA sous réf. 822 778 M.*



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES



CRÉDIT AGRICOLE

La Caisse Régionale du Sud-Est (plus de 2.200 employés et cadres, 230 agences bancaires sur la Région Rhône-Alpes) recherche pour son siège social à LYON,

DES INGÉNIEURS INFORMATIQUES

Responsabilités de maintenance et développement d'applications bancaires, suivi de travaux confiés en sous-traitance.

Postes convenant à INGÉNIEURS DÉBUTANTS ET INFORMATICIENS ayant quelques années d'expérience de la fonction.

Adresser lettre, C.V., photo, prétentions
CRCAM DU SUD-EST
2, rue de la Claire
B.P. 9156
69263 LYON CEDEX 1.

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Très important Groupe du Secteur Para-Pétrolier
C.A. plus de 3,5 milliards de FF en 1982
recherche

Responsable administratif et financier

pour l'une de ses zones d'activité à l'étranger

Votre profil :
âgé de 30 ans environ, vous êtes diplômé HEC, ESSEC, Sciences po (Eco-fi) ou Sup. de Co. complété si possible par un DECS.

Votre anglais est opérationnel, vous avez une expérience de quelques années dans le domaine de la gestion de chantier ou d'implantations industrielles à l'étranger et vous êtes attiré par une entreprise totalement exportatrice.

Le poste :
Vous serez responsable de l'ensemble des questions administratives et financières relatives à la gestion d'une de nos filiales ou établissement implanté en Afrique, au Moyen Orient ou en Extrême-Orient (comptabilité, trésorerie, personnel, questions juridiques et fiscales, assurances, douanes, relations avec les autorités locales etc.).
Vous travaillerez également en liaison fonctionnelle avec les services de notre siège à Paris.

Ce poste à l'étranger comporte une rémunération attractive et de nombreux avantages liés à l'expatriation (statut familial, logement, voiture etc...).
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf 4513 à Média System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris.

PA

Ingénieur chimiste - génie chimique - TP Sarre

Adjoint du directeur technique - SIPLAST, groupe français de dimension *internationale, est le premier fabricant en Europe de matériaux pour l'étan*chéité des toitures et de bardeaux bitumés pour la couverture. L'avance technologique de SIPLAST est, entre autres, garantie par son centre de recherche et les laboratoires intégrés aux différentes usines du groupe. Pour la filiale de production allemande implantée en Sarre, à proximité de la frontière française, nous recherchons un jeune ingénieur qui aura pour mission de faciliter les transferts de technologie vers l'Allemagne en tenant compte du savoir faire du groupe, des compétences de la filiale et des possibilités d'application sur le marché local. D'autres missions ponctuelles de développement technique ou technico-commercial lui seront confiées progressivement, qui lui permettront à terme d'évoluer vers une fonction de haut niveau au sein de la société. Le *candidat recherché est de formation Chimie - Génie Chimique ou Ingénieur TP.* Il peut être de nationalité française ou allemande et pratique couramment les deux langues. Une première expérience professionnelle réussie est souhaitée. Le niveau de rémunération offert sera motivant et une résidence en France est compatible avec l'exercice de la fonction. Ecrire à F. WILLIGSECKER.
Réf. A/6148M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

APPEL D'OFFRE

CONCOURS INTERNATIONAL

PRÉPARATION D'UN PLAN POUR L'UNIVERSITÉ DES E.A.U.

L'Université des Émirats Arabes Unis désire organiser un concours international pour la préparation d'un plan destiné au développement du nouveau campus universitaire de Al Ain.

Actuellement, l'Université comprend environ 2.500 étudiants inscrits. L'agrandissement désiré devra permettre d'héberger environ 10.000 étudiants en l'an 2000 et jusqu'à une capacité éventuelle de 20.000 étudiants ultérieurement.

Le plan de l'Université devra être établi selon les normes internationalement reconnues. Il devra tenir compte des nécessités de la vie et des études universitaires et de la contribution envers les valeurs culturelle, sociale et esthétique des Émirats Arabes Unis que l'Université devra continuer à assurer.

Les conditions générales seront établies selon les règles et principes des concours internationaux fixés par l'Union Internationale des Architectes (U.I.A.) mais modifiées pour convenir à la nature particulière du concours et aux demandes spéciales de l'Université des Émirats. Le concours sera limité à 10 inscrits, sélectionnés par l'Université parmi les cabinets d'architectes conseils professionnels indépendants qui auront rempli et retourné le questionnaire de présélection.

Les participants devront préparer un plan. Un honoraire de 50.000 Dirhams E.A.U. sera versé à l'auteur (ou aux auteurs) pour tout plan acceptable présenté au concours. Le gagnant sera engagé comme Expert-Conseil pour développer le plan final dont les honoraires et les dépenses seront discutés.

L'Université engagera 7 contrôleurs pour le concours dont un représentant de l'U.I.A. et un de l'Institut Royal des Architectes Britanniques (RIBA).

Les éventuels participants peuvent demander des informations complémentaires et un exemplaire du questionnaire de présélection en envoyant une grande enveloppe adressée au nom de l'expéditeur au :

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
(Président du comité des projets)
Université des Émirats Arabes Unis
P.O. BOX 15551 AL AIN
ÉMIRATS ARABES UNIS.

Les demandes de documents de présélection seront reçues par l'Université jusqu'au 15 octobre 1982.

AUX 4 COINS DU MONDE... ... DE JEUNES MANAGERS

Une présence dans 35 pays, plus de 15.000 personnes, une croissance de 30 %, la gestion de plus de mille exploitations, c'est le groupe SODEXHO l'un des leaders mondiaux de son activité.

En Afrique, au Moyen-Orient, nous vous proposons de superviser plusieurs exploitations et de diriger des services de gestion hôtelière (restauration, hébergement, maintenance, loisirs...) que nous assurons sur les grands chantiers de TP ou les sites pétroliers.

Vous avez une expérience professionnelle **D'AU MOINS 5 ANS** dans un poste opérationnel. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur. Vous parlez anglais et/ou espagnol, et savez que les qualités humaines sont encore plus importantes que les connaissances techniques.

Vous avez l'esprit pionnier, êtes ambitieux et efficace, d'une grande mobilité géographique : vous saurez saisir les opportunités de carrière exceptionnelles qu'offre notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature
sous référence G.H.B.V.1
à IMC, Service Recrutement
3, avenue Newton 78390 BOIS D'ARCY
qui l'étudiera pour SODEXHO



SODEXHO

POSTE A POURVOIR EN THAILANDE
pour un
AGRONOME
EXPERIMENTE
jeune, dynamique, exp. en technologie appropriée. Disp. rapidement. 508-43-15.

INGÉNIEUR EN BREVETS D'INVENTIONS

Recherché par Cabinet *de Conseils à Paris*

QUALIFICATIONS :
- diplômé Grandes Ecoles,
- connaissant physique, mécanique, électrotechnique,
- très bonnes connaissances anglais, allemand lu.

Poste à caractère évolutif pour activités internationales très variées.

Adr. C.V. dét., photo, prét. à nº 44654 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.
Discrétion assurée.

Lycée français Lubumbashi Zaïre recherche *jeunes prof.* maîtrise philo et Sc. Éco. Voyage, logement, sport. Ecr. s/nº 2.944 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

ingénierie bâtiment
à vocation internationale

recherche

DIRECTEUR ADJOINT PREFABRICATION

pour chantiers de construction au
MOYEN ORIENT

Les candidats doivent :
- être ingénieurs diplômés,
- être âgés d'au moins 30 ans,
- *posséder une expérience de quelques années à la conduite de chantiers de préfabrication de logements,*
- avoir des qualités d'organisateur et de meneur d'hommes,
- parler anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 6961-M à I.C.A., 3 rue *d'Hauteville 75010 Paris, qui trans*mettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

MERIDIEN
LES HÔTELS D'AIR FRANCE DANS LE MONDE
TRAVEL COMPANION OF AIR FRANCE

Chefs Compables pour l'Etranger

Formation DECS ou équiv. et/ou expér. professionnelle 2 ans

Connaissances pays étrangers et hôtellerie appréciées.
Possibilités d'avenir intéressantes au sein d'une chaîne hôtelière internationale.
Contrat de travail, congés annuels, voyages payés, avantages sociaux, possibilités séjour famille...
Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo d'identité) à

MERIDIEN
R. LORTAL
Directeur du Personnel
HOTELS MERIDIEN
13, square Max-Hymans
75741 PARIS CEDEX 15

MEDIA PA



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MERLIN GERIN

Constructeur de matériel électrique
et électronique
(14.000 personnes).

recherche

pour maintenance après-vente

AGENTS D'INTERVENTION (ONDULEURS)

pour région parisienne.

- BTS ou DUT électronique.
- Bac électronique avec expérience ou FPA 2.
- Déplacements France et étranger.
- Très disponibles.

Candidatures manuscrites avec curriculum vitae à :

MERLIN GERIN
H. MANCHES
SPDC 22
38050 GRENOBLE CEDEX.

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNEL
recherche

CONDUCTEUR DE TRAVAUX

Niveau BTS ou DUT
métiers du bâtiment ou équivalent

Minimum 5 ans de pratique dans la profession du bâtiment ou travaux publics.

MISSION :
— animation de stages de professionnels du gros-œuvre de bâtiments industriels.

La formation à l'animation est assurée.

Lieu de travail : ST-JEAN DE BRAYE
(banlieue d'Orléans - Loiret)

Avantages sociaux divers.
Situation cadre.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et prétentions à OPPBTP
Comité National - Tour Amboise
204, Rond Point du Pont de Sèvres
92516 Boulogne Billancourt-Cedex

Responsable des achats

Industrie Alimentaire - Oise

Notre société filiale française d'un groupe international étoffe son service achats.

Pour le diriger, elle recherche une personne ayant l'expérience des achats dans l'industrie Agro-alimentaire, chimique ou pharmaceutique de préférence.

Il est nécessaire d'avoir une bonne pratique de la négociation avec les fournisseurs (matières premières, emballages), de la gestion (budget 90MF) et de la collaboration étroite avec la production et le marketing. Anglais très souhaité.

Ecrire avec C V. détaillé en précisant rémunération actuelle sous référence 9739 à



VALENS CONSEIL
BP 359 - 75064 PARIS CEDEX 02



THOMSON-BRANDT

Un ensemble industriel de plus de 2000 personnes
premier fabricant français de machines à laver et sèche-linge
filiale THOMSON-BRANDT
recherche à LYON

Ingénieur de maintenance

AM, ECAM, INSA ou ENSI, il devra animer une équipe de 45 techniciens et agents d'entretien afin d'assurer la bonne marche technique d'un parc de presses transferts complexes et de lignes de soudure automatisées d'une unité de tôlerie de 350 personnes avec son budget à gérer. La candidature d'un débutant à fort potentiel sera examinée comme celle d'un ingénieur possédant une expérience industrielle significative et voulant évoluer dans un Groupe important.
Ecrire au CABINET GATIER,
sous référence 610 M
32 rue Barrème 69006 Lyon

Cabinet Gatier

média system



GRENOBLE

Filiale Française de l'un des plus importants constructeurs mondiaux d'Informatique, notre division de Grenoble connaît depuis dix ans une croissance très rapide. Elle a la responsabilité mondiale du développement, de la fabrication et du marketing de matériel et de logiciel de haute performance.

LABORATOIRE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Notre laboratoire exerce ses activités dans les domaines des Terminaux, des Télécommunications et de l'Informatique Industrielle. Pour maintenir son avance technologique, notre Division investit jusqu'à 10 % de son chiffre d'affaires dans la recherche et désire recruter de futurs

ingénieurs de recherche

(Grandes Ecoles : Mines, Centrale, Télécom, Supélec, Enserg, Ensimag ou équivalent)

électronicien

Intégré au sein d'une équipe, il mettra en application des techniques de transmission et de commutation de données numériques. Une expérience de 2 à 4 années dans les domaines de traitement de signal et de commutation est demandée.

informaticiens

L'un d'entre eux développera des logiciels d'application orientée vers l'automatisation industriel notamment le contrôle et la surveillance de machine : graphique, base de données...

L'autre exercera ses compétences dans le domaine de la définition de l'architecture de systèmes de commutation et de la gestion de processus en temps réel.

Vous désirez travailler de manière autonome, prendre des responsabilités et évoluer au sein d'une entreprise dynamique et exigeante, alors contactez-nous et écrivez à Françoise MOULINJEUNE référence FSL9 - Département du Personnel, HEWLETT-PACKARD 5 avenue Raymond-Chanas - 38320 EYBENS.

EATON

Société Internationale,
leader sur de nombreux marchés industriels
recherche pour sa filiale monégasque qui fabrique des composants pour l'industrie de l'électroménager et de l'automobile :

JEUNE INGENIEUR DIPLOME

Il aura soit des connaissances en électronique industrielle et en informatique soit en électrotechnique et mécanique.
Il connaîtra l'allemand et si possible l'anglais.

Sa première mission sera de développer le département fiabilité au sein du service contrôle-qualité. Il aura à superviser deux techniciens.

Adresser C.V., photo et rémunération souhaitée au Service du Personnel
EATON - 14, Bd du Bord de Mer
Monaco.

TITN Provence

Société d'engineering en **informatique**
filiale **THOMSON-CSF**
recherche pour son agence
d'**AIX-en-PROVENCE** (90 personnes) un

Ingénieur commercial

Formation supérieure, 30 ans minimum, expérience technique en logiciel pour vente de logiciels spécifiques et de systèmes clefs en main.

Envoyer C.V., photo et prétentions à **T.I.T.N. - Provence** - 7, rue Louis-Armand - Z.I. d'Aix-en-Provence - 13763 LES MILLES CEDEX.

MEDIA PA

Tournus (Bourgogne)
P.M.E. 140 personnes
intégrée dans un groupe anglo-saxon
offre une opportunité de carrière à un

JEUNE CADRE COMPTABLE

Intégré dès le départ à l'équipe de direction, il mènera à bien la restructuration des services financiers et comptables et assurera leur bon fonctionnement (bilan, compte d'exploitation, situations mensuelles, suivi de trésorerie) puis sera très vite appelé à mettre en place et à faire vivre un contrôle de gestion.

Bonne maîtrise des techniques comptables indispensable, formation aux méthodes de reporting anglo-saxon assurée.
Formation supérieure souhaitable pour permettre au titulaire de dominer rapidement tous les aspects de la fonction.

Les candidatures seront étudiées avec la plus grande discrétion par Josette Van den Borre.

v.d.b conseil
Chamandre 01340 Foissiat

média-system

JOURNAL DE PROVINCE
recherche son

secrétaire général de rédaction

âgé de plus de 35 ans, de formation supérieure, il assurera l'animation et le contrôle de la rédaction. Il veillera à la qualité du journal à travers tous les stades de la réalisation.

Il devra pouvoir suppléer temporairement le directeur de la publication dans son rôle de rédacteur en chef. Son autorité s'exercera sur un secrétaire de rédaction et 8 ou 9 journalistes.

Il prendra part à la bonne marche de l'entreprise et à son développement.

Expérience : presse écrite magazine et « locale » animation de rédaction

Envoyer C.V. sous réf. 1446 au CEPIAD
135, avenue de Wagram 75017 Paris

TITN Provence

filiale de **Thomson CSF**
spécialisée en engineering **informatique**
recherche un

Agent technique principal

ayant au moins cinq ans d'expérience en électronique pour la mise en service de systèmes en micro processeurs.

Lieu de travail : Provence - Côte-d'azur.

Envoyez C.V., photo et pretentions à **TITN** - 7, rue Louis-Armand - Z.I. d'Aix-en-Provence - 13763 LES MILLE CEDEX.

MEDIA PA

BORDEAUX

L'INSEEC

(Enseignement supérieur technique privé).
Grande Ecole régionale à vocation nationale ; 380 étudiants sur 3 ans, recherche son

RESPONSABLE DES RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

Chargé de promouvoir l'école auprès des entreprises et de développer toute activité dans ce sens.
Très associé à la pédagogie, il favorise la participation des étudiants aux activités ouvertes sur le monde des affaires.

Ce poste est destiné à un candidat de formation supérieure, pouvant justifier d'une solide expérience professionnelle en entreprise.
La personne retenue devra très rapidement faire état d'une autorité de compétence auprès des étudiants et devra être capable : d'ouverture d'esprit, d'écoute, de fermeté et de rigueur et de travail en équipe.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé photo et prétentions sous référence LM 1308 à l'INSEEC, 35, cours Xavier Arnozan, 33000 BORDEAUX.

SAGEM

OSCAR DE L'EXPORTATION 1980
Prix de la performance exceptionnelle
1[er] CONSTRUCTEUR EUROPEEN
DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE

recherche pour son
CENTRE DE FABRICATION
de Montluçon (ALLIER)

Jeune ingénieur (A.M., ICAM, ECAM...)

Débutant ou ayant quelques années d'expérience pour lui confier la responsabilité de la réalisation, des prix, des délais d'un ou de plusieurs produits de haute technicité.
Adresser lettre, curriculum vitae, photo et prétentions à
SAGEM
B.P. 538 - 03108 MONTLUÇON CEDEX.
(Réponse et discrétion assurées.)

MEDIA PA



ETBS

MINISTERE DE LA DEFENSE
l'Etablissement Technique de Bourges recherche **pour son Centre Technique Armes et Munitions**

2 Ingénieurs Grande Ecole ou Universitaires

débutants ou quelques années d'expérience

- **REF. 82/03** - Poste d'animation d'études théoriques d'évaluation de l'efficacité de systèmes d'armes (traitement de données, modèles de simulations).
Connaissances demandées en physique générale, statistiques, informatique.

- **REF. 82/04** - Poste d'animation d'études relatives à la balistique intérieure des canons.
Connaissances demandées en mécanique des fluides, thermodynamique, chimie, résistance des matériaux, calcul numérique.

Anglais indispensable, allemand souhaité.

Envoyer CV détaillé avec photo et prétentions à **Monsieur le Directeur de l'Etablissement Technique de Bourges** Carrefour de Zéro-Nord / Route de Guerry - BP 712 - 18015 BOURGES CEDEX

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNEL DE PREVENTION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS
recherche

CONDUCTEUR DE TRAVAUX

Installation d'équipement électrique
Niveau BTS ou équivalent
Expérience des chantiers d'équipement électrique industriel.

Minimum 5 ans de pratique dans la profession du bâtiment. ou travaux publics.

MISSION :
— animation de stages de prévention des accidents du travail destinés à des professionnels du BTP.
La formation à l'animation est assurée.

Lieu de travail :
ST JEAN DE BRAYE
(banlieue d'Orléans - Loiret).

Avantages sociaux divers.
Situation Cadre.

Adresser lettre manuscrite avec CV détaillé et prétentions à OPPBTP Tour Amboise
204, Rond Point du Pont de Sèvres
92516 Boulogne Billancourt Cedex

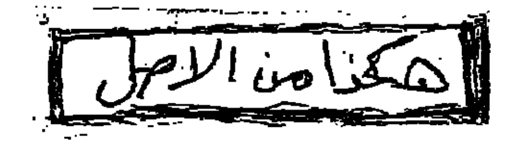
Jeune ingénieur contrôle qualité
A.M, Compiègne, INSA,...

C'est à un jeune ingénieur mécanicien fortement motivé par l'application des méthodes de contrôle qualité dans les gammes de produits industriels mécaniques lourds que s'adresse ce poste.

C'est sur «l'esprit qualité» de la production que nous attendons votre premier impact. Homme de dialogue, de méthodes et de procédures ayant à organiser l'interface entre après-vente et production, à l'écoute des audits commerciaux, vous saurez avec autorité et rigueur faire passer toute une réflexion et une action sur les moyens et les procédés les plus actuels propres à la fonction qualité.

Nous vous proposons de rejoindre en région angevine une Société leader mondial dans sa spécialité où l'innovation technologique sans cesse renouvelée fait notre suprématie. Si vous vous sentez concerné par ce poste, écrivez sous référence 284 LM à notre Conseil, le Cabinet CLEAS, qui étudiera avec vous votre candidature.

CLEAS
6 Place de la République Dominicaine - 75017 PARIS.



هكذا من الاصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Un des Leaders Européens de Constituants pour Automatismes Industriels recherche pour ses Unités d'ANGOULÊME et de DIJON

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Formation ENSI

TECHNICIENS ELECTRONICIENS

Formation DUT ou BTS

Envoyer CV avec photo, prétentions et lettre manuscrite à Direction du Personnel

Z.I. No 3
16314 ISLE D'ESPAGNAC

Z.I. Sud, rue Lavoisier
B.P. No 6
21600 LONGVIC Les DIJON.



Recrutement - ressources humaines — Nantes

PA CONSEILLER DE DIRECTION, filiale française de P.A. International, (1.000 *consultants dans le monde) a acquis une grande notoriété et une des toutes* premières positions dans son activité de conseil en recrutement et recherche de cadres. Ce département représente actuellement une trentaine de consultants répartis entre le siège basé à Paris et cinq directions régionales. La *direction régionale OUEST connaît* un fort développement et souhaite renforcer son équipe. Elle recherche un spécialiste de la fonction personnel et du recrutement des cadres, capable après formation, de prendre rapidement en charge la responsabilité globale de missions de recherche ainsi que l'entretien des relations avec une clientèle industrielle importante. Il pourra développer auprès de celle-ci une activité de conseil et des actions en matière de gestion des ressources humaines (salaire-formation-structure...). Ce poste basé à Nantes, s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 28 ans au moins, possédant une expérience en matière de recrutement et gestion des ressources humaines. Il sera désireux de réussir dans un cadre laissant une grande autonomie d'action et de développement. La pratique de l'anglais est souhaitée. La rémunération annuelle de départ sera fonction des compétences acquises. Ecrire à J.B. FOURNIER. Réf. A/062NM

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Jeune ingénieur métallurgiste — Bourgogne

Cette entreprise française, filiale d'un grand groupe de transformation de l'acier, recherche, pour son usine située en Bourgogne, un jeune ingénieur métallurgiste. Il aura en un premier temps à superviser les services contrôle/qualité et méthodes/organisation et devrait évoluer, à terme, vers une fonction centrée sur la production. Ce poste évolutif conviendrait à un ingénieur diplômé (Mines - ECP ou équivalence) ayant acquis, si possible, une première expérience des problèmes métallurgiques soit en entreprise soit en laboratoire. Les candidatures de débutants, peuvent être envisagées. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle sera fonction des capacités ou de l'expérience acquise. Écrire à Ph. LESAGE. Réf. A/2242M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Pour un jeune ingénieur A.M :

la technique, les études de marché, la négociation. Lyon

Le haut niveau technique de nos engins de manutention pour le nucléaire, de nos équipements aéroportuaires de maintenance, de nos ponts roulants, nous a permis de nous imposer sur ces marchés. Pour continuer notre développement, nous souhaitons intégrer dans notre équipe commerciale un jeune ingénieur qui sera particulièrement chargé des marchés nouveaux en France.

Analyser le marché de certains secteurs industriels, identifier les besoins, négocier et, bien sûr, concrétiser des affaires, seront votre mission principale. Interface entre nos clients et notre BE, vous serez responsable depuis la définition des avant-projets jusqu'à la négociation finale.

Pour réussir, une solide formation technique de généraliste (AM, Centrale Lyon...) et une première expérience à un poste d'ingénieur d'affaires sont indispensables. Une double formation (MBA, CESMA...) serait un plus. La maîtrise de l'anglais est importante pour votre évolution dans l'entreprise.
Le poste, basé à LYON, implique de courts mais fréquents déplacements.
Nous avons confié cette recherche à notre conseil ALGOE qui étudiera votre candidature. Veuillez l'adresser sous réf. 709 M à C. de CHILLY.

ALGOE 9 bis, route de Champagne - 69130 ECULLY.
Membre de Syntec

Desplin

SAGEM

OSCAR DE L'EXPORTATION 1980
Prix de la performance exceptionnelle
1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
recherche pour son CENTRE DE FABRICATION de Montluçon (ALLIER)

Jeune ingénieur électronicien

(ESE, ISEN, ENSEEIHT, ISEP, ENSEA...)

pour mise au point et suivi de systèmes complexes de petites séries.
Adresser lettre, C.V., photo et prétentions à
SAGEM
B.P. 538 - 03108 MONTLUÇON CEDEX.
(Réponse et discrétion assurées.)

MEDIA PA

REXROTH-SIGMA — LYON

Filiale du groupe MANNESMANN-REXROTH
1er constructeur européen d'hydraulique

CHEF DE PRODUCTION

A 35 ans, ou plus, dépendant de la direction générale, vous prendrez la responsabilité de la production des composants *hydrauliques (pompes à engrenage, distributeurs,* organes de réception, etc.) dans une usine très bien équipée et investissant régulièrement. Vous aurez en charge l'usinage et le montage (200 professionnels qualifiés), les méthodes, le BE outillage, l'entretien du parc machine comprenant notamment des machines CN et des centres d'usinage. Vous collaborerez étroitement avec le contrôle qualité, le bureau d'études et le service planning. Ceci dans une usine moderne rattachée à un groupe solide.
Vous êtes ingénieur expérimenté en fabrication de *série de mécanique précise,* proche des hommes et des problèmes qu'ils ont à résoudre. Vous avez un bon niveau technique et vous souhaitez progresser encore. Vous en aurez les moyens. Il est souhaitable que vous parliez allemand ou anglais, car vous aurez de fréquents contacts avec les autres usines du groupe.

Merci de prendre contact personnellement avec Gérard SCHNEIDER qui vous assure une discrétion absolue (référence NYM).

SCHNEIDER RECRUTEMENT 55, montée de Choulans — 69323 Lyon Cedex 1

média-system

Jeune ingénieur

intéressé par l'informatique scientifique

Nous sommes l'une des toutes premières compagnies internationales de services appliqués à l'industrie pétrolière. Notre expansion est spectaculaire : notre centre de recherches et d'études implanté en région Rhône-Alpes est passé de 30 à 100 personnes en moins de 18 mois.
Nous recherchons pour le Centre de Calcul Scientifique un jeune ingénieur *diplômé d'une grande école, parlant anglais. Il* renforcera un groupe équipé d'un VAX dont la puissance et le champ d'applications doubleront dans les mois qui viennent.
Les perspectives d'évolution offertes au sein du groupe sont très motivantes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf L A6, à Média System, 93 rue Edouard Herriot, 69002 Lyon, qui transmettra.

média-system

TONNA ÉLECTRONIQUE

ÉTABLISSEMENT DE MONDELANGE (57)

Recherche pour centre de recherche et de développement

2 INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Domaine VHF/UHF/Hyperfréquences.
Pour études et réalisations de produits destinés aux réseaux de télédistribution et à la réception de télévision par satellite.

PROFIL RECHERCHÉ :
Débutant, ou 2 à 3 ans d'expérience industrielle.

ÉTABLISSEMENT DE SAVIGNY/BRAYE (41)

Recherche

INGÉNIEUR

Intéressé par la fonction « Méthodes ».
Dans l'industriel électronique.

PROFIL RECHERCHÉ :
5 ans expérience industrielle, de préférence en fabrication électronique.

Adresser curriculum vitae et prétentions à :
Mme TAUPIN c/o Société DIELA
avenue des Grands-Moulins, 41360 Savigny-sur-Braye.

Yves Rocher

Les LABORATOIRES de COSMOTOLOGIE YVES ROCHER (chiffre d'affaires supérieur à 1,5 Milliard, 3 unités de Production en Bretagne) recrutent leur futur

CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIELLE

Dans un premier temps en qualité d'Adjoint du titulaire du poste, vous prendrez pro*gressivement l'intégralité de la fonction et développerez notre système de gestion* de la Production en relation avec nos différentes usines.
De formation supérieure (ingénieur ou école de gestion), vous avez acquis votre première expérience (2 à 4 ans environ) de préférence dans une société produisant des biens de grande consommation, nous vous proposons aujourd'hui une situation avec de sérieuses perspectives au sein d'un groupe en expansion permanente.
Merci d'adresser votre C.V. sous réf. 2901 M à Olivier PLESSE.

LA GACILLY MORBIHAN

CEIP 35 Conseil d'Entreprises
20, rue de Brest 35000 RENNES

qui vous garantit discrétion et réponse.

média-system

Nous sommes une société spécialisée en télécommunications, en pleine expansion, très performante sur ses marchés. Nous recherchons pour notre centre d'études

INGENIEUR ELECTRONICIEN
120 000 F

Vous êtes chargé de la conception et de la mise au point matérielle et logicielle d'équipements d'automatisme et de téléconduite. Vous avez une expérience de 2 ou 3 ans en bureau d'études.
Le poste est à pourvoir à Lyon pour un an environ puis à AIX en PROVENCE ou notre implantation sera effective fin 1983.
Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite. CV et photo). sous réf. L 219 à notre conseil.

SRC 57 rue Edouard Herriot
69002 Lyon
Paris - Lyon - Lille

Société industrielle, filiale d'un Groupe français de réputation internationale, fabriquant et commercialisant des biens d'équipement, recherche pour son unité de production (600 personnes) située à LAVAL, son

Contrôleur de Gestion

Responsable de la Comptabilité Industrielle

Le candidat, de formation supérieure et ayant déjà acquis une *première* expérience industrielle, *animera un service de 10 personnes et prendra en* charge l'élaboration des budgets et des prix de revient, ainsi que le suivi des investissements et comptes d'exploitation -découpage analytique et interprétation des écarts.
- Rémunération très motivante selon compétences.
- Larges possibilités d'évolution dans le Groupe.

Veuillez adresser d'urgence votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 209193 à ORION 35, rue du Rocher 75008 PARIS

LEVI TOURNAY PUB



SECIM (Groupe Creusot-Loire)

MONTBRISON (42)

Constructeur de biens d'équipement lourds recherche pour son bureau d'études de réalisation

UN INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN

débutant, ENSI option Génie Électrique ou équivalent + anglais (Réf. ELM) M.

DEUX INGÉNIEURS MÉCANICIENS

débutants, AM ou équivalent + anglais (Réf. MEM) M.

Adresser dossier de candidature avec photo et *rémunération actuelle* à Catherine VINCENT, SECIM Gestion des Cadres - 107, bd de la Mission-Marchand - 92400 COURBEVOIE, sous référence citée.

HAVAS CONTACT

CRÉDIT AGRICOLE

LA CAISSE RÉGIONALE DU SUD-EST
(plus de 2.200 employés et cadres, 230 agences bancaires sur la région Rhône-Alpes)

recherche pour son service
Organisation-Méthodes LYON-9e

DES CHARGES DE

PROJETS EN ORGANISATION

Réf. 8218

Sur nouveaux moyens de paiements, bureautique. Applications de gestion...

— Ils travailleront en liaison avec les Etudes Informatiques et les Utilisateurs. Evolution vers des fonctions d'encadrement.

— Postes convenant à des candidats possédant une formation de type supérieure (ingénieur...).

— L'expérience de l'organisation en société de services ou entreprises est nécessaire pour certains postes. Des débutants pourront convenir pour d'autres.

Adr. lettre C.V., photo, prétentions avec réf. du poste
CRCAM du SUD-EST M.E. CHAMPAGNON
B.P. 9156, 69263 Lyon Cedex 01.

GROUPE BANCAIRE, secteur coopératif
recherche pour ses agences de BORDEAUX et LYON

technico-commerciaux

- *formation supérieure ou diplôme bancaire* : HEC - SCIENCES ECO - ITB,
- expérience de l'action commerciale et des études de crédits (3 à 5 ans),
- fonction : - promouvoir les produits du groupe,
  - études financières des entreprises.
- Position cadre.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à N. 2292 - PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

200 000 +

Chef du département organisation logistique

L'actuel titulaire étant promu à un poste supérieur, les **3 SUISSES** recherchent un **CHEF DE DEPARTEMENT ORGANISATION LOGISTIQUE.**

L'ensemble logistique des 3 SUISSES a pour vocation de satisfaire des besoins de distribution à notre clientèle (environ 20 millions de colis expédiés par an). Au sein de cet ensemble, le titulaire aura pour mission d'étudier les projets d'organisation industrielle qui visent à améliorer les conditions de travail, à augmenter les capacités de traitement des différents secteurs et en accroître la productivité. Il **contribuera à l'efficacité économique de l'entreprise** en dirigeant la réalisation complète des projets d'organisation, depuis l'établissement des diagnostics jusqu'à la mise en place des solutions retenues.

Rattaché au Directeur technique, il animera une équipe d'ingénieurs.

A la fois **concepteur** et **animateur,** il devra **prévoir** les saturations futures de la logistique 3 SUISSES et proposer des évolutions pour les pallier et jouera ainsi un rôle moteur dans toutes les remises en cause et les organisations.

Ce poste conviendrait à un **diplômé d'une grande école d'ingénieurs** (X, Centrale, Ponts, Mines...) justifiant d'une **expérience de cinq ans environ** dans un bureau d'études ou un organisme conseil et d'une **bonne connaissance de l'informatique.**

Outre une bonne adaptabilité, ce poste nécessite le **sens de l'organisation, de réelles qualités de négociateur,** le goût et la capacité d'**animer** une équipe importante avec le sens du contact et la **diplomatie** que cela implique.

Pour un candidat de valeur, de plus larges responsabilités au sein de l'entreprise peuvent être envisagées.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions aux **3 SUISSES** - Direction des Relations Humaines - 12, rue de la Centenaire - 59170 CROIX.

MÉDIA PA

3 SUISSES

La Hague

INGENIEUR

X, MINES, PONTS, CENTRALE

La COGEMA, (8 500 personnes, 8,5 Milliards de francs de C.A.) est un des leaders mondiaux de son activité : le traitement de l'ensemble du cycle du combustible nucléaire.
La forte expansion de son principal établissement (premier chantier européen) nécessite l'intégration d'un Ingénieur de Production de très haut niveau.
Sous l'autorité du Responsable de département, il prendra en charge, dans un premier temps, des missions de coordination et d'études techniques (organisation de l'exploitation, programmes d'investissements, etc...) qui doivent le préparer à accéder dans un deuxième temps et à court terme, à des responsabilités opérationnelles sur un secteur important de fabrication.
Nous souhaitons rencontrer un homme à très fort potentiel.
Agé d'au moins 35 ans, il justifie d'une formation technique de généraliste (X, Mines, Ponts, Centrale...) et son expérience d'une dizaine d'années l'a conduit à exercer des responsabilités similaires.
Les conditions offertes, naturellement fonction de l'expérience sont de nature à intéresser un candidat de très haute valeur.
Le poste est basé à La Hague près de Cherbourg.
Pour informations complémentaires, écrire sous référence M 14416 H, à

EGOR INDUSTRIE
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

média system

CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

200 - 220 000 F — Agro-Alimentaire — Haute-Savoie

Une société faisant partie de l'un des premiers groupes agro-alimentaires français recherche le CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIF ET COMPTABLE de l'une de ses succursales (40 personnes). Sous l'autorité du Directeur, il participera à l'établissement des prévisions budgétaires de cette succursale et il en contrôlera la réalisation avec analyse des coûts de production. Il établira les comptes d'exploitation mensuels. Il tiendra à jour divers tableaux de bord de gestion comptable et financière. Il contrôlera sur le plan gestion et administration plusieurs petites implantations régionales. Il assurera la direction du personnel et il appliquera la politique sociale définie par le groupe. Il sera l'interlocuteur de l'administration. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation type Ecole Supérieure de Commerce + D.E.C.S. possèdera l'expérience de la gestion administrative et comptable d'une P.M.E./P.M.I.. Ecrire sous référence 529/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS
Discrétion assurée.

THOMSON-BRANDT

CRÉÉ dans son UNITÉ DE PRODUCTION de

NEVERS - 1 200 pers.

fabriquant des moteurs, pompes, électrovannes, thermostats pour appareils ménagers, le poste de

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur, il aura autorité sur un Sce de 16 personnes : COMPTABILITÉS GÉNÉRALE ET ANALYTIQUE (9) - INFORMATIQUE (7). Dans le cadre de sa fonction de Contrôleur de Gestion, il aura à assumer le démarrage de la GESTION DE PRODUCTION.

POSTE EVOLUTIF

INDISPENSABLE

- La trentaine et une formation Gestion et comptable solide : École et/ou DECS.
- EXPERIENCE (5 ans mini) MÊMES FONCTIONS (près des usines et non au Siège). GESTION INFORMATISÉE D'UNE PRODUCTION (de grandes séries très appréciée).

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4878 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Bourgogne

INGENIEUR ENTRETIEN TRAVAUX NEUFS

Avec un CA de 2 milliards de francs, 4 200 personnes, 6 unités de production en France, cette Société, filiale de l'un des premiers Groupes industriels français, occupe une place privilégiée sur son marché. S'agissant de productions en «feu continu», le service Entretien Travaux Neufs a, dans chaque usine, une importance toute particulière. Par ailleurs, le programme d'investissements 1983 de l'une des unités industrielles, située en Bourgogne, étant de 80 millions de francs, il est créé un poste d'Adjoint au Chef du Service ETN de l'usine.
Dirigeant un effectif de 80 personnes, coordonnant les activités de sous-traitants extérieurs, il est responsable de la qualité de la maintenance des différents équipements en fonction et participe à la réalisation efficace du programme d'investissements.
La création de ce poste s'inscrit dans le cadre plus général du renforcement du potentiel humain de la «filière» Entretien Travaux Neufs. Il est donc prévu, à court terme, une évolution de carrière vers un poste de Chef du Service ETN dans l'une des autres usines.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur électromécanicien diplômé (AM, INSA, ENI, ...) de 28 ans minimum. Sa première expérience industrielle lui a permis d'acquérir de réelles compétences dans les domaines de l'entretien d'équipements lourds et des travaux. Il a déjà animé avec succès des équipes de professionnels.
Les entretiens auront lieu à Paris et à Lyon.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4212 AH, à

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

média system

CHEF DE PRODUITS

160 - 200 000 F — Agro-Alimentaire — Centre

Une société faisant partie de l'un des premiers groupes français du secteur bétail et viande recherche un CHEF DE PRODUITS. Il aura pour mission de promouvoir une gamme de produits frais auprès d'une clientèle grande et moyenne distribution dans le respect des objectifs de rentabilité. A cette fin, il assurera le suivi qualitatif de la fabrication et de la logistique (organisation et amélioration des circuits de livraison). Il s'occupera de l'administration des ventes avec élaboration de tableaux de bord permettant un suivi des résultats par article, par zone et par type de clientèle. Il contrôlera la rentabilité des produits et l'efficacité des opérations commerciales. Il définira les plans de lancement et de commercialisation des nouveaux produits. Il analysera l'évolution du marché et de la concurrence. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation commerciale, type Ecole Supérieure de Commerce, aura assumé des responsabilités analogues («terrain» et administration des ventes) dans une société diffusant si possible des produits frais par le biais de la grande distribution.
Ecrire sous référence 528/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS
Discrétion assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE LA CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE
implantée en Bourgogne
filiale d'un grand groupe français
recherche

Deux Ingénieurs informaticiens

Ils seront chargés de réaliser et développer les applications nouvelles liées :
- pour l'un, à la production et aux études de produits
- pour l'autre, à la gestion et aux différentes comptabilités.

Matériel utilisé : HP 3000.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 2.792 M à **PUBLIPANEL,** 20, rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Soissons

CHEF DE FABRICATION

Matériels électroniques

Cette Société, rattachée à un important Groupe industriel, est spécialisée dans la fabrication de matériels électroniques. Des produits en grande série destinés au marché grand public et des sous ensembles, circuits imprimés, circuits hybrides à couches épaisses...
Son unité de production, récente et moderne, emploie actuellement +. de 230 personnes.
Rattaché au Directeur de l'usine (chef de l'établissement) avec lequel il collabore étroitement, le Chef de Fabrication est responsable de l'ensemble des productions de l'unité en termes quantitatif, qualitatif et économique. Ceci implique l'organisation, les méthodes, la productivité, les coûts, mais également l'animation et la cohésion des équipes dont il a la charge.
Nous souhaitons confier cette responsabilité à un homme (minimum 30 ans) possèdant une formation technique adaptée (ingénieur d'école, ingénieur «maison», BTS électronicien) ayant acquis une solide expérience de la fonction fabrication de matériels électroniques en grande et moyenne séries.
La connaissance de la langue anglaise serait un atout supplémentaire.
Les conditions offertes, l'intérêt de la fonction et les responsabilités confiées ainsi que les possibilités d'évolution au sein du Groupe sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.
Le poste est basé à proximité de SOISSONS.
Pour recevoir information complémentaire écrire, sous réf M 6675 A, à :

EGOR INDUSTRIE
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

média system

CHEF D'AGENCE

La société de négoce (CA : 100 MF, 100 personnes) d'un important groupe métallurgique recherche le Responsable de son Agence du Centre.

Participant activement au développement des ventes, il contribue d'une part à la politique marketing de l'entreprise et d'autre part, assure une action commerciale personnelle en clientèle à tout niveau. (Dpts : 45. 41. 18. 36. 87. 19.)

Bien entendu, il gère également son dépôt, suit les stocks et anime son équipe (3 p).

Une connaissance des produits métallurgiques destinés à la construction est souhaitable.

Adressez lettre manuscrite + CV et prétentions + tél. sous réf. 110 au

CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPG 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

CSNCR — Dessein

S.S.C.I.

RÉGION PROVENCE COTE D'AZUR
FILIALE DES PRINCIPAUX
GROUPES DE L'INFORMATIQUE

recherche

1 INGÉNIEUR COMMERCIAL CONFIRMÉ

SA MISSION :
- Encadrer et structurer l'équipe commerciale actuelle.
- Commercialiser les produits en son expérience bancaire.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 035369 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

DEVELOPPER NOS VENTES EN GRANDE BRETAGNE

En 2 ans, nous avons plus que triplé nos ventes en Grande Bretagne et entendons bien confirmer cette percée.
Pour cela, nous avons des atouts majeurs :
- une gamme de produits (grand public, non alimentaires) bien adaptés,
- des importateurs motivés,
- des premiers contacts prometteurs avec les grandes centrales

Il nous faut maintenant l'homme capable de développer notre pénétration sur ce marché et de coordonner l'ensemble de nos activités en Grande Bretagne.
Rattaché au Directeur des Ventes Europe, il sera basé à notre siège français.
- Il travaillera d'abord son marché en y voyageant une semaine sur deux.
- Rapidement, il sera amené à créer une filiale commerciale à Londres, comme nous l'avons fait dans d'autres pays.

Notre Société internationale offre de réelles perspectives de carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la référence M 11314 Z, à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

média system

Société française, en pleine expansion filiale d'un important groupe américain, leader dans sa spécialité, recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au directeur financier, il sera chargé :
- de développer le système de comptabilité analytique ;
- d'élaborer les budgets et analyser les écarts ;
- de suivre l'évolution des stocks et des prix de revient ;
- d'évaluer la rentabilité des investissements.

Agé d'au moins 30 ans, il devra posséder :
- une bonne formation comptable (DECS souhaité) ;
- une solide expérience industrielle dans une société multinationale ;
- une bonne connaissance de l'anglais.

Une première expérience de l'informatique serait un atout supplémentaire.

Le poste est à pourvoir dans l'Est de la France.

Adresser C.V. et lettre manuscrite s/réf. 9736 à **Valens Conseil** — B.P. 359 75064 Paris Cédex 02 qui transmettra.

ATTACHÉ de DIRECTION

Transports internationaux

Recruté par société implantée en Moselle, rattaché directement au P.-D.G., le candidat, ayant quelques années d'expérience professionnelle, de formation grande école de commerce ou équivalent, assurera des tâches de gestion avec une prépondérance du travail commercial.
Connaissance indispensable de l'allemand. Rémunération très ouverte, réelles perspectives d'avenir.
Ecrire sous n° 3751 à Publicité Moderne, B.P. n° 1580, 54027 NANCY Cedex.

IMPORTANT GROUPE

recherche pour sa filiale située à ANGERS

UN COMPTABLE

- Minimum 25 ans.
- Titulaire BTS pour poste adjoint au chef comptable.
- Le candidat devra faire preuve d'esprit d'initiative et d'aptitudes au commandement.
- Poste stable.
- Rémunération intéressante.

Envoyer C.V. photo et prétentions à n° 45165 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

IMPORT. MUTUELLE ASSURANCES

recherche pour son

Siège Social à ROUEN-76

JEUNES INGÉNIEURS

(ESE, INSA, ENSEEINT ou équivalent)

Intéressés par systèmes d'exploitation ou applications en temps réel sur I.B.M. 3031 AP. Connaissances Cobol, IMS/VS, MVS appréciées.

Adresser C.V. + photo et prétentions à MATMUT, Service du Personnel, 76030 ROUEN CEDEX.

مكررا من الاصل

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF

INGENIEURS PRODUCTION

En expansion forte et continue, en proche banlieue Sud (très bonne desserte transports en commun) notre département RCM conçoit et réalise des RADARS et équipements CONTRE-MESURES aéroportés.

Disposant de moyens de tout premier ordre, nous développons notre potentiel industriel dans des secteurs de TECHNOLOGIES DE POINTE.
Nous offrons à des hommes de terrain, DEBUTANTS, possédant le sens du contact, des responsabilités évolutives et variées :

1°)METHODES AVANCEES (4 postes)

Assurer la mise en production et le suivi depuis l'industrialisation jusqu'à la remise aux Essais, dans les domaines :

A) USINAGE mécanique de précision, petites séries

B) CIRCUITS IMPRIMES hautement performants

Formation : MECANIQUE.

C) PROCEDES ASSEMBLAGE utilisant des connaissances en thermique, automatisme et informatique industrielle

D) MICROELECTRONIQUE : technologies multicouches

Formation : ELECTROMECANIQUE

2°)CONTROLE QUALITE

Développer un programme de suivi et d'assurance de la qualité, dans des activités technologiques nouvelles.
Formation : MECANIQUE.

3°)BUREAU ETUDES (2 postes)

A) Développement et conception de structures et mécanismes radars

B) Etudes technologiques appliquées au sein du bureau d'études mécanique

Formation : MECANIQUE Grande Ecole ou équivalent.

4°)GESTION PRODUCTION

— *Assurer la coordination administrative* et le suivi de projets industriels complexes impliquant des intervenants variés : laboratoires techniques, bureau d'études, ordonnancement, fabrication, contrôle qualité...
— Participer à la mise en place d'un système informatisé de gestion de la production
— Elaborer les budgets, analyser les écarts, suivre les dépenses et les provisions pour solde.
Formation : ELECTRO-MECANIQUE avec compléments gestion type IAE.

Merci d'envoyer lettre, CV et photo en précisant les postes retenus à

THOMSON-CSF-DEPARTEMENT RCM

Service du Personnel 68, avenue Pierre Brossolette
92242 MALAKOFF CEDEX.

LEADER FRANÇAIS DE L'EQUIPEMENT DE LA MAISON DE STYLE CONTEMPORAIN

Recherche pour faire face à sa vigoureuse expansion

1 Contrôleur budgétaire
Jeune diplômé d'une école de commerce, avec 2 à 3 années d'expérience, le candidat sera responsable du suivi du budget et du reporting périodique. Il participera à l'élaboration et à la mise en place de nouvelles méthodes de gestion.
Pour ce poste, la connaissance de l'anglais est nécessaire.
Réf.: H 30.

1 Responsable du service comptabilité-clients
En liaison avec le chef des services comptables, il est chargé d'animer une équipe de 6 personnes et sera responsable de la comptabilisation des ventes et du suivi des encaissements, ainsi que du recouvrement «clients litigieux».
Réf.: H 31.

1 Responsable du service comptabilité-fournisseurs
En liaison avec le chef des services comptables, il supervise une équipe de 8 personnes. Le candidat aura par ailleurs une bonne connaissance des opérations d'importation et de réglementation des changes.
Pour ce poste, la connaissance de l'anglais est nécessaire.
Réf.: H 32.

Pour les postes de responsable de service, nous souhaitons rencontrer des candidats justifiant d'une large expérience réussie *dans leur domaine de compétence.*
La connaissance des systèmes comptables informatisés serait appréciée.

Pour tous ces postes, le lieu de travail est situé à Orgeval.
Adresser C.V. et prétentions, en précisant le poste souhaité, à notre Conseil qui traitera les candidatures - COGEPLAN, Tour de Lyon, 185, rue de Bercy - 75012 Paris.

habitat 

GIE
GENERALE INFORMATIQUE ET D'EXPLOITATION

Après une solide formation à l'informatique vous débutez dans la vie professionnelle

Filiale informatique d'un important groupe français dont nous développons les systèmes de gestion en temps réel, nous vous proposons de devenir

ingénieur informaticien

dans notre département études, après adaptation à nos techniques et systèmes : MVS, IMS, DL1, **sur matériels de grande puissance. Vous serez associé(e) à la réalisation d'un projet, avec évolution rapide vers des responsabilités d'encadrement.**
Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo) sous réf. M 108 à :
G I E - Direction du Personnel - Tour Franklin 92081 Paris La Défense, Cedex 11.

CHAUFFAGE CLIMATISATION

Une Société Prestataire de Services auprès des collectivités et industries, filiale d'un important Groupe Français, recherche un

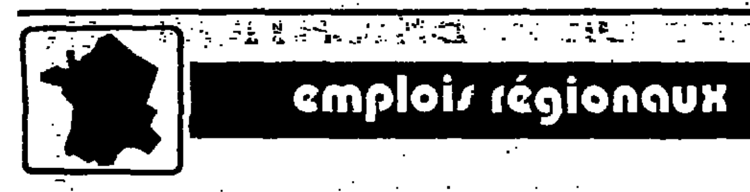
INGENIEUR COMMERCIAL

Agé de 30 ans environ et titulaire d'un diplôme technique en **THERMIE** de type ENSAIS, il sera *chargé de la prospection et du développement des ventes.*
En liaison avec le bureau d'études et les services exécution du siège, il aura la responsabilité de la négociation, du suivi clientèle jusqu'à la réception de l'installation.
Ce poste, basé à PARIS, est rattaché à la Direction Générale.
Il requiert une première expérience technique et/ou commerciale dans le secteur du BATIMENT.

Adressez votre candidature sous référence 2242 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



LE RESPONSABLE DE NOS SERVICES COMPTABLES A ROUEN

Nous sommes un groupe agro-alimentaire de taille nationale, 1 milliard de francs de C.A., *1.300 personnes, 15 établissements,* nous recherchons

LE RESPONSABLE DE LA FONCTION COMPTABLE COMPLÈTE

Il devra revoir les procédures, en développer l'informatisation, préparer l'arrivée du nouveau plan comptable, contrôler et consolider les comptes de nos établissements et filiales.

De formation supérieure, D.E.C.S. au minimum, expertise comptable souhaitée, avec quelques années d'expérience, maîtrisant bien les techniques et prêt à diriger *une quinzaine de personnes.*

Poste à pourvoir rapidement.

Nous vous remercions d'envoyer votre C.V. et prétentions sous n° T 035237 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

LYON

ETABLISSEMENT FINANCIER disposant DE GROS SYSTEMES IBM ET D'UN IMPORTANT RESEAU DE TELETRAITEMENT, recrute, qu'ils soient DEBUTANTS ou EXPERIMENTES, des

ANALYSTES réf. 2.14

DIPLOMES D'ETUDES SUPERIEURES (OPTION INFORMATIQUE)

ANALYSTES-PROGRAMMEURS réf. 2.15

(IUT, AFPA ....)

dans les deux cas. la maitrise du COBOL est exigée.
La connaissance de l'Assembleur et du matériel IBM constituera un atout supplementaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. du poste choisi à J.P. PORNET 56. rue de Sully - 69006 LYON

Ingénieur d'affaires (électricien)

PME Grenoble

Spécialistes de l'équipement électrique pour l'industrie, nous réalisons un CA de 30 M en créant – toujours sur devis – des armoires, pupîtres de commande, postes de transformation, et – d'une manière plus générale tous équipements d'électricité, d'électronique destinés à l'industrie, aux TP et à l'ingéniérie. Une PME donc et qui vend un service autant que des produits de haute technicité.

L'Ingénieur d'affaires que nous souhaitons intégrer est destiné à jouer un rôle important dans notre stratégie commerciale.

Il sera personnellement au contact des clients existants et utilisateurs potentiels, définira leurs demandes, examinera les devis avec les services internes, négociera et concluera les contrats. A terme, il participera à la politique marketing de l'entreprise et élargira ses responsabilités. Il a donc obligatoirement une double compétence
– technique (formation type ESE, ENSIEG...)
– commerciale obtenue par l'expérience de la vente de produits industriels ou de biens d'équipement.

Basé à Grenoble, ses déplacements seront fréquents en France et à l'étranger (40 % du CA se fait à l'export). L'anglais est évidemment nécessaire.

Sa rémunération au départ ne sera pas inférieure à 160.000 F et une antériorité professionnelle particulièrement adaptée peut justifier davantage.

SEFOP remercie les Ingénieurs intéressés de lui adresser leur dossier sous réf. AC 912 M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

FILIALE PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL

recherche

2 CONTROLEURS DE GESTION

pour ses usines de LYON (600 personnes) et REIMS (800 personnes).

- Rattaché hiérarchiquement au chef d'établissement, mais dépendant fonctionnellement du contrôleur central de gestion, chacun d'eux est responsable :
  - du suivi des budgets à l'élaboration desquels il participe activement
  - du tableau de bord de l'usine et du «Reporting» vers le Siège
  - de l'analyse des prix de revient et des recommandations en découlant.
- Il assure un rôle de conseil auprès des différents services de l'usine impliqués dans la décentralisation informatique en cours.
- Anglais courant indispensable (écrit et parlé).
- Ces deux postes conviendraient à des candidats diplômés d'Ecoles de Commerce ou DECS. Ils auront une première expérience de 3 à 5 ans de contrôle de gestion en usine dans une *Société* industrielle anglo-saxonne fabriquant des produits en grande série et utilisant des méthodes modernes de gestion nécessitant la mise en place et l'usage de systèmes informatiques.

Ecrire avec C.V. + photo + rémunération souhaitée en précisant la référence (Lyon = 100 ; Reims = 101) à N. 2282 PUBLICITÉS REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transm.

Ingénieur

Département risques techniques

Leader de l'assurance des Risques Industriels, les ASSURANCES GENERALES DE FRANCE recherchent un **jeune ingénieur.**

Vous rejoindrez notre **Département des Risques Techniques** traitant principalement de l'assurance des machines, de l'informatique et des grands ensembles industriels lors de leur installation et de leur mise en route.

Votre rôle sera d'analyser les risques sur le plan technique et de négocier les contrats, de les rédiger et d'en suivre la gestion.

Nous vous proposons, pour ce poste, **une formation à nos techniques et méthodes de gestion.**

Vous êtes diplômé (A.M., I.N.S.A., E.N.S.I...) *et bénéficiez* **d'une première expérience de deux à cinq ans en ingénierie ou en milieu industriel ; vous parlez couramment l'anglais ou l'allemand** ; vous aimez les contacts humains.

Prenez contact par écrit avec les ASSURANCES GENERALES *DE FRANCE - Département Recrutement - 33, rue Lafayette -* 75426 PARIS CEDEX 09.



ASSURANCES GENERALES DE FRANCE

MEDIA PA

VOUS VENEZ DE TERMINER VOS ETUDES SUPERIEURES...

dans une école ou une université à dominante :

COMMERCE - GESTION - CONSTRUCTION - BATIMENT, T.P.



vous propose un premier emploi *et une formation spécifique.*

MATERIAUX SERVICES, 320 personnes, un ensemble de PME implantées dans la grande couronne parisienne est spécialisée dans la distribution de MATERIAUX de CONSTRUCTION.
Notre politique : le dialogue, la responsabilité, l'ouverture.
Nous apprécions : le dynamisme, l'enthousiasme, le goût de l'effort en commun.
Nous proposons : une rémunération stimulante dans un groupe où il fait bon travailler, un plan de carrière personnalisé.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence CBT à :
COREP - Tour Défense 2000 - 92800 PUTEAUX

COREP

Organisation et Publicité

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

EQUIPCO/LAMBERT GROUPE POLIET

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE CENTRALES A BÉTON

Exportateur vers ASIE, MOYEN-ORIENT, AMÉRIQUE DU SUD, EUROPE, etc...

RECHERCHE

CHEFS DE SECTEUR EXPORT

Dépendant du Directeur Exportation, le Chef de secteur sera chargé du développement des ventes de centrales à béton distribuées dans la zone par des agents locaux. Dans chaque pays considéré, il contribuera à former, conseiller, animer les agents sur place aux produits et méthodes EQUIPCO. Il les assistera dans les négociations importantes.

Ce poste, basé à Paris, conviendrait à un diplômé écoles de commerce, parfaitement bilingue français/anglais, possédant deux à trois ans d'expérience de la vente de produits industriels. Il nécessite un grand degré d'autonomie (déplacements : 50 % de temps), une connaissance des problèmes administratifs liés aux opérations de vente à l'étranger.

RESPONSABLE ADMINISTRATION DES VENTES EXPORT

Dépendant du Directeur Exportation ce responsable sera chargé d'organiser et d'assurer le suivi des dossiers (financements, Coface, clients, etc...). Il devra entretenir les contacts avec les partenaires de la Société à l'exportation (banques, administrations...) et rassembler toutes les informations d'ordre administratif et commercial utiles à l'activité du Service Export.

Ce poste est à pourvoir à Paris, il conviendrait à un diplômé d'école de commerce, ayant quelques années d'expérience dans une activité analogue, parfaitement bilingue français/anglais. Ce responsable devrait pouvoir devenir à terme Chef de Secteur Export.

Les dossiers de candidature sont à envoyer à Société EQUIPCO, 36, avenue GALLIENI, 93170 BAGNOLET à l'attention de M. BRICHEL.

Ingénieur service achats

Rémunération ouverte

La filiale d'un Groupe Français spécialiste en gestion de l'Energie recherche son Responsable des Achats. Il est chargé d'assurer l'approvisionnement en pièces, matériels et travaux sous-traités pour les 30 Agences réparties sur le territoire national. Le montant annuel des achats traités est de 25 millions de francs. Outre la négociation directe avec les fournisseurs importants, il s'informe sur l'évolution du matériel et optimise les demandes d'achats. Méthodique et rigoureux, il a des qualités de gestionnaire et le respect des procédures administratives. Ce poste conviendrait à un Ingénieur ayant une première expérience réussie au sein d'un service Achats dans les secteurs du

BATIMENT, T.P., SECOND-ŒUVRE, INGENIERIE ou SERVICES.

La rémunération est ouverte et tiendra compte de l'expérience du candidat.

Adressez votre candidature sous référence 2240 à :

(Organisation et Publicité)

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

---

chef des services comptables — 180.000 F+

Fould-Springer

Nous fabriquons et commercialisons des produits de deuxième transformation : levure, alcool, avant-produits pâtissiers destinés à l'industrie alimentaire, la pharmacie, la parfumerie, la chimie. Avec 600 M. de F. de C.A., nous sommes le leader de notre branche d'activité. Nous recherchons le collaborateur qui, sous l'autorité du Directeur Financier, prendra en charge les services de comptabilité générale et analytique qui sont entièrement informatisés. Il sera responsable de l'établissement des états comptables périodiques ainsi que des déclarations fiscales et sociales, et animera un service de 8 personnes. Ce poste conviendrait à un candidat de 30 ans minimum, de formation supérieure (expertise comptable, ESCP, ESC, ...) ayant une bonne expérience de la comptabilité générale et analytique en milieu industriel, acquise soit dans une entreprise, soit dans un cabinet d'expertise comptable. Un candidat à fort potentiel trouvera dans notre groupe de réelles possibilités d'évolution. Le poste est basé à MAISONS-ALFORT (94).

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. A 165.82 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

CSEE

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

de préférence EXPERT COMPTABLE ORIENTE GESTION (analytique et budgétaire)

Relevant du Directeur Financier, il sera chargé de coordonner les services Comptabilité Générale, Analytique, Budgétaire (30 personnes) et de participer à la conception et à la mise en place de nouveaux outils de gestion. Il créera le poste dans le cadre de la réorganisation des services de la Direction Financière.

Nous recherchons un professionnel, de potentiel élevé, novateur et réaliste au stade de la conception, persévérant pour assurer la mise en place, animateur dans les relations.

Ecrire à COMPAGNIE de SIGNAUX et d'ENTREPRISES ELECTRIQUES, Direction du Personnel Service Emploi et Développement des Cadres, 17 Place Etienne Pernet - 75015 PARIS.

CSEE

CHEF DES SERVICES FINANCIERS

SPECIALISTE DU FINANCEMENT INTERNATIONAL DES MARCHES

Relevant du Directeur Financier, il sera chargé d'assister les responsables opérationnels dans la préparation et l'élaboration des contrats export et d'animer les activités des services Trésorerie, Clients, Financier étranger. Il créera le poste dans le cadre de la réorganisation des services de la Direction Financière.

Nous recherchons un responsable âgé de 40 ans environ, ayant de préférence une formation juridique, maitrisant parfaitement l'anglais et disponible pour des déplacements courts, notamment à l'étranger.

Ecrire à COMPAGNIE de SIGNAUX et d'ENTREPRISES ELECTRIQUES, Direction du Personnel Service Emploi et Développement des Cadres, 17 Place Etienne Pernet - 75015 PARIS.

BUREAU D'ÉTUDES FINANCIERES ET DE CONTROLE COMPTABLE MULQUIN ET ASSOCIÉS

recherche

JEUNES AUDITEURS

EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES

débutants ou confirmés

HEC - ESSEC - IEP - ESCP

ou Juristes Droit des Affaires (Niveau DESS)

DECS & LANGUE ANGLAISE OU ALLEMANDE APPRÉCIÉS

NOUS VOUS PROPOSONS :

- La référence d'un cabinet français associé à une structure internationale
- L'intégration dans une équipe dynamique réputée sur le plan technique
- L'acquisition d'une formation et d'une méthodologie en matière de contrôle et de conseil financiers
- L'expérience concrète de systèmes de gestion par l'intervention auprès d'entreprises importantes
- L'ouverture de carrière que donne l'accession rapide au diplôme de l'expertise comptable, en profession libérale ou en entreprise.

AUDIT — COMMISSARIAT AUX COMPTES
ÉTUDES FINANCIERES — EXPERTISES ÉCONOMIQUES
INFORMATIQUE — ORGANISATION
RÉDACTION D'OUVRAGES
FORMATION

ASSOCIÉ FRANÇAIS DE BINDER DIJKER OTTE & CO — BDO

Adresser C.V., photo et lettre de candidature à : BEFEC MULQUIN ET ASSOCIES - Département du Personnel 12, rue Margueritte - 75017 PARIS.

BANQUE PRIVÉE

PARIS-8e recherche

L'UN DES RESPONSABLES DE SA CLIENTÈLE DE SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES

L'UNE DE SES MISSIONS SERA D'APPORTER LES SOLUTIONS LES MIEUX ADAPTÉES AUX PROBLÈMES DE FINANCEMENT DE CETTE CLIENTÈLE.
IL SERA CHARGÉ, AUSSI, de promouvoir auprès d'elle, l'ensemble des services de la banque.

CETTE FONCTION REQUIERT UNE BONNE EXPÉRIENCE

- De l'analyse comptable et financière,
- De l'établissement de plans de financement et de trésorerie,
- De l'exploitation bancaire.

Le poste conviendrait à un candidat ou une candidate de 35 ans env. et de formation supér., ayant, de préférence, acquis cette expérience dans l'industrie et dans la banque.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo (ret.) + prétentions s/n° réf. 1422 à :

Centre de Psychologie et d'Efficience
17, rue des acacias, 75017 Paris



Cii Honeywell Bull

recrute pour son Centre de Recherche

INGENIEUR SYSTEME UNIX

Sa mission consiste à mettre en oeuvre UNIX (version 7) et ses outils comme base de développement des projets logiciels sur mini 6.

Il aura à effectuer les travaux d'adaptation necessaires sur le noyau du système, puis à prendre en charge la mise sur pied d'une vaste gamme d'outils (à concevoir ou à développer).

De formation informatique (DEA ou ingénieur) le candidat aura une expérience sur UNIX et de solides notions d'organisation des systèmes d'exploitation.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 442 M à Cii Honeywell Bull - PC OGO21C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

IMPORTANT GROUPE DE CONSTRUCTIONS PRIVÉES PARIS ET RÉGION PARISIENNE RECHERCHE

UN RESPONSABLE DE PROGRAMMES

ESSEC - SUPDECO - HEC - DEA DROIT
CHARGÉ DE GÉRER LES OPÉRATIONS DE CONSTRUCTIONS A PARIS ET EN ILE-DE-FRANCE.

- Il coordonne l'action des Services spécialisés de la Société tels que Technique, Gestion des Ventes et Commercial.
- Il intervient dans la constitution des pièces préalables à la mise en vente des logements.
- Il contrôle les engagements juridiques de la Société.
- Il dirige l'action des Maîtres-d'œuvre, Ingénieurs, Notaires, tous intervenants qui concourent à l'acte de construire.
- Il s'assure, en collaboration avec les Avocats de la Société, du suivi des Contentieux.
- Les candidatures ne seront étudiées que dans la mesure d'une expérience comparable minimum justifiée de 5 années.
- Haute rémunération si compétent, perspectives d'avenir. Le poste de Secrétaire général pourrait lui être confié ultérieurement.

Envoyer C.V. sous n° 242098 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2e) qui transmettra.



GSI/ALCATEL/CGE

Les prestations de haute technicité de notre Division Conseil couvrent tous les aspects s'étendant de l'architecture et de la conception de Systèmes au développement de Logiciels complexes. Domaines d'application : Téléinformatique, Télématique, Bureautique, Génie Logiciel, Langages Evolués.

Notre offre s'adresse à un Ingénieur

Logiciel de base

soucieux d'affirmer la progression de sa carrière en devenant

INGENIEUR CONSULTANT

Profil souhaité :
- Ingénieurs et Universitaires de haut niveau, avec spécialisation informatique de type industriel,
- 4 à 8 ans d'expérience acquise dans un environnement Recherche/Développement (Constructeur - SSCI - Institut spécialisé),
- Aptitudes à exercer des missions dans un environnement d'utilisateurs performants et légitimement exigeants.

Structures d'accueil :
- Poste basé à Paris.
- Environnement d'experts internationaux.
- Petites équipes. Ambiance motivante.
- Possibilités de parcours professionnels multiples.

Les candidatures sont à adresser à Tecsi-Software, 29 rue des Pyramides 75001 Paris.

UNILOG

Dans le cadre de son expansion, UNILOG recrute pour une de ses filiales plusieurs

ingénieurs débutants

n'ayant pas nécessairement une formation informatique (prochaine date d'intégration : 4/10/82).

Après une formation de 6 mois à l'informatique de gestion, ils seront intégrés à des équipes entraînées et travailleront en relation directe avec nos clients. Si vous êtes ingénieurs ou universitaires scientifiques, et attirés par un métier d'avenir aux activités diversifiées ; si vous souhaitez une carrière motivante : intéressement aux résultats et évolution liée à vos efforts personnels, envoyez-nous dès maintenant une lettre manuscrite accompagnée d'un CV et d'une photo, sous référence 435 à :
UNILOG
9 rue Alfred-de-Vigny
75008 Paris
Membre de Syntec Informatique

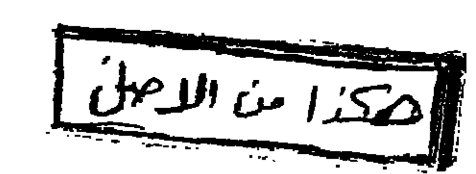


Cherchons

CHARGÉ D'ÉTUDE SPÉCIALISÉ

en enquêtes par sondage, ayant plusieurs années d'expérience professionnelle.

Envoyer candidature écrite et prétentions au C.E.S.P., 32, avenue Georges-Mandel, 75116 PARIS.





recherche
dans le cadre de l'expansion
de ses activités informatiques
et instrumentation :

1° Pour la Direction des Études :

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

(RÉF. DE-35)
ayant de préférence une première expérience professionnelle, pour développer des logiciels de base et des matériels en logique microprogrammée ou microprocesseurs.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

(RÉF. DE-36)
débutant ou ayant deux ou trois années d'expérience pour *participer à l'étude et au développement* de nouveaux analyseurs à base de microprocesseurs.

2° Pour la Direction Organisation et Informatique :

INGÉNIEURS INFORMATICIENS DÉBUTANTS

(RÉF. DOI-37)
débutants, titulaires d'un diplôme d'études supérieures *(écoles d'ingénieurs, MIAGE)*.
Au sein d'une équipe jeune, ils participeront à la conception et à la réalisation de différents projets de gestion en *temps* réel sur base de données à l'aide d'un mini-ordinateur RÉALITÉ 2000.
La diversité et l'originalité de ces projets ainsi que leur intérêt dans le domaine de l'informatique nouvelle permettront aux candidats de développer leurs connaissances et leurs compétences et d'être à même, ultérieurement, d'assurer d'importantes responsabilités.

3° Pour son service méthodes et équipements de tests :

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

(RÉF. DII-38)
titulaires BTS ou DUT (ayant si possible une expérience), pour l'étude, développement et mise au point équipements de tests nécessaires à la production de systèmes informatiques.

Bonne connaissance circuits logiques, notions microprocesseurs appréciées. Anglais lu indispensable. Nécessité esprit méthodique pour élaboration dossiers, rédaction et spécifications et procédures techniques.

Nombreux *avantages sociaux par accord d'entreprise*, dont prime de fin d'année. Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel,

INTERTECHNIQUE • 78370 • PLAISIR



Responsable marketing — 160.000 F

La filiale française d'une société de service américaine de réputation mondiale recherche un Responsable Marketing. Basé dans la proche banlieue ouest de Paris, il sera placé sous l'autorité du Directeur Marketing/Ventes de sa division, *et aura la responsabilité d'une équipe de 2 assistants. Sa fonction le conduira* à participer à la définiton de la stratégie marketing et à mettre en œuvre les moyens nécessaires dans le cadre du budget défini. La réalisation de cette mission *implique des contacts nombreux et variés, elle suppose de grandes* qualités de communication et une forte capacité à animer et à coordonner toutes les actions marketing liées au produit (actions commerciales, publicitaires, promotionnelles, relations publiques etc...). Ce poste s'adresse à un (e) candidat (e) âgé (e) de 26 ans minimum, diplômé (e) d'une école supérieure de commerce (ou équivalent), parlant couramment l'anglais et pouvant justifier d'une première expérience réussie dans des fonctions similaires (Responsable Marketing, Chef de produit etc...) La pratique du "Direct Marketing" et un goût prononcé pour la Télématique constitueraient des atouts supplémentaires. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience, sera de l'ordre de 160.000 francs. Ecrire à J.M. JACLOT. *Réf. A/2158M*

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Ingénieur méthodes industrialisation — 160.000 F

Un très important constructeur européen de systèmes de freinage pour véhicules automobiles recherche, pour son usine française d'assemblage (100 personnes), *son responsable industrialisation. Dépendant du directeur d'usine, il* aura pour principale mission de maintenir l'ensemble des moyens techniques à leur meilleur niveau de performance (organisation et planification de la fabrication - amélioration de la productivité - entretien des équipements - sécurité). Il assurera toutes les relations industrielles avec la maison-mère. Ce poste conviendrait à un ingénieur en mécanique possédant de très bonnes connaissances en pneumatique, hydraulique, électronique. Une première expérience, de 3 ans environ, des problèmes de fabrication et d'entretien, de préférence dans l'automobile, est nécessaire. Une pratique courante de l'allemand est indispensable. La rémunération proposée est de l'ordre de 160.000 francs par an. *Le poste est situé dans la banlieue Est de Paris. Ecrire à Christiane ROUSSEL.* Réf. A/2272M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Jeune responsable produit — 130.000 F

Procédé de marquage - Cette société française (chiffre d'affaires : 220 millions de francs, 350 personnes), leader sur son marché, possède une gamme élargie et, notamment, un produit de marquage unique alliant électronique et informatique. *Elle recherche, pour assister le directeur du département*, un jeune responsable produit. Après une période de formation, il aura la responsabilité d'une ligne de produits pour laquelle il devra définir les orientations com*merciales, marketing et techniques pour permettre une bonne adaptation au* marché de ce procédé. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 26 ans au moins, de formation électronique (BTS, DUT ou équivalent), possédant une bonne connaissance de l'anglais. Au cours de son expérience professionnelle, il aura abordé, si possible, les fonctions technique, commerciale ainsi que de gestion de produits industriels. La rémunération annuelle, de l'ordre de 130.000 francs, sera fonction de l'expérience du candidat. Une voiture de fonction est fournie. Le poste à pourvoir à Paris, implique de fréquents mais courts déplacements en province. Ecrire à Ph. LESAGE. Réf. A/2270M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Ingénieur chef de fabrication — 150.000 F

Une importante société de construction électrique, filiale d'un puissant groupe industriel français recherche, pour l'une de ses principales usines, un Ingénieur Chef de Fabrication. Dépendant du Responsable de la Production, il aura *la charge du suivi de la production d'un atelier de fabrication de produits com*prenant notamment l'extrusion de matières plastiques. Cet atelier comporte des unités très importantes avec un effectif de 120 ouvriers et 12 agents de maîtrise. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur électromécanicien (type IDN, ENSAM,...) disposant d'une première expérience de 2 à 3 ans en fabrication et possédant de solides facultés de commandement et d'organisation. La rémunération, qui pourra atteindre 150.000 francs par an, dépendra essentiellement de l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé dans la proche banlieue Nord-Ouest mais les possibilités d'évolution dans le groupe supposent une certaine mobilité à terme. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2243M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

Nous sommes un groupe d'envergure nationale, réalisant un chiffre d'affaires annuel de 14 milliards de francs.

Nous recherchons plusieurs

Responsables d'exploitation

pouvant se prévaloir du profil suivant :
- âgés d'environ 35 ans
- naturellement dynamiques et entreprenants
- *possédant une bonne connaissance technique* générale
- capables de pratiquer efficacement la gestion prévisionnelle et le contrôle de gestion
- ayant une bonne connaissance de l'outil informatique
- capables, par leur autorité, par leurs qualités de meneur d'hommes et par leur connaissance de la législation du travail, d'être les patrons d'entreprises employant chacune 250 personnes environ
- très mobiles géographiquement

Nous leur apprendrons nos techniques d'exploitation et ils devront prendre, très rapidement, la direction d'un de nos centres régionaux.

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions, sous référence **8587** à

LTP 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

UNION CARBIDE est l'une des plus grandes Sociétés mondiales spécialisées dans la production et la commercialisation de GAZ INDUSTRIELS, par le biais d'applications technologiques de pointe. Pour faire face à notre expansion rapide (+30% de CA/an), nous recherchons :

DES INGENIEURS D'APPLICATION DES INGENIEURS DE VENTE

150.000 F/an. Voiture de fonction.
Postes basés à RUNGIS.

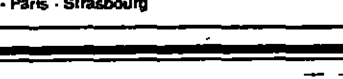
SI VOUS AVEZ
– une formation supérieure (grande école d'ingénieurs),
– si possible une première expérience industrielle,
– une personnalité affirmée, une grande disponibilité, un esprit ouvert et la volonté de réussir,
– la maîtrise des contacts humains et des négociations à très haut niveau,
– une bonne connaissance de l'anglais.

NOUS VOUS PROPOSONS
– un poste motivant dans une équipe jeune et dynamique,
– des produits (Oxygène, Azote, Argon) et applications de qualité,
– des responsabilités commerciales dans des domaines d'activités variés et à fort potentiel,
– des contacts avec d'importants industriels français,
– une formation technique et commerciale approfondie.

VOUS AVEZ BIEN LU ET VOUS ETES INTERESSE(E) :
adressez CV, photo et rémunération actuelle à :

UNION CARBIDE
M. Le Directeur du Personnel
UNION CARBIDE FRANCE
4, place des Etats-Unis
Silic 214 - 94518 RUNGIS CEDEX
(Discrétion assurée.)

Emplois et Entreprises



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
DONT LE SIÈGE EST A PARIS
recherche
pour missions en clientèle et participation aux activités d'une direction technique

DIPLOMÉS (ES) d'ÉTUDES SUPÉRIEURES

Possédant au moins le D.E.C.S.
2 ans *minimum d'expérience pratique* comptable.
Qualités de synthèse et de rédaction.
Bonnes connaissances des petits et moyens systèmes informatiques appréciées.

Envoyer C.V., photo et prétentions :
sous n° T 035.307 M.,
à RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



Notre jeune société a acquis une notoriété nationale en matière de systèmes informatisés de gestion de production grâce à ses produits temps réels originaux. Dans le cadre de son développement, nous recherchons :

2 (jeunes) Chefs de projets

Votre mission sera d'étudier, concevoir, réaliser et mettre en place des systèmes temps réels dans des grands groupes industriels comme dans des P.M.I.

Vous êtes Ingénieur grande école et vous avez déjà une expérience en milieu industriel, un sens développé de l'organisation, des qualités de contact qui vous permettent le diagnostic des besoins, la formation des utilisateurs et le dialogue à tous les niveaux de l'entreprise.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo à :
S.I.I. - Réf. 1213
21, rue Le Sueur,
75116 PARIS.

Centre National de Transfusion Sanguine
recherche

UN ADJOINT AU CHEF COMPTABLE

– 35 ans environ ;
– titulaire du DECS ou diplôme équivalent ;
– expérience en comptabilité générale, analytique et budgétaire 10 ans min. ;
– aptitudes à l'encadrement, dynamisme, esprit d'ordre et d'organisation.

Adressez lettre manuscrite, curr. vitae et photo, Service Recrutement.
Centre National de Transfusion Sanguine,
6, rue Alexandre-Cabanel, PARIS (15e).

SOCIÉTÉ SERVICE ET CONSEIL

recherche URGENT

DEUX INGÉNIEURS DÉBUTANTS

GRANDES ÉCOLES OU ÉQUIVALENT,
POSSÉDANT BONNE CONNAISSANCE INFORMATIQUE

UN INGÉNIEUR D.E.A. INFORMATIQUE

Une année d'expérience

INTERESSES PAR PEDAGOGIE ET ENSEIGNEMENT ASSISTE PAR ORDINATEURS

POUR CONCEPTION ET MISE EN PLACE DE SYSTÈMES E.A.O.

Envoyer curriculum vitae sous n° T 035317 M à RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



cherche pour Région Est de Paris un

Responsable de production

pour développer de nouvelles fabrications : pièces de précision.
Le poste comporte la responsabilité :
- de l'atelier de fabrication,
- *du planning,*
- du BE outillage.

Le candidat devra posséder une formation mécanique, Ingénieur ou équivalent, une *première expérience industrielle et des aptitudes à s'intégrer dans une équipe jeune.* Il évoluera avec le développement de son activité située dans un secteur de pointe. Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à HUTCHINSON sous ref. *709 M* - Direction des Relations Sociales - 2, rue Balzac - 75008 PARIS.

TBWA carrières

Responsable Exportation

Comptant parmi les leaders européens dans notre domaine (équipement technique du foyer), l'exportation représente actuellement environ 20% de nos ventes. Elle devrait connaître une forte expansion dans les années à venir.
Pour réaliser nos objectifs nous désirons confier la responsabilité de développer nos parts de marché à l'étranger à un homme plutôt jeune (35 ans environ) doté d'une solide personnalité, parlant anglais et allemand. Sa conception de l'export devra être orientée vers une forte implication personnelle sur le terrain.
Pour ce poste motivant la rémunération sera négociable en fonction de l'envergure et du potentiel du candidat retenu.
Siège : Banlieue Parisienne.

Envoyez votre CV sous réf. M 999 aux consultants de GFC
chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.
Membre de la Chambre Syndicale des Conseils en Recrutement

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

GFC

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



INGENIEURS COMMERCIAUX CONSULTANTS: JOUEZ LA CROISSANCE AVEC CONTROL DATA

Filiale d'un puissant groupe américain, CONTROL DATA FRANCE – 900 personnes, 800 M. de C.A. – poursuit une progression constante soutenue par des programmes d'innovation et de diversification permanents. Pour maintenir cette croissance, CONTROL DATA FRANCE recherche des professionnels de la vente pour différentes branches de son activité.

C.A.O. GRANDS SYSTEMES

De formation École d'Ingénieur, vous avez de bonnes connaissances du monde industriel et acquis une expérience, de préférence dans un bureau d'études.
Vous connaissez bien le marché de la CAO, FAO et vous avez, si possible, une expérience pratique dans ce domaine.
Chargé de commercialiser en France auprès des grands groupes industriels les produits logiciels et les matériels CAO, FAO, votre activité sera essentiellement consacrée à la prospection où vous saurez faire preuve d'une très grande agressivité. Réf. MX 265

BANQUE GRANDS SYSTEMES

De formation Grande École commerciale, vous avez une expérience de 2 à 3 ans acquise de préférence en milieu bancaire où vous avez confirmé vos goûts pour les contacts à haut niveau.
Dans cette spécialité, 2 postes sont à pourvoir. Le premier consiste à commercialiser de petits systèmes bancaires auprès des organismes bancaires et financiers et à développer la base installée. Réf. MX 261

Le deuxième à développer la vente des grands systèmes Cyber et services associés auprès d'un ou de plusieurs groupes bancaires. Réf. MX 251

PERIPHERIQUES O.E.M.

De formation supérieure de type Grande Ecole commerciale ou Ingénieur, vous avez une expérience de 2 ans minimum dans la vente de produits informatiques ou services qui a confirmé vos dispositions naturelles des contacts à très haut niveau.
Vous commercialiserez en France les périphériques d'ordinateurs auprès des industriels de l'informatique et vous assurerez les liaisons avec les usines de fabrication en Europe et aux États-Unis. Réf. MX 111

EQUIPEMENTS COMPATIBLES IBM

De formation supérieure, vous connaissez l'environnement IBM gros ordinateurs et vous avez déjà une première expérience de la vente.
Vos qualités de négociateur et votre dynamisme vous permettront de commercialiser avec succès les équipements compatibles IBM dans les secteurs les plus variés au niveau des Directions Générales des sociétés. Réf. MX 161

TRAITEMENT DE L'INFORMATION

Vous avez une formation type Grande Ecole commerciale, complétée de préférence par une première expérience industrielle en gestion.
Dynamisme, imagination, combativité, ces qualités vous seront nécessaires pour mener avec succès des actions de prospection visant à commercialiser auprès des entreprises un service destiné à l'aide à la décision en gestion. Réf. MX 611

DEPARTEMENT EDUCATION

De formation supérieure, vous avez un an au moins d'expérience de vente.
Vous serez chargé d'introduire le concept de l'enseignement assisté par ordinateur et de vendre les produits dérivés : logiciel, matériel, didacticiel. Des qualités de dynamisme et de créativité vous seront nécessaires pour réussir dans cette fonction où vous sera laissée une très grande autonomie. Réf. MX 611-E

SUPPORTS A LA VENTE SERVICES TRAITEMENT DE L'INFORMATION

De formation supérieure Grande École scientifique ou de gestion, vos connaissances en informatique et en gestion sont solides et vous avez une expérience de gestion ou d'audit (analyse de projets informatiques).
Votre rôle consistera à aider à la vente d'un service informatique destiné aux trésoriers d'entreprises et à assurer le démarrage des installations et la formation des clients. Réf. MX 612

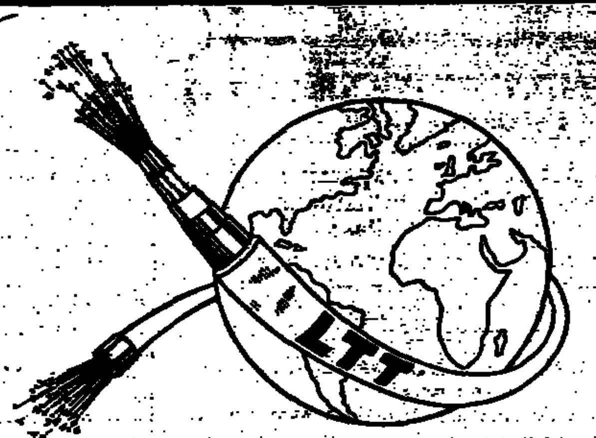
Pour tous ces postes, nous insistons sur le fait que la pratique de l'anglais est souhaitable.
Lieu de travail : MARNE-LA-VALLÉE.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste souhaité à CONTROL DATA FRANCE - Service Recrutement - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS CEDEX 12.

Plan Champs

CONTROL DATA

MOBILISER DES RESSOURCES TECHNOLOGIQUES, FINANCIÈRES ET HUMAINES



Importante filiale de l'un des leaders mondiaux de l'électronique professionnelle, spécialiste des systèmes de transmission dans les secteurs de pointe -télécommunications, transmissions numériques, vidéo-communication - nous assurons la conception générale, l'étude, l'industrialisation et l'installation des systèmes de transmission de demain. Le développement continu de notre potentiel industriel et humain (300 ingénieurs et cadres) nous conduit à intégrer dans nos équipes

DES INGENIEURS D'ETUDES ELECTRONICIENS

ENST, ESE, ISEP, ISEN...

débutant ou ayant une expérience professionnelle, et souhaitant acquérir ou confirmer une compétence dans le domaine des techniques que nous développons (réseaux larges bandes, micro-processeurs, modems, traitement digital, numérisation du son, opto-électronique...).

Nous assurons la formation à nos produits et à nos méthodes, l'importance de notre groupe et ses structures internationales permettant d'offrir des perspectives de carrière très ouvertes dans les domaines techniques, industriels, commerciaux et export.

Jean VIGREUX vous remercie de lui adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) qu'il étudiera avec la plus grande discrétion
1, rue Charles Bourseul - 78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE



CSNCR

Importante société de Services à l'industrie recherche son

CHEF COMPTABLE

Dépendant directement du Directeur Financier, vous assurez la tenue des Comptabilités Générale et Analytique jusqu'à la préparation des bilans.
Responsable de votre Service, vous assumez également la planification du travail, en contrôlez la qualité technique et la fiabilité dans un souci constant d'animation.
Pour ce poste situé à Paris (17è) : 5 ans d'expérience comme Adjoint au Chef Comptable dans une société de TP ou de Services, le niveau DECS, et des connaissances informatiques sont exigés.
Veuillez adresser lettre manuscrite + CV, prétentions et coordonnées tél. sous réf. CCI au

CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPG 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

Dessein

Conjuguez votre pratique comptable avec votre savoir-faire en mini-informatique.

Après une formation de style Sup' de Co + DECS, venez valoriser votre double compétence acquise en 5 à 7 ans en devenant notre

responsable informatique et comptabilité.

Nous sommes une affaire française de bonne taille (1000 p., 900 MF, 10 centres régionaux). A notre siège parisien, vous animez nos services comptables (20 p.), supervisez la préparation du budget, des plans de financement et de trésorerie et établissez bilans et CE.

Vous mettez en place une informatique conversationnelle autour d'un PDP 11/44 installé depuis peu.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4046 LM) à « Carrières de l'Informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Jeunes diplômés HEC - ESSEC - IEP

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES, dans le cadre de sa mission légale de contrôle des banques et établissements du Groupe, offre à des jeunes diplômés HEC - ESSEC - IEP ou équivalent (double diplôme...) dégagés des obligations militaires, la possibilité de débuter leur carrière dans son

Inspection

Après une première période de formation, ils auront pour mission de porter un diagnostic sur les divers aspects de la gestion d'établissements du Groupe : sécurité, rentabilité, développement, perspectives.
Au cours des premières années de carrière, ils effectueront en province des déplacements d'environ trois / quatre mois chacun (deux ou trois par an) alternant avec des séjours plus brefs à Paris.
Ces fonctions, qui nécessitent une forte personnalité caractérisée par de bonnes facultés de synthèse, le sens de la rigueur, l'aptitude à la négociation et à l'expression, peuvent conduire à terme à d'importantes responsabilités au sein du Groupe.
Les candidatures manuscrites, accompagnées du curriculum vitae détaillé avec photo et numéro de téléphone si possible, sont à adresser sous réf. M2 à M. CASTETS.

Banque Populaire

Chambre Syndicale des Banques Populaires 131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17

rsg carrières

EUROSOFT-SYSTEMES

- 12 ans d'expérience du conseil et service en informatique.
- Filiale d'un Groupe indépendant réalisant un taux de croissance annuel moyen > 30%.
- Au départ centrées sur la conception de logiciel de base, nos activités se sont étendues aux différents domaines des techniques de pointe de l'informatique.

La carrière EUROSOFT :

Notre structure, la diversité de nos secteurs d'application permettent à nos ingénieurs de participer à la conception et au développement de projets dans des domaines variés :

- Conduite de processus industriels, CFAO
- Logiciel de base, bases de données, réseaux
- Systèmes de télécommunications, télésurveillance, terminaux intelligents
- Simulation, systèmes d'essais, systèmes d'armes.

La taille humaine de notre entreprise, son expansion sont les garants des possibilités de carrières offertes à des

INGENIEURS INFORMATICIENS

Nous recrutons plusieurs ingénieurs confirmés : MITRA et autres mini-ordinateurs, Microprocesseurs 8 et 16 bits, TRIBU, CICS, IMS, SNA, TDS, IDS.
et débutants : ingénieurs grandes écoles ou équivalent option informatique, automatique ou électronique.

Ariane CHARTIER attend vos candidatures (lettre, CV, photo, salaire actuel) à
EUROSOFT-SYSTEMES 38, Boulevard Henri Sellier,
B.P. 145, 92154 SURESNES CEDEX

Nous produisons des tableaux et armoires électriques pour les salles de contrôle-commande des centrales électriques, des postes et des ensembles industriels.
Nous sommes un département spécialisé de

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

Nous recherchons, pour notre Atelier de LYON (140 personnes) :

INGENIEUR CHEF DE PRODUCTION

Diplômé d'une Grande Ecole d'électricité, 40 ans minimum, quelques années d'expérience dans une fabrication similaire, anglais lu et parlé.

Faire offre de candidature en adressant C.V., lettre et prétentions à DTM - Sce du Personnel 95, rue Frédéric Fays 69627 VILLEURBANNE CEDEX.

Constructeur automobile grande marque européenne

recherche pour son service
DÉVELOPPEMENT RÉSEAU

UN CONSEILLER DE GESTION FINANCIÈRE

Agé d'environ 30 ans, il aura pour mission essentielle auprès du réseau de concessionnaires de la marque :

– De mettre en place un système comptable permettant l'établissement périodique d'un « tableau de bord » ;

– De conseiller les concessionnaires dans l'évolution financière de leur entreprise ;

– D'assurer le suivi de leur gestion financière.

Ce poste itinérant conviendrait soit à un candidat ayant acquis dans le secteur automobile l'expérience de cette fonction, soit à un jeune de formation commerciale supérieure ayant trois ou quatre années d'expérience de gestion.

Position cadre, voiture de fonction.

Adr. C.V., photo, lettre manuscrite, prét. s/nº T 035.381 M
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Une véritable carrière industrielle pour un

JEUNE INGENIEUR DE PRODUCTION

Avec 9 usines en France, cette division de l'un des premiers groupes industriels français offre une évolution de carrière particulièrement dynamique à un *jeune Ingénieur intéressé par une véritable carrière* industrielle.
Basé d'abord dans une usine (ville agréable de Bourgogne) cet Ingénieur exercera déjà des responsabilités opérationnelles (techniques, économiques, humaines) tout en acquérant la meilleure technicité spécifique à cette industrie particulièrement exigeante (feu continu) donc motivante.
Il prendra ensuite des responsabilités élargies dans une autre unité *industrielle.*
Nous souhaitons rencontrer un jeune Ingénieur diplômé ayant acquis impérativement une première expérience (2/3 ans) industrielle (fabrication, entretien...).
Mobile et disponible, il est prêt à évoluer dans les différentes usines (France ou étranger) de la division ou du groupe.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 14212 AF à :

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

Débuter au Siège, puis évoluer en Usine

RELATIONS HUMAINES

Le Directeur des Relations humaines de la Division (10 000 personnes) de l'un des premiers groupes industriels français désire intégrer à son équipe (au siège) un jeune collaborateur.

En liaison avec les usines (9) et les filiales (8), il conduira des études générales ou ponctuelles relatives à la gestion du personnel au sens large du terme. Ces études concernent les aspects légaux, sociaux et économiques. Il coordonne également la transformation des supports (informatisés) de gestion.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur ayant des connaissances particulières dans le domaine de la législation sociale. Sa première expérience (1/2 ans) lui a permis de se familiariser avec l'industrie.

Particulièrement mobile et disponible, il est également intéressé par la poursuite de sa carrière dans le domaine des Relations Humaines à un poste plus opérationnel : en usine, dans une filiale...

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf M 4197 AB à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

SAGEM

PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPÉEN DE SYSTÈMES DE NAVIGATION INERTIELLE
DEUXIÈME CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TÉLEX

recherche
pour son SERVICE INFORMATIQUE PARIS 16e

INGÉNIEURS ANALYSTES
ANALYSTES ORGANIQUES
CHEF DE SALLE
PRÉPARATEURS

IBM 4341, DOS/VSE, DL1, CICS

- Expériences exigées.
- Disponibilité rapide souhaitée.

Adresser C.V., photo et prétentions à M. CAMUS
6, avenue d'Iéna, 75783 PARIS CEDEX 16.

CHEF COMPTABLE

Avec un chiffre d'affaires supérieur au milliard de francs, cette activité *fortement exportatrice, constitue un centre de profit important* au sein d'un groupe de l'électronique.

Rendant compte au Contrôleur, le Chef Comptable est responsable des comptabilités des unités de production et des centres opérationnels à la fois sur le plan organisation et procédures comme sous l'aspect contrôle et certification. Il assiste et contrôle fonctionnellement les comptables des différents centres et se charge personnellement de la consolidation. Il entretient d'étroites relations avec la société mère et l'informatique.

Nous souhaitons rencontrer un candidat âgé de 35 ans minimum, diplômé d'une école supérieure de gestion + DECS, excellent professionnel de la comptabilité, bon organisateur et homme de contact.
Le poste est situé en banlieue parisienne.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, sous réf. M 8668 A, à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

Paris 8e

CHEF COMPTABLE

Au sein d'un des premiers groupes français ce holding réunit 17 Sociétés industrielles employant plus de 2 500 personnes.

Rattaché au Controller, le titulaire du poste prend en charge l'ensemble de la comptabilité du holding (bilan, déclarations fiscales et sociales...). Il est responsable de la trésorerie tenue en date de valeur.

Il assure la gestion des titres, des immobilisations et du patrimoine immobilier. il prépare aussi le budget et se conforme aux opérations de reporting du Groupe.

Nous souhaitons rencontrer un (ou une) professionnel de la comptabilité de niveau DECS. Bon fiscaliste et juriste, il justifie d'une expérience d'au moins 5 ans acquise dans une Société à gestion informatisée.

Les avantages et les perspectives d'évolution sont de nature à motiver une personnalité à potentiel.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf M 11682 A à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

Auditeur senior

RANK XEROX recherche pour sa Direction Financière un AUDITEUR SENIOR.
Leader mondial de la reprographie, Rank Xerox emploie en France 4 400 personnes. Le groupe se situe parmi les 100 premières entreprises françaises, avec un *volume* d'activités de 2,3 milliards de francs.
CE COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU, de formation supérieure (grande école scientifique ou commerciale) aura acquis :

- une première expérience en cabinet d'audit ou dans les services financiers d'une grande entreprise,
- une connaissance (écrite ou orale) de la langue anglaise.

Il aura pour mission :

- de participer à des missions d'audit opérationnel visant à fournir à la Direction Générale une information indépendante,
- ce poste évolutif lui permettra d'assumer, à moyen terme (2 à 3 ans), des responsabilités opérationnelles élevées.

Le poste est basé en Proche banlieue parisienne.
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence C/09 à Danièle GARBIL - RANK XEROX - Service Recrutement - 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

MEDIA PA

RANK XEROX

GFI

UN CONTROLEUR DE GESTION

GEM

POUR UN DES PREMIERS GROUPES DE S.S.C.I.

Le Groupe Français d'Informatique - 1200 personnes, 300 millions de F de CA en 1981 - abordant une phase importante de sa croissance, définit et met en place une politique de gestion rigoureuse, adaptée à des structures souples et évolutives.

Rattaché au Responsable du contrôle de *gestion du Groupe, vous participez à la* conception des procédures comptables *et financières et vous en assurez l'appli*cation dans une de nos filiales à Paris. En *relation avec le Service Comptable* et les Directions opérationnelles, vous avez des responsabilités dans tous les domaines financiers :

- établissement et suivi des budgets, gestion des bilans, contrôle de la trésorerie et des investissements, financement, audit...;
- prévision des taux d'activités et des charges des Départements, mesure de leurs performances, détection des risques...

Nous vous offrons des perspectives de carrière intéressantes.

De préférence diplômé d'une grande École de Commerce ou titulaire d'un DECS, vous avez une solide pratique de la comptabilité analytique ou du contrôle de gestion acquise, si possible, dans une Société de Services.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. M 304, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION
49, av. de l'Opéra
75002 Paris



RESPONSABLE DES RELATIONS EXTERIEURES

Nous sommes l'un des leaders mondiaux dans le domaine des cosmétiques. Nos produits Haut de gamme : soins, maquillage et parfums, ont réussi une pénétration exceptionnelle sur le marché français grâce à un concept nouveau.
Afin de promouvoir et renforcer notre image, nous recherchons notre ambassadrice auprès de la Presse (leaders d'opinions et presse professionnelle) ainsi qu'auprès de nos dépositaires.

Rattachée à la Direction Générale et en relation avec les services promotion et marketing et la Direction artistique, elle a pour rôle d'engager toutes actions pouvant contribuer au développement de la notoriété de la marque, et des produits.

Nous souhaitons rencontrer une jeune femme de 35 ans minimum, diplômée de *l'enseignement supérieur. Véritable professionnelle de la fonction relations* extérieures, elle justifie d'une expérience significative (minimum 10 ans) acquise dans le domaine des parfums, cosmétiques... Elle possède nécessairement l'entregent qui lui permet d'être efficace et opérationnelle immédiatement.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 17413 M, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

INGENIEUR ELECTRONICIEN

150 - 160 000 F

Grande Administration
Paris Proche Banlieue Ouest

Une grande administration recherche un INGENIEUR ELECTRONICIEN pour le service Méthodes «Automatismes» de son laboratoire de recherche et son atelier pilote, chargés de mettre au point et tester des produits faisant appel à des technologies de pointe, avant leur *diffusion dans le public. Sous l'autorité du Directeur Technique, il sera* chargé de définir les principes, élaborer les schémas et réaliser les maquettes et installations prototypes d'automatismes et de traitement d'informations dans les processus de production. Il appréciera les aspects techniques et économiques des matériels existant sur le marché dans le domaine de *l'électronique, des automatismes et de la micro*informatique, *en vue de leur utilisation possible par les ateliers de* fabrication. Le candidat retenu, âgé d'au moins 27 ans, de formation ingénieur ESME, ESIEE..., possèdera une première expérience professionnelle acquise en BE ou service prototype d'une PME/PMI développant *des produits faisant appel* à des technologies de pointe.
Ecrire sous référence 536/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS
Discrétion assurée.



audit interne niveau "manager"

HF

PARIS — **F 200.000 +**

Un Groupe Français de dimension mondiale, réalisant 60 % de son C.A. *hors de France*, renforce la structure opérationnelle de son Département "Audit Interne" et recherche 2 Cadres de valeur pour leur confier un poste de responsabilité.

Après avoir fait la connaissance générale du groupe et de la fonction, ils se verront confier la supervision de missions. Ils participeront notamment à la programmation des actions, assureront l'orientation et le suivi de plusieurs missions pour lesquelles ils représenteront le Département auprès des Sociétés du Groupe.

Agés de 30 ans *minimum*, diplômés de l'Enseignement Supérieur, parlant couramment *anglais (+ autres langues), ils ont une expérience de* l'Audit acquise notamment dans une Entreprise Industrielle. Ils pourront *se déplacer en France et à l'Etranger, ont le goût des contacts et une bonne capacité* rédactionnelle.

A terme de 5 ans, ils se verront confier une responsabilité opérationnelle au sein du Groupe.

Adresser au **Cabinet R.C.C.**, lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle en précisant la référence 238-M.

RCC Recherche / Conseil / Cadres
6, AV DU COQ - 75009 PARIS

CSNCR

CABINET EXPERTISE COMPTABLE Paris (8e) rech.

ASSISTANT CHEF DE GROUPE

Niveau D.E.C.S. pour commissariat aux comptes
Expérience minimum 2 ans
Travaux de révision exigés.
Adresser CV manuscrit à G.E.C. 153, Bd. Haussmann

J.R.P.

INGENIEURS COMMERCIAUX

Informatique de Gestion

CCMC

CCMC, une des premières sociétés françaises d'informatique de gestion (C.A. 420 MF - 34 agences commerciales), recherche TROIS INGENIEURS COMMERCIAUX pour Paris *(agences Victor Hugo, Nation ou Défense) et UN INGENIEUR* COMMERCIAL pour Versailles.

Ils seront chargés de vendre des systèmes de gestion *informatisés* pour le traitement de la comptabilité et de la paie à une clientèle de cabinets *d'experts-comptables ainsi qu'aux* PME/PMI dont ces derniers assurent la gestion. Ils prospecteront également les marchés potentiels.

Les candidats retenus, âgés d'au moins 24 ans, de formation type ESC ou maîtrise de gestion, posséderont, si possible, une première expérience professionnelle acquise dans la vente de services.
Ecrire sous référence 538/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS
Discrétion assurée.

Important groupe agro-alimentaire
situé à Paris
recherche pour son service négoce de matières *premières destinées* à l'alimentation *animale* :

TRADER

Sur les marchés français et internationaux la responsabilité de certains produits dont il assurera personnellement l'achat et la vente lui sera confiée.
Première expérience dans une société de négoce *international souhaitée, anglais courant impératif.*
Adresser CV détaillé (lettre manuscrite, + photo) sous réf. M 5 007

CSNCR



Conseil en Recrutement
57 rue de Richelieu
75002 PARIS

LILLE — PARIS — LYON

Importante Société Française
recherche
pour son département AERONAUTIQUE

Un ingénieur technico-commercial

qui aura la responsabilité de promouvoir des produits électroniques à haute technologie sur le marché militaire français.
Nous souhaitons une personne de formation électronique (Sup-Aéro ou équivalent) ayant une première expérience dans ce secteur.
Anglais souhaité.
Adresser dossier de candidature complet, sous la référence S 162 à

SVP RESSOURCES HUMAINES
7 rue de Logelbach - 75017 Paris.

CSNCR

JEUNES DIPLOMES

ESC-Maîtrise...

BON LEADER

BON PROFESSIONNEL

CADRE A PART ENTIERE

CHAQUE ANNEE LES A.G.P. RECRUTENT 20 STAGIAIRES COMMERCIAUX. Ce sont des gens de qualité, au potentiel intellectuel prouvé, au caractère déterminé. Il se sont pris en main, et leur tempérament de «chefs» se manifeste par leur volonté d'intervenir sur leur environnement, dans leur vie professionnelle future.

CES CADRES SERONT COMPETENTS SUR TOUS LES PLANS. Bons généralistes des techniques de l'Assurance, spécialistes accomplis dans leur domaine d'action, réalisateurs capables de faire évoluer la fonction qui leur sera confiée.

POUR REUSSIR CE PROGRAMME AMBITIEUX IL FAUT UNE PREPARATION SANS FAILLE. Leur formation sera assurée pendant 2 ans au cours d'un stage conjugant harmonieusement l'enseignement théorique, l'expérience pratique et la connaissance de l'Entreprise. En fin de cycle, leur intégration sera complète et ils rejoindront alors le collège des cadres commerciaux qui participent au développement de la Société.

Les A.G.P. - 4,5 Milliards de CA - Effectif technico-commercial 3 500 personnes



Ecrire à AGP-CFC 26, Bld Haussmann 75009 PARIS
à l'attention de Monsieur Yves Le Tinier sous référence 820923

CFC

Le groupe DEVANLAY-RECOING

ORLY Timwear Exciting LACOSTE

souhaite intégrer à l'échelon du groupe un...

spécialiste du commerce international

Sa mission sera, après avoir fait un inventaire des potentialités du Groupe, de mettre en œuvre les moyens propres à développer l'activité du Groupe dans le monde : rechercher et négocier des licences, vendre le savoir-faire ou les produits, coordonner les exportations des différentes Divisions pour certains pays.

CE CADRE DE HAUT NIVEAU

incarnera l'image du Groupe à l'étranger.

Nous lui demandons donc d'avoir :

- une connaissance ou une capacité d'ouverture aux techniques du textile,
- une formation au commerce international,
- l'habitude des contacts commerciaux à haut niveau,
- la pratique de l'anglais et si possible d'une autre langue,
- une ouverture d'esprit et l'aptitude à innover,
- une grande disponibilité.

La rémunération sera en rapport avec ces exigences.

Résidence à PARIS ou TROYES.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous réf. 2146-M) seront examinées avec la discrétion d'usage par.

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

---

amri

Société Française de biens d'équipement leader sur son marché

recherche

RESPONSABLE PROMOTION DES VENTES

Rattaché au Directeur Commercial France, il participera à la définition de la politique des ventes, à l'animation du réseau des vendeurs ; il sera responsable de quelques segments de marché.

Le candidat devra justifier d'une expérience dans le secteur vente de biens industriels.

Formation souhaitée : École Supérieure de Commerce.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions au :
Service du Personnel Société AMRI
"Les Mercuriales"
40, RUE JEAN-JAURÈS - 93176 BAGNOLET

bleu

Nos ventes : 100 personnes à diriger

Nous sommes sûrs de nos techniques : elles font notre renommée comme celle du grand groupe français auquel nous appartenons. Elles mettent en œuvre, chimie, électronique et mécanique pour installer, dans le grand public comme dans l'industrie ou les collectivités, des équipements standardisés dont la nécessité est maintenant reconnue.

Notre Directeur des ventes prend sa retraite, sa mission menée à bien : nous sommes au tout premier rang sur chacun de nos marchés. A vous désormais de marquer de votre empreinte l'évolution de notre entreprise. Notre organisation de vente nationale comprend une centaine de personnes : il leur faut un vrai patron, capable de développer encore leur agressivité commerciale et de leur communiquer son enthousiasme. Votre formation d'ingénieur vous facilitera le dialogue technique, mais votre expérience de plusieurs années de la direction des ventes et de ses méthodes, si possible dans des secteurs proches du chauffage ou de la plomberie, vous permettra d'être rapidement efficace.

Votre bureau est dans la banlieue ouest de Paris, mais vous serez plus souvent sur le terrain. En liaison directe avec le P.D.G. et en collaboration avec les autres membres de l'équipe de direction, votre influence sur l'avenir de notre société sera très forte : c'est pourquoi nous avons confié à SIRCA le soin d'assister notre président dans cette recherche. Écrivez sous la référence 826 769M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

TRES PUISSANT GROUPE DE TRANSPORTS SPECIALISES
recherche pour son siège à **PARIS** :

Contrôleur de gestion

Assistant direct du Directeur Financier, il sera formé aux spécificités de notre activité, s'il n'en possède pas déjà l'expérience antérieure.

En possession d'un acquis professionnel d'au moins cinq ans et d'**un niveau de formation supérieure (Sup de Co, Expertise comptable...)**, il sera chargé des analyses financières budgétaires, ainsi que du contrôle de la rentabilité d'un nombre important d'agences.

Outre une **forte compétence technique**, ce poste requiert d'excellentes qualités de contact et d'animation.

Adressez votre C.V. détaillé (y compris votre niveau actuel de rémunération) sous référence 3786/LM à notre Conseil qui vous garantit réponse et discrétion.

40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG

managing

TECHNIQUE ET MONTAGE

POUR SECTEUR NUCLÉAIRE

- INGÉNIEURS CONSTRUCTION
  - Mécanique
  - Électricité
  - Instrumentation
  - Négociation de marchés
- INGÉNIEURS ESSAI
  - Électromécanique
  - Électronique
  - Génie chimique
  - Chimie industrielle
- TECHNICIENS
  - Conducteurs de travaux T.C.E.
  - Achats, relance, inspection.

POUR SECTEUR DÉFENSE

- PRÉPARATEURS fabrication usinage mécanique

POUR SECTEUR TÉLÉPHONIE

- PROJETEUR CARTE ÉLECTRIQUE

POUR SECTEUR BATIMENT INDUSTRIEL

- MÉTREURS GC, TCE, 2e échelon

Anglais lu souhaitable.

Envoyer C.V. + photo à :
TECHNIQUE ET MONTAGE, 16, rue Jean-Mermoz, 75008 Paris. Tél. 225-79-40.

Spécial Ressources Humaines

contre l'avenir-carcan, ayez le réflexe vallourec

La politique sociale de Vallourec?

Une remise en cause permanente des structures figées, des situations bloquées, en un mot, des carcans. Vallourec, une société qui veut développer le dialogue, qui a mis en place la «Démarche de progrès». Elle concrétise ainsi la communauté d'intérêts existant entre le personnel et son entreprise. Une société qui exige beaucoup de ses cadres, mais qui porte en avant ses entraîneurs d'hommes, ses hommes d'initiative.

Le Groupe Vallourec - 30 000 personnes - 60 usines - 80 sociétés françaises et étrangères - 6e producteur mondial de tubes d'acier.

Vallourec, une société forte de sa tradition mais qui sait se remettre en cause, qui débat avec ses cadres de ses politiques, qui n'a pas peur de les écrire et qui les vit.

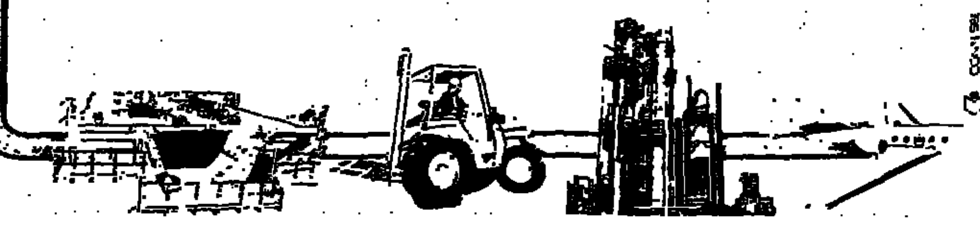
Vous qui adhérez à cette conception de l'entreprise.
Vous qui pensez «qu'il y a quelque chose à faire».
Venez poursuivre et développer avec nous notre politique sociale.



vallourec, c'est le bon réflexe.

Si vous voulez être animateur des Ressources Humaines, étroitement associé à votre Direction comme
chef de personnel expérimenté en usine, en province
venez en parler avec nous.

Mme B. Varene
chargée du recrutement des cadres
vallourec
B.P. 180 - 75764 Paris cedex 16



MICROSCOPIE MATERIEL MEDICAL

Filiale en France d'un constructeur de renommée mondiale, nous recherchons un

TECHNICO-COMMERCIAL CADRE

pour fonction de responsabilités commerciales, basé à Paris. Déplacements sur province, connaissance du matériel et expérience commerciale nécessaires.
Rémunération motivante.

Adressez CV et photo sous réf. A/9249 à :
Agence Meesters, 113, rue de Reuilly - 75012 PARIS qui transmettra.

Il sera répondu à toutes les candidatures. Discrétion assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

CHEF DU SERVICE JURIDIQUE

De formation supérieure, expérimenté, il aura en charge, sous l'autorité d'un directeur, l'établissement des contrats, les études juridiques, la gestion immobilière, les affaires contentieuses, les brevets et marques.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Connaissance de la législation sur les sociétés souhaitée.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser dossier de candidature en précisant la rémunération souhaitée, sous référence 2.003 M, à GEM PUBLICITÉ, 142, rue Montmartre, 75002 PARIS, qui transmettra.

Nous nous situons au niveau des tous premiers Groupes Français d'Ingénierie (plus de 1000 personnes).

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons pour notre

DEPARTEMENT ENERGIE

chef de la division électricité

Agé de 40 ans environ, de formation Ingénieur Grande École (SUPELEC, CENTRALE,...), ses missions seront :

- l'animation et le suivi des membres de son équipe (25 Ingénieurs et Techniciens).
- la négociation technico-commerciale auprès des clients et prospects.
- la prise en compte technique d'un certain nombres d'affaires.

Son expérience d'Ingénieur Electricien l'aura amené à intervenir sur des problèmes d'études ou de réseaux électriques, soit en Société d'Ingénierie, soit en Entreprise. Anglais indispensable, Espagnol apprécié. Nombreux déplacements France et Étranger.

Adressez C.V., photo et salaire actuel sous réf. 66.35/RE/457 à ADEQUATION 62/64 avenue Emile Zola 75015 Paris.

Adequation

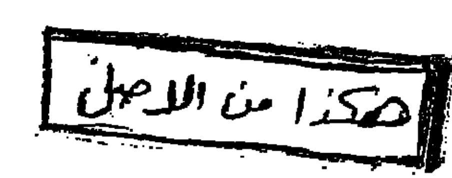
SOCIETE D'EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES recherche

INGENIEUR de production

A.M. ou EQUIVALENT
débutant ou quelques années d'expérience.

Responsabilités importantes pourront être confiées après formation à candidat de valeur.

Envoyer C.V. et prétentions à :
MORS - Division Aéronautique - 2 et 4, rue Newton
93155 LE BLANC-MESNIL



هكذا من الأصل

7 jeunes diplômés

Vous êtes ingénieur, diplômé d'études supérieures scientifiques ou informatique, ESC... débutant ou ayant 2 ou 3 années d'expérience.

Nous vous FORMERONS à :

- **6 POSTES D'ANALYSTE EN INFORMATIQUE:** étude, conception, mise en place d'applications de gestion en liaison avec les utilisateurs internes ou externes.
- **1 POSTE D'INGENIEUR SYSTEME:** suivi du systeme actuel (3 IBM 43/41, 500 terminaux, TRANS-PAC...) installation du logiciel de base, études d'innovations...

5 postes sont à pourvoir au Siége, prés de ROUEN dans un cadre de travail exceptionnel.
2 postes d'analyste sont basés à PARIS, dans une de nos filiales.

Nous sommes une des premières mutuelles d'assurance française (3 milliards de C.A.), l'une des plus dynamiques aussi, dit-on. Avec vous nous continuerons à nous developper et a innover. Coté conditions de travail et avantages sociaux, nous faisons des jaloux : on ne prête qu'aux riches...

Adressez lettre *manuscrite* C.V., *photo*, et *prétentions et en précisant* la ville choisie à MUTUELLES UNIES Service du Personnel 3037 X - 76029 ROUEN CEDEX

pour l'informatique

Réponse et discrétion assurées à toutes candidatures.

Hewlett Packard étoffe ses services administratifs et financiers

3ème société française exportatrice de mini informatique avec un C.A. de 1,45 milliard et leader mondial de l'instrumentation de mesure électronique, Hewlett Packard France renforce ses services administratifs et financiers afin de poursuivre sa croissance (40 % d'augmentation du C.A. en moyenne ces dernières années) et sa décentralisation (23 bureaux de vente et de S.A.V. en France).

INGENIEUR, OU ESC+MBA *expérimenté*

Votre formation ainsi que votre expérience dans ce domaine vous permettront de devenir

CONTROLEUR DE GESTION

La fonction que nous souhaitons vous confier embrassera les différents aspects du contrôle de gestion et vous amènera à
- élaborer et suivre les budgets à court terme et moyen terme,
- analyser les résultats mensuels,
- résoudre des problèmes de nature administrative et financière pour l'un de nos départements,
- animer des séminaires de gestion.

La réussite dans ce poste vous permettra une évolution rapide vers de plus amples responsabilités administratives.

HEC, ESSEC, ESC...

Votre formation vous a permis d'acquérir une bonne compréhension des techniques modernes de gestion, chez Hewlett Packard vous pouvez devenir

ANALYSTE DE CREDIT ET DE RECOUVREMENT

Vous êtes débutant ou peut-être avez-vous déjà une première expérience de l'analyse de crédit.
Votre intérêt pour le domaine financier ainsi que votre goût pour les contacts commerciaux vous permettront de prendre en main au sein d'une petite équipe :
— la responsabilité complète de la gestion d'un portefeuille clients,
— l'analyse des risques potentiels et les propositions de solutions optimales.

MIAGE + solides notions de Gestion ou ESC + solides connaissances informatiques

Débutant ou si possible avec une première expérience *vous pouvez devenir :*

COORDINATEUR SYSTEME *Crédit et Recouvrement*

En collaboration avec le responsable du service crédit et recouvrement, vous assurerez l'utilisation optimale des systèmes informatiques du service.
Interlocuteur privilégié du service informatique, vous aurez un rôle de liaison entre ce service et le service crédit et recouvrement.
Dans ce cadre vous serez chargé plus particulièrement :
— de l'implantation de nouveaux systèmes,
— de la maintenance de bases de données,
— de la formation des utilisateurs,
— du suivi des demandes de maintenance.
Ce rôle clé exige donc que vous appréhendiez correctement les *deux techniques auxquelles vous serez confronté.*

Pour ces postes basés à Orsay, de larges perspectives d'évolution sont envisagées.
La connaissance de l'anglais est bien sûr indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature comprenant une lettre manuscrite, un C.V. et une photo, sous réf. 4451 en précisant le poste choisi à Didier GABIN, Hewlett-Packard France, Service du Recrutement, 91947 Les Ulis Cedex.



média-system

Un groupe français, filiale d'un groupe anglo-saxon, réalisant un chiffre d'affaires de 300 millions de F. et possédant plusieurs établissements *recherche son*

CONTROLEUR DE GESTION

Dépendant du directeur financier, il sera responsable de l'élaboration du budget annuel et du contrôle budgétaire. Il participera à la conception du système de comptabilité analytique et mettra progressivement en place de nouvelles procédures de contrôle de gestion.

Il travaillera en étroite collaboration avec la direction générale, les directeurs d'usine, et le service informatique.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 à 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (grandes écoles commerciales, option contrôle de gestion -D.E.C.S. complet) et justifiant d'au moins 5 ans d'expérience de cabinet d'audit, si possible, anglo-saxon et de contrôle de gestion en milieu industriel.

La connaissance approfondie de la comptabilité, des systèmes informatisés et de *bonnes qualités d'organisation sont nécessaires. De bonnes notions d'anglais* sont demandées.

La rémunération, de l'ordre de 160.000 F par an, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat. Le poste est situé à Paris, de courts déplacements en province sont à prévoir.

Adresser C.V. et lettre manuscrite s/réf. 7109 à PIERRE LICHAU S.A. B.P.220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra

---

Pharmacien/vétérinaire et... "AMM"

Nous sommes la filiale française des Laboratoires BAXTER TRAVENOL (30 000 personnes, 90 pays). La poursuite de notre développement dans les domaines pharmaceutique et médico-chirurgical implique l'obtention de très nombreuses AMM.

Auprès du responsable du service "Regulatory" nous *accueillons un pharmacien ou un vétérinaire d'environ* 30 ans pour participer directement à la réalisation des dossiers, à leur avancement dynamique, et prendre en charge une partie du service et de l'équipe.

Scientifique aux bons contacts, entrepreneur de tempérament, votre expérience diversifiée en laboratoire pharmaceutique, votre connaissance des rouages administratifs et du milieu hospitalier vous qualifient presque pour la *fonction. Bilingue anglais, disponible pour des déplacements* en France et en Europe, attiré par une carrière très ouverte dans l'environnement de la technologie bio-médicale, vous nous rejoindrez alors à Plaisir, près de Paris.

Jean Bousser vous remercie de lui écrire sous référence 2601M en précisant la rémunération souhaitée, 1, rue de Berri, 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES

IMPORTANTE DIVISION INDUSTRIELLE (2.500 pers., 6 usines, CA : 600 Millions F dont 30% à l'Etranger) d'un GRAND GROUPE FRANÇAIS, recherche son

Contrôleur de gestion

Ce poste comporte la responsabilité de la gestion budgétaire, de l'élaboration et du suivi des plans à moyen terme des 7 départements et filiales de la division, ainsi qu'un rôle de conseil auprès du Directeur de cette Division, auquel il est directement rattaché.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, si possible titulaire d'un MBA. Le candidat aura une très solide expérience des méthodes de gestion et du conseil de direction, acquise dans un groupe industriel international.

Assurée d'une absolue discrétion et d'une réponse rapide, votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) est à adresser sous réf. 8347 M à RSCG CARRIERES - 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS, qui transmettra.

rscg carrières



SOCIÉTÉ DE PÉRI-INFORMATIQUE
recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

Nous sommes une Société française spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'imprimantes.

Notre marché est en très rapide expansion.

Nous recherchons des Ingénieurs Commerciaux ayant de préférence une première expérience informatique pour vendre nos imprimantes à des clients OEM et utilisateurs.

Nous offrons une rémunération attrayante (fixe + intéressement) à des *personnalités pouvant s'intégrer rapidement* à une équipe dynamique et dont le chiffre d'affaires a *plus que doublé en 2 ans* tout en maintenant une rentabilité confortable.

Envoyer votre curriculum-vitae avec photo et prétentions à :
I.E.R., 12, rue de Sébastopol
92400 COURBEVOIE

PRB



Un des tout premiers groupes indépendants de distribution
450 points de vente
14 milliards de CA en 1982
recherche

Plusieurs Acheteurs Régionaux

ALIMENTAIRE ET ENTRETIEN

Dans le cadre de la politique nationale de référencement, ils assureront les achats et les relations avec leurs fournisseurs au niveau de leur région. Responsables des gammes et des marges de leur entrepôt et des **INTERMARCHE** qui s'y rattachent, ils auront le sens des relations humaines. Ces postes, qui impliquent une solide connaissance des milieux agro-alimentaires, sont évolutifs et peuvent aboutir très rapidement *sur d'autres fonctions.*

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + *prétentions* sous réf. **8595** à
L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02
qui transmettra

IMPORTANTE ENTREPRISE
AÉRONAUTIQUE FRANÇAISE
recherche
pour région parisienne

cadre d'administration commerciale export

diplômé École de Commerce,
option affaires internationales.
Débutant ou ayant une première expérience similaire.

Anglais indispensable, espagnol apprécié.

Adresser lettre de candidature avec CV sous réf. n° 139 à



BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS.

Emplois et Entreprises

---

chargé de mission financier

PARIS

Pour un Etablissement Public amenageur d'un GRAND PROJET. En fonctionnel aupres de la Direction administrative et financière, il se verra confier l'étude, l'organisation et le suivi de *l'audit financier : depuis les procédures jusqu'aux tableaux* de bord, en passant par la mise en place de l'analytique et... un meilleur usage de l'informatique. Il est requis : un diplôme d'études supérieures (Sciences Eco.. Maîtrise de Gestion, DECS...) une première experience similaire dans une Entreprise Publique (E.P.A., E.P.I.C.). des compétences en informatique. une personnalité fortement motivée par sa mission et qui s'impose à tous par sa souplesse comme par sa rigueur.

Adressez votre dossier (C.V., lettre manuscrite, sal. actuel, téléphone personnel) sous la référence 32 DM à :



Hervé Le Baut Consultants
11, rue la Boétie - 75008 PARIS. Tél. : 265.38.39

Organisation et Publicité

JEUNES DIPLOMES... UNE CARRIERE A VOTRE MESURE.

Grandes écoles de gestion et scientifiques

Le Groupe Compagnie Bancaire est né des besoins du marché : équipement des entreprises et des particuliers (UCB/ UFB-LOCABAIL/CETELEM/COFICA), épargne et placement (CARDIF), promotion immobilière (SINVIM), informatique (SIS), urbanisme commercial (SEGECE).

La volonté, la capacité d'innovation, le dynamisme des 7000 hommes et femmes que représente le Groupe lui permettent, avec 71 milliards d'en cours à fin 1981, d'être aujourd'hui le plus important organisme de crédit spécialisé en Europe.

Plusieurs sociétés du Groupe offrent actuellement des ouvertures à des jeunes diplômés d'écoles de commerce (HEC, ESSEC, ESCP...) ou d'ingénieurs (Centrale, Mines, Supelec...) dans les domaines suivants :

MARKETING, ÉTUDES FINANCIÈRES, CONTRÔLE DE GESTION, PLANIFICATION, INFORMATIQUE DE GESTION.

Une possibilité est également offerte en FINANCE INTERNATIONALE pour un candidat bilingue.

Après une formation très complète, c'est votre profil qui déterminera la fonction que vous occuperez chez nous. Nous destinons les plus innovateurs d'entre vous à des responsabilités de haut niveau.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre candidature sous réf.201 à Madame CHIRON, Service Orientation-Recrutement, 5, av. Kléber - 75791 PARIS CEDEX 16.

Toute candidature sera étudiée de façon personnalisée et confidentielle.



compagnie bancaire

SOURCES

TRESORIER

Un groupe français d'implantation nationale recherche pour son Siège Social un jeune cadre pour assurer le contrôle de sa trésorerie.

Il sera rattaché directement à la Direction Générale. Sa mission sera de coordonner et de contrôler les trésoreries des différentes filiales.

Une première expérience dans le domaine de la gestion de trésorerie, ou de la gestion bancaire serait un atout supplémentaire pour un diplômé d'Etudes Supérieures.

Adressez votre candidature sous référence M 07 à : Monsieur DONJIN 149, rue Saint Honoré - 75001 PARIS



Avec plus de 20.000 collaborateurs répartis dans le monde entier et un CA de 788 millions de dollars en 1981, Intel est un leader sur le marché des micro-processeurs et des systèmes micro-ordinateurs. Intel Europe représente 30 % du CA de Intel Corporation et Intel France est le siège de la région Sud-Europe situé à Rungis, zone Silic (Banlieue Sud). Nous recherchons un

INGENIEUR MARKETING
terrain

Responsable des produits Micro-Processeurs, Micro-Contrôleurs, Boîtiers Périphériques pour l'Europe du Sud (France, Italie, Espagne, Israël).

Dépendant directement du Directeur du Marketing. Il assurera l'interface entre la force de vente, les clients et l'usine aux U.S.A. Il sera responsable des quotations, des prévisions de vente et de l'analyse de la concurrence. Il sera également chargé d'introduire et de promouvoir les nouveaux produits placés sous sa responsabilité auprès de la force de vente, des clients directs d'Intel et également des distributeurs.

Pour réussir dans ce poste un diplôme d'ingénieur électronicien et l'anglais courant lu et parlé sont indispensables. Une expérience du milieu semi-conducteur et une connaissance des produits Intel sont appréciées.

Rémunération motivante et voiture de fonction.

Adresser CV et photo à Intel Corporation, Direction du Personnel, 5 place de la Balance, Silic 243, 94528 Rungis Cédex (687.22.21)

média-system

Région Parisienne et Province

Votre prochain objectif : La direction d'un hypermarché !

NOTRE SOCIETE ?
Une des plus importantes chaînes françaises d'hypermarchés. D'implantation nationale. En forte expansion, grâce à son dynamisme commercial, à une gestion efficace et à une politique rigoureuse de développement des hommes.

VOUS ?
Au cours d'une expérience réussie de cinq ans minimum dans la distribution, vous avez fait la preuve de votre sens commercial aigu, de vos aptitudes à la gestion, de votre capacité à animer et à encadrer une équipe. **Vous avez l'étoffe et l'envergure d'un patron.**

CE QUE NOUS VOUS PROPOSONS ?
De vous intégrer à notre Société en tant que **Directeur adjoint** d'un hypermarché. Et de vous donner tous les atouts pour évoluer rapidement vers un poste de DIRECTEUR.

Pour ces postes à pourvoir en **Région Parisienne** et en **Province,** la rémunération, très motivante, sera fonction de votre expérience.

Pour en savoir plus, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) en précisant sur l'enveloppe la référence 2086/LM et le nom des sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à

MEDIA PA. 9, Bd des Italiens. 75002 Paris qui transmettra

Entreprise du secteur tertiaire

proche banlieue Ouest

reliée RER

équipée IBM 3031 MVS/SP CICS IMS/DB

recherche

UN CHEF DE PROJET

Vous encadrerez une équipe d'analystes et de programmeurs d'une dizaine de personnes.

Pour ce poste vous devez avoir une formation supérieure et surtout une expérience réussie dans un poste similaire.

Vous connaîtrez parfaitement DL 1 et CICS.

Rémunération en rapport.

Adresser lettre manuscrite, CV prétentions à n° 9027

Emplois et Entreprises
16, RUE VOLNEY 75002 PARIS

SECRE

Par la qualification et le nombre de ses collaborateurs, la qualité et la diversité des ses études et fabrications, la nature de sa clientèle et le volume de son chiffre d'affaires, S.E.C.R.E. se classe dans le peloton de tête des entreprises PMI d'électronique professionnelle.

La gamme de ses productions couvre des matériels tels que : courants porteurs, aides à la navigation, ensembles de contrôle d'engins balistiques, émetteurs-récepteurs portatifs, télécommandes. Nous recherchons des

Ingénieurs d'études électroniques

Ingénieurs Télécom
- E/R radio, ou
- Télécom lignes

3 ans d'expérience environ.

Jeunes ingénieurs
attirés par les microprocesseurs et la logique cablée.
1 à 2 ans d'expérience souhaités.

Les postes sont situés près des gares de l'EST et du NORD.
Merci d'adresser votre dossier de candidature à SECRE, 214 Fg St-Martin 75010 Paris.

média-system

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
recherche

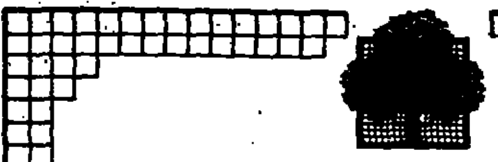
RESPONSABLE POLITIQUE INDUSTRIELLE

CHARGÉ :
– de la conception et du suivi de la politique industrielle ;
– et de la valorisation de la recherche technologique.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE (X-Centrale-ENSTA)
30-40 ans, expérience industrielle dans un secteur lié aux technologies de pointe, anglais.

Emploi à pourvoir au siège à *PARIS.*

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à RÉGIE-PRESSE, sous nº 243602 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



Cii Honeywell Bull

dans le cadre de son Département d'Etudes INFORMATIQUE DISTRIBUEE recherche des

INGENIEURS LOGICIEL

pour les intégrer dans les équipes responsables du développement du **logiciel de base** des mini-ordinateurs (MINI 6) dans un environnement réseau.
Ces postes s'adressent à des candidats diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieur, ou de l'université, ayant acquis une spécialisation informatique, soit au cours de leurs études, soit au cours d'une première expérience professionnelle.
Lieu de travail : Louveciennes (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 329 M à Cii Honeywell Bull PC0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

Renseignements sur Emploi et Carrières au SICOB Stand N° 3 zone BC - N° 3268



DOUWE EGBERTS FRANCE
Filiale d'un groupe Agro-Alimentaire International, recherche un

ASSISTANT - CHEF DE PRODUIT

Formation type MBA, HEC, ESSEC, ESCP... Désireux d'acquérir une solide formation marketing sur des produits de grande consommation à forte progression dans un marché très concurrentiel.

Anglais courant indispensable.

Possibilités de développement rapide au sein du groupe en France et à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : DOUWE EGBERTS - 36 avenue Galliéni 93175 BAGNOLET Cédex

(Réponse et discrétion totale assurées)

GROUPE BANCAIRE
recherche

ATTACHE DE CLIENTELES

pour son agence de BOULOGNE (92)

– maîtrise de gestion des entreprises ou équivalent,
– attaché à la Direction de l'Agence, il est chargé d'un secteur dans lequel il aura la responsabilité du développement des activités du Groupe, auprès de clientèles " privée " et " entreprise ".

Poste autonome et évolutif à l'intérieur d'une unité décentralisée, demandant dynamisme, initiatives, goût des contacts et de la négociation.

Adresser C.V. + photo s/réf. 8820 à PIERRE LICHAU S.A. – BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

TOTAL
COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

Dans le cadre du développement de ses activités
TOTAL EXPLORATION PRODUCTION
recherche des

JEUNES INGENIEURS

pour les intégrer à son Département Réservoir, chargé de

l'étude des potentiels de production des gisements d'hydrocarbures et de la préconisation des techniques de mise en exploitation

Pendant quelques années, à PARIS, ils mèneront des études de développement de gisements et seront amenés à mettre en œuvre et à utiliser des modèles numériques complexes.

Ensuite ils sont affectés en filiale à l'étranger pour superviser l'exploitation des gisements.

FORMATION DEMANDEE : Diplôme d'ingénieur ou formation universitaire scientifique (niveau DEA ou 3ème cycle) en Physique, Physico-chimie, Physique mathématique et/ou Informatique.

AUTRES EXIGENCES :
- Disponibilité pour des missions à l'étranger et à terme pour des expatriations (en famille)
- *Bonne connaissance de l'anglais*
- Etre libéré des obligations du Service National.

Si ces perspectives vous intéressent, veuillez envoyer une lettre manuscrite + CV + photo au Service Recrutement de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION
Tour Vendôme - 204 Rond-Point du Pont de Sèvres
92516 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, sous référence 2MO13.

(BF) La Banque de France

recrute
LE PERSONNEL D'ENCADREMENT
de ses comptoirs par la voie du

concours de rédacteur

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un

1er cycle d'études supérieures

ou du diplôme d'une école de niveau au moins équivalent.

Date des épreuves écrites : Samedi 4 et Dimanche 5 Décembre 1982.
Inscriptions reçues du 20 Septembre au 13 Octobre.

Ce concours s'adresse aux candidat(e)s de nationalité française âgé(e)s de moins 28 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er Janvier 1982.

Documentation et renseignements à la Banque de France
Direction Générale du Personnel
Service du Recrutement et des Concours (Référence 9583)
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01
Téléphone 261.56.72 postes 35-43 et 35-44.

Organisation et Publicité



Consultants gestion/finances — 200.000 F

EUREVISE, branche "gestion/finances", de PA INTERNATIONAL, connaît une expansion permanente *due à sa compétence particulière dans 4 grands domaines :*

- systèmes comptables évolués avec pour objectifs l'accélération des résultats, une meilleure qualité de ceux-ci et des gains importants de productivité,
- systèmes de contrôle dynamique de gestion; la méthodologie EUREVISE implique la conception de modèles personnalisés et leur mise en œuvre, tant en système d'information qu'en formation des utilisateurs,
- montages et plans financiers,
- redressements d'entreprises dans le cadre d'opérations multi-disciplinaires engageant chacun sur des objectifs précis.

PA-EUREVISE recherche plusieurs consultants expérimentés dans le domaine "gestion/finances". Diplômés d'une grande école commerciale ou scientifique, ayant complété leur formation par un diplôme d'expertise comptable, parlant anglais couramment, ils devront posséder une première expérience de conseil ou d'audit et une grande aisance en informatique. Leur connaissance pratique de la consolidation sera un atout supplémentaire. Ils seront basés à Paris, avec de fréquents déplacements en France et occasionnellement à l'étranger. Ecrire à G. POIRIER. Réf. A/064M

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

*Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg*

Etudes Organisation Informatique

Ingénieurs grandes écoles

L'organisme central des Banques Populaires à PARIS recherche des **ingénieurs grandes écoles** ou équivalent pour son **service « études-organisation-informatique ».**

Les candidats seront (après formation si nécessaire) intégrés dans des groupes de travail de quatre à cinq personnes de très haut niveau qui ont chacun en charge *l'organisation et l'infomatique d'un département de la Société* dans un contexte de téléprocessing.

Merci de bien vouloir écrire avec C.V. et photo sous référence 2095 à **MEDIA P.A.** - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS qui transmettra.



MEDIA PA

L'Informatique vous tente



Une formation rémunérée vers un métier pour une carrière

Vous avez fait une Grande Ecole d'Ingénieurs (X, Ponts, Mines ou équivalent), vous êtes débutant ou vous avez quelques années d'expérience en entreprise.
A l'issue d'une formation rémunérée de 3 mois sur la base d'un salaire annuel de 90 000 à 110 000 F, vous rejoindrez les équipes de la Division Conseil et Réalisation, spécialisée dans les grands projets d'Informatique de Gestion.
L'expérience acquise tant au plan technique (Bases de données, conversationnel...) que dans les domaines de la gestion et des relations humaines vous conduira rapidement à la fonction de

Chef de projet ou Ingénieur d'affaires

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature sous réf. DGEC/17 (avec C.V. et *photo*) à l'attention de Mme BRAILLON, SLIGOS, 26, rue des Pavillons, 92800 PUTEAUX.

PUBLIVAL



Département « Informatique d'aide à la décision »

SLIGOS est leader sur le marché des banques de données. L'expérience acquise depuis plusieurs années lui a permis de développer des outils sophistiqués d'analyse, de traitement et de mise en forme de l'information en liaison avec les services d'études économiques et financières des grandes entreprises et administrations. Le développement rapide de ces activités la conduit à rechercher

Pour gérer des bases de données et développer des logiciels d'analyse, de traitement et d'édition des informations.

Des Ingénieurs grandes écoles

ayant acquis une expérience de 3 ou 4 ans dans la conduite de projets importants.
Formation complémentaire assurée.
Lieu de travail : PUTEAUX.

Nous avons demandé à Mme CLERE de nous aider à étudier les candidatures. Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73616/M à Mme CLERE, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

PUBLIVAL

Comptabilité d'affaires

***Société d'Ingénièrie Internationale**, filiale d'un groupe industriel français, cherche, pour son* siège, proche de Paris La Défense (liaisons directes avec l'Etoile), un(e)
Comptable confirmé(e).

Assisté(e) de 3 personnes, il(elle) se verra confier la responsabilité de toutes les comptabilités d'affaires d'une de nos divisions techniques.
De formation supérieure, (Ecole de Commerce, gestion...) + DECS ou équivalent, le(la) candidat(e) possédera une solide expérience de l'ensemble des techniques comptables, une pratique réelle de l'informatique et des méthodes anglo-saxonnes de gestion.
Ce poste, pour lequel une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire, offre de réelles perspectives d'évolution.
Position cadre. Salaire motivant.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions, sous référence 3029/M à *Claudine FERRY-CLÉMENT, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-*Sèvres, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

Groupe Pharmaceutique et Cosmétologique International
recherche dans le cadre de son expansion

Responsable exportation

Réf.959A
Basé à Paris. Déplacements nombreux. Anglais + autre(s) langue(s).

Collaborateur (ou collaboratrice) juridique

Lieu de travail : proche banlieue Est. Réf.959B

Secrétaire de direction confirmée

Lieu de travail : Paris. Réf.959C

Pour ces 3 postes, envoyez lettre man. C.V. photo et prétentions sous réf. choisie à Mme ROUSSEL
ACTIMEDIA, 35, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS.

CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION MÉTALLIQUE

(Près Pont de Neuilly, *la Défense*)
recherche

réf. 1 **UN INGÉNIEUR DÉBUTANT GRANDE ÉCOLE**

pour participer au développement de *logiciels* de calcul, de structures sur ordinateur :

réf. 2 **UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE**

pour participer au développement d'un système de C.A.O. dans le domaine de la *mécanique*. Cet ingénieur devra disposer d'une bonne expérience du bureau d'études de mécanique *(calculs et dessins d'exécution)*. Une expérience dans le domaine de la commande numérique serait appréciée.

Adresser C.V. manuscrit photo et prétentions en précisant la référence *du poste choisi* au C.T.I.C.M. à l'attention de M. CAMBON, 20, rue Jean-Jaurès, 92807 *PUTEAUX CEDEX.*

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE FRANCAISE
SECTEUR ELECTRONIQUE
OUEST PARIS, recherche

INGENIEURS DEBUTANTS

POUR SERVICE DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE
Dans le domaine gestion industrielle avec évolution ultérieure vers la *gestion de projets.*
Formation : grande école + complément éventuel en gestion ou informatique
Réf. 1491

INGENIEUR F.A.O.

Pour *automatisation de processus industriels*
Formation : grande école + expérience professionnelle en micro-informatique. Connaissances matériels D.E.C. appréciées. Réf. 1492

INGENIEUR DATACOM

Pour mise en place, suivi et évolution de
RESEAUX TELE-INFORMATIQUES classiques et nouveaux
(vidéotex, bureautique)
Formation : grande école + spécialisation ou expérience data communications Réf. 1493

Possibilités d'évolution de carrières au sein du Groupe.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions en précisant le poste pour lequel vous êtes candidat sous no 45248 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Etre le spécialiste du recrutement d'une banque internationale

Nous sommes un groupe bancaire de tout premier plan mais nous restons une entreprise de taille humaine par le nombre de nos salariés.

Nous vous voyons diplômé de l'enseignement supérieur, ayant déjà acquis une expérience de 2 à 4 ans de la fonction Personnel si possible dans le secteur tertiaire et ayant une bonne connaissance de l'anglais. Vous apporterez à votre tour tout le dynamisme et les capacités de jugement qui ont permis à vos prédécesseurs de recruter les hommes et les femmes de qualité qui nous entourent aujourd'hui.

Adressez votre dossier de candidature (lettre + CV + prétentions) sous référence 1381M à :

SOURCES 16, rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

Juriste

Droit immobilier, co-propriété rapports locatifs...

Expérience acquise, par exemple, dans société immobilière, administration de biens, notariat...

Nous recherchons un

Homme de consultations

disposant d'une forte culture juridique et d'une large expérience professionnelle. Son rôle consiste à recevoir nos adhérents pour tous leurs problèmes, principalement dans le domaine de la co-propriété, des rapports locatifs, du contentieux. Il travaille dans le cadre d'une équipe d'une dizaine de consultants, tous juristes hautement compétents, chacun dans un domaine spécialisé lié à la gestion d'un patrimoine immobilier (co-propriété, rapports locatifs, expropriation, assurances, fiscalité, amélioration de l'habitat, financement...).

Le poste convient à un homme âgé de 50 ans environ, doué de personnalité et capable d'assumer progressivement des responsabilités élargies dans le cadre d'une importante expansion.

CORT

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous réf. 2852 M à D. DANGER - Service Recrutement - CORT 65, av. Kléber - 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Desseln

Quand le personnel est un point fort la fonction personnel est une fonction clé

Avec un chiffre d'Affaires de plus de 3,5 Milliards de Francs en 1982, totalement réalisé à l'exportation, nous nous classons dans les toutes premières Sociétés mondiales du secteur para-pétrolier.

Nous sommes filiale d'un très important Groupe de Travaux Publics, et notre activité nous amène à gérer un personnel très diversifié (dont 1 000 expatriés) travaillant dans le Monde entier.

Jeune diplômé, votre formation (Sciences Po - HEC - ESSEC - DES de droit ou sciences éco. ...) et si possible votre première expérience vous donnent l'ouverture d'esprit, les qualités de synthèse et la disponibilité qui façonnent les fortes personnalités.

Sous la conduite du Directeur du Personnel, nous vous proposons de participer, au sein d'une équipe jeune, à tous les aspects de la fonction personnel d'une Entreprise à vocation internationale. Vous serez donc amené à effectuer des périodes de formation et des missions sur nos chantiers à terre ou en mer à l'étranger.

L'importance que nous attachons à la fonction ainsi que les perspectives de développement de notre secteur d'activités vous permettront d'acquérir rapidement une expérience riche et diversifiée.

Votre réussite dans ce poste vous ouvrira de réelles opportunités de carrière au sein de notre Groupe.

Envoyer CV, photo et prétentions, sous réf. 4431, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

NOUS SOMMES UN DES TOUS PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS.

Nous avons créé un service bureautique. Pour renforcer notre effectif, nous recherchons :

2 CHEFS DE PROJETS BUREAUTIQUE

Paris

Nous leur confierons des tâches très diverses mettant en œuvre toutes les techniques actuelles dans le domaine de la bureautique : conception, choix de solutions, réalisations et mise en place de systèmes bureautiques.

Les candidats retenus, de formation scientifique supérieure si possible, auront 2 à 3 ans d'expérience dans l'une des disciplines de la bureautique : traitement des textes, des communications... ils seront familiarisés avec la notion de système.

Très motivés pour approfondir ces techniques, ils devront s'imposer auprès d'interlocuteurs variés grâce à leur compétence et à leur personnalité.

Leur rémunération sera fonction de leur âge et de leur expérience.

Ecrire sous référence 265 à A.L. CONSEIL, 102 Bld Malesherbes 75017 - Paris qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

Vous ne voulez pas rester sur la touche? Chez nous, vous jouerez en attaque!



La politique commerciale. Les méthodes de gestion. La qualité des hommes. Autant de facteurs qui ont permis à notre société de se positionner parmi les leaders de la grande distribution.

Pour renforcer cette position, notre équipe commerciale doit s'adjoindre des « avant-centre ».

De JEUNES DIPLOMES (ESC, Universités...) ayant prouvé leur talent d'organisateur et de « locomotive » dans une association, un club sportif... Possédant avant tout le goût du challenge et la volonté de réussir.

Il vous faudra, bien sûr, vous investir sans compter... Mais, en contrepartie, vous aurez d'entrée autonomie et responsabilités. Une mission variée et formatrice (commercial, gestion, personnel...). Et, pour des résultats positifs, de bonnes perspectives d'évolution à des postes opérationnels ou fonctionnels.

Alors, un transfert en équipe de championnat, ça vous intéresse ? Adressez votre candidature sous référence EX/154 à notre Conseil Maurice FARCY.



Conseil en Ressources Humaines
57, place de la République
69002 LYON

MEDIA PA

LE CREDIT NATIONAL

IMPORTANT ORGANISME SPECIALISE
dans le financement des investissements des entreprises
recherche pour son DEPARTEMENT DES PRETS

CADRES FINANCIERS

(Grandes Ecoles de Commerce - I.E.P. - Université)

possédant quelques années d'expérience acquise dans une entreprise ou une banque.

Après une première affectation au siège social à PARIS, ces cadres financiers seront chargés d'instruire les demandes de prêts et de crédits formulées par les entreprises dans une des dix délégations régionales du CREDIT NATIONAL.

Il leur est offert :

- un travail intéressant et vivant
- une rémunération et des perspectives de carrière attrayantes.

Prière d'envoyer lettre manuscrite et C.V. avec photo au CREDIT NATIONAL, Service du Personnel et des Relations Sociales 45, rue Saint Dominique 75700 PARIS

THOMSON-CSF

AVIONIQUE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

La Division Équipements Avioniques conçoit et fabrique du matériel de haute performance dans un domaine à technologie de pointe. L'important développement de ses activités implique des coopérations avec des industries étrangères pour 1982 ainsi que les prochaines années et nous conduit à recruter des

INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE

Les candidats souhaités auront acquis une première expérience industrielle dans le domaine électronique afin de prendre la responsabilité de la définition et de la mise en route des structures industrielles à l'étranger.
La fonction nécessite de nombreux déplacements de courte durée à l'étranger et l'habitude des contacts à tous les niveaux. Langue anglaise indispensable.
La réussite dans ce poste permettra à un candidat motivé de prendre rapidement des responsabilités d'affaires.

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier accompagné d'une photo sous référence ATT, à Madame CHARRIER-THOMSON CSF, 52, rue Guynemer, 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

HAVAS CONTACT

GROUPEMENT D'ASSURANCES
(700 personnes)
situé à NANTERRE
recherche

2 TECHNICIENS DU BATIMENT T.C.E.

HF

pour gestion de dossiers de sinistres de la construction.

Formation souhaitée : bac. minimum - DUT - BTS du bâtiment.

Expérience souhaitée : 5 ans de conduite de travaux.

POSTES SEDENTAIRES.
APTITUDE A LA REDACTION.

Adr. CV, photo et prétentions à n° 8088

Emplois et Entreprises
18 RUE VOLNEY 75002 PARIS

GROUPE BANCAIRE
quartier LA DEFENSE
recherche

LE RESPONSABLE qui dirigera sa division crédits promoteurs

- Homme ou femme 40 ans environ
- formation supérieure
- aptitude à l'encadrement, dynamisme commercial, qualité des relations
- expérience bancaire et financement de la promotion immobilière
- ouverture au secteur social du logement.

EVOLUTION DE CARRIERE POSSIBLE AU SEIN DU GROUPE.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle N. 2333 - **PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris**

Nous recherchons notre

RESPONSABLE COMMERCIAL LOGICIELS



- **SES OBJECTIFS :**
  - lancer une GAMME DE PRODUITS LOGICIELS dont le premier atelier intégré de génie logiciel orienté PASCAL, UNIX, ADA.
- **SON PROFIL :**
  - 30 ans minimum.
  - Bonne connaissance de l'informatique grands systèmes.
  - Une expérience réussie dans le domaine de la vente de logiciels.

Ecrire ou téléphoner pour un entretien à :



IPI 26, rue du Renard
75004 Paris. Tél. 274.32.11.

La pratique du génie logiciel.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE recherche son

RESPONSABLE BUREAU D'ETUDES

Basé à LIANCOURT (Oise), il assurera une triple mission :
- responsabilité, pour les trois usines françaises (région parisienne) et les filiales étrangères, des études de projets d'investisements, ainsi que du suivi des méthodes des processus de fabrication,
- conseil auprès de la Direction Technique et des usines pour les études prospectives (matériel nouveau, automatismes, CFAO),
- assistance de l'atelier TRAVAUX NEUFS pour la réalisation de ces études.

Ingénieur Grande Ecole de formation (AM, ENSI, ...), ayant obligatoirement une expérience de bureau de dessin, il sera tout à la fois homme de conception et de terrain, apte à s'intégrer avec aisance dans une équipe jeune.

Assuré d'une absolue discrétion et d'une réponse rapide, votre dossier de candidature est à adresser sous réf. 8348 M à RSCG CARRIERES - 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

rscg carrières

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE IMPORTANTE
Chiffre affaires 700 millions de francs.

Recherche

SON RESPONSABLE
Comptabilité analytique
D.E.C.S. ou école Supérieure de Commerce

- Possédant une expérience d'environ 5 ans, acquise dans un cabinet International ou une Société performante, le candidat maîtrise parfaitement les techniques modernes de gestion.
- Il supervisera une équipe de 30 personnes, il développera et animera de nouveaux systèmes comptables.

Possibilité intéressante d'évolution pour candidat de valeur.
L'anglais est un atout supplémentaire.
POSTE basé à PARIS.

Adresser C.V. détaillé, à RUSH Publicité sous réf. 68674, 84, rue d'Hauteville, 75010 PARIS (qui transmettra).

IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS
(55 filiales, 1.800 personnes)

recherche

AUDITEURS INTERNES

Vous serez chargé, pour un certain nombre de filiales :
- De l'audit administratif et comptable.
- De conseiller et d'assister ces établissements, *notamment en matière juridique et fiscale.*

Vous êtes titulaire du D.E.C.S. complet (minimum) et *pourvez justifier d'une expérience approfondie en entreprise* ou en cabinet.

Adresser curriculum vitae et rémunération actuelle sous référence 4.609 à PIERRE LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

Importante Société Paris
recherche pour son SERVICE PROPRIETE INDUSTRIELLE

INGENIEUR-CHIMISTE

Diplômé du CENTRE D'ETUDES INTERNATIONALES DE PROPRIETE INDUSTRIELLE.

Il aura acquis quelques années d'expérience dans une activité de propriété industrielle.

Anglais indispensable - Allemand souhaité.

Adresser C.V., prétentions à No 45.529, CONTESSE Publicité 20, Avenue Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Division Énergie

Aux sources de la vie industrielle, des hommes passionnés de technique.

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

recherche pour une unité de production en région parisienne

INGÉNIEUR MARKETING-ACHATS

Il prospecte les marchés fournisseurs de sous-ensembles, composants et matériels. Anticipant les besoins de l'entreprise, **il détecte les produits de demain** pour le compte des services conception, bureau d'études et fabrication.

Collaborateur permanent des services techniques, il aime comprendre et dialoguer. **Il choisit les meilleures solutions** d'approvisionnement pour la fabrication d'équipements électroniques sophistiqués destinés au contrôle-commande des centrales et réseaux de distribution électriques.

Auprès des fournisseurs, **il vérifie** *impérativement* la fiabilité des produits et la volonté de les développer à moyen terme.

Son esprit sera méthodique, curieux, appliqué à la recherche du meilleur rapport qualité-prix.

ACHETEUR INDUSTRIEL

Spécialiste de l'achat de pièces sur plan et de sous-traitance mécanique pour l'électronique. Il possède une bonne **expérience des composants passifs**: relais, connecteurs, transformateurs, pièces mécaniques.

En liaison étroite avec l'ensemble des services techniques, il est en particulier chargé :
- de la négociation et du **suivi des commandes;**
- de promouvoir et de contrôler les sources d'approvisionnement les plus aptes à répondre aux exigences de nos clients: **coûts et qualité technique.**

INGÉNIEUR RÉALISATION LANCEMENT-ORDONNANCEMENT

Dans le cadre d'une unité de production en **petite série d'équipements électroniques sophistiqués,** sa haute technicité lui permet d'assurer:
- l'ordonnancement, la planification et le lancement;
- l'optimisation des en-cours et des stocks;
- *la qualité, le coût et le suivi des fabrications;*
- le contrôle et l'analyse des prix de revient.

Le candidat doit être familiarisé avec **la gestion informatisée de production.**

Le poste implique une évolution importante pour un élément de valeur.

Pour chacun de ces postes, l'homme que nous recherchons est **ingénieur maison ou technicien supérieur en électronique et/ou électrotechnique;** *il a acquis une expérience similaire dans une unité de production d'équipements électroniques professionnels.*

Adresser candidature avec C.V. détaillé, photo et prétentions à R. ANDRY - C.G.E.E. ALSTHOM 13, rue Antonin-Raynaud - 92309 Levallois.

Catalyseur de l'intelligence collective

Votre première expérience professionnelle d'ingénieur de production vous a permis de constater l'impact extraordinaire de l'appel à l'intelligence de tous les opérateurs d'une usine : amélioration du climat, de la productivité et de la qualité, etc... Vous savez l'importance des gains que l'on peut attendre d'un système de communications qui permet à tous (au moins à beaucoup) d'exprimer critiques et suggestions d'amélioration. Ce sera une des missions que vous prendrez en charge dans notre PMI (180 personnes à l'usine) qui fabrique en grandes séries des articles de bureau et les commercialise (55 M de CA, 30 % à l'export, 1er fabricant français sur ce créneau).

Vous serez l'homme de la synthèse : développement des produits, amélioration des machines, mise en place des conditions de travail, perfectionnement des outils de gestion. Autrement dit, vous pratiquerez le métier du généraliste qui intègre tous les paramètres d'une décision sans *négliger les détails concrets. A côté des indispensables spécialistes, vous serez le facilitateur du* changement et de la communication. Il faut en effet que l'entreprise, non seulement maintienne sa position sur le marché français, mais prenne une part plus significative sur le marché mondial.

C'est donc clair que votre compétence et votre autorité naturelle comptent plus que vos diplômes. La consécration hiérarchique et les galons viendront tout *naturellement* lorsque vous serez reconnu par tous. Ce que vous ne savez pas encore, vous l'apprendrez. Parce que *nous vous préparerons effectivement* à être un véritable Entrepreneur. Voulez-vous écrire aux conseils de SIRCA sous la référence 824 781M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

FOURNIER

Ingénieur mécanicien
(A.M., ESME Sudria ou équivalent)

Constructeur de pompes industrielles de forte notoriété, *nous désirons confier la* **RESPONSABILITE** d'un secteur de notre **BUREAU D'ETUDES** à un **JEUNE INGENIEUR** en Mécanique / Mécanique Hydraulique, confirmé par 2 ou 3 ans d'expérience (Fabrication, Méthodes ou BE).

Animateur de 3 techniciens spécialistes, vous aurez la responsabilité de la conception des produits nouveaux, des essais et de leur industrialisation.

Vous interviendrez également sur tous les matériels de votre secteur d'activité pour en améliorer la fiabilité, les performances et les prix.

Votre sens de *l'innovation* et votre *dynamisme* primeront pour ce poste évolutif (situé en Région Parisienne). De bonnes connaissances de l'anglais constitueront un atout supplementaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 8C236 à

Selecom 225 rue du Fbg Saint Honoré 750?8 PARIS

OSMOR

BANQUE PARISIENNE

recherche un

GESTIONNAIRE DE CLIENTÈLE PRIVÉE

Le (la) candidat (e) aura à assurer la gestion et le développement d'un fonds de clientèle existante.

Une expérience de plusieurs années dans cette fonction ainsi que de bonnes dispositions commerciales sont nécessaires pour ce poste évolutif.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions directement au journal REGIE PRESSE LE MONDE 85 bis, rue Réaumur 75002 Paris en indiquant la réf. 242 194 qui transmettra.

THOMSON-CSF

IMPORTANTE FILIALE DE THOMSON C.S.F.,
(Grande Banlieue Ouest Paris)
Spécialiste des SYSTÈMES DE TRANSMISSION DE POINTE
NOTRE EXPANSION CONTINUE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

repose sur une gestion rigoureuse et performante. Le développement des hommes et des moyens qui s'y appliquent nous amène à intégrer un

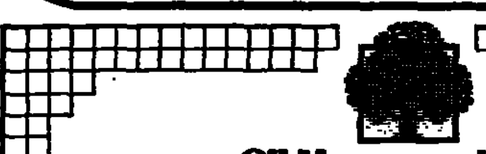
RESPONSABLE GESTION
Grandes Écoles
ou Universitaire

Il secondera le titulaire actuel de la fonction au sein de notre DIVISION CÂBLES (500 MF de CA, 3 Établissements). Il sera RESPONSABLE DE LA MISE EN PLACE D'UNE GESTION PAR AFFAIRE ET DE L'OPTIMISATION DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE, DE L'ÉLABORATION DES DEVIS ET DU SUIVI DES MARCHÉS (en métropole et à l'étranger).

Un réel potentiel de développement personnel conduira rapidement le candidat retenu vers la prise en charge complète du service.

La fonction *requiert* de *réelles* qualités de contact et d'animation, une forte capacité de synthèse, la connaissance de l'organisation informatique et une EXPÉRIENCE ÉQUIVALENTE DE 2 A 3 ANS EN MILIEU INDUSTRIEL.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. *dét.,* *rémunér.* et photo ss réf. 4897 à





1200 personnes
C.A. 900 MF

Lion
Nuts
Smarties
After Eight
Quality Street
Kit Kat
Lanvin
Menier...

ROWNTREE MACKINTOSH s.a.
Leader et premier annonceur sur le marché français du CHOCOLAT,
recherche

CHEF DE PRODUITS - HF

Chargé d'assurer le développement et la gestion d'une ligne de produits, le candidat HEC, ESSEC, ESCP... devra jsutifier d'une première expérience d'environ deux ans et s'exprimer aisément en Anglais.

Poste basé à 20 minutes de Paris dans un site exceptionnel.

Merci d'adresser lettre, C.V. (photo) et prétentions à Michel DASSE - ROWNTREE MACKINTOSH S.A., Noisiel 77422 MARNE LA VALLEE Cedex 2.



Compagnie Continentale d'Equipements Electriques

Pour intensifier son expansion nationale et internationale dans les domaines de la **TELETRANSMISSION** et la **PROTECTION ELECTRIQUE,** recherche des

Ingénieurs électroniciens

qui participeront aux études de ses produits conçus suivant des techniques analogiques et numériques.

Les postes sont situés à Meaux (77) à proximité de Paris.

Ecrire à **M. DOUCHET - CEE** - 154 rue de l'Université 75007 Paris.

Entreprise de communication, leader sur presque tous ses marchés, recherche

2 analystes programmeurs

Vous serez intégrés dans une équipe de développement et participerez tant à l'analyse fonctionnelle et organique des projets qu'à la réalisation technique et à la mise en place des applications.
Notre matériel : IBM 3031/4341 - langages : PL1, Assembleur, CICS, IMS/DL1, OS→MVS.

Votre formation : Grandes Ecoles ou M.I.A.G.E.
Lieu de travail : Paris - **Porte de Vanves**

Vous avez une première expérience et nous faciliterons votre projet de carrière.

Vous êtes débutant à fort potentiel et nous vous formerons à nos méthodes.

De toute manière, écrivez-nous en adressant lettre manuscrite et CV sous réf. 4357, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra à notre Service Gestion des Cadres.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE RESTAURATION FERROVIAIRE
recherche

Attaché au Service du Personnel

SOUS L'AUTORITE DU CHEF DU PERSONNEL IL SERA CHARGÉ :
- du suivi et de l'application de la législation sociale
- *des études statistiques salariales, ...*
- il participera à la gestion administrative du personnel.

LE CANDIDAT DOIT AVOIR :
- une formation supérieure : Droit, Gestion du personnel ou équivalent
- des qualités de rédacteur
- le *goût des contacts.*

Une première expérience dans la gestion du personnel est souhaitée.
Des déplacements en province doivent être envisagés.
Le poste est évolutif pour un candidat de valeur.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions sous référence 5984 M à : JEAN REGNIER Publicité - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

BANQUE PRIVEE
recherche pour **PARIS**

gérant de patrimoine

Responsable du secteur des Particuliers
- ayant une expérience confirmée de la gestion *sous mandat des clients*
- possédant, compte tenu du marché actuel, des qualités commerciales lui permettant de dominer pleinement les différents aspects de sa fonction.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 982 à
SOFAC
36, rue du Colisée - 75008 Paris.

Cii Honeywell Bull

recrute pour son Centre de Recherches

INGENIEURS ELECTRONICIENS
GRANDES ECOLES, DOCTORAT 3ème CYCLE

Spécialistes en caractérisation des matériaux, connaissances en microscopie électronique. Théorie de recherche : matériaux magnétiques. semi-conducteurs.

Spécialistes en microprocesseurs, réseaux, opto-électronique.

Lieu de travail : Les Clayes-sous-Bois (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 445 M à Cii Honeywell Bull PC OG021C - 94, *avenue Gambetta* 75960 PARIS CEDEX 20

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

La Direction Générale d'une Société française de construction mécanique située en région parisienne et spécialisée dans la fabrication de moteurs et d'équipements électroniques, recherche son

chef de service achats

Responsable d'un budget d'environ 90 MF, il participera à la définition de la politique d'achat, déterminera les objectifs de son service (8 personnes) et les moyens de les atteindre. Chargé des relations avec les fournisseurs, il négociera les commandes, veillera à leur bonne exécution quant au respect des cahiers des charges, des délais et des prix.
Cette mission sera confiée à un jeune ingénieur ayant quelques années d'expérience dans la fonction.

Adresser C.V. avec courte lettre manuscrite précisant votre n° de tél., sous réf. 819 LM à : NASSAR, 47 bis, avenue Hoche, 75008 PARIS

NIELSEN
Pratiquez le marketing dynamique

Nous sommes le premier organisme français d'Études de Marché (650 personnes). Notre compétence, nos méthodes ainsi que la mise en place de produits nouveaux liés à des technologies nouvelles nous amènent à renforcer nos équipes.

Nous recherchons plusieurs hommes ou femmes capables d'atteindre avec nous ces objectifs et leur proposons des postes de **Conseil en Marketing**. Un diplôme d'une Grande École Commerciale complété par une expérience dans le domaine du marketing grande consommation sera un atout. Nous nous attacherons aux qualités humaines: goût du conseil, disponibilités aux problèmes des interlocuteurs, autonomie, sens de l'initiative et dynamique dans le service auprès de la clientèle comme dans la recherche de nouveaux clients.

Au sein d'une équipe jeune, ils seront responsables de leurs clients. Ils prendront en charge l'exploitation d'études de marché-Panels de distributeurs, Études AD-HOC.

Ils analyseront les résultats, présenteront des recommandations, définiront des études spécifiques et négocieront les budgets.

Nous assurons une importante formation complémentaire et pluridisciplinaire pour leur permettre de réussir.

Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Les candidatures sont à adresser accompagnées d'une photo à Monsieur PILLOY
A.C. NIELSEN Company
28 boulevard de Grenelle 75015 PARIS



HAVAS CONTACT

ORGANISME PROFESSIONNEL de PREVENTION du BATIMENT et des TRAVAUX PUBLICS recherche pour SERVICE TECHNIQUE

INGENIEUR

d'équipements techniques de bâtiments industriels Arts et Métiers - ECP - ESTP - ENSIA ou équivalent.

Minimum 5 ans de pratique du bâtiment et des travaux publics et expérience des chantiers des corps d'état d'équipements.

SPECIALITES : Génie climatique, isolation, tuyauterie et équipement en fluides.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions à OPPBTP Comité National - Tour Amboise 204, Rond Point du Pont de Sèvres 92516 Boulogne Billancourt Cedex

---

Groupe International de services recherche

Contrôleur de gestion

Diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP, IEP) et pouvant justifier d'une expérience de 2 à 3 ans en contrôle de gestion.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable et une formation complémentaire type DECS serait appréciée.

Le candidat devra s'intégrer dans une équipe jeune de formation équivalente, il devra faire preuve d'initiatives et sera capable d'établir de bons contacts.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé en mentionnant vos prétentions s/réf. 360 à INTER P.A. — BP 508 - 75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Formation à la fonction Achat Approvisionnement

La fonction Achat-Approvisionnement devient **prépondérante** dans une entreprise industrielle. Nous proposons à des agents de maîtrise, des techniciens et des cadres de devenir rapidement opérationnels dans ce domaine où les professionnels sont recherchés.

Une formation en **28 semaines**, dont 8 semaines en entreprise, débutera le **18 Octobre 1982.**

Extrait du programme :
marketing achat, droit des affaires, commerce international, informatique appliquée aux approvisionnements, négociation et relations interpersonnelles...

Pour plus de renseignements téléphonez au **506.14.10 poste 4423** ou écrivez à

UNIVERSITE PARIS DAUPHINE
Département Education Permanente
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny
75775 PARIS Cedex 16.

GROUPE SOCIÉTÉS D'ÉTUDES recherche

INGÉNIEURS
MAITRISE INFORMATIQUE
CADRES COMMERCIAUX

débutants ou première expérience.
Libres de suite.
Envoyer lettre + C.V. + prétentions à STATIGEST, 50, Av. Claude-Vellefaux, Paris-10e.

SOCIETE DE PRODUITS DE LUXE DE RENOMMEE INTERNATIONALE EN FORTE CROISSANCE recherche pour sa Direction financière

CHEF DE SERVICE TRESORERIE HF

Le candidat retenu sera de formation supérieure et aura acquis un minimum de 2 ans d'expérience dans un groupe multinational (C.A. : 1 Md ou +). La connaissance et la pratique des systèmes de gestion informatisés, de la comptabilité anglo-saxone et de la langue anglaise parlée et écrite font partie des atouts indispensables pour réussir dans cette fonction.
Des opportunités de carrière intéressantes existent pour un candidat à fort potentiel et doté d'un excellent contact.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest.
Merci d'adresser votre C.V. + photo + prétentions sous réf. 7113 M à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 Paris Cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

pour l'une de ses principales usines située dans le Sud-Ouest de la France.

JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRICITÉ-RÉGULATION

Diplômé d'une grande école, électricité-électrotechnique, et ayant de fortes connaissances en électronique.

- Il aura la responsabilité du maintien en bon fonctionnement des installations électricité et régulation de l'usine,

tout en contribuant à la détermination des travaux neufs à exécuter et à leur réalisation ;

- Il établira le budget des travaux électricité et régulation et assurera le suivi des coûts.

Ce poste, formateur et évolutif, et qui exige des qualités humaines aussi bien que techniques, s'adresse particulièrement à un ingénieur débutant ou ayant une première expérience.

Adresser dossier et candidature précisant la rémunération souhaitée, sous référence A2, à C.F.A. (DPRS), B.P. 133, 92200 NEUILLY.



UNICREDIT
GROUPE CREDIT AGRICOLE
recherche

ORGANISATEUR BANCAIRE
de bon niveau (classe VI ou VII)

PROFIL SOUHAITE :
- maîtrise des relations avec l'informatique pour la conception et le suivi opérationnel de systèmes de gestion automatisés
- sens de l'organisation et de la mise en œuvre des procédures et méthodes
- connaissance approfondie des techniques bancaires notamment des services aux Grandes Entreprises
- aptitude au dialogue, à la négociation et à la coordination entre utilisateurs et informaticiens.
- niveau d'études supérieures
- éventuellement expérience de l'audit bancaire.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. **5623** à **CNCA Recrutement Carrières 75710 PARIS BRUNE**

ENTREPRISE SECTEUR TERTIAIRE
700 personnes
située à NANTERRE PARC
environnement IBM3031-MVS/SP-CICS-IMS/DB-SPF/TSO
recherche

ANALYSTES

DUT + 5 ans d'expérience ou MIAGE + 3 ans.
Bonne connaissance DLl exigée.
PLl apprécié.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

PLl - DLl exigés.
Avantages sociaux.

Envoyer CV + prétentions à n° 9154

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Cadres demandeurs d'emploi ou en congé-formation

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE
vous propose
Un cycle de formation en

Management avancé et contrôle de gestion

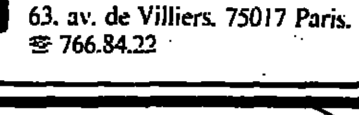
Cette formation a pour objectif :
- élargir vos domaines de compétence.
- réactualiser vos pratiques de gestion.
- vous ouvrir à de nouvelles fonctions.

Le stage d'une durée de 6 mois et demi débute le 8 novembre 1982

Recrutement début octobre

Dossier de candidature à :

INSTITUT DE GESTION SOCIALE



Madame FLOIRAC
63, av. de Villiers. 75017 Paris.
☎ 766.84.22

JEUNES ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX :

LE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'ILE DE FRANCE : une grande banque (2.200 personnes - 185 agences), pour de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (DECS, DUT ou BTS Administration de gestion des Entreprises et / ou techniques de commercialisation).

Que vous soyez débutant ou que vous bénéficiez d'une première expérience, nous vous proposons une formation adaptée aux techniques bancaires, administratives et commerciales, avant de vous confier des postes évolutifs au siège ou dans nos différentes agences.

Nous étudierons avec intérêt votre candidature (lettre manuscrite, C.V détaillé et photo) qui est à adresser sous référence MON



au CREDIT AGRICOLE MUTUEL ILE DE FRANCE
Service Recrutement -
26 Quai de la Rapée
75012 PARIS

UNICREDIT
(Banque du Groupe Crédit Agricole)

CREE 2 POSTES D'

Analyste Responsable d'Application

Diplômé DUT, Miage ou équivalent, vous avez 4 à 6 ans d'expérience en informatique de Gestion.
Vous maîtrisez le COBOL et vous êtes familiarisés avec les techniques T.P. et B.D. Vous avez l'expérience de la conception organique de chaînes de traitements.

Nous vous offrons de participer au développement de notre nouveau système d'information.

Dans le cadre de petites équipes-projet, vous participerez à la conception des applications. Vous aurez particulièrement la charge de la conception organique et de la réalisation et serez responsable des évolutions ultérieures.

La connaissance du domaine bancaire serait un atout supplémentaire.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. 5617 à CNCA Recrutement Carrières - 75710 Paris Brune

LEVI TOURNAY PUB

Banque STERN
recherche

Adjoint au Sous-Directeur des Engagements
Classe V ou VI

Possédant quelques années d'expérience acquise de préférence dans une banque de petite ou moyenne importance, et si possible de formation supérieure, le candidat retenu aura idéalement :

- de très solides connaissances techniques dans les domaines suivants :
  - études de risques
  - secrétariat bancaire
  - prises de garanties
- l'expérience de l'animation d'une équipe
- un excellent sens de l'organisation.

Envoyez CV, lettre manuscrite et prétentions
Direction du Personnel
8, rue de Penthièvre 75008 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

De la technique aux finances

Importante société financière française à vocation internationale, nous renforçons l'équipe pluridisciplinaire de notre département industriel et recherchons un

Ingénieur pétrole

ayant une expérience de quelques années en montage, mise en route ou exploitation, entretien et installation de grandes unités pétrochimiques ou pétrolières.

Il aura pour mission d'apprécier sur le plan technique la qualité et la fiabilité des installations dans lesquelles la société peut éventuellement engager une responsabilité financière.

Cette activité à la fois technique et commerciale offre l'opportunité de déplacements courts mais fréquents à travers le monde entier. Anglais indispensable.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire sous réf. C 4467M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

هكذا من الاصل

I.E.R.

PREMIER FABRICANT FRANÇAIS
ET LEADER EUROPEEN D'IMPRIMANTES
INFORMATIQUES SPÉCIALISÉES

recherche

1 RESPONSABLE COMMERCIAL exportation

LA FONCTION :
Animation et coordination, sous l'autorité du Directeur Exportation, d'un important secteur comprenant les pays de langue germanique et ultérieurement, les pays de l'Europe de l'Est.

L'HOMME :
- Un Commercial de haut niveau capable d'animer un réseau de distribution.
- Il doit pouvoir s'adapter aux aspects techniques de nos matériels.
- Allemand indispensable. L'anglais peut être un atout. Déplacements férquents.

Rémunération très motivante en fonction de la candidature retenue.

Ecrire avec curriculum-vitae et prétentions
Direction Générale — I.E.R.
12, r. Sébastopol, 92400 Courbevoie.

PRB

---

banque

BANQUE PARIS 8e recherche pour son
DEPARTEMENT FINANCIER
un
responsable commercial
(CLASSE VI OU VII)

Chargé de gérer et développer les relations avec sa clientèle.

Profil souhaité :
- dynamique,
- bonne connaissance des marchés financiers,
- large introduction auprès des investisseurs institutionnels,
- aptitudes, contacts niveau elevé.

Envoyez C.V., photo et prétentions sous réf. 163-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

IMPORTANTE SOCIETE INFORMATIQUE
Nous recherchons, pour développer nos activités de FORMATION, un(e)

ENSEIGNANT
HF

Formation scientifique, informatique, Maths / Physique,...

Si vous êtes passionné par la Micro-Informatique.
Si vous désirez faire carrière en milieu industriel.
Nous vous proposons de compléter vos connaissances «sur le terrain» puis de devenir rapidement opérationnel.

Lieu de travail : LA DEFENSE

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) sous réf. 8344 à RSCG CARRIERES - 48, rue ST Ferdinand 75017 PARIS.

UNILEVER
FRANCE SERVICES

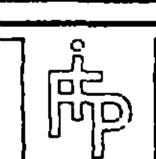
recherche pour la société FRALIB
(thés LIPTON, ELEPHANT,
potages ROYCO...) un

ANALYSTE DE GESTION

- Sous l'autorité du responsable informatique et avec une large délégation, le titulaire du poste est chargé de l'analyse des besoins informatiques de la société en liaison avec les utilisateurs de tous les secteurs : production, commercial, gestion. Il dispose d'une grande autonomie pour réaliser l'analyse *fonctionnelle et organique et participe à* la mise en place des projets établis.
- Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation scientifique (école d'ingénieur) possédant une première expérience informatique et parlant anglais. Pratiques du Cobol et du matériel H.P. 3000 souhaitées.

Le poste est basé à La Garenne-Colombes *(banlieue Ouest de Paris) et les possibilités* d'évolution sont importantes au sein d'un Groupe international.

Adresser C.V., photo et pretent., sous référence XXVIII/82 LM
UNILEVER FRANCE SERVICES
8, av. Delcassé 75384 Paris cedex 08



INSTITUT FRANCAIS
DU PETROLE

situé à RUEIL MALMAISON (92)
recherche pour extension des activites de son DEPARTEMENT ECONOMIE

UN INGENIEUR

- Formation grande école
- Formation ou expérience complémentaire en économie dans secteur énergétique vivement appréciée
- Attiré par études économiques, prospective et évaluation des technologies nouvelles

Envoyer C.V., photo et prét. ss no 43111
à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01, q.t.

ROCKWELL VALVES S.A.

Robinetterie Industrielle
recherche
pour son bureau de PARIS

UN INGENIEUR DE VENTE

Jeune et dynamique.
Disponible pour déplacements fréquents en France et en Afrique du Nord.
Connaissant la robinetterie industrielle et ayant de bonnes notions d'anglais.

Pour son Siège Social
près de SAINT-ETIENNE (42)

UN CADRE FINANCIER

Pour seconder le Chef du département Finances dans les domaines d'analyses de prévisions et de fiscalité.
Etudes Supérieures de Gestion
+ Anglais courant.
2 ans en audit souhaités.

Pour ces deux postes, adressez C.V. + photo + prétentions à : Direction du Personnel
ROCKWELL VALVES S.A.
30, rue Jean-Jaurès - 42240 UNIEUX

Importante Société d'Electronique
recherche
pour ses services d'études économiques

CHARGE D'ETUDES

de formation supérieure

ayant de 3 à 5 ans d'expérience

— Si des contacts professionnels ouverts et variés vous conviennent
— Si l'utilisation d'outils informatiques adaptés et évolutifs vous intéresse
— Si vous parlez couramment l'anglais

Ecrivez à RTC
la Radiotechnique Compelec
Direction du Personnel
130 av. Ledru Rollin
75540 PARIS Cedex 11.

ORGANISME PROFESSIONNEL
de PREVENTION du BATIMENT
et des TRAVAUX PUBLICS

recherche
pour service technique

INGENIEUR MECANICIEN

Arts et Métiers
ou formation équivalente

Minimum 5 ans de pratique du bâtiment et des travaux publics et expérience des chantiers.

SPECIALITE : matériel d'entreprise du bâtiment et des travaux publics et son entretien.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions à OPPBTP Tour Amboise 204, Rond-Point du Pont de Sèvres - 92516 - Boulogne Billancourt Cedex

---

THOMSON-CSF

INGÉNIEUR SÉCURITÉ

De formation Ingénieur, possédant une expérience en protection électrique – sûreté incendie – sécurité des chantiers en travaux neufs.

Merci d'env. lettre, C.V., photo et rémunération actuelle
THOMSON CSF
DÉPARTEMENT RCM
Service du Personnel
68 avenue Pierre-Brossolette
92242 Malakoff Cedex.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION ET DE PRESSE

spécialisée
en droit fiscal et social

recherche

pour son service rédaction

JEUNES JURISTES

(même débutants)
Niveau minimum : Maîtrise de droit

Adresser lettre manuscrite motivée et C.V. à BEO, 3, rue de Téhéran, 75008 Paris sous référence 8.135.

BOURDON

accélère son développement et recherche

EXPORT
- Réf. 101

ingénieur - technico commercial

Formation ingénieur ou équivalent. Expérience vente instrumentation en R.F.A. Nombreux déplacements. Allemand courant et anglais.

- Réf. 102

technico commercial

Formation BTS. Expérience du suivi commercial des offres et des commandes. Poste sédentaire. Maîtrise anglais, espagnol.

REGION PARIS
- *Réf. 201*

technico commercial

Expérience vente instrumentation, pour suivi et développement d'une clientèle existante. Poste itinérant.

Pour tous ces postes, adresser C.V., photo et prétentions à *BOURDON* - Service du Personnel
29, rue du Progrès - 93100 Montreuil

Publicités Réunies

BANQUE PRIVÉE
Paris 8e

recherche pour sa
DIRECTION
DE L'ORGANISATION
ET DE L'INFORMATIQUE

ANALYSTE

Le poste :
sous l'autorité d'un responsable de secteur d'études (4 à 6 analystes), assurer indifféremment la conception de systèmes informatiques et la mise en œuvre de nouvelles procédures administratives.

Le candidat :
- *formation* supérieure (diplôme d'Ingénieur, de Grande École Commerciale ou MIAGE),
- expérience de 2 à 3 ans, acquise de préférence dans le secteur bancaire,
- si possible connaissance du matériel IBM et de l'utilisation des logiciels DOS-VSE, CICS, VSAM, DL/1.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. précis, photo et prétentions, sous réf. 8194, à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, *75009 PARIS.*

Plain Champs

Une importante Société de Services Informatiques à Paris développe ses activités dans tous les domaines touchant à la **Gestion de la Trésorerie des Entreprises.** *Elle recherche un*

Spécialiste Trésorerie

Nous proposons :
— l'utilisation des techniques informatiques les plus avancées,
— de réelles responsabilités techniques et commerciales,
— de larges perspectives de développement,
— une rémunération motivante,
— une ambiance jeune et sympathique.

Nous apprécierons :
— quelques années d'expérience en Trésorerie,
— *la pratique de la Trésorerie Internationale,*
— la participation à un projet d'informatisation,
— un excellent contact humain,
— une aptitude à la négociation commerciale.

Adressez vos candidatures (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, et rémunération souhaitée) à : Mme J. HATCHADOURIAN, 27, route des Gardes, 92190 MEUDON, qui nous transmettra.

Responsable division Comptabilités étrangères

DECS + expérience

GEOSERVICES, société d'activités internationales, recherche le **Responsable de sa division comptabilités étrangères (y compris déclarations fiscales).**
Ce poste conviendrait à un candidat de **niveau DECS,** ayant acquis **quelques années d'expérience** *et maîtrisant parfaitement* la **langue anglaise.**



Veuillez envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. LM/867 à
GEOSERVICES - Service du Personnel -
B.P. 20 - 93151 LE BLANC-MESNIL CEDEX.

MEDIA BA

AMYOT-AUDITEURS ET CONSEILS

Société d'audit et de commissariat aux comptes
6, rue Amyot, 75005 Paris
recrute

• SENIOR AUDITEUR

Ayant plusieurs années d'expérience en cabinet d'audit français ou international. Il supervisera les travaux d'une équipe d'audit et traitera les points clés des missions dont il aura la responsabilité.

• EXPERT FISCAL

Ayant deux à trois années d'expérience de la fiscalité des entreprises.

Possibilité de progression de carrière pour des candidats de valeur au sein d'un cabinet de groupe.

Envoyer curriculum vitae, photo et rémunération annuelle souhaitée.

SAFT MAZDA — **Groupe CGE**

ETUDES MARKETING

Leader du MARCHE PILES, se propose de confier à un jeune cadre commercial - Ecole supérieure de commerce - maitrise de gestion - la responsabilité - de la REFONTE ET DE LA GESTION DU SYSTEME D'INFORMATIONS MARKETING.

Pour pouvoir apporter une contribution significative à cette réorganisation, il est souhaité que le titulaire ait une première expérience de 2 ou 3 ans dans un Services Etudes Marketing, mais les candidatures de débutants ne seront pas écartées.

Si vous êtes intéressé par ce poste qui est au cœur des problèmes de gestion commerciale de l'activité, adresser votre CV ss réf. G.13-50
à SAFT Direction des Ressources Humaines
119, rue du Président Wilson
92300 LEVALLOIS-PERRET.



OFFRES D'EMPLOIS

FILIALE FRANCAISE D'UN IMPORTANT GROUPE AMERICAIN

1800 PERSONNES - 5 ÉTABLISSEMENTS

recherche pour son Siège Social (proche banlieue ouest)

SON

FUTUR CHEF DES SERVICES COMPTABLES

- Placé dans un premier temps sous l'autorité du responsable actuel, il prendra à terme (début 84) la responsabilité des services comptables de la Société.
- Il animera et supervisera une équipe d'une vingtaine de personnes et sera chargé de l'organisation et de l'amélioration des systèmes comptables (comptabilités générale, clients, fournisseurs, paie, trésorerie) et de l'ensemble des déclarations fiscales.
- Il devra se préoccuper de maîtriser l'évolution des coûts de ses services et être capable de participer en tant qu'utilisateur à l'amélioration des procédures informatiques.
- Anglais courant indispensable (écrit et parlé).
- Ce poste conviendrait à un cadre de haut niveau, expert-comptable ou diplômé d'une Grande Ecole de Commerce + DECS, ayant plusieurs années d'expérience des comptabilités française et anglo-saxonne.

Ecr. avec C.V. + photo + rémunération souhaitée à N. 2283 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transm.

ORGANISME PROFESSIONNEL DE PREVENTION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS recherche pour son SERVICE TECHNIQUE

INGENIEUR CHARPENTIER METALLIQUE

ARTS ET METIERS ou formation équivalente

Minimum 5 ans de pratique du bâtiment et des travaux publics et expérience des chantiers de construction métallique.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et prét. à O.P.P.B.T.P. 204, Rond Point du Pont de Sèvres Tour Amboise 92516 Boulogne-Billancourt

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRODUITS LAITIERS RUNGIS M.I.N. recherche

RESPONSABLE PERSONNEL et SERVICES GÉNÉRAUX

Connaissance droit, ayant expérience fonctions similaires, minimum 40 ans. Libre rapidement. Adresser C.V., photo (retournée), prétentions, à SPEDIC, 10, quai du Pdt-Paul-Doumer, 92402 COURBEVOIE, qui transm.

FENWICK MANUTENTION

PREMIER FABRICANT FRANÇAIS DE CHARIOTS ÉLÉVATEURS

C.A. 750 millions de francs

recherche

SON CONTROLEUR DE GESTION PRODUCTION

PROFIL :
- Niveau Ingénieur ou D.E.C.S.
- Deux à cinq ans d'expérience en milieu industriel.
- Dynamique, sens des contacts et du concret.

MISSION :
- Participera à la mise en place et au suivi du contrôle de gestion production (PARIS, TROYES, CHATELLERAULT).
- Relèvera directement du Directeur Industriel.

LA RÉMUNÉRATION SERA FONCTION de l'expérience et de la valeur du candidat.

Ecrire avec C.V. détaillé à FENWICK P.R.S., 69, rue du Docteur-Bauer, 93400 SAINT-OUEN.

ENTREPRISE LEADER DANS PRODUCTION DE BIENS D'EQUIPEMENTS

(450 personnes)

Filiale d'un important Groupe Français crée un poste évolutif d'

Ingénieur de production

Au sein de la Direction Industrielle, et dans un premier temps, sa mission sera de promouvoir l'utilisation de l'informatique dans la Gestion de Production, et d'assurer l'intégration de techniques nouvelles de fabrication. dans un second temps, il sera normalement appelé à prendre la

Direction d'un établissement.

Ce poste convient à un candidat ambitieux de 27 ans minimum, de formation Ingénieur Grande Ecole, ayant 2 ans au moins d'expérience industrielle. Poste basé dans agréable ville, préfecture bords de Loire, 200 km de Paris. Merci d'écrire avec CV et photo en indiquant rémunération actuelle, sous référence J. 167 à

PAJ Conseil, 2, rue des Dardanelles 75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

OFFRES D'EMPLOIS

SLOGAT

Société d'ingénierie informatique

recherche des :

ingénieurs informaticiens

débutants ou expérimentés

pour concevoir et réaliser des applications industrielles temps réel sur mini et micro dans des domaines tels que la robotique, l'automatisme, le contrôle de processus etc...

Les candidats intéressés écriront ou téléphoneront à Bénédicte DELAHAYE.

SLOGAT

11 rue Bailly, 92200 Neuilly

Tél. 745.46.50 le matin

GROUPEMENT D'ASSURANCES SPÉCIALISÉ EN CONSTRUCTION

700 personnes (proche banlieue Ouest) recherche

JEUNES DIPLÔMÉS HF

titulaires de la maîtrise en droit privé (spécialisation dans le domaine de l'assurance ou de la construction vivement appréciée).

Il s'agit, après formation, de traiter des dossiers d'assurance construction en amiable et en contentieux.

Avantages sociaux.
5 x 7 h 40 x 14.
Restaurant d'entreprise.
Horaire variable, etc.

Envoyer CV + prétentions à n° 8084



Emplois et Entreprises

31, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Pfizer

Filiale d'un important Groupe Pharmaceutique International, recherche

jeune ingénieur

Débutant ou avec première expérience.

Formation Centrale Paris et complément en gestion : ISA, etc...

Ce candidat aura la responsabilité du Service Organisation, chargé de : implantation des systèmes informatiques de gestion, d'information et des projets d'investissement.

- Anglais indispensable
- Goût des contacts humains et travail en équipe

Lieu de travail : ORSAY.

Déplacements en Province et à l'Etranger. Situation d'avenir.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo récente et prétentions) au Service du Personnel - Laboratoires PFIZER 86, rue de Paris - 91401 ORSAY CEDEX

amp

Vous êtes

technicien

dans un grand laboratoire d'hémostase ou vous avez une EXPERIENCE DE LA VENTE de produits dans ces laboratoires.

Une société de réactifs biologiques cherche

2 conseillers biologiques

de très bon niveau (BTS - IUT biologique) pour présenter sa gamme de produits aux laboratoires spécialisés en hémostase.

Nécessité de nombreux déplacements (résidence Paris).

Anglais et/ou allemand souhaités

Adressez C.V. photo et prétentions s/réf. 1406 à PIERRE LICHAU S.A. B.P. 220 75063 Paris Cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANT CENTRE D'INFORMATIQUE A L'ÉTRANGER recherche

SON CHEF DE CENTRE

Poste à pourvoir immédiatement. Indispensable être ingénieur diplômé d'une grande école.

AVOIR :
- Une expérience de dix ans de direction de projet d'informatique ;
- Une culture scientifique de premier plan ;
- Des qualités d'organisateur et d'animateur.

Tous les avantages habituels des contrats d'expatriés. Possibilité de détachement dans le cadre d'un contrat du Ministère Français de la Coopération pour les fonctionnaires.

Ecrire en joignant C.V. détaillé à C.E.B.T.P., 12, rue Brancion, 75737 Paris Cedex 15.

OFFRES D'EMPLOIS

INGENIEURS

(grandes écoles, débutants ou confirmés).

Vous avez une personnalité affirmée, vous êtes autonomes et vous êtes jeunes ?

Nous pouvons vous confier des projets importants en tant qu'ingénieur conseil en organisation.

(Intéressement aux résultats de l'Entreprise).

Adresser CV, photo, date de disponibilité à

OBJECTIFS CONSEIL

160 rue de Bagnolet 75020 Paris

Groupe d'assurances

recherche

CONTROLEUR DE GESTION ADJOINT

En particulier, il participera à l'élaboration des budgets et assurera le contrôle budgétaire du groupe.

Une formation supérieure (I.U.T. ou licence + D.E.C.S.) et une première expérience professionnelle sont nécessaires.

Ecrire à G. LASSAUX
L'ÉPARGNE DE FRANCE
85, rue Jouffroy, 75017 PARIS.

---

cabinet d'audit international

PARIS

recherche des

CHEFS DE MISSIONS

ayant 3 à 5 ans d'expérience dans un Cabinet d'Audit. De formation supérieure + Expertise comptable en cours. Une bonne connaissance de l'Anglais est souhaitée. Des perspectives de carrière intéressantes existent pour les candidats de valeur.

Vous remercie d'adresser C.V. détaillé + photo en précisant la nature et l'importance des interventions effectuées en tant que Chef de Missions pendant ces 12 derniers mois, sous réf. 6986-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

MINISTERE DE LA DEFENSE

LA SECTION D'ETUDES ET DE FABRICATION DES TELECOMMUNICATIONS recherche pour son service technique

ingénieur débutant

Ce poste conviendrait à un Ingénieur de formation électronique ou automatisme de préférence. Il sera chargé de :

- *l'élaboration de spécifications techniques,*
- *la préparation et le lancement dans l'industrie des études et des fabrications,*
- *l'animation et la coordination des travaux,*
- *l'analyse de résultats des essais sur terrain.*

Des connaissances en optique-optronique seraient appréciées.

La fonction nécessite le goût d'un travail varié, de l'aisance dans les contacts, le sens des responsabilités, des capacités de synthèse ainsi que des facilités de rédaction.

Le poste, basé à Issy Les Moulineaux, comporte de courts déplacements en Province.

Si cette offre vous intéresse, écrivez sous référence 82.34-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP à qui nous avons confié le soin d'examiner les candidatures.



EUREQUIP

DÉPARTEMENT RECRUTEMENT

15, av. d'Eylau - 75116 Paris

PARIS LONDRES HOUSTON

membre de Syntec

Publication rech. ingénieur-économiste, expérience outre-mer, anglais, pour travaux rédacteur à la pige, intéressé par vulgarisation technologique de haut niveau. Écrire avec référence à SPIMEC-105, 190, bd. Haussmann, 75008 PARIS.

Etablissement financier recherche

JEUNES DIPLOMÉS

pour ses agences de : Paris, Marne-la-Vallée, Versailles et Pontoise.
- 1re année : fonction commerciale de conseiller en gestion de patrimoines.
- 2e année : fonctions d'encadrement.

Adresser C.V. à D.M. Investissement, 6, rue Newton, 75116 PARIS.

URGENT : F.J.T. recrute collaborateur pour prise en charge groupe d'apprentis. Ecr. s/n° 8.953 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Association loi 1901, rech.

ANIMATEUR

SOCIO-CULTUREL, expérimenté. Libre immédiatement. Adresser C.V. à M.J.C. Avenue du Chenil 78160 MARLY-LE-ROI.

OFFRES D'EMPLOIS

ATTACHE DE DIRECTION FINANCIERE

une bonne vue de la situation

ESSILOR

- Leader européen de l'optique lunetterie - c'est un C.A. de plus de 1,5 milliards de Frs, un effectif de 7700 personnes et une forte implantation à l'étranger.

Le titulaire du poste aura pour principales missions :
- analyse financière des 18 filiales du Groupe et de leur environnement - détermination de leurs besoins de financement,
- relations et négociations avec les organismes bancaires et financiers,
- gestion de la trésorerie (Cash Management).

Son profil :
- la trentaine,
- niveau Etudes Supérieures plus expérience 3 à 5 ans acquise dans le domaine bancaire ou dans une direction financière d'une entreprise industrielle,
- maîtrise de la technique financière,
- anglais courant,
- diplomate, à l'aise dans les contacts internes et externes.

La dimension du groupe permet à un candidat de valeur d'envisager une rémunération et une évolution de carrière intéressantes.



Merci d'adresser les dossiers de candidatures (c.v., photo et prét.) s/réf.461 à Axial Pub. 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

Jeune diplomé

ESC, maîtrise de gestion

La Division des Relations Humaines de **3M FRANCE** recherche **un jeune diplômé (ESC, maîtrise de gestion).**

Au sein du service Etudes et Rémunérations, il participera aux études de structure (évaluation des postes, classification, potentiel...).

Il collectera les informations et déterminera les tendances en matière de rémunération, régime de retraite, avantages sociaux.

Homme de rigueur, il sera aussi capable de dialoguer à tout niveaux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Poste à pourvoir à **CERGY-PONTOISE.**

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 14/G à **Monique GENOT**

3M France
Direction des Relations Humaines
Boulevard de l'Oise
95006 CERGY-PONTOISE CEDEX

3M

MÉDIA PA

Importante société d'ingénierie (La Défense) leader sur son marché recherche un

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

assistant du responsable de la "Gestion des Affaires"

Il sera chargé du suivi d'ensemble d'un ou plusieurs de nos contrats à long terme.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'une école de gestion (HEC, ESCP, ESCAE ou équivalent) ayant de préférence 2 à 3 années d'expérience dans le contrôle de gestion et particulièrement intéressé par l'analyse économique et la synthèse des informations de gestion.

Adresser lettre manuscrite + CV + prétentions sous référence 4435, à Média System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

média-system

LE GROUPE DROUOT

Une autre idée de l'assurance

recrute un

CHARGÉ DE FORMATION

Responsabiliser :

voilà la mission du chargé de formation qui devra s'intégrer à l'équipe déjà existante (5 personnes).

Pour réussir dans cette fonction, il faut avoir envie d'aider les salariés de l'entreprise à s'adapter aux différents aspects de leur fonction (humain, social et technique).

A l'écoute des services, il conçoit des actions de formation, assiste, conseille et anime les groupes dans leur démarche de changement.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure psycho-sociologique ou socio-économique, d'une culture générale étendue.

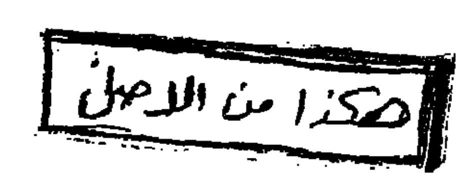
Une formation personnalisée lui sera proposée dès son entrée dans l'entreprise.



Le poste est basé à Marly le Roi.
Rémunération : 100.000 FRS +

Richard Dupont vous remercie de lui adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo + C.V.).
GROUPE DROUOT - 1, place Victorien Sardou - 78161 MARLY LE ROI.

bsn carrières



OFFRES D'EMPLOIS

Organisme de formation en expansion, recherche

PROFESSIONNELS DE LA FORMATION
DÉLÉGUÉS AUPRÈS DES ENTREPRISES

pour assister dans leurs problèmes de formation. Rémunération attractive, possibilité d'évolution de carrière.
Adresser C.V., photo et prétentions à I.F.I.P., 37, rue de Chateaudun, 75009 PARIS.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
rech. pour Longjumeau
(15 km Porte d'Orléans)
par autoroute du Sud)

TECHNICIENNE CHIMISTE

DIPLOMÉE ETS ou DUT pour mise au point analytique

Remplacement 9 mois

Avantages sociaux.
Restaurant d'entreprise.
Facilités de transport depuis la Place d'Italie.

Env. C.V. et prét. ss nº 45621 Contesse Publicité, 20, avenue Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Pour sa filiale DIGILOG spécialisée en ingénierie informatique le groupe Digitone ouvre des postes sur Aix-en-Provence et Toulon. Ces postes sont à pourvoir par des Ingénieurs informaticiens ou micro-informaticiens possédant de préférence des bases en électronique débutants ou ayant quelques années d'expérience. Écrire avec C.V. détaillé et prétentions à : DIGILOG, Rue F.-Joliot, Z.I., 13763 Les Milles, Aix-en-Provence.

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

Antenne Buttes-Chaumont
cours de perfectionnement pour pupitreurs (système IBM) programmeurs tous langages Cciaux en informatique
205-24-83/241-83-83.

STE ETUDE DE MARCHE
recherche pour son département Enquêteurs Paris

ENQUÊTEUR (TRICE) CONFIRMÉ (E)

Réf. professionnelles exigées.
Enquêtrice débutante.
T. le matin de 9 h 30 à 11 h 30
607-35-33. Demander DOMINIQUE JACOB.

Ville d'Aulnay-sous-Bois
recrute urgent
UN AGENT
niveau rédacteur minimum
(conditions statutaires)
pour encadrer son service état civil.
Expérience dans ce domaine vivement souhaitée.
Env. C.V. à M. le Maire d'Aulnay-sous-Bois
Service du Personnel
93602 Aulnay-sous-Bois.

Ville de Saint-Denis
(93200)
recherche

PUÉRICULTRICE D.E.

expérimentée pour Direction Centre de Santé
Salaire mensuel net début 4.322,71 F.

Env. candidature et C.V. à Monsieur le Maire,
2, place Victor-Hugo.
Avant le 17-9-1982.

Importante association nationale (300 salariés) recrute

CHEF DE SERVICE TECHNIQUE DU PERSONNEL

A compter du 1er octobre 1982 à Paris,
120.000 F/an.

Adresser C.V. + photo sous nº T 035450 M.
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, Paris 2e.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE PARIS-9e recherche
pour son service production

RÉDACTEURS

AUTO ET MULTIRISQUES
Préférence donnée si expérience de travail sur écran.
Salaire et situation en fonction des compétences.
Écrire avec C.V. et prétentions sous référence 8.596 à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75083 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

Groupe Informatique, rech.

COMMERCIAUX

EXPÉRIMENTÉS
résultats prouvés.
Écrire L. LARDE-POLLÈS, 118, rue de Crimée. 75019 PARIS.

Le C.L.A.P.
recherche
pour la région Ile-de-France un formateur de formateurs en calcul, 26 h 30 par semaine.

TRAVAIL :

- Former des moniteurs d'alphabétisation bénévoles en calcul notamment en week-end.
- Participer au travail de l'équipe des salariés de la région, notamment avec les formateurs en alphabétisation sur les liens français-calcul.
- Animer des groupes de travail autour de l'enseignement du calcul à des travailleurs immigrés, avec des moniteurs d'alphabétisation du secteur associatif. Ce travail peut avoir lieu le soir.
- Participer à la mise en œuvre du projet régional avec les salariés et les coordinations de la délégation.

COMPÉTENCES ET EXPÉRIENCES REQUISES :

- Connaissance de l'immigration et expérience de la vie associative.
- Formation de travailleurs immigrés, notamment en calcul.
- Formation de formateurs en alpha avec un travail particulier sur les liens français-calcul.
- Goût du travail en équipe.

SALAIRE BRUT MENSUEL : 5.478 FRANCS.

CANDIDATURE A ADRESSER AU C.L.A.P. 25, rue Gandon, 75013 Paris.

INSTITUT PRIVÉ ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
recherche
ENSEIGNANTS
Droit Public et Droit Privé
Écrire sous le nº 243.396 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

BUREAU VERITAS
recherche

UN TECHNICIEN

BTS DUT ou équivalent débutant ou 2 à 3 ans d'expér. en charpente métallique.
Bonnes connaissances en anglais et en résistance des matériaux, intéressé par la programmation sur ordinateur. Dégagé des obligations militaires.

Emplois à PARIS.

Ecr. avec C.V. prét. sous réf. nº 50 BUREAU VERITAS ser. maritimes DCN/CN6, 31, rue Henri-Rochefort 75017 PARIS.

AIDE DOCUMENTALISTE

(H. ou F.)

Bonne connaiss. des problèmes politiques indispensable.
Habitué au dépouillement des journaux.
Libre immédiatement.
Écrire S.G.P. 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

UCPA (PARIS)
recherche pour son siège

ANALYSTE PROGRAMMEUR

COBOL - INTERACTIF
- Formation IUT informatique ou équivalent.
- Au moins 2 ans d'expér. informatique de gestion.
- Expérience GCOS (CIIHB) souhaitée.

Envoyer C.V. et prét. à M. Molinari, 62, rue de la Glacière, 75640 PARIS Cedex 13.

ERIN

recherche
pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro ordinateurs)

DES INGÉNIEURS

GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES
- Option : Informatique, Automatique, Électronique.
- Débutants à 3 ans d'expérience.

Écr. avec C.V. à AXIAL Pub. s/réf. : 453, 27, r. Taitbout, 75009 Paris qui transm.

INGÉNIEUR QUALITÉ

Société filiale d'un grand groupe industriel recherche un INGÉNIEUR DIPLOMÉ ESIEE, ESME, CNAM ou équivalent, ayant 2 à 3 ans de pratique industrielle, libéré des obligations militaires, intéressé par les problèmes de qualité, le contrôle mécanique et les essais de séries ou de prototypes de matériels tournants de technique de pointe, pour assurer après formation la responsabilité d'un service qualité.
Envoyer C.V. et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2.088 à MEDIA P.A., 9 boulevard des Italiens, 75002 PARIS qui transmettra.

IMPORTANTE BANQUE CHAMPS-ELYSEES
recherche

RESPONSABLE DU SERVICE CAISSE

Très expérimenté, ayant solide connaiss. opérations de changes. Anglais apprécié.
Références exigées.

Tél. 359-61-49 poste 282.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Lab. univ. recherche Ingénieur pour poste C.N.R.S. 1B.
Conception, réalisation, instrumentation scientifique.

Env. C.V. au Prof. MONNERIE
10, rue Vauquelin
75231 Paris Cedex 05.

Société d'Expertise comptable
recherche

MÉNORIALISTE

d'EXPERTISE COMPTABLE ou GRANDE ÉCOLE

Ayant solide exp. en organisat.
Salaire fonction de l'expér.
Env. C.V., photo et prétentions
Écrire sous le nº sous nº T 035.389 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

GROUPE DE SOCIÉTÉS
400 M.F. de C.A., cherche Cadre expérimenté pour

GESTION TRÉSORERIE et CONTROLE COMPTABLE

Adr. C.V. et prétent. nº 2.337
PUBLICITÉS RÉUNIES
112, bd Voltaire, 75011 Paris.

formation professionnelle

UN GROUPE DE SOCIÉTÉS DE SERVICES EN INFORMATIQUE
organise un cycle intensif de formation en

INFORMATIQUE DE GESTION

débouchant vers des fonctions d'analyse et de programmation.

Nous demandons aux futurs auditeurs:
- un niveau d'enseignement supérieur (niveau maitrise)
- de réussir aux tests d'aptitude
- de participer aux frais de scolarité.

Nous offrons :
- une formation théorique et pratique de 14 semaines (6 h/jour) sur micro-système et mini-système IBM 34 en langage BASIC et COBOL.
- A l'issue du stage, les auditeurs ayant réussi leur examen de sortie, recevront de l'une de nos sociétés, une proposition d'embauche aux conditions normales de rémunération de la profession.

Toute demande de renseignements pourra être fournie par téléphone en appelant M. ROIGT au 355 60 90.

Plan Chamics

FORMATION-INFORMATIQUE
GARANTIE D'EMPLOI
(PAR CONTRAT)
SAPIAS FORMATION
forme
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
qui recevront
une formation privée (4 mois)
très complète
(COBOL, BASIC, TELETRAITEMENT)
BAC - Adresser C.V. lettre manuscrite au responsable
SAPIAS FORMATION
121, rue de Tocqueville, 75017 PARIS
Tél. : 380.36.47 766.04.34 Poste 573 ou 388

delt's

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

PROFESSEUR D'ESPAGNOL EXPÉRIMENTÉ pour service partiel ÉCOLE PRIVÉE PARIS EST. Tél. 353-32-10.

DOCUMENTALISTE

(H. ou F.)
Bonne connaissance des problèmes économiques indispensable.
Habitué au dépouillement des journaux. Pratique de l'anglais et de l'allemand souhaitable.
Écrire : S.G.P., 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

Couple avec deux enfants cherche jeune fille au pair.
Téléphoner au 599-26-43 ou écrire M. CALLIER, 16, rue des Écureuils, 94440 Villecresnes.

capitaux - propositions commerciales

Maison d'édition anglaise, productrice de cours d'anglais supérieur à système unique assisté par micro-ordinateur et propriétaire d'une marque déposée utilisée dans 42 écoles de langues sous une formule de franchise très nouvelle dans un pays de la C.E.E. recherche:

ASSOCIÉ GESTIONNAIRE
(Responsable du Marketing et Directeur Général)

pour une société devant être créée en France pour la distribution du cours de langue—directe ou par intermédiaires—et l'établissement d'une chaîne d'écoles de langues. L'associé responsable du marketing sera chargé de la promotion et de la distribution du cours de langue et du micro-ordinateur et devra coordonner la création de la chaîne d'écoles. Il doit être en mesure d'investir $100.000 à $200.000. Bonne expérience de marketing indispensable, pas nécessairement dans le domaine de l'enseignement, en échange de possibilités exceptionnelles. Veuillez écrire, téléphoner ou télexer à:

PROJECTA SALES LTD. 23 Golden Square, London W1R 3PA
tel: 01-734-9537 telex: 8812703 LONSEC G
ou à:
CLIP 80 Ave. de la Grande Armee, Paris 75017
tel. 574-23-19 telex: CLIP 660261

secrétaires

Société de Conseil en Informatique (Paris-9e)
recherche

SECRÉTAIRE ASSISTANTE

Ayant l'habitude réelle d'un travail administratif autonome et capable de réflexion et d'initiative.
Expérience (au moins 2 ans), niveau BTS et bonne culture générale sont indispensables.

Adresser lettre manusc., C.V., photo et prét. s/réf. 2173 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ, 2, rue Marengo, 75001 PARIS qui transm.

Radiologue rech. urgent Secrétaire expérimentée et pouvant manipuler. Tél. : 784-74-44.

SOCIETE DU 13e ARRONDISSEMENT
recherche

SECRÉTAIRES DE DIRECTION COMMERCIALE

SECRÉTAIRES STÉNO-DACTYLOS

Envoyer candidatures avec C.V. s/nº T 035336 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur
75002 PARIS.

FAUGÈRE ET JUTHEAU S.A.
Sté de courtage assurances établie Paris-8e, recherche

SECRÉTAIRE

STÉNODACTYLO confirmée.
Anglais indispensable. Tél. pr R.-V. 268-15-00, p. 32-63.

SOCIÉTÉ DU 13e ARRONDISSEMENT
recherche

SECRÉTAIRES DE DIRECTION COMMERCIALE

SECRÉTAIRES STÉNO-DACTYLOS

Envoyer candidature avec C.V.
Écrire sous nº 035335 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur
75002 Paris

cours et leçons

Jeune femme préparant agrégation donne cours français, allemand, révision. Téléphoner le soir 209-12-24.

Jeune licenciée Université de Londres donne cours d'anglais part. tous niveaux Lucie Morgan, 274-53-58 de 18 à 20 h.

information divers

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour informat., écrire CIDEM M, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon, 75429 Paris Cedex 09.

automobiles

ventes

plus de 16 C.V.

Part. vend COUPE BMW 635, 1981, 40.000 km, parfait état, équipement complet. Px argus. Tél. : 280-63-23, poste 201, heures bureau.

divers

Vds poste émetteur-récepteur CB Sideborder VI (AM. BLU) + alimentat., 7 amp. + 2 micros pré-ampli tuner + 3 B.
1 antenne voiture Mounraker, 1 antenne de toit Sigma IV, 30 m de co-axial, 1 tosmètre. Prix 4.500 F. Tél. 781-68-68.

---

les annonces classées
Le Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 12 h. 30
de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01

DEMANDES D'EMPLOIS

H.E.C. 27 ans, expert-comptable, mémorialiste, cherche poste à responsabilités en cabinet en vue association.
Ecr. s/nº 2.942 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 28 ans, célib., chargée d'études, 4 ans expér. immob., rech. emploi études et contacts ds immob., urbanisme, amén. touristique, ts sect. géogr.
Écrire sous le nº 9.057 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ING. Gde École et IAE
Expérience Hyg. et Sécurité, compulse anglais - allemand, évent. espagnol-italien, cherche activ. compl. ou principale.
Ecr. s/nº 8.908 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H., 37 ans, licencié en droit. 16 ans expérience administr. et finance, ch. situation stable.
Ecr. s/nº 2.965 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Succes. de DG ou DGA
Contrat solidarité par EX
H.E.C.
37 ans, expérience réussie redressement et direction générale, entreprise de services de 145 personn., dont 50 cadres, financier, gestionnaire, expér. export et gestion personnel haut niveau, anglais total, opérationnel, disponible rapidement province.
Ecr. s/nº 2.973 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre assur. 60 a. en chôm. écon. CAP en droit BP assur. cher. emploi fin. admin. docum.
Ecr. s/nº 2968 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. attachée communale 2e cl. lic. droit pub ch. mutation dans commune du 93 ou 95.
Ecr. s/nº 2963 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Je cherche une entreprise qui accepterait d'employer décemment
1 INGÉNIEUR T.P.
de 33 ans, chômeur depuis 2 ans, contrat, matière financière, suivi de chantiers à l'étranger. Très sérieux. Daniel Zanone, 46, bd de l'Hôpital, 75013 Paris. Tél. : 331-26-79.

CADRE expérimenté, 59 ans, spécialiste caoutchouc ch. poste Direction Commerciale Paris ou banlieue Ouest.
Écrire sous le nº T 035.442 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VOUS RECHERCHEZ :
1 COMMERCIAL
Je vis de ce mét. dep. dix ans. T. 651-62-95 de 9 à 19 h.

5 ans d'expérience et de sous-emploi, secteur collect. locales, équipement, cherche poste responsabilité, Presse, Édition, communications.
Écrire sous le nº 035.294 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Orthophoniste, 31 a., exp. variée, étudie toutes propositions d'exercice Paris et banlieue. T. 307-03-18 de 12-14 h.

38ans, Tunisien diplômé d'État d'étude sup.de l'institut de commer. internat. de Paris. Formation compl. en gestion, trilingue anglais, arabe, 14 ans d'expér. internationale dont 5 de direction commer. export avec Proche et Moyen-Orient. Cherche situation en rapport.
Écrire sous le nº 035.206
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Traductrice indépendante juridique/littéraire.
Angl. + dact. T. 554-04-11.

Espagnol 27 a. résid. à Paris, Études supér. Lic. psychologie. Recherche
EMPLOI
en cabinet de psychologue ou hôpitaux ou sté. Donnerait cours espagnol enfants adultes. Garde enfants.
Reçoit toutes propositions
T. 012-08-64-283-21-72 le s.

Dame, FORMAT. JURIDIQUE. Parfaite maîtrise français-anglais, parlant couramment arabe. notions allemand, souhaite collaborer avec Conseil Juridique.
Écrire sous le nº 35.364 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Diplômée E.S.C.A.E., 22 ans, angl., all. cour. et comm. ch. poste marketing, études ou assistante chef de produits région parisienne. T. 959-31-90.

Jeune Femme diplômée, 31 ans, spécialisée en gestion des fichiers informatiques, 6 années d'expérience. Banque de données, liaison entre utilisateurs et SSCI etc... cherche emploi. Téléph. : 685-96-41 le soir.

Jeune Homme, 25 ans, maître en droit privé, D.E.S.S., fiscalité appliquée, cherche poste de FISCALITÉ. Écrire à : M. TULEAU, 8, Chemin Latéral du Nord. 94500 Champigny.

Diplômé universitaire technologie mesures physiques 28 ans, 2 ans d'expériences profes. connaissant langage A.P.L. cherche place stable.
Écrire sous le nº 035319 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

POSTE A L'ÉTRANGER
Diplômée enseign. sup., 30 ans, célibataire, parfait bilingue anglais, russe courant, rech. poste à responsabilités pays étranger. Disp. rapide.
Ecr. s/nº 2.983 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. H., 28 ans, SC-PO, Maît. droit, dess. gest. Angl., all. + EXP. 3 ans, indust., cadre gest. pers. Sec. génal et UD. Tt. prop. Pr. outre-mer. T. (16) 86-61-25-75.

Jeune Fille 21 ans, DUT, carrières de l'information, option documentation (1982 - Dijon), cherche place stable ou remplacem. France. Mlle Nathalie Changarnier, rue du Temple, 07140 LES VANS. Tél. 16 (75) 37-32-67.

ESC. 34 ans expert-comptable mémorialiste, 10 ans exp. dt 5. O.M. cons. fin. redrest. cptes, contrôle assist. rech. poste à responsabilité en cabinet ou entreprise France et/ou étranger. Libre de suite.
Ecr. s/nº 2.976 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JEUNE HOMME 23 ANS
Expérience cabinet 1 an, DUT gestion, dégagé O.M., recherche emploi
COMPTABLE
Écr. nº 42.482, CONTESSE, publ. 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmet.

CADRE DE VENTE EXPORT, 30 ans en activ. form. commer. intern. tril. angl./allem. 8 ans, R.F.A., G.-B., ch. poste à resp. exp., prov. étud. ttes propos.
Écrire sous le nº 9031 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

PRINCIPALE ADM. DE BIENS Cadre service copropriété sérieuses références 20 ans d'expérience, recherche situation stable libre de suite. Écrire Nº 416 L.C. 31, rue de la Rochefoucauld 9e.

Professeur d'anglais, 39 ans, expérimenté, licence D.E.S., cherche poste Paris, Province. Téléphone : 364-29-01.

Fme cadre gestion ESC anglais, 20 a. expér. assurerait direction admin. et contr. gestion PME. Téléphone : 343-58-03 mat.

ETUDIANTE ch. garde d'enfants, 4 soirées/sem. (16 h 30-19 h) et soirées de week-end. Tél. : 739-90-06 journée.

CADRE 35 ans spécialiste
ÉNERGIES NOUVELLES
recherche
poste à responsabilités ccial. tech. et gest. Écrire Jacky ROMAT, bât. F 8, la Petite-Garenne, 16000 ANGOULEME.

GÉOGRAPHE, J.F. 26 ans, docteur en aménagement régional, environnement. Étudie toutes propositions. Accepterai stage de formation.
Ecr. s/nº 2.958 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JNE DIRECT. DE SOCIÉTÉS Patron de tempérament et d'expér. ayant réussi redressement P.M.E. secteur Bât., T.P., Transport, mais capable direct. effic., dynamique et imagin. ts secteurs d'activité, ch. direct. gle, ccialo, financ., Société moyenne, localis. indiff., form. Gde Ec. COPRAH, 7, pl. Saline, 57260 DIEUZE (8) 786-03-00.

CHEFS D'ENTREPRISE
vous recherchez débutants ou confirmés
HEC - ESCP
IEP, SC. ECO, IAE, DECS rigoureusement sélectionnés
AFIPEC : 236-16-15

CORRESPONDANT DE PRESSE Parfaitement bilingue, diplômé en journalisme, hautes études sociales et internationales ch. emploi. Tél. : 363-73-48.

L'immobilier

appartements ventes

5e arrdt

NEUF CONSTRUCTION EN COURS
Livraison fin 1982
1 et 3, R. POLIVEAU
29 APPARTEMENTS DE TRÈS GRAND LUXE du 2 au 5 pièces et duplex-terrasses.
de 13.000 à 15.000 le m². Ferme et définitif.
APPARTEMENT TÉMOIN tous les jours de 14 h à 19 h sauf mercredi et dimanche.
AWI - Tél. : 267-37-37.

6e arrdt

ODÉON CARACTÈRE
3 P., 80 m², asc. 354-42-70.

15e arrdt

PARIS-15e
Appartem. 83 m² + cave, grand balcon, expos. sud, 2e étage, bel immeuble pierre de taille, rue calme, sans vis-à-vis, salon, salle à manger, 2 chbres, bain, w.-c., cuis. équipée, porte blindée, couloir, chauff. centr. individuel.
Prix : 950.000 F
T. 783-49-61, entre 18-20 h.

Plus que quelques
STUDIOS NEUFS à 225.000 F
RÉSID. « CÉLIBATAIRES 7 »
contigué à HOTEL MERCURE
PARIS-VANVES
10, rue du Moulin.
Visite sur place de 10 h à 16 h (sauf mercredi et dimanche)
Tél. : 642-53-78.

17e arrdt

45, AV. DE VILLIERS
Mº MALESHERBES
RÉHABILITATION PRESTIGE
Anciens ateliers d'artistes restructurés en
DUPLEX AVEC LOGGIAS
DE 2, 4 ET 5 PCES
+ quelques STUDIOS
LUXUEUSES PRESTATIONS
Visites lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 12 h à 18 h.
LIVRAISON IMMÉDIATE

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE
Mº JAURÈS, BEAU DUPLEX, 100 m², Tél. : 603-29-51.

BOULOGNE
PRÈS BOIS, 4 PIÈCES, 90 m². Tél. : 603-29-51.

Particulier vend directement
PUTEAUX-DÉFENSE
appartement 4 pièces, 107 m². Aménagements importants. Tél. : 775-28-47.

appartements achats

Urgent avant le 15-10 achète comptant 1 à 4 pièces Paris. Tél. : 504-25-04.

Pour clients sérieux. PAIE COMPT. APPTS. ttes surf., et IMMEUB. à Paris 15e et 7e. JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e. 566-00-75.

Recherche 1 à 2 pièces, Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. Tél. 873-20-87. même le soir.

viagers

Etude LODEL, 35, bd Voltaire, PARIS-11e. Tél. : 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine, 75008 Paris rech. pr Clientèle étrangère et diplomates, APPARTS, HOTELS PARTIC. et VILLAS PARIS ou Ouest résiden. **562-78-99**

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pav. ttes banl. Loyer garanti 8.000 F. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 Pces LOYERS GARANTIS par Stés ou ambassades. : 281-10-20.

Etablissement d'enseignement commercial supérieur recherche pour ses étudiants chambres, studios, 8e, 17e, Levallois ou Neuilly. Tél. du lundi au vendredi, de 10 à 12 h et de 15 à 17 h, au 270-34-80 ou 731-25-96.

bureaux

Locations

VOTRE SIEGE SOCIAL
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de sociétés.
Démarches et tous services.
Permanence téléphonique.
355-17-50
MEMBRE F.F.E.D.

EMBASSY-SERVICE
rech. pour IMPLANTATIONS FILIALES Stés ETRANGERES bureaux achat ou location. Quartier affaires - 562-62-14.

Domiciliations : 8e-2e.
SECRETARIAT. TEL. TELEX. Loc. bureau, toutes démarches pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 261-80-88 +

VOTRE BUREAU OU DEPUIS 150 F/MOIS
Domiciliation + Services
SARL Artisans - 296-36-74.

locaux commerciaux

BON 12e
Immeuble pierre de taille murs de
11 BOUTIQUES
occupées en divers commerces.
BON RAPPORT
de 70.000 à 180.000 F.
Tél. 524-22-45 et 742-25-12.

immeubles

Buttes-Chaumont
Petit immeuble, 5 locataires
Prix 900.000 F.
Jean Feuillade - 566-00-75.

villas

MANOSQUE (PRÈS)
Villas nves à part. 323.000 F.
Créd. PAP poss. 285-71-82.

immobilier information

INFORMATION LOGEMENT
Un service gratuit interprofessionnel et interbancaire pour tout achat d'appts et de pav. neufs. Renseignements sur de nombreux programmes PAP et prêts conventionnés.
525-25-25
49, av. Kléber, 75116 Paris.

INFORMATIONS « SERVICES »

VIVRE A PARIS

Une heure et demie sur la piste verte

L'acte de naissance des postes cyclables dans Paris sera signé le 16 septembre prochain. A cette date, sur trente kilomètres de chaussée dans la capitale des bandes vertes délimiteront des couloirs de 1,50 mètre de large.

Une signalisation au sol (flèches, silhouettes de cycliste) sera doublée par des panneaux et par une campagne d'affichage. Il sera demandé aux automobilistes et aux cyclistes de jouer le jeu de ces pistes.

Montée et descente des Champs-Élysées, Concorde, boulevard Saint-Germain, pont Sully, place de la Bastille et rue de Rivoli : une belle boucle qui laisse perplexe celui qui descend de selle après avoir testé, une heure et demie durant, le nouvel itinéraire vert.

Et d'abord pourquoi bouder son plaisir ? Remonter les Champs-Élysées depuis la Concorde, bien calé dans cette piste qui longe le trottoir sous les arbres, est un vrai plaisir. Le tapis d'asphalte, qui a été déroulé entre les bandes vertes à la Concorde ou rue de Tilsitt, évite que les pavés transforment votre guidon en marteau piqueur. Bravo !

Pourtant, il faut exprimer plusieurs « mais » à l'égard de cette tentative de la Ville de Paris de rendre aux cyclistes un petit bout de ce macadam dont ils ont été peu à peu évincés ou, du moins, qu'ils aimeraient retrouver.

La piste verte, c'est bien, mais c'est facultatif. Certes, les automobilistes ignorent encore officiellement la signification des bandes nouvellement posées sur la chaussée, mais les respecteront-ils alors qu'aucune sanction ne viendra frapper l'usage abusif de cette voie protégée ? Actuellement, c'est la foire d'empoigne : les « quatre roues » ignorent superbement le couloir cyclable ; les « deux roues » s'en moquent, et nous n'avons vu que deux d'entre eux en suivre le tracé. Quant au stationnement, il envahit la piste sur la quasi-totalité de la partie haute des Champs-Élysées. Rue de Rivoli, les autocars de tourisme s'y garent en double file. Devant les bureaux de l'Aeroflot, les services de police y ont installé des barrières et, face à l'hôtel Crillon, les limousines avec chauffeur l'occupent sans vergogne...

Deuxième défaut : la piste a été tracée en pointillé. Elle s'efface devant les arrêts de bus et aux croisements, par exemple au début et à la fin du boulevard Saint-Germain. Elle disparaît inexplicablement sur certains tronçons comme le pont Sully, la place de la Bastille ou la rue Saint-Antoine.

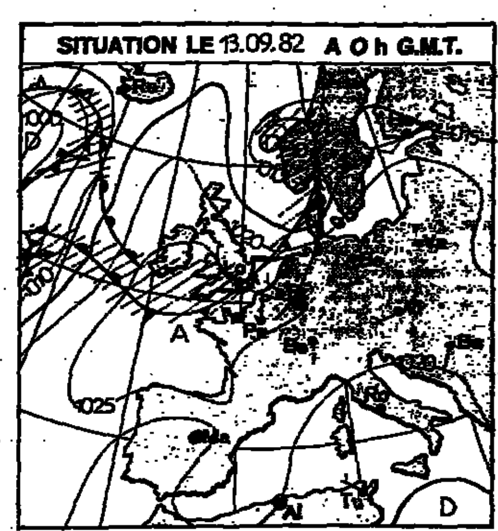
Troisième critique : le couloir des vélos se trouve très souvent coincé entre celui des autobus et taxis et la chaussée principale. Certains éprouveront peut-être quelque ivresse à pédaler exactement au centre de la rue de Rivoli, mais les autres ressentiront surtout le désagrément d'être frôlés en permanence et des deux côtés par des bolides qui n'hésitent pas à vous couper la route. On est tellement mieux contre le trottoir, à droite de la chaussée !

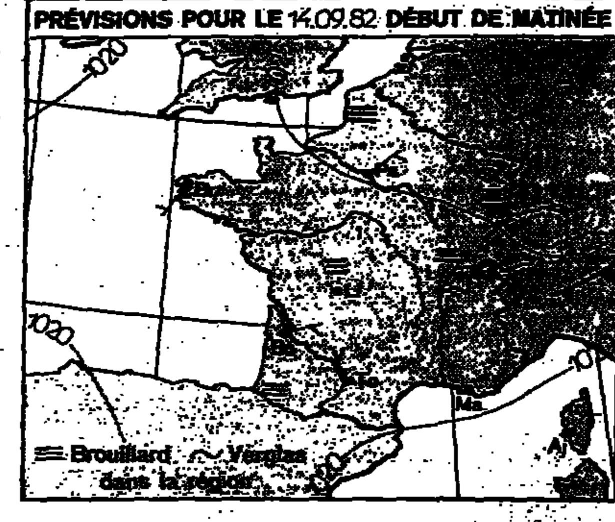
On ne peut s'empêcher d'éprouver un sentiment de soulagement en retrouvant des voies sans piste : au moins, là, le cycliste ne se sent pas prisonnier d'un couloir qui l'enferme sans le protéger (quelle peur, place de la Concorde !) et qui le mène sans vraiment le guider. En fait, le cycliste parisien préférera souvent aux voies cyclables ainsi balisées les ruelles qui contraignent les conducteurs à une vitesse modérée et dans lesquelles il ne se trouve jamais très loin du trottoir.

Cette expérience en cours illustre la quadrature du cercle que représente la circulation urbaine : seule, une séparation des courants de circulation des véhicules individuels, des transports en commun, des deux roues, des piétons, apporte sécurité et cohérence, mais l'exiguïté du réseau routier ne permet pas de l'obtenir. Les pistes cyclables de la capitale sont donc obligées de composer avec trop de contraintes pour être autre chose qu'un coup de chapeau sympathique à un moyen de transport qui aura, décidément, bien du mal à se faire sa place au soleil.

ALAIN FAUJAS.

MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 14 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le lundi 13 septembre à 0 heure et le mardi 14 septembre à 24 heures :

Persistance d'une zone de hautes pressions de l'Atlantique à l'Europe occidentale. Les perturbations se sont rejetées vers les îles britanniques.

Mardi, la plupart des régions seront dans le brouillard, au lever du jour. Brouillards denses sur l'Aquitaine, le Centre, la région parisienne et le Nord-Est. Au cours de la matinée, les brumes et les brouillards se dégageront assez lentement. Le soleil apparaîtra progressivement sur l'ensemble du pays avant midi.

L'après-midi sera chaud et ensoleillé en toutes régions : 23 à 25 degrés sur la moitié nord, 28 à 30 degrés sur la moitié sud.

Tout juste quelques petits nuages passagers près de la Manche, en Alsace et sur la Corse, nuages isolés qui laisseront tout de même une impression de beau temps.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 13 septembre à 8 heures, de 1025,4 millibars, soit 769 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 12 au 13 septembre) : Ajaccio, 26 et 16 degrés ; Biarritz, 23 et 16 ; Bordeaux, 27 et 13 ; Bourges, 29 et 12 ; Brest, 21 et 14 ; Caen, 23 et 14 ; Cherbourg, 18 et 15 ; Clermont-Ferrand, 27 et 11 ; Dijon, 28 et 14 ; Grenoble, 25 et 13 ; Lille, 26 et 14 ; Lyon, 25 et 13 ; Marseille-Marignane, 30 et 18 ; Nancy, 27 et 11 ; Nantes, 24 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 29 et 20 ; Paris-Le Bourget, 28 et 14 ; Pau, 25 et 16 ; Perpignan, 29 et 23 ; Rennes, 23 et 15 ; Strasbourg, 27 et 12 ; Tours, 28 et 12 ; Toulouse, 27 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 16 degrés ; Amsterdam, 20 et 15 ; Athènes, 30 et 21 ; Berlin, 22 et 13 ; Bonn, 26 et 11 ; Bruxelles, 25 et 15 ; Le Caire, 33 et 23 ; îles Canaries, 26 et 20 ; Copenhague, 17 et 11 ; Dakar, 32 et 26 ; Djerba, 28 et 22 ; Genève, 25 et 11 ; Jérusalem, 28 et 18 ; Lisbonne, 34 et 22 ; Londres, 23 et 7 ; Luxembourg, 25 et 14 ; Madrid, 31 et 15 ; Moscou, 15 et 9 ; Nairobi, 26 et 13 ; New-York, 26 et 18 ; Palma-de-Majorque, 30 ; Rome, 29 et 17 ; Stockholm, 17 et 11 ; Tozeur, 32 et 18 ; Tunis, 29 et 19

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 15 SEPTEMBRE

« Notre-Dame de Paris », 14 h, façade portail central, Mme Bouquet des Chaux.

« La sculpture romane », 15 h, musée des Monuments français, Mlle Garnier-Ahlberg.

« Ville-jardin d'Ivry », 15 h, métro Mairie-d'Ivry, M. Guillier.

« Hôtel de Sully », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, Mlle Oswald.

« Saint-Eustache et son quartier », 15 h, entrée rue du Jour, Mlle Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« Art et religion en Egypte », 15 h, le Louvre, porte Champollion (Approche de l'art).

« Le Palais de justice », 15 h 30, métro Cité, M. Czarny.

« Hôtel de Lauzun », 15 h, métro Pont-Marie, Mme Moutard.

« Cités d'artistes, jardins secrets de Montmartre », 15 h, métro Abbesses, Mme Raguéneau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les Carmes », 15 h, 70, rue de Vaugirard, Mme Hager.

« Demeures et jardins de la nouvelle Athènes », 15 h, 14, rue de la Rochefoucault, M. Jaslet.

« Esotérisme, médiums et spirites du Père-Lachaise », 13 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise, V. de Langlade.

« L'île de la Cité depuis Lutèce », 14 h 30, poste de l'Hôtel de Ville (Paris autrefois).

« Maisons du Moyen Age autour de Maubert », 14 h 30, église Saint-Nicolas-du-Chardonnet (Paris pittoresque et insolite).

« La Mosquée », 15 h, place du Puits-de-l'Ermite.

« Quartier Saint-Sulpice », 15 h, portail Saint-Sulpice (Paris et son histoire).

« Hôtels, églises, ruelles du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Vieux quartiers de la Cité », 14 h 30, Pont-Neuf, statue de Henri IV, E. Romann.

« Le Père-Lachaise », 14 h 45, métro Père-Lachaise (Tourisme culturel).

« Hôtels de Sens, d'Aumont, de Brinvilliers », 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV (Le vieux Paris).

FERMETURE DE LA RUE AUBER. – Depuis le 5 juillet dernier, la rue Auber (9e arrondissement) est fermée à la circulation et ce pour une durée d'environ un an.

La R.A.T.P. a, en effet, entrepris la réfection des couvertures métalliques des stations « Havre-Caumartin » et « Opéra » de la ligne 3 (Pont-de-Levallois-Gallieni).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 12 septembre :

DES DÉCRETS

• Relatif à la compensation des coûts salariaux résultant pour les employeurs des départements d'outre-mer de l'augmentation du salaire minimum de croissance au 1er juillet 1982.

• Modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au travail temporaire.

UN ARRÊTÉ

• Fixant les modalités de destruction des armes classées dans les 1re ou 4e catégories (armes de guerre et de défense).

BREF

AUTOMOBILE

LES RESPONSABILITÉS DES GARAGISTES

Même non fautifs, les garagistes portent la responsabilité des dégâts causés aux voitures qui leur sont confiées pour réparation... Ainsi, l'automobiliste dont le véhicule est cabossé (ou incendié) dans l'atelier du réparateur peut légitimement se retourner contre ce dernier pour se faire indemniser... Une seule exception : le cas de force majeure, c'est-à-dire l'accident imprévisible et inévitable. Exemple : la foudre tombe sur le garage et endommage les voitures entreposées...

La Cour de cassation, indique le Centre de documentation et d'information de l'assurance, a confirmé cette règle : l'artisan est responsable de l'incendie qui détruit une voiture stationnée dans son établissement, même si l'origine du sinistre demeure inexpliquée.

De même, les automobilistes ont toute latitude de se retourner contre les garagistes (eux-mêmes ou leur personnel) qui ont commis une faute ayant entraîné un incident mécanique (remplissage du réservoir avec un carburant inadéquat) ou un accident (serrage insuffisant des écrous lors d'un changement de roue)...

Enfin, les vendeurs sont, bien entendu, responsables des vices cachés des véhicules qu'ils proposent. Dans la plupart des cas, les magistrats estiment qu'un professionnel ne peut ignorer les imperfections du produit qu'il vend.

Lorsque l'assurance de l'automobiliste garantit les dommages causés (vol ou incendie de la voiture, collision...), l'assureur indemnise la victime et récupère ensuite, auprès du responsable (ou de son assureur), la somme versée. En outre, le contrat de responsabilité civile professionnelle du garagiste intervient pour dédommager le client (ou rembourser l'assureur de celui-ci).

DOCUMENTATION

ATTACHÉS DE PRESSE. – L'annuaire 1982 de l'Union nationale des attachés de presse professionnels de la communication vient de paraître. Trois cent cinquante adresses de responsables de presse de tous les secteurs.

★ 65, rue d'Amsterdam, 75008 Paris ; tél. : 874-08-59.

FORMATION PERMANENTE

CONNAISSANCE DES PLANTES MÉDICINALES. – Le CERPLAM (Centre d'enseignement et de recherche sur les plantes médicinales) dispense à Paris un enseignement d'initiation à la connaissance des plantes médicinales, de leurs propriétés et mode de prescription. Appuyé en cela par la Fédération nationale des herboristes et bénéficiant d'un agrément de la formation permanente, le CERPLAM propose plusieurs formules de cours hebdomadaires et de week-end.

★ Renseignements contre cinq timbres à 1,80 F au CERPLAM, 8, rue de Saintonge, 75003 Paris.

RÉTROMANIE

FOIRES ET SALONS. – Salon des antiquaires, jusqu'au 19 sept. *Paris* : L'art et l'oiseau : Louvre des antiquaires, jusqu'au 10 octobre, et Salon des vieux papiers à la Bastille, 17-20 sept. *Saint-Louis* (68) : 17-20 sept. *Marchenoir* (41) : 19 sept. *Lagny* (77). *Gien* (45) : 20-23 sept. *Montauban* (82) : 22-26 sept. *Paris-Grand Palais* : XIe Biennale des antiquaires, 23 sept.-10 oct. *Paris-porte de Pantin* : Foire à la ferraille et aux jambons, 24 sept.-3 oct. *Chatou* (78) : Foire nationale à la brocante et aux jambons, 24 sept.-3 oct. *Epernay* (51) : 24-26 sept. *Jarzé* (49) : Foire à la brocante, aux vins et aux fromages : 3 oct.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3275

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I II III IV V VI VII VIII IX X XI

HORIZONTALEMENT

I. Tenue pour dîner mondain ou repas de nourrisson. – II. Tel le visage du Chevalier à la Triste figure. Note. – III. Première couche. – IV. Alternative. Cousin du maki dans le maquis malgache. – V. Part d'héritage. Bénéficia d'une restauration après avoir été cassé. – VI. Dispensateurs œuvrant pour la richesse des beaux ares. – VII. Forme d'avoir. Haut lieu où brillent les étoiles. – VIII. Spécialiste dans l'adaptation des pièces. – IX. D'où nous viennent souvent les échos de la Marche Lorraine. Confondu. – X. Filet à papillons. – XI. Participe régulièrement aux festivals de Cannes. Plus le péril est grand, plus elle est froide.

VERTICALEMENT

1. Effectué sans frein, il mène tout droit à la pénurie d'essences. – 2. Loin de s'affaiblir quand elle dégénère. Pour qui la liberté d'expression n'est pas un vain mot. – 3. Ses arrêts ne sont pas sans appel. Exposition commerciale. – 4. Des Avars ne l'ont pas épargné. – 5. Le plus tendre est le plus solide. Centre de formation pour enfants. – 6. Personnage de tête, dans tous les acceptions du mot. Petit bras n'ayant pas peur d'affronter les gros. – 7. Sigle d'une union où l'on se retrouve entre camarades. La grande presse. – 8. Personnel. Vieille bête. – 9. Évocateur de figures de bronze sur fond d'azur. Vieux caïd du marché noir.

Solution du problème n° 3274

Horizontalement

I. Embouteillage. – II. Iota. Andouilles. – III. Sissonne. Raide. – IV. Et. Ingéniosité. – V. Nids. Eat. Sels. – VI. Ses. Angine. WC. – VII. Tantôt. An. Fée. – VIII. Es. Énergie. In. – IX. Icône. Niçoise. – X. Nosémose. Non. SS. – XI. Ré. Pr. Guet. – XII. Épilogue. Ares. – XIII. Vil. Ta. Dextre. – XIV. Éoliennes. Oie. – XV. Nègres. Tocards.

Verticalement

1. Eisenstein. Ève. – 2. Moitié. Scorpion. – 3. BTS. DST. Oseille. – 4. Oasis. Acné. IG. – 5. On. An. Empoter. – 6. Tangente. Organe. – 7. Ennéagones. NS. – 8. Identité. Egède. – 9. LO. RN. Est. – 10. Lu. Oléagineux. – 11. Airs. Nicot. Toc. – 12. Glaise. Eon. Aria. – 13. Élite. Créer. – 14. Edelweiss. – 15. Osé. Scènes. Sens.

GUY BROUTY.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.	273 F	442 F	611 F	780 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	533 F	962 F	1 391 F	1 820 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	313 F	522 F	731 F	940 F
II. – SUISSE, TUNISIE	386 F	667 F	949 F	1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

économie

CONJONCTURE

L'atout franc

(Suite de la première page.)

La politique de rigueur inaugurée par la France depuis le deuxième réajustement monétaire de l'ère Mitterrand s'est tournée franchement vers la lutte contre l'inflation et une certaine compression des dépenses budgétaires. La défense du front extérieur n'a pas été organisée avec la même vigueur. Nous naviguons toujours dans la zone des déficits plus ou moins « exécrables ». Plus parlante encore que les chiffres, pour l'opinion, a été la nouvelle qu'en juillet, pour la première fois, la France a acheté plus d'automobiles à l'étranger qu'elle n'en a vendu.

Le client est roi

Ne nous laissons pas prendre aux formules. La « reconquête du marché intérieur » ne se décide pas par décret, sauf si l'on voulait signifier par là qu'il est urgent d'appliquer un système protectionniste à notre pays. Il est désolant que la France, pays de culture, ne fabrique presque plus ses instruments de musique ; pays de forêts, qu'elle achète ses meubles à l'étranger ; pays de grosse production agricole et d'élevage, qu'elle se fournisse trop encore en produits alimentaires au-delà de nos frontières ; pays de matière grise, qu'elle ait dû abandonner à des concurrents lointains certaines technologies de pointe...

Reconstruire des « filières », comme on dit, pour essayer de remédier à ces anomalies, très bien, mais il ne faut pas se méprendre. Le client reste roi, et l'effort de volonté des pouvoirs publics pour remettre un certain nombre de choses en place ne dispensera pas de retrouver la règle élémentaire du rapport qualité-prix pour un produit. Tant que nos industries – peu importent les raisons : surcharges sociales, fiscales, ou mauvaise gestion – produiront plus cher que nos voisins des articles de standard comparable, les plus beaux plans de « politique industrielle » ne serviront à rien.

En revanche, l'effort que la France consent enfin sur la recherche industrielle est, lui, un pas décisif dans la bonne direction, celle de la reconquête de la compétitivité, pas seulement à l'intérieur de nos frontières mais sur les marchés extérieurs. Sans doute, les fruits ne seront pas cueillis demain, mais, en attendant, il est des initiatives qui seraient rapidement « payantes ».

Prenons deux exemples :

1) Le développement de ce qu'on appelle le « capital-risque », qui permet d'aider le financement en fonds propres de petites entreprises de technologie avancée. Il n'y a pas de quoi être fier lorsqu'on compare les résultats obtenus aux Etats-Unis, grâce à ces techniques de soutien aux plus performants et ceux que l'on enregistre ici, malgré des efforts qui vont dans le bon sens et qui se révèlent déjà fructueux (2) ;

2) Notre infirmité sur le chapitre des brevets est proverbiale. La couverture de nos achats par nos ventes est de l'ordre de 50 %. Les recommandations ont été faites récemment dans un rapport présenté par M. Saint-Cricq devant le Conseil économique et social (3). Seront-elles suivies d'effet ?

Importer moins est un objectif qui peut être poursuivi sans tomber pour autant dans le colbertisme. Exporter davantage est une entreprise plus nécessaire, et, sans doute, encore plus difficile. De 1970 à 1980 (à part une petite grimpette de 10 % durant la période 1974-1975), la part de la France sur le marché mondial a été très stable. Ce qui, comme le reconnaît M. Jacques Mistral (4) illustre le maintien de la compétitivité des grands exportateurs face à une concurrence avivée.

En revanche, durant la même période, et toujours en volume, le taux de pénétration des produits étrangers en France est passé de l'indice 100 à l'indice 180. En s'ouvrant, notre pays a montré la fragilité de notre tissu industriel.

Redonner du muscle à notre industrie permet donc de gagner sur les deux tableaux, intérieur et extérieur, et de rendre à notre monnaie un atout sans lequel ce serait toute la politique du nouveau gouvernement qui serait remise en question.

Le secteur public élargi devrait tenir une place de premier plan dans la restauration de notre commerce extérieur, si l'on sait qu'une centaine d'entreprises seulement assurent près de la moitié de nos ventes à l'étranger. Ce qui veut dire aussi qu'il reste du champ pour l'amélioration des résultats des intervenants « moyens », qui réalisent tout de même le quart de nos échanges, et d'une poussière de « petits », qui font le reste. Parmi les tâches les plus urgentes, c'est sans doute le renforcement de nos implantations commerciales à l'étranger qui est à souligner.

Nous vivons dans une période où il faut de plus en plus, en effet, aller vers le client. Ainsi, l'Allemagne, qui est notre premier acheteur à l'étranger, souffre toujours de stagnation économique, et, en volume, nous avons exporté moins vers notre voisine d'outre-Rhin durant le premier semestre 1982 que pendant les six premiers mois de 1981. Il faut donc s'attendre à un déficit record sur l'ensemble de l'année, puisque les Allemands, eux, ont profité pour leurs achats en France durant le premier semestre 1982 de la relance décidée par le gouvernement de M. Mauroy, et cela malgré la dévaluation du franc de 8,5 % vis-à-vis du deutschemark en octobre 1981.

La nouvelle « ligne bleue des Vosges », c'est maintenant le déficit du commerce extérieur. On ne pourra le réduire que graduellement, mais tout doit être entrepris pour que cette tendance s'affirme sans discontinuer. Il y va de la crédibilité du franc, du programme de redressement du gouvernement, et donc de la gauche.

PIERRE DROUIN.

(2) Lire l'article de M. B. Larrera de Morel, président de Sofinnova dans *le Nouvel Economiste* du 6 septembre 1982.

(3) Cité par Bruno Dethomas dans *le Monde* daté 5-6 septembre 1982.

(4) Article publié dans un livre qui vient de paraître à l'initiative de M. Henri Bourguinat : « Internationalisation et autonomie de décision, Editions Economica, 1982.

● **M. Loïc Hennekinne, conseiller des affaires étrangères de 1re classe, a remplacé M. Louis Gallois comme directeur de cabinet de M. Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie.**

[Né le 20 septembre 1940 à Cauderan (Gironde), M. Loïc Hennekinne est ancien élève de l'École nationale d'administration. Entré au ministère des affaires étrangères en 1966, il allait, après trois ans à la direction Europe, occuper les postes de premier secrétaire à Saigon puis à Santiago-du-Chili (de 1971 à 1973). M. Hennekinne allait travailler ensuite pendant cinq ans à la direction des affaires étrangères du Quai d'Orsay. Délégué dans les fonctions de sous-directeur en 1978, il part ensuite pour Tokyo comme ministre-conseiller. En septembre 1981, il est nommé délégué à l'action extérieure au ministère de l'industrie.]

● RECTIFICATIF. – Dans notre rubrique « Les devises et l'or » (*le Monde* daté 12-13 septembre), il convenait de lire ainsi la phrase suivante : « *La Banque de France a dépensé vendredi ouvertement et publiquement 800 millions de francs à la cotation officielle en Bourse pour le seul mark* » (au lieu de 800 milliards comme indiqué à la suite d'une erreur de transmission). D'autre part, dans l'avant-dernier paragraphe, nous parlions d'un certain désarroi au niveau des « autorités » monétaires et non des « activités » monétaires.

AFFAIRES

« L'essentiel reste à faire dans l'industrie du cuir » déclare M. Jean-Pierre Chevènement

M. Jean-Pierre Chevènement, *ministre de la recherche et de l'industrie*, a inauguré, samedi 11 septembre, la quarantième Semaine internationale du cuir au Parc des expositions de la porte de Versailles. « *Des orientations positives ont été prises dans ce secteur*, a-t-il déclaré, *mais l'essentiel du chemin reste à faire* ». Le ministre a confirmé que le « plan cuir » défini il y a un peu plus d'un an serait intégralement appliqué.

Les industries du cuir ne sont pas sorties de la crise qu'elles traversent depuis de longues années. Au cours du premier semestre de 1982, la production de l'ensemble de la filière a légèrement augmenté par rapport à la même période de 1981, avec une *pointe de 3,3 % dans le secteur de* la chaussure. Les exportations ont également progressé : + 21 %. Mais, dans le même temps, les importations ont connu une très forte hausse (+ 31 %). Le déficit de la balance commerciale a atteint 1,3 milliard de francs, soit un taux de couverture de 74 %.

Autre signe de faiblesse : les *effectifs ont continué de diminuer* (– 4 % dans le secteur de la tannerie, – 2,5 % dans le secteur de la chaussure), malgré la légère reprise de l'activité.

Pour « *remonter durablement la pente* », les industriels français ont demandé à M. Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, d'accélérer la mise en application du « plan cuir » défini par M. Dreyfus, son prédécesseur. Ce plan se fonde sur trois objectifs : améliorer les conditions de la mise en marché des cuirs bruts, sauvegarder l'industrie de la tannerie, renforcer la compétitivité des industries de la chaussure et de la maroquinerie.

En ce qui concerne les cuirs bruts, M. Chevènement a déclaré que la formule des ventes publiques, retenue par M. Dreyfus pour assurer la transparence des transactions, serait appliquée après l'adoption définitive de la loi sur l'organisation des marchés agricoles par offices. Le ministre a confirmé que ces ventes seraient organisées par des établissements publics dans un cadre régional ou interrégional.

Pour ce qui est de l'aide à la tannerie (en 1981 une tannerie sur trois était en situation de dépôt de bilan ou de règlement judiciaire), M. Chevènement a déclaré qu'à ce jour une quarantaine de tanneries *(sur soixante-cinq) avaient demandé* à bébéficier d'aides publiques. Onze ont obtenu satisfaction et ont pu consolider deux mille emplois environ. L'examen des autres dossiers se poursuit avec une priorité accordée aux entreprises qui développent le prétannage.

Pour améliorer la compétitivité des industries de la chaussure et de *la maroquinerie (en 1980, une paire* de chaussures sur deux vendue en France était importée), M. Chevènement a déclaré qu'il fallait faire porter l'effort sur l'automatisation des processus de production. Le Centre technique du cuir, dont le nouveau conseil d'administration sera nommé dans les prochaines semaines, sera chargé de développer les liens entre la recherche appliquée, les fabricants de matériel et les industriels. Ceux-ci bénéficieront de l'aide des pouvoirs publics s'ils s'engagent sur la voie de l'automatisation.

Répondant aux industriels de la chaussure, qui réclament le retour à la liberté des prix dès le 1er novembre, M. Chevènement a simplement déclaré qu'« *il souhaitait que l'industrie cesse d'être pénalisée en matière de prix* ».

ÉTRANGER

R.F.A.

LE NOMBRE DES CHOMEURS POURRAIT ATTEINDRE DEUX MILLIONS

Le ministère ouest-allemand de l'économie a reconnu indirectement pour la première fois que les chômeurs seraient bientôt au nombre de deux millions en R.F.A., et que la croissance en 1983 ne serait que de 1,5 % à 2 %, au lieu des 3 % prévus initialement par le gouvernement.

Dans une lettre signée par le secrétaire d'Etat au ministère de l'économie Otto Schlecht, et rendue publique vendredi, le ministère ouest-allemand estime que les pronostics des instituts privés de *conjoncture, qui ont annoncé* un taux de croissance de 0,5 % en R.F.A. pour cette année et de 1,5 % en 1983, et deux millions de chômeurs en décembre, sont fondés.

Le gouvernement, soulignent les observateurs, avait tablé sur une croissance de 3 % en 1983 et avait établi le budget 1983 sur ces prévisions. Leur révision entraine d'une part une perte de recettes fiscales évaluée entre 4 et 5 milliards de DM et d'autre part le versement de 3,5 a 4,5 milliards de DM à l'Office fédéral des statistiques de Nuremberg, chargé d'indemniser les chômeurs.

La discussion budgétaire au parlement, qui promettait déjà d'être particulièrement âpre, risque de s'envenimer à présent, estime-t-on. Les alliés libéraux du chancelier Schmidt, dont le ministre de l'économie, M. Otto Lambsdorff, fait partie, souhaitent une « *rigueur* » budgétaire, au détriment des mesures sociales, chose à laquelle s'opposent violemment les sydicats, qui soutiennent traditionnellement le parti du chancelier, les sociaux-démocrates.

Le ministre libéral de l'économie veut ramener l'allocation de chômage d'actuellement 68 P.C. du dernier revenu net à 50 P.C. pour les trois premiers mois d'inactivité. M. Lambsdorff envisage également de limiter le soutien aux chômeurs à un an au plus, même en cas de maladie. Il entend également assainir les caisses de l'Etat par une suppression de l'indemnité de congé de maternité, l'aide financière aux écoliers et une augmentation des charges des retraites.

Le ministre de l'économie propose une limitation du traitement des fonctionnaires et une baisse générale des appointements des fonctionnaires en début de carrière.

M. Lambsdorff se prononce d'autre part en faveur d'une baisse de certains impôts pour encourager les investissements et la création de nouveaux emplois. Pour équilibrer les pertes qui en résultent pour l'Etat, il se déclare favorable à une augmentation de la T.V.A.

Ces propositions, estime la presse ouest-allemande, sont inacceptables pour le chancelier Schmidt et le S.P.D.

SOCIAL

Trois mille départs en pré-retraite envisagés chez Michelin

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. – En conviant, le 9 septembre, les organisations syndicales (1) à une réunion paritaire, la Manufacture des pneumatiques Michelin a confirmé son intention de déposer, sur le bureau du ministère du travail, une demande d'allocation spéciale du Fonds national de l'emploi, permettant à trois mille salariés s'inscrivant dans une tranche d'âge allant de cinquante-six ans et deux mois à soixante ans (dont deux mille à Clermont-Ferrand) de bénéficier du régime de pré-retraite (82 % du salaire net). De ce fait, la direction Michelin a fait part de ses intentions de mettre en œuvre pour toutes les catégories de salariés, l'horaire légal aux trente-neuf heures de travail effectif, puisqu'il s'agit là d'un préalable à la signature d'une convention avec le F.N.E. (Fonds national de l'emploi). *Cette mesure devrait permettre*, a-t-elle déclaré, d'amener à cet horaire, au 1er janvier prochain, le personnel qui n'y était pas encore (agents en 2/4, employés, ingénieurs et cadres) en précisant que la perte de salaires résultant de cette réduction de travail serait compensée à 50 %.

Dès le lendemain de cette réunion, la C.F.D.T. (majoritaire dans l'entreprise) et la C.G.T., qui n'ont donné aucun accord de principe, ont fait connaître leurs positions.

Pour la C.F.D.T., « *il est clair que Michelin veut procéder à trois mille suppressions d'emplois par le biais des préretraites à cinquante-six ans sans qu'il soit question pour lui d'ouvrir la moindre négociation sur les contrats de solidarité et la création d'emplois* ». C'est donc un contrat de solidarité que réclame la C.F.D.T.

La C.G.T., pour sa part, souligne elle aussi avec vigueur que la signature d'un contrat de solidarité est *une nécessité économique*, et souhaite que soient publiquement examinés les comptes de la firme. Elle considère en effet que certaines données lui échappent et demande qu'une étude tripartite (pouvoirs publics, direction Michelin, centrales syndicales) soit effectuée rapidement afin de connaître exactement l'état du marché. Elle a de fait refusé les propositions de la direction.

Il reste donc à savoir quelle sera l'attitude de la Manufacture qui, pour l'heure, entend toujours déposer son dossier avant la fin de l'année sur le bureau du ministère du travail.

JEAN-PIERRE ROUGER.

(1) Les organisations syndicales représentées chez Michelin sont la C.F.D.T., la C.G.T., la C.F.T.C., F.O. et l'Union du personnel Michelin.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **M. Pierre Dauzier, directeur général de l'agence Havas.** — M. André Rousselet, P.D.G. de l'agence Havas et président d'Eurocom S.A. proposera au conseil d'administration, qui se réunira le 14 octobre de nommer M. Pierre Dauzier directeur général de l'agence Havas. H.E.C. et diplômé expert comptable, M. Dauzier était jusqu'au mois de juin dernier président du directoire d'Havas Conseil, dont il est devenu P.D.G. après la modification des statuts de cette société. Il était administrateur d'Eurocom.

Energie

● **Le ministre du pétrole des Emirats arabes unis (E.A.U.)**, a appelé les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à « geler » le prix de référence du pétrole jusaqu'à la fin de 1985 afin de raviver la demande, écrit le dimanche 12 septembre la revue « *Middle East Economic Survey* ». Le tarif de 34 dollars par baril ne doit pas être réduit afin d'éviter le risque d'une guerre des prix, aurait déclaré le ministre lors d'un séminaire privé sur l'énergie, qui vient de se réunir à Oxford, en Angleterre, les ministres de l'OPEP avaient décidé en novembre dernier, à Genève, de « geler » le prix de référence jusqu'à la fin de 1982. — *(Reuter.)*

● **La construction du gazoduc euro-sibérien.** — Le gouvernement américain ne modifiera pas sa position sur le gazoduc euro-sibérien tant que la loi martiale n'aura pas été levée en Pologne, a souligné, le dimanche 12 septembre, M. William Brock, représentant spécial du président Reagan pour le commerce. M. Brock s'est aussi déclaré fermement opposé à l'octroi de crédits européens à l'Union soviétique. « *De tels crédits,* a-t-il dit, *subventionnent l'armée et non pas le peuple soviétique* ». Il a estimé enfin que les États-Unis et les pays d'Europe occidentale devraient réussir à définir dans les mois à venir une « *approche commune* » sur la question d'une restriction des liens commerciaux entre l'Est et l'Ouest. — *(A.F.P.)*

Étranger

MEXIQUE

● **Le Mexique étend le contrôle des changes au peso.** — Les mesures de contrôle des changes du Mexique seront dorénavant appliquées à sa propre monnaie, le peso. Les autorités mexicaines ont effet décidé que les sorties de pesos pour les Mexicains se rendant à l'étranger seraient soumises, et jusqu'au 31 décembre 1983, à une autorisation préalable d'exportation, au même titre que les devises étrangères, l'or et l'argent et les bijoux.

Les sorties seront limitées à 5 000 pesos (71 dollars) par personne. Pour les étrangers, le plafond limite a été fixé à 100 000 pesos (700 dollars). — *(A.F.P.)*

PORTUGAL

● **La frontière du Portugal est toujours fermée aux produits espagnols.** — Les exportations de produits espagnols vers le Portugal, bloquées en juillet par Lisbonne afin de lutter contre le déséquilibre des échanges commerciaux entre les deux pays, n'ont toujours pas repris, malgré les efforts de Madrid, a-t-on appris samedi 11 septembre d'une source proche du ministère espagnol de l'économie. Depuis cette date, les autorités portugaises refusent de délivrer des licences d'importation pour les produits espagnols. Les échanges hispano-portugais souffrent notamment de la forte dépréciation de l'escudo par rapport à la peseta. — (A.F.P.)

PAYS-BAS

● **Augmentation du chômage aux Pays-Bas.** — Le nombre de chômeurs néerlandais a atteint 554.300 fin août, contre 543 500 fin juillet (après corrections des variations saisonnières), soit 12,6 % de la population active. Le chiffre brut s'élevait à 564 300, en augmentation de 13 200 par rapport au mois précédent. — (A.F.P.)

Social

● **L'allocation de rentrée scolaire**, versée sous conditions de ressources, jusqu'à seize ans seulement, devrait passer de 250 F — niveau à la rentrée 1981 — à 265 F. Cette augmentation, proposée par le gouvernement, est jugée insuffisante par l'Union nationale des associations familiales, qui réclame 50 F au lieu des 15 F supplémentaires actuellement prévus.

● **L'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) vient de faire paraître une nouvelle édition du « Guide du demandeur d'emploi »**, destiné à faciliter la recherche d'un emploi dans ses diverses modalités. Cette publication sera remise systématiquement à tout demandeur d'emploi lors de son inscription à l'A.N.P.E. ou en mairie.

● **La C.F.D.T. et la Sécurité sociale.** — Dans un article de *Syndicalisme-Hebdo*, à paraître le 16 septembre, M. Robert Bono, secrétaire national de la C.F.D.T., adresse une mise en garde aux pouvoirs publics à propos de certaines hypothèses d'économies pour la Sécurité sociale : « *Certaines rencontreront une opposition résolue de la C.F.D.T. si elles se trouvaient confirmées. Oui à la recherche d'autres financements, oui à la rentabilité sociale du système, non à la régression sociale, non à la résurgence des inégalités et de l'assistance.* » Ainsi pour M. Bono le projet de création d'un forfait hôtelier à l'hôpital, évoqué de nouveau par M. Bérégovoy le 12 septembre, « *n'est pas en soi tolérable* ». « *Si l'on instaure des plafonds pour les exemptions, on retombe dans l'assistance. La diminution des remboursements et des prestations est à exclure pour les mêmes raisons.* » « *La rigueur, la rénovation et la lutte contre les inégalités doivent aller de pair* », souligne le responsable cédétiste.

ÉQUIPEMENT

Plus de McDonald's en France ?

A la requête de la société américaine de restauration rapide McDonald's, le tribunal du comté de Cook à Chicago (Illinois), a enlevé sa licence d'exploitation à l'utilisateur français de la marque. Estimant que le groupement d'intérêt économique (G.I.E.) qui exploite les restaurants McDonald's de Paris et de sa région ne respectait pas les normes qualitatives très strictes du contrat de franchise, le juge a refusé de donner le feu vert au programme d'installation de nouveaux points de vente en France.

Le contrat, signé en 1972 par M. Joseph Dayan, prévoyait en effet l'implantation de plus de cent cinquante restaurants McDonald's dans la région parisienne d'ici à la fin du siècle, sous réserve du versement de royalties correspondant à 1 % des ventes réalisées. L'incertitude des perspectives offertes par le marché français expliquait ces conditions particulièrement avantageuses : McDonald's exige habituellement des royalties de 10 à 20 % de ses partenaires européens et américains.

Le groupe McDonald's, qui réalise un chiffre d'affaires supérieur à 4,5 millions de dollars au niveau mondial, a établi sa réputation sur des critères de propreté et de services typiquement américains. L'exploitant français de la marque n'aurait pas respecté les règles de fabrication du désormais célèbre Big Mac.

M. Dayan, qui s'apprête à ouvrir un quatorzième point de vente à Paris, estime, pour sa part, que McDonald's souhaite en fait exploiter directement un marché qui s'est révélé lucratif.

Douze heures de suite sur un camion

Un chauffeur de poids lourd belge, M. Léopold Stasse, 52 ans, demeurant à Andenne, a été relaxé le 7 septembre par le tribunal de simple police de Nancy bien qu'il ait roulé plus de dix heures d'affilée sans prendre une seule heure de repos.

Après un parcours de neuf heures en Belgique, ce chauffeur avait effectué trois heures de route supplémentaires en France en direction de Vittel où il devait prendre un chargement d'eau minérale. Son avocat, Mᵉ Michel, du barreau de Nancy, face à cette infraction à la législation française, a fait remarquer au tribunal que le parcours effectué en Belgique ne pouvait être considéré comme du ressort de la justice française. Le juge a donc considéré le temps de conduite effective sur le territoire français et ordonné la relaxe du chauffeur belge. — *(Corresp.)*

Demain, la Loire

Le barrage de Villerest sur la Loire, en amont de Roanne, a été inauguré le 11 septembre (*le Monde* daté du 12-13 septembre). M. Jean Royer, député non inscrit, maire de Tours, président de L'Institution interdépartementale pour la protection des vals de Loire, organisme maître d'ouvrage du barrage, a demandé que l'Etat continue l'aménagement du fleuve, insistant pour que la construction d'un nouvel ouvrage soit inscrite au IXᵉ Plan.

M. Jean Auroux, ministre du travail, maire de Roanne, a indiqué qu'au départ, il avait été hostile au barrage parce que c'était « *un projet de technocrates* », mais qu'ensuite, le projet avait été « *pris en main par les élus intéressés* ».

M. Auroux a appelé de ses vœux la naissance « *d'un grand projet Loire* » capable de mobiliser la jeunesse. « *L'esprit jacobin a fait son temps,* a encore dit M. Auroux. *Il faut apprendre à conjuguer dans notre pays planification et décentralisation qui sont à notre connaissance non seulement la réponse au vœu des Français mais les éléments nécessaires d'une démocratie moderne et responsable.* » — *(Corresp.)*

Nîmes épure ses eaux

Après notre article intitulé « La France, ce pays où les eaux sales coulent à gros bouillons » (*le Monde* du 30 juin), la mairie de Nîmes s'était émue du fait que, sur la carte jointe à l'article, ses efforts de dépollution n'avaient pas été pris en compte. En effet, ce document était fondé sur des bilans établis en 1979 et 1980. Or, entre-temps, la Ville de Nîmes a déployé d'importants efforts techniques et financiers pour améliorer son réseau d'assainissement, sa station d'épuration et les performances de celle-ci.

C'est ainsi qu'entre 1979 et 1981 ses capacités d'épuration des eaux sont passées de la consommation de 90 000 habitants à celle de 120 000 habitants. Pendant le même temps la pollution réellement éliminée est passée de celle de 48 000 à celle de 85 000 habitants. L'agglomération nîmoise compte environ 135 000 habitants, ce qui situe son taux de dépollution non à 25 % comme l'indiquait notre carte, mais à 63 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉS INTERBAIL, ACTIBAIL ET SICOMUR

Les conseils d'administration d'INTERBAIL, ACTIBAIL et SICOMUR, se sont réunis les 8 et 9 septembre 1982, en vue d'examiner un projet de rapprochement conduisant à la fusion-absorption par INTERBAIL d'ACTIBAIL et de SICOMUR.

Ce projet prend place après les actions de réorganisation et de développement entreprises depuis juillet 1979, chez ACTIBAIL et SICOMUR. Ces deux sociétés, dont le patrimoine de location simple est important, formeraient en s'unissant à INTERBAIL, une institution de crédit-bail immobilier dont le total de bilan serait de 2 300 000 000 de francs.

Les actionnaires des trois sociétés bénéficieraient, en outre, du fait même du regroupement, des effets d'économies de frais généraux, et leurs titres seraient éligibles à un large marché.

Les parités de fusion proposées aux actionnaires seraient de vingt actions ACTIBAIL ou SICOMUR pour treize actions INTERBAIL.

Cette information est donnée avant décision des organes statutaires et sous réserve de l'appréciation des commissaires aux comptes et aux apports et de l'avis favorable des autorités publiques compétentes.

PRÉTABAIL-SICOMI

Le conseil d'administration de Prétabail-Sicomi, dans sa séance du 9 septembre 1982, a examiné la situation provisoire de la société au 30 juin 1982. Le chiffre d'affaires, SCI comprises, du premier semestre a été de 155,3 millions de francs, en progression de 8,3 % par rapport à celui du premier semestre 1981.

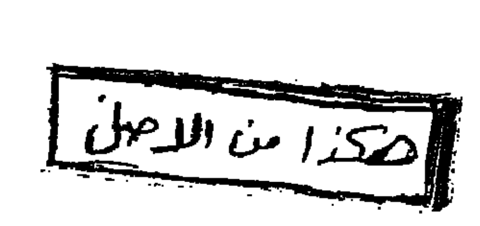
Le bénéfice net est de 83,7 millions de francs, contre 67,7 millions de francs au 30 juin 1981 : il comprend pour environ 8,8 millions de francs de plus-values de cession (contre 1,2 million de francs) et est donc en augmentation, en excluant ces plus-values, de 12,6 %.

Pendant les huit premiers mois de l'année, dix-sept dossiers de crédit-bail ont été engagés pour un montant de 93 millions de francs.

DÉNONCIATION DE CAUTION

L'ASCOBATT, Association pour la caution par les banques et les assurances des entreprises de travail temporaire, 26, rue Vernet, à 75008 Paris, fait savoir que la garantie conférée depuis le 1ᵉʳ juin 1982 par la compagnie les assurances du crédit, à Compiègne, pour le compte de la Société Intérim P.M.I., 34, rue Beaubrun, 42000 Saint-Etienne, prendra fin dans un délai de deux jours suivant la présente publication.





MARCHÉS FINANCIERS

Activité pratiquement stable à la Bourse de Paris au mois d'août

Agefi. — Le montant des transactions enregistrées au mois d'août à la Bourse de Paris n'a guère varié par rapport au mois précédent pour s'établir à 13,41 milliards de francs contre 13,90 milliards en juillet, selon les dernières statistiques de la Chambre syndicale des agents de change. Sur ce total, les transactions à terme ont progressé de 12,3 % pour atteindre 2,4 milliards de francs, tandis que les échanges sur le marché au comptant diminuaient de 6,4 % pour s'établir à 11 milliards de francs. Enfin, les échanges en obligations se sont contractés de 6 % à 10,15 milliards, alors que les transactions en actions reflétaient une amélioration de 4,6 %, à 3,26 milliards de francs.

Au cours des huit premiers mois, les transactions ont totalisé 127 558 millions, marquant un accroissement de 40,1 % par rapport à la fin août 1981. Contrairement au comptant où l'activité a augmenté de 66,5 % (98 234 millions), celle du terme a accusé un retrait de 8,5 %. Les valeurs à revenu fixe arrivent toujours en tête avec un montant de 84 157 millions (+ 76,7 millions), les actions, pour leur part, demeurant pratiquement au même niveau à 43 401 millions (– 0,1 %).

Par rapport à la fin juillet, la capitalisation boursière des valeurs françaises s'est améliorée quelque peu à 197,53 milliards (189,69 milliards un mois plus tôt). Compte tenu des autres valeurs de la zone franc, elle a atteint 202,61 milliards contre 194,66 milliards.

Les dix valeurs ayant la plus forte capitalisation boursière sont les suivantes (en millions de francs) :

Elf-Aquitaine, 10 080 ; l'Air liquide, 7 936 ; Dassault, 4 962 ; Elf-Gabon, 4 320 ; Générale de géophysique, 4 079 ; L'Oréal, 4 037 ; B.S.N.-Gervais-Danone, 3 068 ; Carrefour, 3 425 ; Moët-Henessy, 3 129 ; Casino, 3 090.

A terme, les dix valeurs les plus actives du mois d'août ont été les suivantes, le classement étant établi compte tenu de la moyenne quotidienne des échanges (en milliers de francs) :

B.S.N., 5 322 ; l'Air liquide, 4 514 ; Club Méditerranée, 7 966 ; Moët-Hennessy, 2 738 ; Carrefour, 2 274 ; Elf-Aquitaine, 2 265 ; Darty, 2 019 ; Bouygues, 1 917 ; Michelin, 1 829 ; L'Oréal, 1 796.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

	3 sept.	10 sept.
Indices généraux de base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu variable	785,9	774,1
Valeurs étrangères	1978,6	1968,2
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	113,4	111,7
Valeurs étrangères	267,7	266,3
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	101,6	100,1
Pétroles-Energie	78,4	77,1
Métallurgie	86,7	86,8
Chimie	100,3	97,8
Bâtim., mat. constr., trav. publics	97,9	96,4
Constructions mécaniques	98,8	97,3
Matériel électrique	102,3	100,4
Automobile et accessoires	91,9	87,6
Industr. de consom. non alim.	118,5	117,1
Agro-alimentaire	114,6	113,7
Distribution	106,3	101,2
Transports	106,6	108
Services	104,2	103,2
Assurances	106,7	104,9
Banques	113,1	113
Immobilier et foncier	102,4	102,6
Investissement et portefeuille	105,2	104,7
Base 100 : 28 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	98,2	96,1
Emprunts d'Etat	96,7	96,6
Emprunts garantis et assimilés	96,3	96,1
Sociétés	95,9	95,7
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	85,8	85,6
Sociétés	92,4	92,3
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	100,2	98,6
Produits de base	82,6	81,2
Construction	96	94,1
Biens d'équipement	101,4	99,7
Biens de consom. durables	98	94,4
Biens de consom. non durables	111,6	108,7
Biens de consom. alimentaires	112,7	112
Services	101,5	99,6
Sociétés financières	110,1	109,6
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	100,4	97,6
Valeurs industrielles		95,6
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 29 décembre 1981		
Indice général	97,4	97,4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

MOULINEX. — *Moulinex-France et la* société américaine Regal Ware Inc. ont mené à bien leur projet d'association aux Etats-Unis *(le Monde* du 10 juillet 1982) en créant la société Moulinex Regal Inc.

Cette société, dont le siège est à Virginia-Beach (Virginie), sera chargée de la commercialisation des produits de la gamme Moulinex aux Etats-Unis, produits qu'elle fabriquera localement ou qu'elle importera de France.

LESIEUR. — *Le* groupe a réalisé au premier semestre 1982 un bénéfice net (part du groupe) de 66 millions de francs, en baisse de 9 % sur la période correspondante du précédent exercice, la marge brute d'autofinancement s'étant accrue de 14 % dans le même temps pour atteindre 143 millions de francs, sur un chiffre d'affaires de 3,44 milliards de francs, en progrès de 28 % d'un semestre à l'autre.

La société précise que l'augmentation du bénéfice net proprement dit (87 millions de francs, + 18 %), « *traduit pour l'essentiel la performance très satisfaisante et les résultats en forte progression des activités espagnoles* ». En revanche, ajoute Lesieur, « *ainsi que mis en évidence par le recul de la part du groupe dans le bénéfice net, le résultat des activités françaises a été pénalisé par certaines dépenses non récurrentes et par un ralentissement sensible de la consommation sur les mois de mai et juin.* »

ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE. — La Société A.G.F. a informé la Chambre syndicale des agents de change que la participation de la société A.G.F.-Vie dans le capital de SODECCO, S.D.R.-Picardie et Développement régional de Normandie venait de franchir le seuil de 10 % dans chacune de ces trois sociétés. La même société A.G.F. a notifié à la Chambre syndicale que la participation de la société A.G.F.-I.A.R.T. dans le capital de la Compagnie lyonnaise immobilière venait de franchir le seuil de 10 %.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	9 sept.	10 sept.
Valeurs françaises	102,4	102
Valeurs étrangères	114,5	114,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	9 sept.	10 sept.
Indice général	99,1	98,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 13 septembre .... 14 1/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	10 sept.	13 sept.
1 dollar (en yens)	263,40	263,85

BOURSE DE PARIS — Comptant — 10 SEPTEMBRE

Autres valeurs hors cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alsar	132 10	133
Cellulose du Pin	18	....
Coparex	331	331
F.B.M. (Li)	70	4 o
Iena Industries	13	....
La Mure	70 10	....
M.M.B.	170	168 50
Océanic	46	41 o
Petrofigaz	335	....
Profouptie	180	126 o
Radar For. G.S.P.	7 50	....
Rorento N.V.	506	506
Sabl. Morillon Corv.	120	120

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent (SICAV)

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 10/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 046	7 085	6 880	7 230
Allemagne (100 DM)	282 930	282 950	275	289
Belgique (100 F)	14 748	14 764	13 700	14 800
Pays Bas (100 fl.)	258 100	258 520	25 100	263
Danemark (100 krd)	80 080	79 260	76	82
Norvège (100 k)	102 210	102 560	98	104
Grande-Bretagne (£ 1)	12 125	12 152	11 700	12 400
Grèce (100 drachmes)	9 892	10 010	9	11
Italie (1 000 lires)	5 013	5 035	4 750	5 250
Suisse (100 fr.)	331 860	332 100	320	338
Suède (100 krs)	113 830	113 900	109	116
Autriche (100 sch)	40 250	40 310	38 900	40 600
Espagne (100 pes.)	6 267	6 265	0 595	6 400
Portugal (100 esc.)	7 990	8 090	6 700	7 900
Canada ($ can 1)	5 718	5 740	5 560	5 820
Japon (100 yens)	2 712	2 706	0 259	2 730

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/9
Or fin (kilo en barre)	95000	97000
Or fin (en lingot)	94800	94800
Pièce française (20 fr)	671	664
Pièce française (10 fr)	460	.....
Pièce suisse (20 fr)	576	581
Pièce latine (20 fr)	580	585
Souverain	681	676
Pièce de 20 dollars	3070	3005
Pièce de 10 dollars	1520	1550
Pièce de 5 dollars	750	.....
Pièce de 50 pesos	3700	3700
Pièce de 10 florins	570	566

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2-3. LES RESULTATS DU XIIe CONGRÈS DU P.C. CHINOIS

4-5. PROCHE-ORIENT

— Après le sommet de Fès, la satisfaction prédomine dans les territoires occupés.

5. EUROPE

— POLOGNE : Solidarité invite la population à manifester à nouveau.

POLITIQUE

6. La Fête de *l'Humanité.*

7. Les travaux du comité directeur du P.S.

8. M. Bérégovoy au « Grand Jury-R.-T.-L. *le Monde* ».

— M. Barre au « Club de la presse » d'Europe 1.

9. Confirmation du recul électoral de la gauche dans plusieurs élections cantonales et municipales.

RÉGIONS

10. ILE-DE-FRANCE : *trop de malheurs* dans les grands ensembles ; les remèdes du préfet : Paris doit cesser d'éloigner ses pauvres.

SOCIÉTÉ

11. LA CATASTROPHE AÉRIENNE DE MANNHEIM.

— APRÈS LA FUSILLADE DE LA RUE ROSSINI.

12. FAITS DIVERS : l'affaire Julien Borel.

— *MÉDECINE : mort après vingt-sept années de coma.*

— SCIENCES : l'avenir de l'énergie nucléaire.

CULTURE

14. ARTS : *la mort de Wilfredo Lam*

— EXPOSITIONS : la médecine médiévale à la Bibliothèque nationale.

— MUSIQUE : le Festival de Besançon.

— THÉATRE : *Lettre au père,* au Petit-Montparnasse.

— CINÉMA : *Yol,* ou le sens d'un accueil.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

17-18. Le tiers-monde et la crise économique : vers un autre modèle de développement.

19. Une première en Sologne : l'avènement du lupin.

— Micro-développement en Picardie les théorèmes du Crédit agricole.

21. Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

SPORTS

22. TENNIS : vainqueur à Flushing-Meadow, « Connors superstar ».

— AUTOMOBILISME : triomphe pour Arnoux à Monza.

ÉCONOMIE

45. AFFAIRES : « *L'essentiel reste à faire dans l'industrie du cuir* », déclare M. Chevènement.

— SOCIAL · trois mille départs en pré-retraite sont envisagés chez Michelin.

— *ÉTRANGER : en R.F.A., le nombre* des chômeurs pourrait atteindre deux millions.

46. *ÉQUIPEMENT.*

RADIO-TÉLÉVISION (16)

INFORMATIONS « SERVICES » (44) :

Vivre à Paris ; Mots croisés, Météorologie ; « Journal officiel ».

Annonces classées (23 à 43) ; Carnet (12) ; Programmes spectacles (15 et 16) ; Bourse (47).

Le numéro du « Monde » daté 12-13 septembre 1982 a été tiré à 493 410 exemplaires.

Les conflits de l'automobile

● *Nouvelle grève à l'usine Citroën d'Aulnay*

● *M. Auroux affirme que son intervention était « exceptionnelle »*

Tandis que le calme régnait, lundi matin 13 septembre, à l'usine Talbot de Poissy (Yvelines), après la reprise du travail intervenue la semaine dernière, une vive tension était observée de nouveau à l'unité Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), une fois de plus paralysée par la grève.

Vendredi soir, une soudaine nervosité s'était manifestée parmi le personnel maghrébin des chaînes de montage, les feuilles de paie ne représentant pas — en raison, précise la direction, du blocage des salaires — l'augmentation de 2,5 % inscrite dans l'accord qui avait mis fin à la grève du printemps dernier (*le Monde* daté 12-13 septembre). Vers 7 h. 30, ce lundi, le travail a cessé après une distribution de tracts cégétistes dénonçant la non-application de la recommandation du professeur Dupeyroux, médiateur dans le conflit. La direction a décidé, de son côté, d'entamer une procédure de licenciement contre un ouvrier accusé d'avoir blessé un contremaître.

Par ailleurs, dans une interview accordée au *Journal du dimanche,* M. Jean Auroux, ministre du travail, se défend d'être « *le pompier des conflits sociaux* ».

Tirant, pour le *Journal du dimanche* du 12 septembre, les leçons du conflit Talbot, M. Jean Auroux souligne « *la situation relativement fragile de l'industrie automobile française* » et estime qu'« *il ne peut y avoir d'entreprise dynamique et prospère sans bonnes relations sociales* ». Il ajoute : « *L'intervention que j'ai été amené à faire pour débloquer la situation ne peut avoir qu'un caractère exceptionnel (...). Je ne veux pas être le « pompier » ou l'ange gardien des conflits sociaux. Avec plus d'un million d'entreprises en France, je n'y suffirais pas (...). Les partenaires réclament l'autonomie de leurs négociations. Fort bien. A l'inverse, on est en droit d'attendre de leur part qu'ils prennent aussi leurs responsabilités. Les hommes de Talbot doivent désormais tourner la page des violences et des rancœurs et ne rechercher que la victoire de l'entreprise.* »

A propos du rôle de la C.G.T. à Poissy, M. Auroux — qui spécifie qu'il n'est « *le ministre d'aucun syndicat* » et qu'il est « *attaché au pluralisme syndical* » — affirme qu'il attend de voir « *comment, dans ce conflit — comme dans d'autres, — ce syndicat — comme les autres syndicats — se comportera à l'égard de l'inflation, de l'emploi, de la liberté du travail et du respect de la loi* ».

A propos du droit, pour chaque salarié, « *de s'exprimer sur le contenu et les conditions de son travail* », voire de contester l'« *attitude de telle ou telle organisation* », le ministre déclare : « *Si les salariés non syndiqués ont aussi joué un rôle, cela me paraît normal dans la mesure où je souhaite que la totalité des travailleurs s'impliquent dans l'entreprise. Mais il est clair que la capacité de négocier demeure aux organisations syndicales représentatives.* »

Dans *Libération* du 13 septembre, M. Auroux rappelle qu'il a pris contact « *successivement avec tous ceux qui étaient partie prenante dans l'acceptation de la médiation du professeur Dupeyroux, avec tous sans exception* », et conclut : « *Je ne suis pas l'homme des intérêts particuliers, je veux être le militant de l'intérêt général de la nation.* »

D'autre part, M. Auroux, relevant que la C.G.T. a lancé chez Citroën une action pour réclamer « *l'application d'une clause recommandée par le médiateur avant que n'intervienne le dispositif de blocage des prix et des salaires* », désavoue cette attitude : « *Il est clair, et la C.G.T. le sait, que l'application de ces dispositions est illégale.* »



Un bilan de l'opération « anti-été chaud » dans les banlieues de Lyon

Un recul de la délinquance

De notre correspondant

Lyon. — Le succès de l'opération « anti-été chaud » dans la banlieue est de Lyon, déjà évident pour les observateurs sur le terrain (*le Monde* du 25 août), se traduit dans les chiffres. Le bilan présenté par M. Bernard Grasset, préfet de police de Lyon, montre une diminution des incendies de véhicules dans l'agglomération : trente-cinq en août 1982 contre quarante-quatre l'an dernier. A Villeurbanne il n'y en a eu que quatre contre quinze en 1981 ; à Vénissieux deux contre huit et à Vaulx-en-Velin quatre au lieu de neuf.

De plus, selon M. Grasset, « *il y a une différence de nature entre ces incendies et ceux du vaste happening de l'été dernier* ». Les véhicules incendiés ne sont plus des B.M.W. ou des Golf G.T.I. volées et sacrifiées à l'issue de rodéos spectaculaires. Cette année, les rodéos ont été rarissimes et les voitures de marques diverses étaient les cibles de pyromanes, de racketteurs ou d'escrocs à l'assurance. « *On est même venu de Paris pour faire brûler sa voiture, invendable, à Villeurbanne* », a indiqué le préfet de police.

Mais les statistiques des services de police montrent également un recul des autres formes de délinquance. Pour la première fois depuis dix ans, la délinquance est en diminution (3 % à 5 %) sur l'ensemble de l'agglomération. Au cours des mois de juillet et d'août, on a enregistré une baisse de 11 % des cambriolages, de 8 % des vols à la roulotte et de 28 % des vols d'automobiles par rapport à l'été 1981. Seuls les vols avec violence, peu nombreux, sont en augmentation de 10 %. Cette diminution est surtout sensible dans les communes de l'Est lyonnais. A Villeurbanne par exemple, le nombre des délits a diminué de 33 % en juillet et de 44 % en août ; à la grande satisfaction de son maire, M. Charles Hernu, ministre de la défense, qui, à quelques mois des élections municipales, confie : « *J'ignore si ce résultat est bon électoralement, mais je sais que, s'il avait été différent, cela aurait été très mauvais.* »

Les raisons de cette réussite sont analysées de la même façon par MM. Hernu et Grasset : d'une part les mesures préventives prises par le gouvernement et les collectivités locales ont privé les auteurs de rodéos de leur tout jeune public ; d'autre part, elles ont provoqué une prise de conscience chez les jeunes immigrés. Enfin, pour le préfet de police, la réorganisation de la police lyonnaise n'est pas étrangère à ce succès, mais il ajoute aussitôt une hypothèse moins optimiste : « *Les petits caïds de l'été dernier sont peut-être entrés dans une délinquance plus réelle et moins visible.* »

En tout cas, si le soulagement est général à la lecture du bilan estival, chacun s'accorde à penser que l'effort doit continuer. « *Le problème des loisirs de ces jeunes a été résolu cet été,* dit M. Bernard Grasset. *Il faut maintenant s'attaquer à celui de leur insertion professionnelle et sociale.* » C'est dans ce but qu'une permanence d'accueil, d'information et d'orientation pour les jeunes de seize à dix-huit ans a ouvert ses portes depuis le 8 septembre à Villeurbanne. Mais dans ce domaine, les résultats seront plus longs à venir et moins spectaculaires. *(Intérim.)*

LES RÉACTIONS A LA MORT D'ALBERT SOBOUL

● *M. Georges Marchais,* secrétaire général du P.C.F. : « *L'œuvre qu'il nous laisse honore la science française. Elle a contribué et contribuera encore à montrer la vitalité créatrice de notre pays, la capacité de ses savants à se situer au plus haut niveau de la recherche théorique et de l'interprétation des grandes tendances de l'histoire contemporaine.* »

● *M. Claude Mazauric,* directeur des Editions sociales, membre du comité central du P.C.F. et historien : « *Il fut parmi les intellectuels l'un des premiers à soutenir la candidature de Georges Marchais. (...)*

» *Pourtant, ce serait travestir la vérité que d'ignorer ses interrogations, son trouble. Je sais combien il sortit bouleversé des révélations du XXe congrès du P.C.U.S. Souvent, il me disait son scepticisme sur les orientations politiques concrètes du mouvement révolutionnaire en France et dans le monde, alors que tout est devenu si complexe et si problématique. Mais Albert Soboul n'a jamais rallié l'autre camp, celui des oppresseurs, des exploiteurs, des héritiers de toutes les tyrannies millénaires des sociétés de classe.* »

● *L'historien Jean Elleinstein,* exclu de fait du P.C. : « *Partant de son expérience historique de la Révolution française, il a tenté de faire en sorte que l'application du marxisme à la France contemporaine soit non dogmatique.* »

Rappelant qu'Albert Soboul avait signé en 1978 l'appel des communistes critiques d'Aix-en-Provence, dit « appel des 3 900 », Jean Elleinstein a précisé : « *Albert Soboul était conscient de la nécessité d'un débat démocratique, et, comme beaucoup de communistes, il a été dès le début partisan de l'union de la gauche et de la participation des communistes au gouvernement.* »

NOUVELLES BRÈVES

● *M. Claude Estier,* député (P.S.) de Paris, a commenté en ces termes, lundi 13 septembre, sur Europe 1, les propos tenus la veille par M. Barre : « *Toujours aussi satisfait de sa propre action, comme si la majorité des Français ne l'avait pas désavoué l'an dernier, il a préféré s'en tenir à une critique globale d'une politique, dont il a dit — et ce sera mon seul point d'accord avec lui — qu'elle n'a rien de semblable avec la sienne.* »

● *La princesse Grace de Monaco blessée dans un accident de la route* — La princesse Grace de Monaco a été hospitalisée, lundi matin, à la polyclinique monégasque qui porte son nom, après avoir été blessée dans un accident de la route. L'épouse du prince Rainier circulait, à 10 heures du matin, sur la route qui conduit de La Turbie à la Moyenne Corniche, en compagnie de sa fille cadette, Stéphanie, lorsque l'automobile qu'elle conduisait a quitté la route, pour une raison inconnue. On indiquait, de source officielle, en début d'après-midi, que les blessures de la princesse et de sa fille étaient « *sans gravité* ».

● *Quatre morts, cinq blessés près d'Abbeville* — Quatre personnes ont trouvé la mort et cinq autres ont été grièvement blessées après un accident de la route, le 12 septembre, dans l'après-midi près d'Abbeville (Somme). Deux automobiles circulant en sens inverse sont entrées en collision pour une raison encore mal définie. Le passager de l'un des véhicules conduit par M Patrick Bournissien domicilié à La Madeleine, dans la banlieue de Lille, a été tué sur le coup. Dans l'autre véhicule conduit par M Jean Colin, d'Amiens, l'épouse et les deux grands-parents du conducteur ont été tués.

● *Le trafic a repris normalement le lundi 13 septembre dans le port de Beyrouth,* après treize semaines d'interruption.

Le port, contrôlé par les marines supervisant l'évacuation de l'O.L.P., a été évacué par les soldats américains vendredi. Le contingent italien est parti samedi, laissant les 880 parachutistes français seuls. Ce sont d'ailleurs les parachutistes de la Légion étrangère qui ont arrangé le retrait des milices de gauche des positions qu'elles occupaient dans la partie ouest du port, ce qui a permis au gouvernement d'annoncer la reprise du trafic normal. — *(A.P.)*

UN DIRIGEANT HONGROIS ESTIME QUE LES P.C. NE DEVRAIENT PAS « SURESTIMER LA CONSCIENCE IDÉOLOGIQUE » DES MASSES

M. Karoly Nemeth, membre du bureau politique du parti hongrois, invite les directions des partis communistes au pouvoir à ne pas commettre la « *grande erreur* » de « *surestimer la conscience idéologique de la société et l'influence dominante des idées marxistes* ». Cet avertissement est contenu dans un article publié par la revue théorique du parti socialiste ouvrier hongrois dont le *Financial Times* donne une analyse.

Il est important, écrit M. Nemeth, que les P.C. ne voient pas les choses « *comme ils voudraient qu'elles soient, mais qu'ils les voient telles qu'elles sont en réalité* ». Un P.C. au pouvoir n'est efficace que s'il « *corrige* » constamment ses actes « *selon le degré de conscience des masses* ».

Le parti hongrois, lui, « *forme le peuple sur la réalité des faits, parle franchement des problèmes et prend à cœur les critiques justifiées* », ajoute M. Nemeth ; il estime que la confiance de la population ne saurait être obtenue par des proclamations. Il considère que le degré de confiance de la population dans le parti dépend des résultats économiques obtenus. Il note que les « *conditions extérieures* » concernant le fonctionnement de l'économie hongroise se sont transformées récemment « *en notre défaveur* ». La direction ne pourra plus, comme elle le faisait auparavant, agir comme si rien n'avait changé. Le parti devra examiner l'effet politique qu'ont eu sur les ouvriers les mesures économiques prises et scruter « *les sentiments politiques qu'elles ont suscités* ».

M. Nemeth estime qu'en prêtant attention aux « *signes venus d'en bas* » — c'est-à-dire aux plaintes et aux gestes de mécontentement, notamment après les récentes augmentations de prix, — le parti devrait pouvoir corriger sa politique. Selon lui, le parti, malgré son rôle dirigeant en matière d'économie, ne devrait pas s'ingérer dans la gestion industrielle, car cela ne fait que réduire les responsabilités « *et empêcher les initiatives des gestionnaires de l'économie* » et distraire le parti de son travail politique.

